

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/buechnerpreis-der-jahres-2021-geht-an-clemens-j-setz-17445669.html>

LITERATURAUSZEICHNUNG:

Clemens J. Setz erhält den Büchnerpreis

- VON ANDREAS PLATTHAUS
- -AKTUALISIERT AM 20.07.2021-10:22



Clemens J. Setz im Jahr 2015 Bild: Picture-Alliance

Mit der Vergabe der wichtigsten deutschsprachigen Literaturouszeichnung an den österreichischen Schriftsteller setzt die Deutsche Akademie für Sprache und Dichtung auf Qualität und Jugend zugleich.

Der von der Deutschen Akademie für Sprache und Dichtung verliehene Georg-Büchner-Preis, die angesehenste Literaturouszeichnung im deutschen Sprachraum, geht in diesem Jahr an Clemens J. Setz. Die Akademie nimmt somit ihr öffentlich bekundetes Vorhaben, einerseits weiblicher, andererseits jünger zu werden, ernst. Im Vorjahr war die Lyrikerin Elke Erb ausgezeichnet worden, erst als elfte Frau seit 1951. Setz wiederum, Jahrgang 1982, ist nun deutlich jünger als seine 1938 geborene Vorgängerin.

Was bedeutet aber die Entscheidung für Setz über diese eher literaturferne Betrachtung hinaus? Sie ist erfreulich, denn der österreichische Schriftsteller steht für eine Literatur abseits der üblichen Erwartungen. Nicht, dass seine Romane wie „Die Resonanzen“ (2009), „Indigo“ (2012) oder „Die Stunde zwischen Frau und Gitarre“ (2015) keine Erfolge gewesen wären, aber ein ganz großes Publikum hat Setz damit noch nicht erreicht. Auch nicht, nachdem er, der seine ersten beiden Bücher bereits beim renommierten österreichischen Residenz-Verlag veröffentlicht hatte, 2011 zum noch renommierten Suhrkamp-Verlag gewechselt war.

Dafür spricht dieser Autor aber ein ungewöhnlich junges Publikum an, weil seine Bücher – und das gilt auch für die Essays, Erzählungen und Übersetzungen – bewusst etwas anderes bieten als leicht konsumierbare Belletristik. Setz nimmt beim Schreiben die Gegenwart in den Blick, ohne sich mit banalen gesellschaftskritischen Aussagen aufzuhalten. Seine Zeitanalyse erfolgt indirekt und unideologisch. Dafür bringt er seine ganze Persönlichkeit in öffentliche Auftritte ein. Seine Lesungen und Poetikvorlesungen sind nicht nur rhetorische Ereignisse. Und er ist ein literarischer Entdecker: Die späte Veröffentlichung von Florian Havemanns Romanriesen „Speedy“ im vergangenen Jahr verdankte sich einem Artikel von Setz in der Frankfurter Allgemeinen Zeitung.

Verliehen wird die mit 50.000 Euro auch finanziell lukrative Auszeichnung (der Versuch einer anderen Literaturouszeichnung, dem Büchnerpreis durch eine höhere Dotierung den Rang abzulaufen, wurde nach einigen Jahren, in denen es nie den Mut zu einer Einzelauszeichnung gegeben hatte, durch Absenkung aufs selbe Niveau wieder aufgegeben) am 6. November im Staatstheater Darmstadt. Man darf nur hoffen, dass die dann geltenden Pandemiebedingungen es erlauben werden, diesmal wieder Publikum in den Saal zu lassen, nachdem die letztjährige Online-Preisverleihung ein Debakel gewesen ist: Die Zuschauerzahl beim Live-Stream hatte damals ungefähr der von zwei besetzten Reihen im Großen Haus entsprochen. Aber für eine Steigerung dürfte diesmal schon der Name Clemens J. Setz sorgen.

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/la-dramatisation-disproportionnee-du-passe-sanitaire-releve-de-la-panique-morale-20210719>

Opinions

La dramatisation disproportionnée du passe sanitaire relève de la panique morale

Bronner, Gerard

Pour le sociologue, auteur d'*Apocalypse cognitive* (PUF), les craintes d'une atteinte irréversible à nos libertés ne sont pas justifiées, car les mesures annoncées le 12 juillet sont provisoires et n'essentialisent pas les individus. **La liberté est au fondement de notre vie collective, mais elle n'est pas inconditionnelle.** Les mesures annoncées par le président de la République pour lutter contre la reprise épidémique ont provoqué une avalanche de commentaires dans le monde politique. Michèle Rivasi et Florian Philippot évoquent un « apartheid » ; François Asselineau enjoint de combattre un « coup d'État sanitaire » tandis qu'Éric Coquerel estime qu'« Emmanuel Macron dessine une société du contrôle et de discrimination généralisés ». Il n'y a rien là de très étonnant dans ces convergences qui ne paraissent contre nature qu'à **ceux qui n'ont pas vu qu'une nouvelle carte idéologique se dessinait depuis plusieurs années. Celle-ci s'imprime sur notre territoire à l'encre sympathique.**

Ses traits apparaissent plus nettement à la flamme de chaque nouvelle controverse : « gilets jaunes », conspirationnisme, hydroxychloroquine... en enjambant la logique de partis pour faire se rejoindre certaines aspirations.

On est plus étonné de retrouver dans ce concert certains élus de la droite républicaine. À ce titre, la tribune publiée par François-Xavier Bellamy et Loïc Hervé il y a quelques jours dans *Le Figaro* peut surprendre. Confinement, couvre-feu... Tout cela était bien pénible d'après les auteurs de ce texte mais n'est rien par rapport à ce passe sanitaire qui **serait « la vraie rupture historique pour notre modèle de société »**. François-Xavier Bellamy et Loïc Hervé affirment que ce qui serait menacé et de façon « potentiellement irréversible », ce serait nos libertés. **La liberté est au fondement de notre vie collective. Cependant, comme toute valeur, elle devient idéologique et même parfois mortifère lorsqu'elle est défendue inconditionnellement. Sur ce point, Hobbes a tout dit dans son Léviathan lorsqu'il souligna que la liberté non régulée aboutit inmanquablement à la pire des tyrannies. Cette régulation des libertés individuelles est rendue nécessaire lorsque l'expression de l'égoïsme de chacun peut gravement nuire à l'intérêt de tous.** Nous y sommes : nous sommes tyrannisés par un virus qui menace notre santé, nos libertés de circuler, notre joie de vivre et plus encore. La crédulité de certains de nos concitoyens - qui refusent de se faire vacciner, qui imaginent des dangers irréels - collabore à proprement parler avec cette menace. **Dans ses conditions, les mesures annoncées le 12 juillet me paraissent moins une violation de nos libertés que la possibilité même de les rétablir. Car il ne s'agit pas de priver nos concitoyens de liberté mais de permettre à certains d'entre eux de la recouvrer.** Faut-il, au prétexte que certains sont récalcitrants, prendre le risque d'abîmer la liberté de tous ? La crainte que cela entraîne des situations de discrimination - caricaturée par l'emploi du terme « apartheid » par certains - ne me paraît même pas justifiée **car ces mesures ne sont que provisoires, elles n'essentialisent pas les individus : les contraintes qu'elles imposent ne dépendent que de leur volonté de ne pas y être assignés.**

Toute cette rhétorique déployée par certains acteurs politiques me paraît donc relever d'une « **panique morale** » selon l'expression du sociologue **Stanley Cohen**. Celle-ci met en scène des craintes disproportionnées adossées au sophisme de la pente glissante qui imagine toujours une chaîne de conséquences aboutissant au pire (ici l'idée que nous serions aux portes de la dictature). Cette narration outrée ne me paraît pas être une bonne tactique car elle niche dans un espace politique restreint que beaucoup cherchent à occuper. Ainsi, **Jean-Luc Mélenchon** s'est-il, lui aussi, exprimé vendredi dernier en ces termes : « **Il y a une très grande émotion populaire face à des mesures dont on ne comprend pas le sens.** » Au contraire, **les Français paraissent les avoir bien comprises puisqu'ils les approuvent majoritairement selon un sondage récent.** Nos compatriotes ont vu qu'une quatrième vague est déjà à notre porte et que la célérité des décisions sera la meilleure garantie que le cauchemar en termine enfin avant que d'autres mutations du virus nous confrontent à une situation plus incommode encore. **La décision politique prise sous une telle contrainte temporelle et mortifère peut bien être taxée d'autoritarisme, elle est au contraire protectrice et libératoire.** Pourtant, nous avertissent Bellamy et Hervé : « **Ne pensez surtout pas que, parce que vous êtes vacciné, vous aurez une vie normale** », il nous faudra présenter plusieurs fois par jour ce fameux passe sanitaire. Peut-on sérieusement comparer cette contrainte à celles des couvre-feux et autre confinement ? Cette panique morale me paraît illustrer l'expression « **lâcher la proie pour l'ombre** » en concentrant l'attention de certains commentateurs sur des aspects minuscules du problème tout en perdant le sens des valeurs ordinaires. **Ce biais trouve une illustration cocasse mais dramatique dans ce qu'il advint le 28 décembre 1978 d'un avion de l'United Airlines. Cet appareil amorçait sa descente sur Portland lorsque les pilotes s'aperçurent que le**

système de sécurité n'indiquait pas que le train principal était sorti. Ils décidèrent de ne pas se poser immédiatement et demandèrent aux hôtesses de préparer calmement les passagers à une évacuation d'urgence. À ce moment, ils tournaient en rond depuis près de quarante minutes cherchant à éviter la catastrophe. Or, celle-ci s'est produite. Entièrement absorbés par le dysfonctionnement qui les préoccupait, ils ont oublié de se soucier du carburant, et l'ont épuisé en retardant l'atterrissage. Cette erreur, qui coûta la vie à dix personnes, montre que l'obnubilation peut être gravement contre-productive et faire lâcher la proie pour l'ombre.

La meilleure réponse à tout cela, comme souvent, c'est le réel qui l'apporte. Avec un record de 3 millions d'inscrits à la vaccination en quelques jours, il ne fait pas de doute que les annonces du 12 juillet ont eu l'effet escompté et ont d'ores et déjà sauvé de nombreuses vies tout en permettant à beaucoup de recouvrer si ce n'est leur vie d'avant, du moins quelque chose qui y ressemble beaucoup. **Cet épisode confirme que la défense de la rationalité dans l'espace public sera l'un des enjeux forts de notre avenir politique et de la campagne présidentielle qui s'annonce.**

<https://www.faz.net/aktuell/rhein-main/kultur/michael-kohlhaas-im-frankfurter-schauspiel-buerger-als-terroristen-17445259.html>

„MICHAEL KOHLHAAS“ IN FRANKFURT:

Wie aus einem Normalbürger ein Terrorist werden kann

• VON CLAUDIA SCHÜLKE

• -AKTUALISIERT AM 20.07.2021-16:24



Die Bestie bricht hervor: Kohlhaas fühlt sich im Stich gelassen und übt sich in Selbstjustiz. Bild: Thomas Aurin

Felicitas Brucker probt Kleists „Michael Kohlhaas“ im Frankfurter Schauspiel. Auch wenn das Werk von 1810 ist, setzt es sich doch bis in die Gegenwart fort.

Stille. Fast ohrenbetäubend. Man glaubt, die buchstäbliche Stecknadel müsse fallen wie im Theater von Epidauros. Aber wir sitzen im Frankfurter Schauspiel: Regisseurin Felicitas Brucker an ihrem Pult in der fünften Reihe, neben ihr Produktionsdramaturg Alexander Leiffheidt und etliche Mitarbeiter verstreut im Zuschauerraum. Alle halten den Atem an. Denn vorn auf der Bühne beginnt die Generalprobe des „Michael Kohlhaas“, einer dramatischen Adaption der gleichnamigen Novelle [Heinrich von Kleists](#). „Was willst du?“, fragt Luther alias Matthias Redlhammer. Sein ungeladener Gast, Pferdehändler Kohlhaas alias Sebastian Reiß, will seine Untaten beichten, aber vergeben will er seinem Erzfeind Tronka, der ihn um zwei Rappen geprellt hat, nicht. Da „kehrte ihm Luther den Rücken zu“, so steht es bei Kleist.

Und damit beginnt Bruckers Inszenierung. „Das ist nicht der historische Luther“, hatte die Regisseurin im Gespräch vorher erläutert. Die Figur trete bei ihr als geistige Instanz und „Klammer“ auf. Klammer? Zwischen den beiden Teilen der anderthalbstündigen Inszenierung, die am 19. September Premiere im Großen Haus hat. In der ersten Hälfte habe sie sich auf die Person des Titelhelden konzentriert, so Brucker: „Auf Weg und Wandlung eines ganz normalen Menschen. Kohlhaas ist nicht per se extrem, sondern ein Mann der Mitte, mit dem sich viele Menschen identifizieren können. Erst nachdem er sein Vertrauen in Justiz und Staatssystem verloren hat und seine Frau gewaltsam umgekommen ist, sieht er sich jeglicher Verpflichtung dem Staat gegenüber entbunden.“ In der zweiten Hälfte fragt Brucker nach dem System: nach Nepotismus, Intriganz und Korruption in der Justiz.

„Das ist der Zustand unserer Gesellschaft“

Die Luther-Szene verklammert nicht nur das Regiekonzept, sie gibt auch Antwort auf die Frage, wie aus einem Normalbürger ein Terrorist werden kann. Kohlhaas fühlt sich „verstoßen“ von der Gesellschaft, weil ihm „der Schutz der Gesetze versagt ist!“ So Kleist mit sympathischem Nachdruck. „Wer ihn mir versagt, er gibt mir, ... die Keule, die mich selbst schützt, in die Hand.“ So klingt die Rechtfertigung der Selbstjustiz, zu der Kohlhaas greift und die mehr und mehr in einen Rachefeldzug ausartet: Der Rächer zündet mit seiner Bande alle Städte an, die Tronka beherbergen. Dann stößt Nagelschmidt zu ihm. „Dieser ist noch radikaler“, sagt Brucker. „Er steht für eine Gruppierung junger Menschen, die grundsätzlich nicht mehr bereit sind, die vorherrschende Gesellschaftsform zu akzeptieren, sich von der Elite benachteiligt fühlen und bereit sind, alles umzuwerfen.“

„Er setzt die Geschichte fort“, sagt die Regisseurin. Das klingt so, als setze sich die Novelle von 1810 bis in die Gegenwart fort. Genau das hat Brucker an dem Text gereizt: „Das ist der Zustand unserer Gesellschaft. Wir sitzen auf einem Pulverfass. Viele Menschen haben das Vertrauen in unser Staats- und Rechtssystem verloren und handeln mit

Gewaltbereitschaft. Gewalt und Gegengewalt, das Polizeiaufgebot und die Wut der Bürger nehmen kontinuierlich zu.“ Die Regisseurin, die seit sechs Jahren mit Mann und Sohn in Paris lebt, weiß, dass sich dort bereits eine bewaffnete Bürgerwehr gebildet hat: „Und das nicht etwa in den Banlieues.“ Schon während ihres Studiums in München hatte sie sich für die Dinge interessiert, die unter dem Firnis der Zivilisation brodeln und jederzeit als etwas „Bestienhaftes“ hervorbrechen könnten. Als sie mit Schauspielintendant Anselm Weber über mögliche Stoffe sprach, habe sie für „Kohlhaas“ Feuer gefangen.

Regie in London studiert

Nur dann, mit einer klaren Perspektive, sei sie bereit, einen Prosatext für die Bühne zu adaptieren. Wie schon 2018 Goethes „Wahlverwandtschaften“ für das Schauspielhaus Zürich. Am Nationaltheater Mannheim hat sie 2019 die beiden ersten Bände von [Elena Ferrantes](#) „Meine geniale Freundin“ adaptiert. Nach der „Kohlhaas“-Premiere sollen in diesem Herbst die beiden anderen Bände folgen.

„Eine Prosaadaption ist immer eine subjektive Lesart, eine Fokussierung; für mich im Hinblick auf die Relevanz für das Jetzt“, sagt sie. „Das Theater hat so viele Ursprünge. Und Prosa gehört für mich ebenso dazu wie andere literarische Gattungen und künstlerische Formen. Man muss es nicht eingrenzen.“



Hat für „Kohlhaas“ Feuer gefangen: Regisseurin Felicitas Brucker :Bild: Birgit Hupfeld

Performance und Literatur schlossen sich nicht aus, aber: „Die Musikalität der Sprache ist für mich wichtig.“ Kein Wunder, die 1974 in Stuttgart geborene und in Ludwigsburg aufgewachsene Regisseurin hat bis vor etwa zehn Jahren in diversen Bands Bassgitarre gespielt, Klavierspielen hatte sie schon mit fünf Jahren gelernt. Aber sie hat sich immer auch für Theorie begeistert: Badiou, Žižek, Luhmann – alle gelesen. Und doch: „Ich wollte Dinge erfinden. Ich glaube an die Transformation, daran, dass man einen Raum nach einem kollektiven Live-Erlebnis anders verlassen kann, als man ihn betreten hat.“ Nach einem Studium der Literatur-, Theater- und Kommunikationswissenschaften zog sie also mit einem DAAD-Stipendium nach London, um am Goldsmith College Regie zu studieren.

Durch Corona verändert

Nach zwei Jahren London kehrte sie zurück und ging als Regieassistentin gleich an die renommierten Münchner Kammerspiele. Dort begann sie auch selbst zu inszenieren. Als Gast inszenierte sie den „Urfaust“ (2008) am Berliner Maxim Gorki Theater, die „Orestie“ (2009), die „Jungfrau von Orleans“ (2012) und den „Prinz Friedrich von Homburg“ (2013) in Freiburg. Dann ging sie für fünf Jahre als Hausregisseurin ans Wiener Schauspielhaus in der Porzellangasse, wo sie sich dem Theater der Gegenwart widmete, 2014 etwa dem Roman „Aller Tage Abend“ von Jenny Erpenbeck. Sie inszenierte zeitgenössische und klassische Texte am Deutschen Theater Berlin und dem Theater Basel.

Vier Tage vor ihrer Premiere der „Politiker“ von Wolfram Lotz an den Münchner Kammerspielen im November kam der Lockdown. „Ich habe weitergearbeitet. Es war für mich essentiell, die künstlerische und inhaltliche Auseinandersetzung nicht abzubrechen.“ Aber das Pendeln zwischen den Proben in Deutschland und den Wochenenden in Paris hat es ihr schwer gemacht: „Tests in beide Richtungen.“ Seit Mai dann in Frankfurt der „Kohlhaas“. „Ich glaube, dass wir nach dieser Zeit der Isolation alles Gemeinschaftsbildende dringend brauchen, Orte, Rituale, in diesem Sinne ist Theater für unsere Gegenwart elementar.“ Corona hat sie verändert. „Was braucht man wirklich“, fragt sie sich, und: „Was ist die Essenz der Dinge?“

Michael Kohlhaas: Die Premiere ist am 19. September um 18 Uhr, Tickets gibt es vom 10. September an.

STREIT UM DIE ISLAMTHEOLOGIE:

Fragwürdige Kooperationen

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 21.07.2021-14:48



Laut Verfassungsschutz ein „Außenposten Teherans“: das Islamische Zentrum Hamburg, Kooperationspartner der Landesregierung Bild: dpa

Beim Islamunterricht an den Schulen und der Islamtheologie an den Hochschulen muss der Staat mit religiösen Repräsentanten kooperieren. Das heißt aber nicht, dass man Fundamentalisten hofieren muss – wie es oft geschieht.

Der Staat steht bei der Lehrerlaubnis für den Islamunterricht und die Islamische Theologie vor einem Dilemma: Anders als bei den christlichen Kirchen steht ihm keine anerkannte Religionsgemeinschaft zur Verfügung, die diese Erlaubnis erteilt. Deshalb werden verschiedene Hilfskonstrukte aus der Taufe gehoben, die meistens darein münden, dass nicht religiöse und theologische Instanzen, sondern Verbandsfunktionäre darüber entscheiden, welche Lehrer und Schulbücher ausgewählt werden. Damit stellt sich die Frage, warum überhaupt der Umweg über ein fremdes Gremium eingeschlagen wird, den das Staatskirchenrecht ja gerade aus theologischen und wissenschaftlichen Gründen vorsieht.

geschaffen. Dieser Rat nutzte seine Kompetenz sogleich, um mehreren als moderat geltenden Islamtheologen die Lehrerlaubnis zu verweigern, mit der Begründung, ihnen fehle die theologische oder pädagogische Kompetenz. Dazu muss man wissen, dass es die islamische Theologie und Religionspädagogik an deutschen Universitäten erst seit wenigen Jahren gibt. Den Dozenten wurde vorgeworfen, etwas nicht zu besitzen, was sie gar nicht haben konnten, und das von einem Gremium, das selbst keine theologische und wissenschaftliche Kompetenz besitzt.

Nachdem der Fall bundesweit Wellen geschlagen hatte, beruhigte die Landesregierung die zahlreichen Kritiker mit dem Hinweis, die strittigen Entscheidungen würden an externe Gutachter weitergegeben. Schaut man sich diese Schiedskommission an, wird es allerdings nur noch kurioser. Bülent Uçar, Leiter des ersten Islamkollegs in Deutschland zur Ausbildung von Religionslehrern und Imamen, ist in Islamwissenschaften promoviert, nicht in Theologie oder Religionspädagogik. Tarek Badawia hat eine Doktorarbeit ohne religiösen Schwerpunkt in Erziehungswissenschaft vorzuweisen. Oman Isfen ist ausgebildeter Jurist. Nach den Kriterien, die der Sunnitische Rat bei seinen Entscheidungen anlegte, müsste den heute Theologie lehrenden Badawia und Uçar selbst die Lehrerlaubnis entzogen werden.

Kaum besser sieht es in Nordrhein-Westfalen aus, wo der türkische Präsident Erdogan seit Mai über den Moscheeverein Ditib wieder in deutsche Klassenzimmer hineinregieren darf – mit dem Segen der schwarz-gelben Regierung unter Ministerpräsident Laschet. Die islamistischen Sympathien Erdogans, etwa für die antisemitische Muslimbrüderschaft, dürften ihm bekannt sein. In Hamburg redet das örtliche Islamische Zentrum beim Islamunterricht mit, dessen Leiter laut Verfassungsschutz der direkte Vertreter des iranischen Revolutionsführers Chamenei in Deutschland ist, also jenes religiös begründeten Regimes, das tausendfach Kritiker hinrichten lässt, Frauen aus geringfügigen Anlässen auspeitscht oder steinigt und Homosexuelle staatsoffiziell an Baukränen aufhängen lässt. Warum die Lehrerlaubnis nicht direkt in die Hände der Universitäten gelegt wird – dafür gibt es angesichts dieser Verhältnisse keinen vernünftigen Grund.

L'apprentissage, un rempart au chômage des jeunes en Europe

INFOGRAPHIE - Autrefois relégué comme une voie de seconde zone, le contrat d'apprentissage a séduit plus de 500 000 jeunes en France l'an dernier. Un chiffre en hausse mais encore loin des ténors européens.

Par **Horia Mustafa Douine**

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 3 heures

L'année 2020 a été historique pour l'apprentissage en France : le cap des 500 000 entrées en apprentissage a été franchi, selon une note publiée le 8 juillet dernier par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). **Cette voie de formation en alternance permet aux jeunes de 15 à 29 ans d'accéder à une qualification, en combinant des périodes d'emploi en entreprise et des périodes en centre de formation. Face à une surexposition des jeunes au chômage, la Commission européenne se donne pour objectif de promouvoir l'apprentissage.**

Si le contrat d'apprentissage a longtemps été considéré en France comme une solution à l'échec scolaire, il est désormais plébiscité par les jeunes de tous les niveaux de diplômes du CAP au Master. Les chiffres publiés par la Dares parlent d'eux-mêmes. **Le nombre d'entrées en apprentissage a bondi de 42% en 2020.** Une hausse tirée par les alternants de niveau licence et master. L'année 2019 avait déjà marqué un record avec près de 369 000 contrats d'apprentis signés. **Un plébiscite qui s'explique pour une grande partie par la réforme de l'apprentissage de 2018. La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel permet, depuis, d'élargir l'âge des apprentis jusqu'à 29 ans révolus au lieu de 25 ans auparavant. Elle offre la possibilité d'entrer en apprentissage à tout moment au cours de l'année. Mais surtout, elle libéralise l'activité, puisque la formation en apprentissage peut désormais être assurée par tout organisme de formation et même directement par des CFA d'entreprise.**

En 2020, la tendance a été maintenue malgré la crise sanitaire. **Les aides du gouvernement, sous la forme de prime de 5 000 à 8 000 euros pour l'embauche d'un alternant, ont permis de mobiliser les entreprises pour éviter une chute de l'embauche d'alternants.**

De manière générale, le modèle de l'apprentissage est encore peu développé dans de nombreux pays d'Europe. Les États européens possèdent chacun leur propre système de formation. Une grande part d'entre eux ont maintenu un tronc commun de l'enseignement dans le secondaire. **Tandis que des pays comme la Suisse, le Danemark ou l'Allemagne se démarquent par la place importante de l'apprentissage dans le système éducatif. Ces derniers ont mis en place des systèmes d'orientation précoce des élèves vers la voie de l'alternance.**

Si les efforts des politiques françaises ont porté leurs fruits, **l'Hexagone reste, comme plusieurs États européens, encore loin des ténors. Avec près de 1,5 million d'alternants, le poids de l'apprentissage en Allemagne est trois fois plus élevé qu'en France.**

Promouvoir l'apprentissage partout en Europe

En 2013, cinq ans après la crise financière qui a entraîné un effondrement historique de l'emploi et particulièrement chez les jeunes, la Commission européenne lance l'**Alliance européenne pour l'Apprentissage**. L'organisme a comme objectif principal de promouvoir l'apprentissage partout en Europe. **Le constat est clair : il existe une inadéquation entre les compétences des jeunes et celles demandées par les entreprises. Les jeunes européens n'ont jamais été aussi instruits qu'ils ne le sont aujourd'hui. Pourtant, le taux de chômage des jeunes européens reste élevé et plus de 2,5 millions de postes vacants ne sont pas pourvus, selon le décompte d'Eurostat pour le premier trimestre 2021. Depuis, un grand nombre de gouvernements se sont engagés de manière concrète à renforcer la quantité et la qualité des offres d'apprentissage.**

En 2020, Une année marquée par la crise sanitaire, **le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans avoisine les 20% dans l'Union européenne.** Les disparités entre pays sont fortes : **le taux de chômage des jeunes dépasse 30 % en Grèce et en Espagne alors qu'il est inférieur à 8% en Allemagne ou aux Pays-Bas. De son côté, la France affiche un taux de 20 %, bien supérieur à la moyenne européenne.**

L'apprentissage, un rempart contre le chômage

«Il existe un large consensus en Europe sur le fait que l'apprentissage peut être un moyen efficace pour aider les jeunes à effectuer une transition plus harmonieuse entre l'école et l'emploi et de remédier aux déséquilibres du marché du travail», estime le CEDEFOP, l'agence européenne de promotion de l'alternance. **Plus largement, l'objectif est de rapprocher les jeunes de l'emploi par l'alternance. Dans ce domaine, la France se classe très loin derrière l'Allemagne, le Danemark ou la Suisse, pays qui passent pour exemplaires en matière d'apprentissage.**

Le pourcentage d'apprentis parmi les jeunes scolarisés dans le secondaire dépasse les 40% outre-Rhin contre 10% en France. Mais surtout, le taux d'emploi des jeunes fait partie des plus élevés d'Europe. Supérieure à 61% en Allemagne et au Danemark, la part des jeunes dans la tranche 15-29 ans en emploi atteint 72% en Suisse, alors qu'il affiche près de 45% en France. Plusieurs notes et rapports se succèdent pour établir *une corrélation positive entre le niveau d'apprentissage et l'employabilité des jeunes*. **L'Institut Montaigne publiait en 2015 un rapport qui s'intitule : *L'apprentissage, un vaccin contre le chômage des jeunes*.**

En France, le ministère de l'emploi indique qu'en moyenne, **7 apprentis diplômés sur 10 trouvent un emploi dans les 7 mois suivant la fin de leur formation en apprentissage.**

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/kritik-an-eugh-urteil-zur-arbeitszeiterfassung-fuer-soldaten-17447486.html?premium>

SOLDATEN MIT STECHUHR:

Todesstoß für die französische Armee?

- VON [MICHAELA WIEGEL](#), PARIS
- -AKTUALISIERT AM 21.07.2021-22:05



Soldaten müssen laut einem Urteil des Europäischen Gerichtshofes künftig bei bestimmten Tätigkeiten ihre Arbeitszeit erfassen. Präsident Macron sieht die Einsatzbereitschaft der Armee in Gefahr. Sogar Schriftsteller empören sich.

„Jederzeit einsatzbereit“ lautet das Grundverständnis der Soldaten in der französischen Armee. Doch der Gerichtshof der EU (EuGH) könnte dem Modell der ständigen Einsatzbereitschaft den Garaus machen. Das befürchtet Präsident [Emmanuel Macron](#), der am Mittwoch Generalstabschef François Lecointre feierlich in Paris verabschiedete. Der neue Generalstabschef Thierry Burkhard steht vor der Herausforderung, die Soldaten auf Arbeitszeiterfassung einzuschwören. So will es der Gerichtshof, der am 15. Juli urteilte, dass Militärangehörige nicht prinzipiell von der EU-Arbeitszeitrichtlinie ausgenommen seien. Soldaten müssen künftig bei bestimmten Tätigkeiten ihre Arbeitszeit erfassen und dürfen eine Höchstarbeitszeit von 48 Stunden in der Woche nicht überschreiten.

„Ein Todesstoß für unsere Verteidigung“, empörte sich der frühere Verteidigungsminister Jean-Pierre Chevènement. Der frühere Premierminister [Edouard Philippe](#) schrieb nicht minder entrüstet, „das gesamte Modell der Einsatzfähigkeit unserer Streitkräfte und unsere Militärkultur ist bedroht“. „Ich bin ja ein glühender Europäer“, so Macron, aber „wenn der europäische Weg dazu führt, uns zu verleugnen und unsere Verteidigungskraft zu schwächen, dann geben wir nicht nach“, warnte der Präsident kurz vor der Urteilsverkündung in seiner traditionellen Ansprache an die Streitkräfte zum Nationalfeiertag. „Wir haben unseren Status verteidigt und werden bis zum Schluss durchhalten“, sagte Macron, der laut Verfassung oberster Armeechef ist. Verteidigungsministerin Florence Parly klang vorsichtiger: Sie werde die Konsequenzen für die Armee prüfen lassen, teilte sie mit.

Wann muss ein Soldat seine Arbeitszeit erfassen?

Das Urteil geht zurück auf die Klage eines slowenischen Unteroffiziers, der für seine Wachdienstzeiten besser bezahlt werden wollte. Die slowenischen Gerichte lehnten die Forderungen des Klägers mit Verweis auf den Sonderstatus der Soldaten ab. Der aus Dänemark stammende Generalanwalt am [EuGH](#), Henrik Saugmandsgaard, vertrat die Auffassung, dass die Arbeitszeitgestaltung der Soldaten nicht vom Anwendungsbereich des Unionsrechts ausgenommen sei.

Bislang hatten Slowenien, Spanien und Frankreich immer eine Sonderstellung der Armee in Anspruch genommen und sich dabei auf Artikel 4 Absatz 2 des Vertrags über die [EU](#) berufen. Der Artikel besagt, dass die nationale Sicherheit in der alleinigen Verantwortung des einzelnen Mitgliedstaates verbleibt. Doch der Gerichtshof urteilte, dass dies nicht für militärische Tätigkeiten gelte, die mit Dienstleistungen zusammenhängen, die Verwaltung, Wartung, Instandsetzung, Gesundheit und die Aufrechterhaltung der Ordnung sowie die Verfolgung von Straftaten betreffen.

Für Frankreichs Armeemodell ist das ein schwerer Schlag. Die Gendarmerie ist Bestandteil der Streitkräfte und wirkt im ländlichen Raum maßgeblich an der Aufrechterhaltung der Ordnung und bei der Verfolgung von Straftaten mit. Die Gendarmen leben in Kasernen und können jederzeit mobilisiert werden. Aber auch für Heer, Marine und Luftwaffe kommt das Urteil einem Paradigmenwechsel gleich. „Eine effiziente Aktion der Armee ist mit einer 35-

Stunden-Woche nicht vereinbar“, warnte Chevènement. Frankreich werde zwangsläufig bestimmte militärische Aufträge ablehnen müssen. Auch für die EU sei das eine schlechte Nachricht, denn nach dem Brexit sei die französische Armee die stärkste einsatzbereite Truppe der EU.

Der Gerichtshof der EU setze sich mit seinem Urteil über die staatliche Souveränität im Verteidigungsbereich hinweg, kritisierte Chevènement. Ein Soldat könne niemals „ein Arbeiter wie alle anderen“ sein. Der ehemalige Premierminister Philippe beklagte ebenfalls, dass das Urteil das Souveränitätsrecht Frankreichs verletze. „Wie sollen wir akzeptieren, dass Soldaten, die mit dem Tod als Arbeitshypothese dienen, mit anderen Arbeitern gleichgesetzt werden“, schrieb Philippe.

Auch in Deutschland war die EU-Arbeitszeitrichtlinie in der Armee zunächst umstritten. Verteidigungsminister Thomas de Maizière, Sohn eines Generals, verweigerte die Umsetzung der 2003 erlassenen Richtlinie. Soldaten seien immer im Dienst, argumentierte er. Aber seine Nachfolgerin Ursula von der Leyen setzte die Arbeitszeiterfassung durch, obwohl Kommandeure in einem internen Papier die Richtlinie als „Störfaktor für die Einsatzbereitschaft“ kritisierten. In der deutsch-französischen Brigade wurde gern über die Bundeswehr-Soldaten mit ihren Stechuhren gespöttelt. Das Urteil bringt kurz vor der französischen EU-Ratspräsidentschaft im ersten Halbjahr 2022 die gesamte politische Klasse gegen die EU auf.

Sogar Schriftsteller wie Erik Orsenna, Sylvain Tesson, Yann Queffélec und Daniel Rondeau haben sich in einem gemeinsamen Meinungsbeitrag gegen „das Diktat“ aus Luxemburg aufgelehnt. Sie beklagen „die Absurdität der unaufhörlichen Produktion von Normen“, die mit der Realität eines Soldatenlebens nicht in Einklang zu bringen seien. „Ein Soldat kann vor dem Angriff nicht sagen: Ich habe jetzt Pause“, schreiben sie. Die Schriftsteller kritisieren, den europäischen Technokraten seien die Vorstellung von Pflichterfüllung, Dienen und Kampfgeist offenbar fremd geworden. Angesichts der sich verschlechternden internationalen Gefahrenlage komme es einer europäischen Selbstaufgabe gleich, die Soldaten wie gewöhnliche „Mitarbeiter“ zu behandeln. Die rechtsextreme Präsidentschaftskandidatin [Marine Le Pen](#) ruft unterdessen offen zum Rechtsbruch auf. Das EuGH-Urteil müsse umgangen werden, forderte sie. Mit ihr komme eine Umsetzung nicht in Frage.

BUNDESBANK-PRÄSIDENT WEIDMANN:

„Inflationsraten, die in Richtung 5 Prozent gehen“

- VON [GERALD BRAUNBERGER](#)
- -AKTUALISIERT AM 23.07.2021-18:15



Bundesbank-Präsident Weidmann erklärt im Gespräch mit der F.A.Z., warum er den Beschlüssen des EZB-Rats nicht zugestimmt hat. Auch verrät er, ob er längerfristige Inflationsgefahren sieht.

Herr Weidmann, Sie haben den geldpolitischen Beschlüssen des EZB-Rats am Donnerstag nicht zugestimmt. Warum nicht?

Wir sind uns im EZB-Rat einig, dass eine expansive Geldpolitik derzeit angemessen ist. Mir war aber die potentiell zu lange Fortschreibung des Niedrigzinsumfelds zu weitgehend.

In der Eurozone lag die [Inflationsrate](#) im Juni gerade mal bei 1,9 Prozent. Viele Experten erklären den jüngsten Anstieg überwiegend mit vorübergehenden Einflüssen. Widersprechen Sie dieser Einschätzung?

Die Inflationsraten werden zunächst einmal stark steigen. Meine Fachleute erwarten etwa für Deutschland zum Jahresende 2021 Raten, die in Richtung 5 Prozent gehen könnten. Hier sind vor allem aber vorübergehende Effekte am Werk. Dazu gehören die Energie- und Rohstoffpreise und in Deutschland zum Beispiel die wieder zurückgenommene Mehrwertsteuersenkung vom vergangenen Jahr. Die Inflationsraten werden daher im weiteren Verlauf sicherlich wieder deutlich fallen. Der künftige Pfad ist aber unsicher.

Sehen Sie längerfristige Inflationsgefahren?

Die Angebotsengpässe, wie etwa bei Halbleitern, könnten sich als hartnäckiger erweisen. Die Nachholeffekte wegen des in der Pandemie aufgeschobenen Konsums könnten höher ausfallen und die Preise stärker anschieben. Und die zunächst höheren Inflationsraten könnten in höhere Inflationserwartungen und Tarifabschlüsse münden. Außerdem: Wenn wir die Klimaziele einhalten wollen, ist ein deutlich höherer Preis für CO₂ unumgänglich. Das wird über viele Jahre die Energiepreise treiben. Hinzu kommt, dass wir im Rahmen der Strategieüberprüfung beschlossen haben, in dem für uns relevanten Verbraucherpreisindex künftig die Preise für selbst genutztes Wohneigentum zu berücksichtigen. Zurzeit steigert dies die Inflationsrate im [Euroraum](#) um 0,2 bis 0,3 Prozentpunkte. Natürlich kann man all diese Faktoren unterschiedlich bewerten, aber wir sollten sie genau im Auge behalten.

Wie passt der positive wirtschaftliche Ausblick für die Eurozone zu einer sehr expansiven Geldpolitik?

Wir sehen in der Tat eine kräftige Erholung der Wirtschaft. Das ist eine gute Nachricht. Dies sollte perspektivisch zu einer höheren Inflationsrate führen, aber wir wissen auch, dass im Euroraum die Inflationsrate zuletzt nur wenig auf eine höhere Auslastung der Produktionskapazitäten reagiert hat.

Mit ihrer neuen Strategie hat sich die [EZB](#) ein neues Inflationsziel von 2 Prozent gegeben. Im Unterschied zum alten Ziel von knapp unter 2 Prozent ist das neue Ziel symmetrisch, das heißt, Abweichungen nach

unten werden ebenso als Fehlentwicklung betrachtet wie die nach oben. Will die EZB mehr Inflation zulassen?

Ich sehe in dem neuen Inflationsziel weder eine Verschiebung hin zu deutlich höheren Inflationsraten noch einen dramatischen Kurswechsel. Das neue Ziel ist letztlich besser zu erklären. Im Übrigen ist es eine Anpassung an eine unter Notenbanken verbreitete Praxis.

Aber die EZB lässt nun auch Raten von über 2 Prozent zu. Schreckt Sie das nicht?

Notenbanken können den Wirtschaftsprozess nicht so beeinflussen, dass sie Inflationsraten präzise bis auf den Wert hinter dem Komma steuern können. Daher ist ein vorübergehendes, leichtes Überschießen des Ziels von 2 Prozent ebenso wenig vermeidbar wie ein vorübergehendes, leichtes Unterschreiten. Das ist auch unproblematisch, und darauf haben wir uns bei der Strategie verständigt. Wichtig ist für mich etwas ganz Anderes: Der EZB-Rat hat sich bei der Strategie einstimmig gegen ein durchschnittliches Inflationsziel entschieden: Ein zeitweiliges Unterschreiten des Inflationsziels, wie wir es in den vergangenen Jahren erlebt haben, soll also künftig nicht durch ein gezieltes Überschreiten kompensiert werden.

In Deutschland sagen viele Menschen: Ein Ziel von 2 Prozent ist keine Preisstabilität. Dafür brauchte man ein Ziel von null.

Ich denke, es ist eine solide wissenschaftliche Erkenntnis, dass ein Inflationsziel von null aus geldpolitischer Sicht nicht optimal ist, sondern ein verlässlich verankerter moderater Preisanstieg. Das hängt unter anderem mit Problemen bei der Preismessung zusammen.

Leidet die geldpolitische Steuerung bei einer Null-Inflation nicht auch unter den Niedrigzinsen? Schließlich kann die EZB die Zinsen nicht beliebig weiter senken.

Das ist ein ganz wichtiger Punkt. Bei niedriger Inflation sind in der Regel auch die Nominalzinsen niedriger, und die Zinsuntergrenze wird schneller und häufiger erreicht. Wenn die Leitzinsen nicht weiter gesenkt werden können, fällt das zentrale geldpolitische Instrument weg, und es kann im Extremfall zu einer Deflationsspirale kommen. Daher reagieren Notenbanken nahe der Zinsuntergrenze sehr kräftig. Bildlich gesprochen: Das gleicht einem Auto, das droht, sich im Schlamm festzufahren, und dessen Fahrer alles tut, um dies zu vermeiden. Das ist keine Situation, in der sich eine Notenbank wohlfühlt.

Wenn die EZB in der Zinspolitik behindert ist, bleiben doch noch Anleihekäufe.

Ja, unter anderem. Aber wir müssen eben auch die schädlichen Nebenwirkungen im Auge behalten – insbesondere, wenn etwa die Käufe immer umfangreicher werden. Anleihekäufe können verzerrender sein als Leitzinssenkungen und sind in der Währungsunion mit besonderen Problemen behaftet. Unter anderem ist bei Staatsanleihekäufen das Verbot der monetären Staatsfinanzierung zu beachten. Ich bin immer dafür eingetreten, die Verhältnismäßigkeit unserer Geldpolitik im Auge zu behalten und zu vermeiden, dass die Geldpolitik ins Schlepptau der Finanzpolitik gerät.

Die EZB hat sich nun auch einer „grünen Geldpolitik“ verschrieben. Will sie damit ihre Beliebtheit steigern?

Der EZB-Rat hat im Juli beschlossen, Klimaschutzaspekte stärker in seinen geldpolitischen Handlungsrahmen einfließen zu lassen. Der Klimawandel und der Übergang zu einer nachhaltigeren Wirtschaft beeinflussen die Aussichten für die Preisstabilität, können sich auf die Finanzmarktstabilität auswirken und auf das Risikoprofil von Vermögenswerten in der Bilanz des Eurosystems ausstrahlen.

Soll die EZB nicht die allgemeinen Ziele der EU unterstützen, solange diese Unterstützung nicht im Gegensatz zu ihrem Primärmandat, der Sicherung der Preisstabilität, steht? Klimaschutz ist EU-Ziel.

Preisstabilität ist eine zentrale Voraussetzung dafür, dass die vielfältigen politischen Ziele erfolgreich verfolgt werden können. Mir ist wichtig, deutlich zu machen, wo die Grenzen für die Notenbank liegen. Notenbanken sollten keine eigenständige Klimapolitik betreiben. Die Entscheidungen dazu gehören in die Hände von Parlament und Regierung. Wir sollten nicht versuchen, ein vermutetes Politikversagen von Regierungen zu korrigieren. Damit würden wir unsere Unabhängigkeit untergraben.

Le Figaro (site web)

vendredi 23 juillet 2021 - 09:36 UTC +02:00 928 mots

Actualité ; Société

Gérald Darmanin fait destituer deux imams aux prêches «inacceptables»

INFO LE FIGARO - Dans la Loire et les Hauts-de-Seine, des femmes étaient décrites comme étant «habitées par Sheitan», ou enjointes à la soumission. Une mosquée interdite aux femmes est également dans le viseur de la place Beauvau.

À la suite de prêches aux contenus « attentatoires à l'égalité femmes-hommes », le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a demandé ces dernières semaines la convocation en préfecture des instances dirigeantes de la mosquée Ennour de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et de la mosquée Attakwa, à Saint-Chamond (Loire). La destitution est déjà effective pour l'imam de la première mosquée, et pourrait s'accompagner d'un non-renouvellement de titre de séjour pour celui de Saint-Chamond. Enfin, une mosquée de Roubaix est également dans le viseur de la place Beauvau, pour avoir exclu les femmes de la prière depuis le début de la pandémie.

Dans un courrier adressé le 13 juin au préfet des Hauts-de-Seine, le ministre dit avoir été informé du contenu d'un prêche tenu le 4 juin par un imam à Gennevilliers. **Les propos tenus accusaient les femmes de manquer de pudeur, notamment « celles qui partagent sur les réseaux sociaux des leçons de maquillage ou des tenues qui mettent en valeur les formes de leur corps, qui sont habitées par Sheitan [le diable, en arabe, ndlr]».**

Gérald Darmanin note que le lieu de prière « attirerait un nombre croissant de pratiquants rigoristes ». Et de demander au préfet de convoquer officiellement les dirigeants de la mosquée Ennour, la plus grande du département (2500 à 5000 fidèles réguliers), et de recueillir leurs explications. « Si ces propos étaient avérés, vous leur demanderez de se séparer sans délai de l'imam et de prendre les mesures nécessaires pour que de tels discours attentatoires à l'égalité femmes/hommes ne soient, à l'avenir, plus tenus au cours de prêches. » L'auteur de la lettre ajoute que l'avertissement doit avoir « la solennité nécessaire ».

Enfin, le ministre compte sur l'implication personnelle du préfet et l'avise d'utiliser « les nouveaux moyens » permis par la loi « confortant le respect des principes de la République », dès sa promulgation officielle, pour faire suspendre l'activité du lieu de culte en cas de récidive. « **Tous les moyens de l'État, et notamment de contrôle** », doivent ainsi être mobilisés. Contactée, la préfecture des Hauts-de-Seine confirme que la réunion a eu lieu la semaine dernière, aboutissant effectivement à la fin des fonctions de l'imam, ainsi qu'à un signalement au procureur de la République de Nanterre.

Non-renouvellement de titre de séjour pour un imam de la Loire

Un second courrier, en date de ce jeudi 22 juillet et porté à la connaissance du *Figaro*, concerne un imam de Saint-Chamond. « **L'imam aurait expressément ordonné aux femmes musulmanes de se soumettre strictement à leur mari, en les enjoignant « d'obéir au doigt d'Allah et à ceux de leur époux»** », note Gérald Darmanin. Les propos incriminés avaient été relevés par une conseillère municipale RN de la ville, Isabelle Surply, qui avait publié la vidéo du prêche. « **Restez dans vos foyers et ne vous exhibez pas** », demandait notamment l'imam.

Conséquence de ces propos « tout simplement inacceptables », le ministre demande à la préfète de la Loire de convoquer sans délai les instances dirigeantes de la mosquée et, notamment, d'instruire le non-renouvellement du titre de séjour de l'imam concerné, de nationalité comorienne. Ce dernier défendait mercredi 21 juillet ses propos auprès du *Progrès* : « **Pour aller au paradis, les femmes doivent respecter le droit d'Allah. Mais les hommes aussi. Chacun a ses droits envers les autres. Nous sommes égaux. Nos filles ne sont pas contraintes de rester à la maison. Elles vont à l'école, deviennent médecins, ingénieures ou pilotes d'avion** », assurait-il. « **Sur cinq pages de discours, c'est dommage qu'on ne retienne qu'une seule phrase. D'autant que je mets un point d'honneur à parler en français pour que tout le monde puisse comprendre** », ajoutait-il.

Selon la préfecture de la Loire, la réunion a eu lieu jeudi 22 juillet, le jour du courrier de Gérald Darmanin. La préfète de la Loire a « *expressément demandé* » de mettre un terme aux fonctions de l'imam, et « *la question du non-renouvellement de son titre est à l'étude* ».

Enfin, le ministre de l'Intérieur s'apprête, selon nos informations, à faire convoquer la direction d'une troisième mosquée, **en raison de l'exclusion des femmes de l'édifice depuis le début de la pandémie**. « *Ce n'est pas une question d'exclusion. **C'est un problème de place*** », défendait **Kamel Amrane, vice-président de la mosquée Sunna à Roubaix**, auprès de *La Voix du Nord* mercredi. Le lieu de culte musulman est limité à 800 places depuis le début de la pandémie, alors qu'il peut accueillir 1900 hommes et 600 femmes dans une autre salle en temps normal. **Cette dernière a été réservée aux fidèles masculins.**

La décision ne pose pas de problème du point de vue théologique, ajoutait l'imam local Hamid Debdouche, s'appuyant sur les textes coraniques pour justifier la décision : « ***Pour le vendredi et les grandes fêtes, l'obligation du culte, c'est pour les hommes, surtout en cas de pandémie : pour les femmes, venir à la mosquée, c'est facultatif. Il est préférable qu'elles prient à la maison*** », arguait-il. La préfecture du Nord confirme ce vendredi au *Figaro* que le préfet recevra la semaine prochaine le président de la mosquée.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/ronya-othmann-ueber-den-genozid-und-femizid-des-is-an-den-eziden-17447582.html>

KOLUMNE „IMPORT EXPORT“:

Die Welt versagt vor diesem Verbrechen

• VON RONYA OTHMANN

• -AKTUALISIERT AM 25.07.2021-09:42



Opfer des vorrückenden „Islamischen Staates“: Jesiden auf der Flucht aus ihrer nordirakischen Heimatregion Richtung syrische Grenze im Sommer 2014 Bild: Reuters

Am 3. August 2014 fallen IS-Kämpfer im Siedlungsgebiet der Ezîden im Irak ein. Sie töten die Männer, vergewaltigen die Frauen systematisch. Warum ist dieser Genozid, der ein Femizid war, nicht fest im öffentlichen Bewusstsein verankert?

Am 3. August jährt sich der Genozid an den Ezîden zum siebten Mal. Ich habe lange überlegt, wie ich darüber schreiben soll, ohne meine Texte der letzten Jahre ritualisiert zu wiederholen. Trotzdem würde ich mit den damaligen Ereignissen beginnen. Am 3. August 2014 fallen Kämpfer des sogenannten Islamischen Staates im Shingal, dem Hauptsiedlungsgebiet der Ezîden im Irak, ein. Vielleicht erinnern Sie sich noch an die Bilder: Menschen, die um ihr Leben rennen, im Hochsommer durch den Staub. Im Gebirge verdursten Alte, Kranke, Kleinkinder. Die es nicht schaffen zu fliehen, werden gefangen genommen.

Die IS-Kämpfer trennen Männer von Frauen und Kindern. Die Männer erschießen sie. Die Frauen und Mädchen werden versklavt und auf Märkten von IS-Kämpfern an IS-Kämpfer weiterverkauft. Sie werden systematisch vergewaltigt, misshandelt und müssen als Sklavinnen im Haushalt dienen. Die Jungen werden gezwungen, als Kindersoldaten zu kämpfen.

Dann würde ich weiter ausführen: **Dieser Genozid ist nicht nur der erste im 21. Jahrhundert, er ist auch ein Femizid.** Die Vergewaltigung der ezîdischen Frau war Teil der genozidalen Strategie des IS. Im Ezîdentum gibt es ein **Endogamiegebot**. Die Mehrheit der Ezîden hält dieses auch ein. Durch eine Heirat (freiwillig oder nicht) mit einem Nicht-Ezîden wird die Frau aus der Gemeinschaft ausgeschlossen. Ihre Kinder sind nicht mehr ezîdisch. **Der IS vergewaltigte im Wissen, dass die ezîdischen Frauen von ihrer Gemeinschaft verstoßen werden würden (diese Regel wurde im Zuge des Genozids geändert), und auch in dem Wissen, dass die aus der Vergewaltigung entstandenen Kinder nach dem im Irak und in Syrien geltenden islamischen Recht Muslime sind. Und die Väter, also IS-Täter, das Sorgerecht haben.**

Das Versklaven und Vergewaltigen von Frauen ist schon seit Jahrhunderten Teil der genozidalen Massaker an Jesiden. **In den Augen des Islamischen Staates gelten Ezîdentum als Ungläubige (kuffar).** Die Vergewaltigung ist in der Ideologie des IS verankert und wird religiös legitimiert. Die Vergewaltigung der ezîdischen Frau ist kein Kollateralschaden, sie passierte nicht einfach nebenbei auf einem Mord- und Raubfeldzug, **sondern war bürokratisch geregelt und organisiert.**

An den Vergewaltigungen waren auch weibliche IS-Mitglieder beteiligt, **die medial gern mal verharmlosend als „IS-Bräute“** betitelt werden und sich selbst oft als naive Opfer inszenieren. **Sie bereiteten die Ezîdinnen auf ihre Vergewaltigungen vor, profitierten von ihrer Sklavinnenarbeit im Haushalt, sie folterten und misshandelten sie.** Zahlreiche Frauen haben ihre Gefangenschaft nicht überlebt. Erst kürzlich verurteilte das Oberlandesgericht Düsseldorf das IS-Mitglied Sarah O. wegen Verbrechen gegen die Menschlichkeit zu sechseinhalb Jahren Haft.

Historisch daran: **Zum ersten Mal wurde eine Verurteilung wegen religions- und geschlechtsbezogener Verfolgung ausgesprochen, zum ersten Mal überhaupt urteilte ein Gericht, dass ezîdische Frauen vergewaltigt und versklavt wurden, weil sie Frauen und Ezîdinnen waren.**

Schließlich würde ich zur heutigen Situation kommen: **Die Hoffnung auf ein internationales Tribunal hat sich nicht erfüllt.** Noch immer sind Täter und Täterinnen auf freiem Fuß. Noch immer leben Zehntausende Ezîden in Camps intern Vertriebener unter menschenunwürdigen Bedingungen. Regelmäßig kommt es dort zu Suiziden. **Noch immer können Ezîden nicht nach Shingal zurückkehren, weil Milizen die Region kontrollieren, Sprengfallen noch nicht geräumt und die Infrastruktur noch zerstört ist.** Weiterhin werden dort Massengräber ausgehoben. **Die Verfolgung der Ezîden geht im kurdischen Afrin in Nordsyrien weiter, das vom türkischen Militär und dschihadistischen Söldnern kontrolliert wird. Ezîdische Friedhöfe werden mit Bulldozern planiert, wieder gibt es Berichte von Verschleppungen jesidischer Frauen. Die türkische staatliche Religionsbehörde Diyanet lässt außerdem Moscheen in ezîdischen Dörfern bauen.** Bis heute werden 2800 Frauen und Kinder vermisst.

Dann, am Ende, würde ich an die Leser dieser Kolumne appellieren. **Ich würde fragen: was wäre, wenn siebentausend europäische Frauen verschleppt und vergewaltigt würden? Der Genozid ist nicht weit weg. In Deutschland leben zweihunderttausend Ezîden, die größte ezîdische Diaspora weltweit. Auch aus Deutschland kommen Täterinnen und Täter.**

Ich könnte etliche Geschichten erzählen, die unterstreichen, wie schlimm die Lage für Ezîden heute noch ist. Wie tief die Traumata gehen. **Ich würde fragen, wieso dieser Genozid in Deutschland so wenig im öffentlichen Bewusstsein verankert ist. Wieso er als Femizid nicht ein wichtiger Teil globaler feministischer Bemühungen ist.** Und dann würde ich feststellen, dass ich doch wieder meine Worte der letzten Jahre wiederholen müsste.

Vor einem Jahr hatte ich geschrieben: „Wenn ich diese Kolumne 2021 wieder im selben Wortlaut schreiben muss, hat die Weltgemeinschaft wieder einmal versagt. **Dieser bereits sechs Jahre andauernde Zustand ist für Ezîden keine Normalität und darf auch vom Rest der Welt nicht als Normalität hingenommen werden.**“

Dies ist nicht nur eine Kolumne. Dies ist auch ein Trauerschreiben. Ich zitiere eine Überlebende des Genozids, mit der ich vor zwei Jahren gesprochen habe: „Ich habe immer gedacht, dass es das Ende ist, wenn der Himmel auf die Erde fällt. Am 3. August 2014 ist nicht der Himmel auf die Erde gefallen, aber es war trotzdem das Ende.“

STAATSVERSCHULDUNG:

Zerstörerischer Staatskredit

- VON [GERALD BRAUNBERGER](#)
- -AKTUALISIERT AM 27.07.2021-18:22



Der schottische Staatsphilosoph David Hume (1711 bis 1776) war einer der ersten, der sich zur Staatsverschuldung geäußert hat. Bild: Album/Oronoz

Das Für und Wider von Staatsverschuldung ist ein wichtiges Thema unter bekannten Philosophen wie David Hume und Ökonomen wie Lorenz von Stein. Heutzutage geraten aber vor allem die Einwände in Vergessenheit.

Wer Argumente gegen Staatsverschuldung sucht, kann **mit David Hume** (1711 bis 1776) beginnen. Der große schottische Philosoph der Aufklärung war ein der Zukunft zugewandter, gemessen optimistischer Mann, **der sich von Freiheit und Fortschritt die Befriedung einer kriegerischen Welt erhoffte**. Einen wichtigen Schritt sah Hume **in der Abschaffung oder zumindest deutlichen Reduzierung der Staatsverschuldung**. Hume und andere liberale Streiter jener Zeit, darunter **Adam Smith** (1723 bis 1790), **begründeten ihre Ablehnung eines starken Staatseinflusses in der Wirtschaft nicht zuletzt mit der spätestens seit dem 15. Jahrhundert zunehmenden Fähigkeit von Herrschern, durch die Aufnahme hoher Schulden Kriege zu führen**.

Hume war kein Pazifist; er befürwortete die Kriege gegen das Frankreich Ludwigs des XIV. Zahlreiche europäische Kriege im frühen 18. Jahrhundert betrachtete er aber als unnötig oder als unnötig aufwendig. **Der Schotte bestritt nicht die nützlichen Aspekte öffentlicher Verschuldung**. So bewertete er Staatsanleihen als eine nützliche sichere Kapitalanlage gerade für in riskanten Geschäften tätige Unternehmer. Aber insgesamt überwogen die Nachteile deutlich.



In Edinburgh steht eine Statue des schotten Philosophen David Hume. :Bild: AFP

Humes Kernbotschaft lautete: **Für einen Staat existiert so gut wie keine Möglichkeit, Geld wirtschaftlich sinnvoll zu investieren.** Daher tendiert der Staat dazu, sein Geld zu verprassen oder in Kriegen auszugeben. Der Verschuldung mochte ein Bankrott folgen, der möglicherweise die staatliche Ordnung hinwegfegte und eine Tyrannenherrschaft begründete. **„Entweder muss die Nation den Staatskredit zerstören, oder der Staatskredit zerstört die Nation“, schrieb Hume mit dramatischem Unterton.**

Der Schotte besaß einen auch **wachen Sinn für Verteilungsaspekte der Staatsverschuldung.** Profitieren würden vorwiegend in Städten lebende reiche Anleger, unter denen sich nicht nur produktiv tätige Unternehmer befanden, sondern auch ein „nutzloses Leben“ führende Rentiers. Die Tilgung der Staatsverschuldung durch Steuern oblag hingegen überwiegend den Betreibern von Landwirtschaft in der Provinz, deren Beitrag zum wirtschaftlichen Wohlstand in einer überwiegend agrarisch geprägten Wirtschaft erheblich war. Staatsverschuldung und die zu ihrer Tilgung notwendigen Steuern waren aber nicht nur ungerecht, sondern auch schädlich für das wirtschaftliche Wohl. Zudem fürchtete Hume Geldentwertung als Folge einer hohen Staatsverschuldung und einen Transfer nationaler Ressourcen ins Ausland als Folge von Zinszahlungen an ausländische Anleihebesitzer.

Die Idee, der Staat sei zu produktiven Investitionen nicht in der Lage, prägte noch eine Generation später das Denken des bedeutenden britischen Ökonomen David Ricardo (1772 bis 1823). Auch hielt er jede Erhebung von Steuern für schädlich, um Schulden zu tilgen. Unter anderem fürchtete er eine Flucht von Kapital aus Großbritannien in die jungen Vereinigten Staaten.

Ricardos Radikalität spaltet

Mit der Radikalität seines prinzipiellen Denkens lautete für Ricardo nach dem Ende der zwar für Großbritannien siegreichen, aber auch sehr teuren Napoleonischen Kriege der Schluss: Die exorbitante Staatsverschuldung, die nach Schätzungen damals rund 300 Prozent der Wirtschaftsleistung entsprach, war mit einer gewaltigen Kraftanstrengung auf einen Schlag zurückzuzahlen. Für einen Liberalen war das ein ungewöhnlicher Vorschlag. Ohne das Übel der Staatsschulden würde sich das Wirtschaftsleben normalisieren, sagte er voraus, als England eine Phase schwacher Konjunktur durchlebte.

Ricardos radikaler Plan bestand darin, die gesamte Staatsschuld durch eine einmalige Sondersteuer auf Kapital zu tilgen. Der Plan, der manchen Beobachtern als Beleg für Ricardos visionäres Denken galt, anderen als Beleg für seine Weltfremdheit, besaß keine Aussicht auf Umsetzung, weil die Grundherren, auf die ein nicht geringer Teil der Sonderabgabe entfallen wäre, das Parlament kontrollierten.

Die Zeit der „Finanzklassik“

Großbritannien ging einen anderen Weg: Es reduzierte in den weniger kriegerischen Jahren 1820 bis 1913 durch eine Kombination von nachhaltigem Wirtschaftswachstum und zurückhaltender Finanzpolitik seine Staatsschuldenquote von 300 auf 26 Prozent.

Der unverblühten Feindschaft, mit der britische liberale Denker des 18. und frühen 19. Jahrhunderts auf die Staatsverschuldung schauten, stand seit Mitte des 19. Jahrhunderts eine aufgeschlosseneren Haltung deutscher Ökonomen gegenüber. Diese Schule wurde später unter dem Begriff „Finanzklassik“ zusammengefasst; zu ihren bekanntesten Vertretern gehörten Adolph **Wagner** (1835 bis 1917) und Lorenz von **Stein** (1815 bis 1890). Von Wagner stammt das „Gesetz der wachsenden Staatsausgaben“; der Gelehrte konstatierte, unter „Kulturvölkern“ könne eine „Ausdehnung der Staatstätigkeit“ beobachtet werden, weil mit der wirtschaftlichen Entwicklung die Aufgaben des Staates zunähmen und daher das Wachstum der Staatsausgaben das Wachstum der Wirtschaft übertreffe.

Schon vor der Veröffentlichung des „Kommunistischen Manifests“ durch **Karl Marx** und Friedrich Engels im Jahre 1848 hatte Lorenz von Stein in Frankreich die in Entstehung befindlichen **sozialistischen und kommunistischen Bewegungen** studiert und als **Remedur gegen eine drohende Revolution ein „Königtum der sozialen Reform“ propagiert**, unter dessen Dach die auseinanderstrebenden Kräfte von Staat und Gesellschaft harmonisch zueinander finden sollten. Die Zeiten hatten sich geändert: Die mit der industriellen Revolution verbundenen Umwälzungen hinterließen gerade auf dem europäischen Kontinent Spuren im Leben wie im Denken der Menschen. Die später von **Otto von Bismarck im Deutschen Reich eingeführte Sozialversicherung geht auf Ideen Steins zurück, der sich durchaus als Erfinder des Sozialstaats in einer gezähmten Marktwirtschaft bezeichnen lässt**. Er erhoffte sich eine wachsende Identifikation der Menschen mit dem Staat und ein „berechenbares Interesse an seiner Erhaltung und seinem Wohlsein“.

In der zweiten Ausgabe seines Lehrbuchs zur Finanzwissenschaft findet sich ein berühmter, bis heute gerne zitierter Satz: **„Ein Staat ohne Staatsschuld tut entweder zu wenig für seine Zukunft, oder er fordert zu viel von seiner Gegenwart.“** Er steht für **Steins Überzeugung, der Staat könne und müsse sehr wohl langfristig rentable Investitionen etwa in den Bereichen Infrastruktur und Bildung vornehmen**.



Der Soziologe Lorenz von Stein (1815 bis 1890) argumentierte etwas anders als der Philosoph David Hume. :Bild: akg-images

Mit Blick auf die Generationengerechtigkeit sei es aber angezeigt, künftige, von diesen Investitionen profitierende Generationen zur Finanzierung heranzuziehen. Das führt zu einem in der Geschichte der Finanzpolitik sehr einflussreichen, gleichwohl umstrittenen Prinzip, das unter der Bezeichnung **„Pay-as-you-use“ bekannt ist und die Finanzierung aktueller staatlicher Investitionsprojekte durch eine Verschuldung begründet, die von späteren Generationen zurückgezahlt wird**. Das klingt plausibel, aber ein **Einwand** liegt auf der Hand: Die aktive Generation kann nicht wissen, ob ihre mit Schulden finanzierten öffentlichen Investitionen von den nachfolgenden Generationen als nützlich empfunden werden.

Stein interessierte sich vor allem für die langfristigen Wirkungen schuldenfinanzierter Investitionen auf das Wirtschaftswachstum, aber weniger für den Einsatz von Staatsverschuldung zur Bekämpfung kurzfristiger Konjunkturkrisen. Wie Hume kannte auch Stein das Argument, Staatsanleihen seien in ihrer Funktion als sichere Kapitalanlagen für Sparrer volkswirtschaftlich sinnvoll.

Allerdings erwähnen die Stein rühmenden Anhänger gewöhnlich nicht, dass sich dessen berühmtes Zitat über die Notwendigkeit von Staatsschulden **in der fünften und letzten Ausgabe seines Lehrbuchs nicht länger findet**. Neben positiven Wirkungen öffentlicher Investitionen führte er dort die sehr modern klingende **Warnung vor der Verlockung des Staates an, auch öffentlichen Konsum durch Staatsschulden zu finanzieren, was wirtschaftlich gar nicht vorteilhaft wäre**.

Staatsverschuldung finanziert Kriege

Der aus Norddeutschland stammende und später viele Jahre an der Wiener Universität lehrende Ökonom erkannte zudem **potentielle Gefahren für den Außenwert der Währung und die Zahlungsbilanz**, wenn sich ein erheblicher Teil der Staatsschulden in den Händen ausländischer Anleger befindet. Und als hätte er die Debatten unserer Zeit vorausgeahnt, **warnte Stein davor, angesichts niedriger Zinsen die Lasten hoher Staatsschulden kleinzureden, weil eine unerwartete Wirtschaftskrise auch bei niedrigen Zinsen die Schuldentragfähigkeit eines Staates unterminieren könnte**.

Ob Steins Analysen für das 1871 gegründete Deutsche Reich bis zum **Ersten Weltkrieg** zutreffend waren, ist nicht eindeutig. „Die öffentlichen Ausgaben in Versorgungsbetriebe und Verkehrsinfrastruktur waren sicherlich sinnvoll, aber zu beurteilen, ob das Ausmaß adäquat war, ist jenseits heutiger Forschungsmöglichkeiten“, bemerkt der Wirtschaftshistoriker Mark Spoerer. Die Schuldenquote des Deutschen Reichs stieg zwischen 1872 und 1913 von 0,2 auf mäßige 16,6 Prozent. Für den wichtigsten Gliedstaat, das Königreich Preußen, lässt sich für die Jahre 1872 bis 1910 ein Anstieg von 14,2 auf 36,3 Prozent ermitteln. **Mit dem Ausbruch des Ersten Weltkriegs galt dann wieder die Einschätzung Humes: Die Möglichkeit der Staatsverschuldung erleichterte den europäischen Mächten die Finanzierung eines vierjährigen Krieges, der schlimmste Verheerungen an Leib und Seele hinterließ**.

Nach dem Krieg war auch in Großbritannien das Vertrauen in die liberale Ordnung verloren gegangen, während in Deutschland eine verheerende Inflation wütete. Die Weltwirtschaftskrise mit ihren wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Verwerfungen begünstigte politischen Extremismus von beiden Rändern des Spektrums. Unsicherheit war ein Kennzeichen jener Zeit und daher das dominierende Motiv, **das den britischen Ökonomen John Maynard Keynes (1883 bis 1946) veranlasste, in einer schuldenfinanzierten Finanzpolitik einen Weg zu sehen, notleidende Volkswirtschaften aus dem Klammergriff schwerer Krisen zu befreien**. Weil Unsicherheit die Unternehmer von Investitionen abhalte, müsse der Staat die fehlende gesamtwirtschaftliche Nachfrage kompensieren, lautete Keynes' Botschaft.



Lord John Maynard Keynes spricht im Juli 1944 während der Bretton Woods Conference. :Bild: AFP

Neu war diese Botschaft schon damals nicht, aber Keynes hatte sie zu einem Zeitpunkt veröffentlicht, in der die Zweifel an der herrschenden Theorie groß waren. Ähnliche Gedanken hegten damals weitgehend vergessene deutsche Ökonomen wie Wilhelm Lautenbach (1891 bis 1948) oder Carl Föhl (1901 bis 1973). **Bis heute bleibt umstritten, wie weit Keynes' Vorbehalte gegenüber den Selbstheilungskräften einer Marktwirtschaft reichten. Die unterschiedlichsten Interpretationen lassen sich mit Zitaten aus seinem Werk stützen**.

Die dominierende Interpretation, die vor allem auf Äußerungen aus Keynes' letztem Lebensjahrzehnt beruht, sieht den Staat in durch Mangel an gesamtwirtschaftlicher Nachfrage gekennzeichneten Krisen vorübergehend aktiv, aber nach der Überwindung der Krise soll der Staat seine Schulden wieder tilgen, um eine inflationäre Überhitzung der Wirtschaft zu verhindern. Einen Zustand permanenter hoher Staatsverschuldung lehnte Keynes entschieden ab.

In diesem Verständnis, das heute wohl die meisten Ökonomen teilen dürften, **dient Staatsverschuldung der vorübergehenden Hilfe in schweren Krisen, zum Beispiel in der Finanzkrise der Jahre 2008 und 2009, aber nicht als Instrument zur langfristigen Förderung des Wirtschaftswachstums**. Das Problem dieser **Konzeption ist mehr politischer als ökonomischer Natur**. Regierungen haben in Zeiten guter Konjunktur wenig Anreize, Schulden zu reduzieren. Stattdessen ist die Verlockung groß, Geld auszugeben, um Wählerwünsche zu erfüllen.

Eine alternative Idee, die sich gelegentlich mit dem Namen Keynes schmückt, aber ältere Wurzeln besitzt, sieht Marktwirtschaften auf Dauer nicht in der Lage, wirtschaftliche Leistungsversprechen an die gesamte Bevölkerung zu erfüllen. An Begründungen mangelt es nicht. Angeführt werden zum Beispiel Interessengegensätze in Gesellschaften, die sich in drastischen Ungleichverteilungen von Einkommen und Vermögen und in politischen Spannungen äußern, weil die von Stein ersonnene Befriedung durch einen Sozialstaat nicht zustande kommt. **Der Kapitalismus sei nicht in der Lage, die zu seinem Überleben notwendigen Bedingungen selbst zu erzeugen, hatte Joseph Schumpeter (1883 bis 1950) einmal prophezeit.**

In den Jahren vor der Pandemie hat eine Kombination aus niedrigem Wirtschaftswachstum, niedrigen Zinsen und niedriger Inflationsrate Debatten über eine säkulare Stagnation befördert, als deren Ursachen unter anderem die Alterung von Gesellschaften und der Wandel von einer kapitalintensiven Industriegesellschaft in eine dienstleistungsorientierte Wissensökonomie gelten.

Diese Prognose, die nach der Pandemie einer Überprüfung bedarf, hat unter anderem den deutschen **Ökonomen Carl Christian von Weizsäcker zu einem Plädoyer für eine langfristige Staatsschuldenpolitik veranlasst**. In einem Beitrag für die F.A.Z. hatte von Weizsäcker vor gut zehn Jahren auf die „Janusköpfigkeit“ der **Staatsverschuldung hingewiesen, mit der sich wirtschaftliches Wohl wie wirtschaftliches Wehe verbinden kann**. Die grundlegenden Argumente für und gegen Staatsverschuldung sind sehr alt, **aber vor allem die gegen Staatsverschuldung sprechenden Argumente scheinen heutigen Politikern nicht mehr geläufig zu sein.**

„XI JINPING MEINT ES TODERNST“:

Biden warnt vor „echtem Krieg“ als Folge von Cyberangriffen

AKTUALISIERT AM 28.07.2021-03:36



Vor Geheimdienstlern spricht Joe Biden von exponentiell wachsender Kriegsgefahr mit anderen Großmächten – und nennt Russland und China. Anders als sein Vorgänger will der US-Präsident den Nachrichtendiensten keinen politischen Druck machen.

Vor dem Hintergrund zunehmender Cyber-Angriffe auf die Vereinigten Staaten warnt US-Präsident [Joe Biden](#) vor einer wachsenden Gefahr eines echten Krieges. „Ich denke, es ist mehr als wahrscheinlich, dass wir in einem Krieg enden werden – einem echten Krieg mit einer Großmacht – als Folge eines Cyberangriffs von großer Tragweite, und die Wahrscheinlichkeit nimmt exponentiell zu“, sagte Biden bei seinem ersten Besuch des Büros des Leiters der nationalen Nachrichtendienste (ODNI) am Dienstag.

Die Regierung in Washington sehe eine wachsende Bedrohung durch Russland und China. Biden sagte, der chinesische Staats- und Parteichef [Xi Jinping](#) meine es „todernst“ wenn es darum gehe, bis 2040 die mächtigste Militärmacht der Welt sowie die größte Volkswirtschaft zu werden.

Mehrere folgenschwere Angriffe

Das Thema Cybersicherheit steht ganz oben auf der Tagesordnung der Biden-Regierung, nachdem eine Reihe von öffentlichkeitswirksamen Angriffen auf Unternehmen wie die Netzwerkmanagementfirma SolarWinds, die Firma Colonial Pipeline, den Fleischverarbeitungsbetrieb JBS und die Softwarefirma Kaseya den USA weit mehr geschadet haben als nur den gehackten Unternehmen. Einige der Angriffe wirkten sich in Teilen der Vereinigten Staaten auf die Kraftstoff- und Lebensmittelversorgung aus.

Biden betonte, er werde auf die 17 amerikanischen Geheimdienste, die das ODNI beaufsichtigt, keinerlei politischen Druck ausüben. Das stellt eine klare Abkehr von der Politik seines Vorgängers Donald Trump dar, der wiederholt mit den Geheimdiensten aneinander geriet – beispielsweise in Bezug auf Russlands Rolle bei Trumps Wahlsieg 2016 oder auch bei der Enthüllung, dass Trump Druck auf die Ukraine ausübte, Ermittlungen gegen Biden einzuleiten.

Trump hatte in seiner vierjährigen Amtszeit viermal den Direktor der nationalen Geheimdienste ausgewechselt.

<https://www.faz.net/aktuell/sport/olympia/kampf-gegen-israeli-verweigert-feinde-und-freunde-im-judo-17456626.html?premium>

KAMPF GEGEN ISRAELI VERWEIGERT:

Feinde und Freunde

- EIN KOMMENTAR VON [CHRISTOPHER MELTZER](#)
- -AKTUALISIERT AM 27.07.2021-16:06



Siegte zwei Mal ohne Kampf: Tohar Butbul in Tokio Bild: Reuters

Judoka Tohar Butbul aus Israel wird auf olympischer Bühne Opfer des Antisemitismus. Leider kann man nicht auf die hoffen, die die Regeln machen, sondern meist nur auf die, die ihnen unterworfen sind. Das zeigt ein anderes Beispiel.

Am Montagmorgen hat Tohar Butbul im Nippon Budokan in Tokio auf den Kampf seines Lebens gewartet. **Judo**, Männer bis 73 Kilogramm. Und vor allem: Olympia. Für ihn zum ersten Mal. Er hat leider umsonst gewartet. Sein Gegner, Mohamed Abdalrasool aus dem Sudan, war nicht da. Butbul gewann, wie man als Sportler nicht gewinnen will: ohne Kampf.

Es ist noch immer unklar, warum Abdalrasool nicht da war. Laut Butbul – der vor seinem Ausscheiden zum Glück auch dreimal kämpfen konnte – sei seinem Team mitgeteilt worden, dass dieser an der Schulter verletzt sei. Was mindestens merkwürdig ist, weil er zum offiziellen Wiegen noch angetreten war.

Und so drängt sich der Verdacht auf, dass Abdalrasool nicht seine Schulter gestört hat, sondern etwas anderes. Dass Tohar Butbul aus Israel kommt.

„Passiert uns israelischen Athleten eben“

In dem Fall von Abdalrasool ist das nicht geklärt, in dem von Fethi Nourine dafür schon. Der Algerier hatte seine Teilnahme an den Spielen vor ein paar Tagen abgesagt, weil er in der zweiten Runde auf Butbul hätte treffen können. In der algerischen Presse sagte er, dass das nicht mit seinen politischen Überzeugungen zu vereinbaren sei. Das Nationale Olympische Komitee seines Landes entzog ihm die Akkreditierung, der Judo-Weltverband suspendierte ihn vorläufig.

Und was sagt Tohar Butbul? „Das sind Dinge, die im Judo manchmal passieren. Es war nicht so ungewöhnlich für mich. Das passiert uns israelischen Athleten eben.“ Israelhass und Antisemitismus sind auch im Sport nicht neu. Und trotzdem waren diese Sätze besonders bedrückend. Weil da mitten auf der Bühne Olympias, diesem großen Zusammenkommen der Jugend der Welt, ein Mann sprach, der in seinem Sportlerleben immer wieder erfahren hat, dass gewöhnlich ist, was nicht gewöhnlich sein sollte.

Es muss ein schlimmes Gefühl sein, wenn der Gegner einen auf die Matte wirft, aber noch ein viel schlimmeres, wenn der Gegner einen nicht auf die Matte werfen will. Manchmal machen das Sportler aus freiem Willen, manchmal aber offenbar nicht.

Iranische Doktrin

Ein weiteres Beispiel aus dem Judo: In Tokio, wo im Jahr 2019 auch die Weltmeisterschaft ausgetragen worden ist, war der Iraner Saeid Mollaei laut eigener Aussage von seinem Verband und von den Mächtigen der Islamischen Republik Iran, die Israel nicht als Staat anerkennt, angewiesen worden, nicht im Halbfinale anzutreten. Ein Finale gegen den Israeli Sagi Muki, seinen Freund, wie Mollaei sagt, war möglich. Er kämpfte trotzdem – und flüchtete nach Deutschland. [An diesem Dienstag gewann Mollaei in Tokio Silber. Für die Mongolei.](#)

Als Folge wurde das Internationale Olympische Komitee (IOC) aufgefordert, das iranische Nationale Olympische Komitee (NOK) zu suspendieren – wie es der Judo-Weltverband mit dem iranischen Judo-Verband machte. Das IOC lehnte ab. Im Januar 2020 sagte sein Präsident Thomas Bach, das NOK des Iran habe zugesichert, die Olympische Charta „in Zukunft vollständig einzuhalten“. Jetzt aber wirklich? Von wegen. Die iranische Führung steht felsenfest zu ihrer Doktrin: Israel wird durch sportliche Wettkämpfe nicht legitimiert.

Man kann leider nicht auf die hoffen, die die Regeln machen, sondern meist nur auf die, die ihnen unterworfen sind. [Am Montag veröffentlichte die im Exil lebende Oppositionelle Masih Alinejad auf ihrem Twitterkanal ein Video.](#) Es zeigt den Iraner Vahid Sarlak, der früher selbst kämpfte, gegen einen Israeli, deshalb heute in Deutschland lebt und die Teams aus Tadschikistan trainiert.

Er steht in Tokio neben einem Trainer der Israelis, der ihn anschaut und sagt: „Ich wünsche mir, dass ich eines Tages in den Iran kommen kann und du nach Israel. Und wir Freunde sein werden.“ Wie schön, dass sie das sagen. Wie traurig, dass sie das sagen müssen.

Budgets genrés: «Cette urbanisation militante camoufle la réalité trop inconmodante de certains quartiers»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Certaines municipalités, telles que Paris, Bordeaux ou Lyon, ont décidé de promouvoir des approches «genrées» pour l'aménagement de leur ville. La «genrification» des budgets municipaux se fonde sur une vision militante et réductrice de la réalité, estime Sami Biasoni.

Par Sami Biasoni

Publié le 26/07/2021 à 13:24

«Asservir toute réflexion à des catégories figées au gré des engagements militants d'un progressisme qui délaisse souvent la nuance au profit d'une radicalité présentée comme nécessaire, ce n'est plus servir la *res publica*.» *AFP*

Parce que ce sont des hommes qui, au cours de l'histoire, ont majoritairement dessiné l'architecture et pensé l'urbanisme des villes, il s'agirait de déconstruire la notion même de patrimoine et d'encourager, par souci d'égalité, la valorisation d'un «*matrimoine*» supplétif: c'est à partir de ce genre de paralogisme que plusieurs mairies de métropoles françaises dont Paris, Bordeaux, Lyon ou encore Rennes ont décidé de promouvoir des approches «genrées» de leurs investissements publics. Essentiellement défendues par des coalitions d'élus socialistes et écologistes, ces pratiques consistent à éclairer d'abord puis à subordonner les décisions relatives aux aménagements urbains à des considérations paritaires.

À partir de comptages simplistes que l'on présente comme des statistiques, on aborde de complexes phénomènes sociaux, immanquablement réduits à l'affrontement manichéen de l'homme dominateur sur la femme opprimée.

Sami Biasoni

Dans sa préface au premier guide méthodologique parisien destiné à «*construire une ville égalitaire*», dûment rédigé en écriture dite «inclusive», Anne Hidalgo n'hésite pas à affirmer que «*l'espace public est une construction avant tout masculine*» avant que d'autres auteurs semblent découvrir qu'il existe une «*surreprésentation des hommes dans l'espace public*», sans que nulle part on aborde les raisons culturelles, sociales, psychologiques et anthropologiques qui conduisent à ce fait avéré.

À partir de comptages simplistes que l'on présente comme des statistiques, on aborde de complexes phénomènes sociaux, immanquablement réduits à l'affrontement manichéen de l'homme dominateur sur la femme opprimée. Constatant par exemple que les équipements sportifs de musculation du XIX^e arrondissement de Paris sont majoritairement utilisés par des hommes, une enseignante-chercheur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette spécialiste des questions de genre dans la ville, déclare à l'AFP : «*On n'a pas pensé que les femmes allaient être rejetées de cet espace-là [...] Si 90 % de garçons utilisent un équipement sportif, c'est qu'il n'a pas été bien réfléchi*». Pourtant, lorsque la plupart des modules callisthéniques ont été installés ou qu'il a fallu implanter des stades urbains au milieu d'ensemble architecturaux historiques – parfois dans des endroits incongrus et souvent au mépris de l'harmonie esthétique la plus élémentaire – ce fut généralement au nom d'une autre obsession: celle des inégalités sociales cette fois, défendue par les mêmes édiles mais en d'autres temps, lorsque les idéologies sous-jacentes se réfèrent encore essentiellement au schème de domination de classe.

Les faits de violence physique trahissent l'abandon de certaines catégories de population dont on n'exige plus rien par résignation ou pire, sur la base problématique d'un éthno-différencialisme

Sami Biasoni

Penser les équilibres au sein de l'espace public n'est pas un tort, c'est même le devoir d'un décideur politique. Mais asservir toute réflexion à des catégories figées au gré des engagements militants d'un progressisme qui délaisse souvent la nuance au profit d'une radicalité présentée comme nécessaire, ce n'est plus servir la *res publica*. Quand Éric Piolle, maire EELV de Grenoble, détruit des cours d'école au motif qu'elles seraient «*réservées aux*

pratiques des garçons», ou que Grégory Doucet, son pendant lyonnais, souhaite évincer le Tour de France en raison de «*l'image machiste du sport*» que l'événement véhiculerait, l'un et l'autre dévoient une cause noble – celle de la lutte contre les discriminations et les violences réelles – au bénéfice d'actions symboliques autrement plus confortables à expliquer et à défendre. Les faits de violence physique ne sont qu'en dernier recours les produits de systèmes de représentations ou d'aménagements inadaptés: ils témoignent avant tout d'une société inapte à imposer son autorité, ils reflètent parfois des visions du monde que notre pays n'a pas su conformer à ses idéaux universels de rapports harmonieux entre les citoyens, ils trahissent l'abandon de certaines catégories de population dont on n'exige plus rien par résignation ou pire, sur la base problématique d'un éthno-différencialisme que l'on pare des atours commodes de la tolérance à l'altérité culturelle.

Lorsque les élus grenoblois remplacent un terrain de football par des «*carrés végétalisés*» incitant «*filles et garçons au jardinage*» conjoint, réalisent-ils que, non seulement, ils défont ce qu'ils ont eux-mêmes produit au nom de leurs idéaux antérieurs (le sport populaire comme vecteur d'intégration), mais aussi qu'ils engagent la dépense publique au détriment de l'intérêt du plus grand nombre? S'empêcher de penser les causes profondes des phénomènes sociaux, c'est se condamner à mettre sempiternellement en place des dispositifs artificiels aux externalités désastreuses, en plus d'entretenir le sentiment de dissension entre les citoyens.

La saleté, l'insécurité de certains quartiers, leur partition traditionnelle parfois, la congestion organisée des déplacements, le « saccage » fonctionnel des rues et des espaces au nom d'une « éco-inclusivité » technique aveugle au Beau, voilà ce qui empêche aujourd'hui la flânerie heureuse

Sami Biasoni

Dans un encadré du guide parisien précité traitant de la parité au sein de l'espace public, on peut lire un extrait de travaux affirmant que la «*figure masculine du flâneur*» apparue au XIX^e siècle répond de la logique d'un «*ordre bourgeois viril*» qui aurait fait disparaître les femmes «*de l'espace public*». Le vocabulaire employé est volontairement conflictuel, il fait écho à l'analyse marxiste du phénomène par Walter Benjamin pour lequel la flânerie est un voyeurisme consumériste, la marchandise observée étant celle, démultipliée, des choses et des personnes qui abondent en ville. Dans l'un et l'autre cas, l'opération de réduction argumentative transforme la réalité et la modèle en la tronquant. La saleté, l'insécurité de certains quartiers, leur partition traditionnelle parfois, la congestion organisée des déplacements, le «saccage» fonctionnel des rues et des espaces au nom d'une «éco-inclusivité» technique aveugle au Beau, voilà ce qui empêche aujourd'hui la flânerie heureuse, première des libertés du citoyen indéfini en genre, en sexualité, en race et en orientation politique. En lieu et place de cela, on persiste dans une illusion festivalière désormais sous-tendue par les arguties métaphoriques de sociologies militantes obnubilées par la «visibilisation» minoritaire, pour éviter un réel par trop inconfortable une fois encore «*reporté à une date ultérieure*», comme l'avait si justement énoncé Philippe Murray.

Cédric Lewandowski:

«Il n'y aura pas de victoire dans la lutte contre le changement climatique sans nucléaire»

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Dans son ouvrage *Le Nucléaire*, le directeur exécutif d'EDF Cédric Lewandowski, revient sur cette énergie qui divise. Il explique qu'elle ne doit pas être sacrifiée au nom de l'environnement, en exposant ses avantages en matière d'écologie et de souveraineté.

Par **Alexandre Devecchio**

Publié le 23/07/2021 à 15:49, mis à jour le 24/07/2021 à 19:33



«Pour une «*énergie du passé*», le nucléaire a un bel avenir!» AFP

*Cédric Lewandowski est directeur exécutif du groupe EDF, en charge de la Direction du parc nucléaire et thermique. Il est auteur du livre *Le Nucléaire (Que sais-je?, 2021)*.*

FIGAROVOX. - Pourquoi écrire un livre sur le nucléaire à l'heure où la mode est aux éoliennes et aux énergies renouvelables. Le nucléaire n'est-elle pas une technologie et une énergie du passé ?

Sûrement pas ! Le nucléaire est la deuxième source d'énergie propre dans le monde. Il représente environ 10% de la production mondiale d'électricité et connaît une hausse régulière, de l'ordre de 15%, depuis 2012. C'est aussi la première technologie de production d'électricité au sein de l'Union européenne avec une part de 27 %.

En 2019, cinquante-quatre nouveaux réacteurs étaient en construction dans le monde et cinq nouveaux chantiers ont été engagés. En 2020, les Émirats arabes unis ont connecté au réseau leur première centrale nucléaire (Barakah) ; la Pologne et l'Égypte, comme plus de vingt autres pays dans le monde, étudient la possibilité de s'engager dans la voie du nucléaire civil. Pour une «*énergie du passé*», le nucléaire a un bel avenir !

Iriez-vous jusqu'à dire qu'il s'agit d'une énergie écologique ?

Les chiffres sont là pour le prouver. Selon les études du GIEC, les émissions de CO₂ pour produire un kWh d'électricité nucléaire sont d'environ 12g, un niveau comparable à l'électricité d'origine éolienne, deux fois et demie plus faible que celui de l'électricité solaire photovoltaïque, 40 fois moindre que pour l'énergie produite par des centrales thermiques au gaz et 70 fois moins élevées en comparaison des centrales au charbon.

Ramenée au kWh produit, l'empreinte au sol des installations est particulièrement modeste.

Cédric Lewandowski

Sur la question de l'empreinte en ressources naturelles des technologies, les rapports récents de la Banque mondiale et de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) révèlent par ailleurs les bonnes performances du nucléaire, peu gourmand en cuivre, aluminium, acier ou verre, encore plus économe en argent, étain, molybdène, nickel ou terres rares. De plus, ramenée au kWh produit, l'empreinte au sol des installations est particulièrement modeste. Tout ceci confirme les atouts environnementaux du nucléaire.

Comme l'ont montré Tchernobyl et dans une moindre mesure Fukushima, le risque humain et écologique n'est-il pas cependant beaucoup plus important ?

Précisons d'abord que ces deux accidents majeurs sont de nature très différente. L'accident de Tchernobyl est notamment dû à des défaillances humaines et d'organisation, alors qu'à l'origine de l'accident de Fukushima, il y a une catastrophe naturelle hors norme: un tremblement de terre d'une magnitude de 9 sur l'échelle de Richter suivi d'un tsunami qui a ravagé près de six-cent kilomètres de la côte nord-ouest du Japon, pénétrant parfois jusqu'à dix kilomètres à l'intérieur des terres. La centrale nucléaire n'a absolument pas été mise en danger par le tremblement de terre, auquel elle a parfaitement résisté. En revanche, les sept vagues de quinze mètres de haut du tsunami, en s'abattant avec une violence inouïe sur la centrale, ont détruit les systèmes d'alimentation en eau de refroidissement et en électricité et c'est pour cette raison que la centrale de Fukushima s'est trouvée en grande difficulté.

Des leçons ont été tirées grâce à l'analyse du retour d'expérience de ces deux accidents. Après Tchernobyl, de nombreux États ont revu l'organisation même du secteur nucléaire avec des autorités de sûreté beaucoup plus fortes qu'elles ne l'étaient auparavant. En France, après l'accident de Fukushima, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), a demandé des améliorations afin d'accroître encore plus la robustesse des centrales nucléaires face à des situations extrêmes. EDF a ainsi mis en place un système de secours supplémentaire d'approvisionnement en eau et en électricité, et a également créé une force d'action rapide du nucléaire, la FARN, capable d'intervenir en moins de 24 heures sur un site en difficulté majeure.

De façon générale, dans le domaine du nucléaire, la sûreté est une préoccupation prioritaire et permanente. Les moindres événements, incidents ou anomalies font systématiquement l'objet d'une analyse, permettant d'améliorer en permanence la sûreté des installations: elle peut conduire à des modifications des installations, des procédures ou de l'organisation.

Plus de 90% des déchets de l'industrie électronucléaire sont très faiblement radioactifs ou à durée de vie courte.

Cédric Lewandowski

Quid de la gestion des déchets ?

Toutes les industries produisent des déchets. Notre responsabilité est évidemment qu'il y en ait le moins possible et de les traiter le mieux possible. Dans le cas des déchets nucléaires, 60% proviennent de la production d'électricité et 40% du secteur médical, de l'industrie, etc. Plus de 90% des déchets de l'industrie électronucléaire sont très faiblement radioactifs ou à durée de vie courte. Ils résultent essentiellement de l'exploitation et du démantèlement des installations. Ils sont conditionnés de manière étanche et entreposés dans trois centres de surface, gérés par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Notre objectif est de réduire au maximum le volume des déchets produits : nous avons ainsi mis en place dans les centrales des systèmes de tri et de compactage, et nous disposons d'unités industrielles de traitement de ces déchets au moyen de procédés de fusion et d'incinération.

Les déchets à haute activité, ceux qui constituent la principale interrogation de nos concitoyens et sur lesquels on projette pas mal de fantasmes, correspondent certes à 95% du niveau de radioactivité, mais seulement à 0,2% du volume total. Depuis le début du parc nucléaire civil, il y a 50 ans, ils représentent un volume de 3 740m³, soit l'équivalent d'une piscine olympique. Actuellement, ces déchets sont conditionnés dans des conteneurs avant leur transfert vers Cigéo, le projet de centre français de stockage profond piloté par l'ANDRA, prévu pour les accueillir à l'horizon 2035. Enfin, il faut souligner que 96 % du combustible utilisé est recyclable et peut servir à la fabrication de nouveaux combustibles, ce qui permet de diviser par 4 à 5 le volume des déchets les plus radioactifs et de réduire aujourd'hui de 10 % l'utilisation de ressources naturelles, de 20 à 25 % à l'horizon 2030.

Débattre de ce sujet est donc très exigeant, cela nécessite de dépasser la simple opposition binaire, « je suis pour » ou « je suis contre »

Cédric Lewandowski

Comment expliquez-vous que le débat sur le nucléaire suscite autant de passion ?

Pour un large public, le nucléaire est indissociable de l'image de la bombe d'Hiroshima. Cette image, renforcée par la crainte d'accidents, contribue à rendre complexe, et rapidement passionné, voire dogmatique, tout débat sur l'énergie nucléaire. En vérité, le nucléaire est un sujet complexe, assez éloigné du quotidien de la majorité de nos concitoyens, avec de nombreuses dimensions techniques, économiques et environnementales. Débattre de ce sujet est donc très exigeant, cela nécessite de dépasser la simple opposition binaire, «je suis pour» ou «je suis contre», de quitter la défense de postures de principe, de distinguer les faits des opinions, de privilégier le factuel au sensationnel. Notons également que les sondages récents montrent un soutien croissant des Français pour l'énergie nucléaire ; ce sont des tendances cycliques, que l'on retrouve souvent après des points bas que l'on a pu observer après Tchernobyl et Fukushima. Il nous revient dès lors d'apporter de l'information étayée à ceux qui s'interrogent... et c'est tout l'objet de ce *Que sais-je !*

Êtes-vous favorable au démantèlement d'une partie au moins des installations comme à Fessenheim ?

Depuis le début de l'aventure du nucléaire civil, plus de 180 réacteurs nucléaires ont été fermés dans le monde. La fermeture d'une centrale peut intervenir pour trois raisons: un impératif technique, une réalité économique (quand la centrale n'est plus rentable, il y a eu plusieurs cas aux États-Unis) ou une décision politique, le choix d'Angela Merkel de sortir du nucléaire en est l'exemple le plus radical, ce qui conduit aujourd'hui l'Allemagne à être en grande difficulté sur le plan énergétique puisqu'elle doit compenser le nucléaire par le charbon et le gaz, c'est-à-dire des moyens carbonés.

L'arrêt définitif de l'exploitation de Fessenheim le 30 juin 2020 a constitué un moment tout à fait particulier puisqu'elle était la pionnière des centrales du grand programme électronucléaire français qui a fait d'EDF le premier exploitant nucléaire mondial. Sa fermeture ne relevait pas de questions techniques ou économiques, mais d'une décision politique assumée par le gouvernement. L'État a décidé, avec la loi Énergie-Climat de 2019, de réduire la part du nucléaire dans le mix-énergétique de notre pays à 50% d'ici 2035, contre 70% actuellement. Dès lors, notre devoir est désormais de démontrer notre capacité à démanteler cet outil industriel dans les meilleures conditions de sûreté et de sécurité.

Il n'y aura pas de victoire dans la lutte contre le changement climatique sans nucléaire. Mais, il n'y aura pas de victoire non plus sans une forte augmentation des énergies renouvelables.

Cédric Lewandowski

Les énergies alternatives sont-elles susceptibles à long terme de remplacer le nucléaire ?

Le Dr Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIEA, a déclaré en 2019 que, devant l'immensité du défi du changement climatique, nous ne pouvons nous permettre d'exclure des technologies «bas carbone» et, effectivement, pour être au rendez-vous des engagements de l'Accord de Paris, il faut absolument additionner les moyens sans carbone et non les substituer les uns aux autres. Il n'y aura pas de victoire dans la lutte contre le changement climatique sans nucléaire. Mais, il n'y aura pas de victoire non plus sans une forte augmentation des énergies renouvelables. Comme l'a décidé la France dans le cadre de la PPE, de nombreux pays convergent sur une solution énergétique associant énergies renouvelables et nucléaire. Hydraulique, solaire, éolien, hydrogène décarboné, nucléaire sont autant de technologies qui font partie de la solution énergétique à mettre en œuvre et nous devons intensifier nos efforts dans tous ces domaines pour ne pas atteindre +3°C en 2050. Je crois au progrès scientifique, qui n'a cessé de nous surprendre, de nous émerveiller. Il est donc tout à fait possible que des énergies alternatives remplacent à long terme le nucléaire... ou que de nouvelles technologies nucléaires s'imposent.

Sa maîtrise est dès lors essentielle pour les grandes puissances mondiales qui ont réaffirmé leur engagement dans le domaine nucléaire ainsi que pour les pays qui souhaitent mettre en service pour la première fois une centrale nucléaire.

Cédric Lewandowski

À l'heure où l'on déplore notre désindustrialisation et notre dépendance stratégique, le nucléaire est-il aussi un outil de souveraineté indispensable ?

L'industrie nucléaire n'est pas une industrie comme les autres: c'est une industrie de souveraineté, dans ses applications civiles et militaires, considérée comme un secteur stratégique par un nombre croissant de pays. Le haut contenu technologique du nucléaire civil est un moteur pour l'ensemble des systèmes industriels, de recherche et d'éducation des pays qui le développent. Sa maîtrise est dès lors essentielle pour les grandes puissances mondiales qui ont réaffirmé leur engagement dans le domaine nucléaire ainsi que pour les pays qui souhaitent mettre en service pour la première fois une centrale nucléaire. Pour nombre de ces États, l'objectif est de réduire leurs émissions de CO₂ mais aussi leur dépendance énergétique ou de garantir des ressources en eau en dessalant de l'eau de mer.

Aujourd'hui, la «diplomatie nucléaire» est plus active que jamais, sur fond de guerre technologique et économique entre la Russie, les États-Unis et la Chine. Ces trois puissances se sont résolument engagées dans le développement de nouvelles technologies pour le nucléaire civil, soutiennent leur industrie nationale et ont de fortes ambitions internationales. La décroissance du nombre de réacteurs en exploitation en Europe de l'Ouest contribue à affaiblir notre capacité à peser dans la gouvernance mondiale de ce secteur.

Le nucléaire est aujourd'hui l'une des plus importantes filières industrielles de notre pays : elle représente plus de 220 000 salariés et 3 000 entreprises pour un chiffre d'affaires annuel de 47,5 Md€. Le grand chantier industriel national de prolongation de la durée de fonctionnement des centrales existantes que nous appelons le Grand Carénage est à plus de 95% réalisé par des entreprises localisées sur le territoire français avec des professionnels, très souvent à haut niveau de technicité, dont l'emploi, je tiens à le souligner, n'est pas délocalisable.

Le nucléaire a dès son origine été un domaine d'excellence de la France. Depuis la découverte des rayons uraniques en 1896, nos scientifiques et industriels se sont illustrés dans le développement de cette énergie.

Cédric Lewandowski

N'oublions pas non plus que depuis plus de 30 ans, les exportations d'électricité contribuent positivement à la balance des paiements de notre pays et que la production électronucléaire a permis d'assurer une fourniture d'électricité aux industriels présents sur notre territoire à un prix, hors taxes, compétitif. Plus globalement, disposer en France d'une industrie nucléaire civile dynamique et active, soutenue par une vision industrielle étatique, permettant la maîtrise nationale d'une technologie bas carbone de production d'électricité, est essentiel pour la compétitivité de nos entreprises et notre influence internationale. En clair, les principes qui ont fondé la création du nucléaire civil en France, l'indépendance énergétique et la sécurité d'approvisionnement sont toujours de pleine actualité.

Ces dernières années avons-nous perdu l'avance que nous avons dans le domaine ?

Le nucléaire a dès son origine été un domaine d'excellence de la France. Depuis la découverte des rayons uraniques en 1896, nos scientifiques et industriels se sont illustrés dans le développement de cette énergie. Je pense bien sûr à Henri Becquerel, Pierre et Marie Curie, prix Nobel de physique en 1903, Irène et Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de Chimie en 1935. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France était à la pointe des recherches mondiales dans ce domaine, mais à la Libération, tout était à recommencer. La création du Commissariat à l'Énergie Atomique et la reconstitution des équipes de recherche ont permis à la France de retrouver rapidement sa place : la première divergence de ZOE, première pile atomique française, a lieu le 15 décembre 1948, le programme nucléaire français est lancé le 6 mars 1974.

Une telle réussite a été possible grâce à l'engagement coordonné des chercheurs, scientifiques et ingénieurs, au lancement d'un plan volontaire par l'État et à l'investissement de grands groupes industriels mais également au dynamisme de nombre de PME et d'ETI.

EDF est aujourd'hui le premier opérateur mondial et nous disposons en France d'une filière nucléaire dont l'excellence est reconnue, qui nous permet d'être présents sur la totalité des segments de l'industrie nucléaire, position partagée seulement avec les États-Unis, la Russie et très prochainement la Chine. Je crois au rôle de l'Histoire pour bâtir l'avenir : demain comme hier, l'engagement résolu et coordonné des chercheurs, des acteurs industriels et de l'État est essentiel et, je l'espère, saura convaincre de nouvelles générations talentueuses de nous rejoindre pour garantir la pérennité de cette belle réussite nationale qu'est le nucléaire français.

« La solution au problème du financement des retraites passe par une augmentation du taux d'emploi des seniors »

TRIBUNE

Bruno Palier

Chercheur

Le chercheur Bruno Palier estime, dans une tribune au « Monde », que repousser l'âge du départ à la retraite sans autre forme de mesures d'accompagnement grossira les rangs des chômeurs.

Publié le 25 juin 2021 à 12h15 - Mis à jour le 29 juin 2021 à 09h22 Temps de Lecture 4 min.



Au Salon pour l'emploi des cadres, à Nantes, en 2013. ALAIN LE BOT / PHOTONONSTOP

Tribune. La France est l'un des derniers pays à maintenir le niveau de vie des retraités par rapport à leur situation en vie active, objectif fixé aux régimes de retraites dans les années 1970 et réalisé depuis la fin des années 1990.

Faut-il renoncer à cet objectif ? C'est ce qu'ont fait la plupart des autres pays européens avec les réformes qu'ils ont introduites, dans les années 1980 en Grande-Bretagne, en 1998 en Suède ou en 2001 en Allemagne. Ces réformes ont renforcé le lien entre durée et montant des cotisations et montant des pensions (contributivité accrue) et retardé l'âge légal de départ à la retraite (fixé à 67 ans ou plus). Elles ont eu pour conséquences une baisse rapide des taux de remplacement (niveau de la pension par rapport au dernier salaire) des retraites publiques obligatoires et un retour de la pauvreté chez les personnes âgées.

En réaction, ces pays ne sont pas revenus sur leur réforme, mais ont, d'une part, amélioré ou mis en place des minimums vieillesse, d'autre part proposé à ceux qui souhaitent maintenir leur niveau de vie à la retraite d'épargner dans des fonds de pension largement subventionnés par des exemptions fiscales. Mais ce sont surtout les plus aisés qui épargnent pour leur retraite ou ceux qui travaillent dans les grandes entreprises où ont été mis en place des fonds de pension collectifs de groupes ou de branches.

Ainsi, partout en Europe, les réformes des retraites ont fait baisser le niveau de vie général des retraités, tout en permettant aux plus riches de tirer leur épingle du jeu, sans pour autant améliorer le sort des femmes, aux carrières plus souvent incomplètes.

Effets délétères

Les nombreuses réformes lancées dans notre pays depuis 1993 ont, elles aussi, accru progressivement la contributivité de notre système de retraites. A partir de 2018, les taux de remplacement ont commencé à baisser (de 3 %). Les projections du Conseil d'orientation des retraites montrent qu'ils vont continuer à baisser. Comme ailleurs, les gouvernements français annoncent une garantie de minimum de pension pour les revenus les plus bas et incitent les plus hauts revenus à épargner (avec des exemptions fiscales plus généreuses qu'ailleurs, sans quasiment de plafonds, ce qui bénéficie surtout aux plus aisés).

La baisse de revenus des retraités et l'accroissement des inégalités entre eux et entre hommes et femmes auraient été accélérés par la mise en place d'un système à point généralisé sans compensations pour les plus précaires, aux carrières incomplètes. Le gouvernement semble avoir abandonné ce projet, n'envisageant plus que de retarder l'âge de départ à la retraite. Mais cette seule mesure aura, elle aussi, des effets délétères sur les retraites et les inégalités !

En Italie, la réforme Fornero de 2011, imposée sous la pression européenne en pleine crise de l'euro, a reculé l'âge légal de départ à 67 ans. Sur un marché du travail où les seniors sont majoritairement exclus de l'emploi, [les situations se sont vite dégradées](#), au point d'expliquer en partie l'arrivée au pouvoir des partis antisystème Mouvement 5 étoiles et Lega. Le nouveau gouvernement a rapidement décidé une amélioration du minimum vieillesse, la mise en place d'un revenu de base pour les chômeurs (notamment les seniors) et la possibilité pour de nombreuses personnes de partir bien avant 67 ans. Dans les pays nordiques, le recul de l'âge de départ à la retraite a été bien mieux accepté, car il a été accompagné d'une politique active de maintien en emploi des seniors, d'une amélioration des conditions de travail et des plans de formations tout au long de la vie, y compris après 55 ou 60 ans.

Quantité et qualité

Alors que la France, comme l'Italie, connaît une faible participation des salariés les plus âgés au marché du travail, reculer l'âge de départ à la retraite sans mesure d'accompagnement ne fera qu'augmenter le nombre de personnes qui, ni en emploi ni en retraite, sont en fin de droits. En France, seulement la moitié des personnes de 55 à 64 ans sont en emploi (52,1 % en 2018), un ratio inférieur à la moyenne de l'Union européenne (58,7 %) et bien en deçà de ceux de la Suède (77,9 %) ou de l'Allemagne (71,4 %).

Dès lors, avant de reculer l'âge de la retraite, ne serait-il pas plus important de s'assurer que tout le monde a la possibilité et le souhait de travailler jusqu'à 62 ans ? Il faudrait éviter les plans sociaux qui font partir les seniors des entreprises, investir dans les conditions de travail et dans la formation des plus de 50 ans. Il faudrait aussi s'interroger sur le fait que les Français souhaitent partir le plus tôt possible. Les modes de gestion de la main-d'œuvre fondés sur le stress et la pression (le *lean management*) dégoûtent de nombreux salariés du travail. Ne faudrait-il pas d'abord augmenter la quantité et améliorer la qualité des emplois pour les seniors avant de vouloir forcer les Français à travailler plus longtemps ? La solution au problème du financement des retraites ne passe pas par une nouvelle réforme, mais par une augmentation du taux d'emploi des seniors. Permettre à tous de travailler dans les meilleures conditions jusqu'à l'âge de la retraite, c'est augmenter les rentrées de cotisations, éviter la précarité en fin de carrière et enrayer la baisse des pensions.

Bruno Palier est directeur de recherches du CNRS à Sciences Po, auteur de « Réformer les retraites » (Presses de Sciences Po, 172 pages, 14 €).

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/feindliche-umarmung-die-unterwanderung-der-naturwissenschaft-durch-identitaere-ideologien-17455836.html?premium>

KRITISCHE RASSENTHEORIE:

Feindliche Umarmung der Wissenschaft

- VON ANDREAS BIKFALVI
- -AKTUALISIERT AM 28.07.2021-12:27



Ohne Aussicht auf rationale Verständigung: Die Biomedizin und andere Naturwissenschaften geraten in den Strudel identitärer Ideologien, die ihre Erkenntnisgrundlage aushöhlen und sie mit Pauschalvorwürfen überziehen. Ein Gastbeitrag.

Identitäre Ideologien finden immer mehr Einzug in unsere Gesellschaft und haben bedenkliche Auswirkungen auf alle Aktivitäten des menschlichen Geistes, besonders auf die Wissenschaft und ihre verschiedenen Anwendungsbereiche wie die Medizin und Technik. Schon 2016 erschienen Warnzeichen am Horizont, die auf eine neue ideologische Vereinnahmung hindeuteten. Der Begriff der „Dekolonisierung“ der Wissenschaft war aufgetaucht, vertreten etwa durch die „Science must fall“-Bewegung aus Südafrika, die von Studenten an der Universität von Kapstadt angeführt wird. In den sozialen Netzwerken war ein verstörendes Video aufgetaucht, das die totale Zerstörung der als weiß bezeichneten Wissenschaft und deren Errungenschaften forderte.

Dies wurde in einem Artikel des britischen Magazins The Conversation aufgegriffen, in dem es unter anderem hieß: „Das koloniale Bild der Wissenschaft als Domäne des weißen Mannes prägt sogar weiterhin die gegenwärtige Wissenschaft in der westlichen Welt . . . Der unverhohlene wissenschaftliche Rassismus des neunzehnten Jahrhunderts ist nun der Idee der Exzellenz in Wissenschaft und Technologie gewichen, die ein Euphemismus für die Erhaltung von Finanzierung, Infrastruktur und wirtschaftlicher Entwicklung ist.“

Dies könnte als wirre Außenseiterposition abgetan werden, hätte nicht eine gewisse **Linda Nordling** in ihrem Kommentar in der angesehenen Zeitschrift Nature die Dekolonisation der Wissenschaft gerechtfertigt. Wenn die Autorin auch nicht der Ansicht ist, die ganze Wissenschaft als das Werk des weißen Mannes müsse zerstört werden, so ist sie doch der Meinung, dass eine subtilere Dekolonisierung nötig sei. Sie schreibt: „**Dekolonisierung ist eine Bewegung, die das unverhältnismäßige starke Erbe des weißen europäischen Denkens und der weißen Kultur in der Bildung eliminieren oder zumindest abschwächen will. Es geht nicht nur darum, die Zahl der schwarzen Wissenschaftler zu erhöhen, obwohl diese rassische ‚Transformation‘ ein wichtiger Teil des Prozesses ist. Es geht auch darum, die Hegemonie der europäischen Werte zu schwächen und Platz für die lokale Philosophie und Traditionen zu schaffen, die die Kolonisation verworfen hatte.**“

Der Schuldspruch steht schon fest

War im ersten Schritt der Unterschied zwischen der historischen und gegenwärtigen Dimension von Kolonialismus nivelliert worden, so wurde nun auch die Unterscheidung zwischen den wissenschaftlichen Disziplinen und ihren methodischen Eigenheiten eingeebnet. Anders als die Autorin meint, geht es in der Naturwissenschaft nicht primär um Werte, sondern um die methodische und epistemologische Annäherung an den erforschten Gegenstand.

Nach dem Tod von **George Floyd im Jahr 2020, der die Rassenfrage zum zentralen Debattengegenstand in allen westlichen Ländern machte**, griffen auch zahlreiche wissenschaftliche Akademien etwa aus dem Ingenieurwesen, der Mathematik und der Biomedizin das Thema auf. In der Zeitschrift Science erklärte der Chemiker Holden Thorp, dass „Beweise für systemischen Rassismus in der Wissenschaft diese Nation [die Vereinigten Staaten] durchdringen“. In einem nicht unterzeichneten Leitartikel verpflichteten sich die Herausgeber von **Nature**, „antischwarze Praktiken in der Forschung zu beenden“. Sie bekannten sich dazu, „eine der weißen Institutionen (zu) leiten, die für Vorurteile in der Forschung und Wissenschaft verantwortlich sind“, sowie dazu, dass „wissenschaftliche Institutionen mitschuldig

an systemischem Rassismus waren – und bleiben – und mehr tun müssen, um diese Ungerechtigkeiten zu korrigieren und marginalisierte Stimmen zu stärken“.

Als Beleg genügt der pauschale Hinweis auf Gruppenunterschiede bei der Repräsentation in wissenschaftlichen Institutionen sowie die Behauptung unbewusster psychischer Vorurteile. Der Wissenschaftler wird zur Marionette eines Unbewussten umdefiniert, das, weil es ihm persönlich unzugänglich sein soll, von Dritten als Machtinstrument gegen ihn verwendet werden kann. Egal, was er tut: Der Schuldspruch steht schon fest.

Verzerrte Maßstäbe

In einem ebenfalls in Nature erschienenen Editorial vom 19. Mai 2021 wurden diese Standpunkte noch einmal verschärft. „Rassismus in der Wissenschaft ist endemisch“, heißt es dort, „weil die Systeme, die wissenschaftliches Wissen produzieren und lehren, seit Jahrhunderten Personen anderer Hautfarbe und unterrepräsentierte Gruppen marginalisiert und misshandelt haben.“ **Wissenschaftliche Organisationen werden aufgefordert, den Kampf gegen Rassismus als klares Ziel in ihre Arbeit einzubetten.** Verschiedene Akademien wie die American Chemical Society und die Royal Society of Chemistry gaben einstimmig Erklärungen ab, sich des systemischen Rassismus schuldig gemacht zu haben. Zugleich kam es zu einer **sprunghaften Zunahme von Artikeln in naturwissenschaftlichen Journalen unter anderem in der Biomedizin, die sich auf die kritische Rassentheorie beziehen.**

Zweifellos ist zu begrüßen, wenn die historische Dimension des Rassismus in den Wissenschaften aufgearbeitet wird und gegen rassistisch motivierte Ungleichbehandlung im heutigen Wissenschaftssystem angegangen wird. Naturwissenschaftliche Disziplinen werden in den besagten Artikeln jedoch nicht nur mit Pauschalvorwürfen überzogen, **es wird auch ihre Methodik infrage gestellt, die nun als bloßes Instrument eines rein machtorientierten Unternehmens erscheint.**

Einige Beispiele: Ein Artikel in der Fachzeitschrift **Nature Human Behaviour** („Potential solutions for discrimination in Stem“, April 2020) **erklärt die Wissenschaft zu einem von Rassismus und anderen Ideologien durchdrungenen Unternehmen und empfiehlt ihre Dekolonisierung nach dem Vorbild anderer Wissenssysteme etwa von indigenen Völkern.** Ein Artikel in der Fachzeitschrift **Lancet** fordert die **Anwendung der kritischen Rassentheorie und der Intersektionalitätstheorie auf die Medizin** („Adopting an Intersectionality Framework to Address Power and Equity in Medicine“, Dezember 2020) sowie die Aufhebung weißer Strukturen. Und im **American Journal of Physical Anthropology** wird im April dieses Jahres unter der Überschrift „**Intersectionality and trauma analysis in bio-archaeology**“ die soziale Gerechtigkeit durch das Konzept der Intersektionalität in die Bioarchäologie eingeführt, mit dem Ziel, vergangene Ungerechtigkeiten aufzudecken und Wiedergutmachung zu suchen.

Die meisten dieser Artikel berufen sich auf die kritische Rassentheorie. Nichts scheint jedoch von den biomedizinischen Wissenschaften weiter entfernt zu sein als diese Theorie. Richard Delgado, einer der Begründer der Theorie, und seine Ehefrau und Mitautorin Jean Stefancic nennen als charakteristische Elemente der kritischen Rassentheorie den Antirationalismus, die Anti-Aufklärung, die Ablehnung von Egalität im klassischen Sinne, von Liberalismus und der Neutralität des Rechts, dazukommen Referenzen auf nach eigenen Vorstellungen zu Recht interpretierte Denker wie Gramsci und Derrida sowie die Intersektionalitätstheorie mit ihren schematischen Opferhierarchien. Rassismus wird als gesellschaftlicher Normalzustand behauptet.

Umschlag ins Identitäre

Als Grundlage von Wissen gilt nicht die rationale Analyse, sondern die subjektive Erfahrung und der soziale, ethnische und sexuelle Hintergrund eines Sprechers, sein Sprechort. Dazu kommt eine **Obsession, jedes wissenschaftliche Faktum als soziales Konstrukt zu bezeichnen**, was dazu berechtigen soll, über methodisch erworbenes Wissen nach Belieben hinwegzugehen. Tatsächlich ist eine auf möglichst objektive und gesetzmäßige Erkenntnis von Naturerscheinungen ausgerichtete Naturwissenschaft auf dieser Grundlage nicht zu betreiben. **Man möchte den Autoren nicht den Besuch eines Krankenhauses empfehlen, in dem nach ihren Prämissen gearbeitet wird.**

Der innere Widerspruch dieser Theorie ist, dass sie zwar einerseits jedes essentialistische Konzept verwirft, **am Ende aber selbst auf eine umso stärkere Betonung von Rasse und anderen Identitätsmerkmalen hinausläuft:** Rasse ist die Trennlinie zwischen verschiedenen Gruppen. **Sie markiert das Individuum von Geburt an und ist dauerhaft und unüberbrückbar.** Die kritische Rassentheorie repräsentiert laut ihrer Befürworter eine kohärente Weltansicht, die auf der Annahme basiert, dass Gruppen in Konfliktsituationen entlang rassistischer Kategorien geteilt und in Machtbeziehungen verwickelt seien. **Man hat es mit dem Hobbes'schen Albtraum eines Kampfes aller gegen alle**

zu tun – ohne Aussicht auf rationale Verständigung, die man als eurozentristische Fiktion über Bord geworfen hat.

Als Delgado und Stefancic ihr Buch 2001 publizierten, war die kritische Rassentheorie nur wenig verbreitet. Heute wird sie in immer mehr **gesellschaftlichen Bereichen umgesetzt und betrifft nun auch die exakte Wissenschaft und die Biomedizin. Damit werden Ideen in die Wissenschaften importiert, die deren Erkenntnisgrundlage unterhöhlen und langfristig die medizinische Tätigkeit verderben.**

Andreas Bikfalvi ist Professor für Biomedizin an der Universität Bordeaux und dem „Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale“ (INSERM), Frankreich.

Le Figaro (site web)

jeudi 29 juillet 2021 - 16:33 UTC +02:00 1680 mots

Actualité ; International

Les leçons de physique quantique d'Angela Merkel

Saint-Paul, Patrick

LA VIE D'AVANT DES GRANDS DE CE MONDE (5/6) - La jeune chercheuse sut habilement naviguer entre les écueils de la dictature est-allemande. Une prudence de fin stratège qui a ensuite servi sa longévité à la tête de l'Allemagne réunifiée.

Venue d'un pays disparu qui vouait un culte aux spationautes soviétiques, elle est un ovni surgi d'un autre monde. Rien dans la première existence d'Angela Merkel ne la destine à prendre les rênes de la plus puissante économie européenne. Élevée de l'autre côté du mur de Berlin, dans une Allemagne communiste en faillite, où elle obtient un poste convoité de chercheuse en physique quantique, elle a toujours prétendu s'être éveillée tardivement à la politique. En réalité, la chancelière a puisé dans les expériences de son autre vie des armes redoutables pour s'imposer pendant seize ans à la tête de l'Allemagne réunifiée.

Angela Dorothea Kasner naît en 1954 à Hambourg, en plein cœur d'une Allemagne fédérale qui renaît de ses cendres en posant les fondements de la «Soziale Marktwirtschaft», «l'économie sociale de marché». De l'autre côté du rideau de fer, Walter Ulbricht vient de faire appel aux chars soviétiques pour étouffer dans l'œuf le premier soulèvement «contre-révolutionnaire» de sa jeune dictature communiste. Un événement qui conduit, quelques années plus tard, à la construction du mur de Berlin.

Quelques semaines après sa naissance, le père d'Angela Dorothea, un pasteur luthérien, fait le choix singulier de s'installer en RDA, dont les citoyens fuient par dizaines de milliers dans l'autre sens. Son père obéit ainsi aux souhaits de l'Église protestante de remédier au manque de pasteurs à l'intérieur de la RDA. Il s'installe dans la région de Berlin, avant de partir pour Templin, dans l'Uckermark, où il prend en charge la formation des pasteurs. Suffisamment habile pour être jugé digne de confiance par le régime du SED (le parti unique d'Allemagne de l'Est), Horst Kasner jouit du privilège rare de pouvoir voyager à l'étranger et possède deux voitures: un véhicule de fonction et l'autre personnel... Il ne s'illustre pas par son opposition à la «construction du socialisme» et donne à sa fille les armes intellectuelles pour composer avec le système, tout en conservant une distance critique.

Fräulein Kasner est une élève brillante et réservée, première de sa classe en mathématiques et en russe. En 1973, elle obtient son Abitur, le baccalauréat allemand, avec la mention très bien. Ce n'est pas une condition suffisante en Allemagne de l'Est pour avoir le droit d'entreprendre des études supérieures. Dès ses années de lycée, elle donne des gages au régime en devenant membre des jeunes «pionniers» communistes, puis en assumant des responsabilités au sein des FDJ, l'organisation des jeunes communistes du SED. Cela lui ouvre les portes de la prestigieuse université Karl-Marx de Leipzig, la ville qui devient en 1989 le fief de la contestation du régime, où elle choisit de suivre des études de physique. C'est le sésame d'une carrière de scientifique en RDA, la voie royale vers l'élite du régime du SED. Elle concède plus tard avoir dû se plier à «certains ajustements».

Pour améliorer le quotidien, Fräulein Kasner travaille deux soirs par semaine dans une discothèque comme barmaid. Elle n'appartient pas aux «forces oppositionnelles» au régime. Cela aurait compromis ses études. Elle prend soin de s'orienter vers la seule voie épargnée par la propagande. «J'ai choisi de devenir chercheuse dans un domaine où je n'aurais pas à faire trop de compromis, explique-t-elle. J'ai opté pour la physique parce que dans ce domaine la vérité n'est pas si simple à déformer.» Au cours d'un voyage d'étude à Moscou, elle rencontre celui qui deviendra son premier mari et dont elle choisit de conserver le nom, Ulrich Merkel. Le mariage ne tient pas longtemps. Le couple divorce en 1982.

Agitation et propagande

En juin 1978, elle passe avec succès son examen de fin d'études universitaires. Elle prépare ensuite sa thèse de doctorat, intitulée «Étude du mécanisme des réactions de décomposition avec rupture de la liaison simple et le calcul de leurs constantes de vitesse sur la base de la chimie quantique et des méthodes statistiques». Elle la soutient en 1986. L'étudiante est épaulée par le chercheur Joachim Sauer, qu'elle rencontre en 1984 et qu'elle épouse en 1998. À l'époque déjà, la renommée du physicien dépasse les frontières de la RDA, ses travaux étant reconnus internationalement. Elle obtient la mention très bien (magna cum

laude). Pour pouvoir obtenir le grade universitaire de docteur en sciences de la nature, il est obligatoire en RDA de joindre à la thèse de doctorat un travail écrit établissant ses connaissances en marxisme-léninisme. Merkel rédige un texte intitulé: «Qu'est-ce que le mode de vie socialiste?» Il reçoit la mention correct. Elle n'est pas membre du SED.

Mais Angela Merkel est engagée au sein des FDJ, où elle aurait été promue au rang de responsable de la section agitation et propagande en 1982, selon les auteurs de *Das erste Leben der Angela M.* («la première vie d'Angela M.»), Ralf Georg Reuth et Günther Lachmann. Une affirmation rejetée par Merkel. «*Agitation et propagande? Je ne me souviens pas avoir jamais agité d'aucune façon. J'étais responsable de la culture*», corrige-t-elle, affirmant avoir procuré des tickets de concert et organisé des groupes de lecture.

Les auteurs assurent aussi, témoignages à l'appui, qu'Angela Merkel s'intéresse à la politique bien plus tôt qu'elle ne l'a toujours prétendu. Elle a le privilège de pouvoir voyager à l'étranger, à Moscou, Prague ou Varsovie. Au début des années 1980, elle se passionne pour la Pologne, où elle fait trois voyages et s'intéresse de près au syndicat indépendant Solidarnosc. À son retour d'un voyage en Pologne, elle est interpellée par un garde-frontière avec des documents de Solidarnosc et échappe à toute sanction, bien que l'incident ait été signalé à la Stasi, la police politique est-allemande. «*Quiconque participait à des voyages d'études à Moscou dans les années 1980 et qui travaillait à l'Académie des sciences de la RDA n'était pas l'ennemi numéro un du régime*», juge Antje Hermenau, responsable écologiste en Saxe (ex-RDA).

Merkel affirme avoir rejoint le Demokratischen Aufbruch, le soulèvement démocratique, au moment de la chute du mur de Berlin et avoir d'emblée défendu la réunification... Une thèse démentie par Reuth et Lachmann. Enthousiasmée par les réformes de Mikhaïl Gorbatchev en URSS, elle aurait défendu l'adoption d'un «socialisme démocratique» dans une RDA indépendante, la survie du système! Une affirmation pour le moins gênante alors que son parrain en politique s'appelle Helmut Kohl, père de la réunification allemande et qu'elle est présidente de la CDU, le parti chrétien-démocrate allemand.

Le goût du secret

Confrontée à ce passé qu'elle gardait secret, Merkel raconte avoir été approchée après un entretien d'embauche pour un travail d'assistante de physique à l'université technique d'Ilmenau. Au terme de son entretien, on la conduit dans une pièce où elle est censée se faire rembourser ses frais de déplacement, mais un officier de la Stasi l'y attend et lui propose de «collaborer». La chancelière dit avoir préparé une stratégie avec sa famille pour faire face à cette éventualité: «*J'ai immédiatement répondu que ce n'était pas pour moi.*» Elle ajoute qu'elle est incapable de tenir sa langue et qu'elle raconte toujours tout à ses amis. Le silence est une «condition de base» pour collaborer à la Stasi. Elle est écartée d'emblée. Elle n'obtient pas non plus le poste d'assistante à Ilmenau.

Elle dit aussi avoir été «surveillée» par des camarades à la cantine universitaire. Et lorsqu'elle se rend dans une brasserie avec des amis, elle prend l'habitude de tapoter la lampe en disant: «*S'il y a un micro ici, branchez-le maintenant.*» «*Le tout, c'était de ne pas les laisser vous rendre fous!*»

Le 9 novembre 1989, jour de la chute du mur, Angela Merkel se rend au sauna avec une amie comme tous les jeudis, avant d'aller boire une bière. En rentrant à son appartement de Prenzlauer Berg, le quartier des artistes, elle est happée par la foule au point de passage vers Berlin-Ouest de la Bornholmer Strasse. Elle se retrouve dans un appartement à boire des bières avec un groupe de Wessis, des Allemands de l'Ouest, avant de rentrer chez elle au petit matin. «*La RDA était un État de non-droit, qui n'avait aucun fondement légal. Il n'y avait pas de liberté d'opinion, pas d'élections libres. C'était la dictature du prolétariat. Pourtant tout n'était pas noir ou blanc. J'ai été heureuse. Et je ne veux pas jeter ces trente-cinq ans aux oubliettes*», confiait Merkel au *Figaro* à l'occasion des 30 ans de la chute du Mur. De son passé, elle conserve le goût du secret et une certaine dose de méfiance. Son pragmatisme et sa politique des petits pas seraient étroitement liés à son expérience de chercheuse en physique quantique. Les qualités intellectuelles développées grâce à cette discipline ont surtout fait d'elle une redoutable tacticienne qui, de l'aveu de ses adversaires, voit toujours un coup plus loin... Surnommée «la veuve noire», elle les a tous tués.

Bio express

1954 - Naissance le 17 juillet à Hambourg.

1986 - Doctorat en physique quantique à l'Académie des sciences de RDA.

1991 - Députée au Bundestag.

1998 - Secrétaire générale de la CDU, qu'elle préside à partir de 2000.

2005 - Éluë à la Chancellerie.

197,41

Le Figaro (site web)

vendredi 30 juillet 2021 - 05:00 UTC +02:00 2755 mots

Actualité ; Politique

Laurent Wauquiez:

« Mes priorités pour redresser la France »

Meeus, Carl

EXCLUSIF - Après deux années de silence, l'ancien président des Républicains reprend la parole à la veille de l'élection présidentielle, en exclusivité dans *Le Figaro Magazine*. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes assure vouloir jouer «collectif» et précise les trois priorités de la droite pour gagner en 2022: le travail, l'argent public et l'immigration.

Emmanuel Macron relie la période actuelle «à la fin du Moyen Âge et au début de la Renaissance» et se dit confiant. Partagez-vous cette comparaison et son optimisme?

Cette allusion m'a beaucoup fait sourire. Elle m'a rappelé un souvenir de mes études, mon premier cours de littérature en première, c'était aussi la première fois que j'étais assis derrière celle qui est aujourd'hui ma femme. Nous avions face à nous un colosse, un professeur qui faisait partie de ces sentinelles qui n'avaient pas abdiqué le fait de transmettre en refusant la dictature du nivellement par le bas héritée de la période Mitterrand-Lang. Il avait commencé son cours par un livre: *Pour en finir avec le Moyen Âge*. Écrit par Régine Pernoud, il rappelait tout ce que la France devait à cette période. Une époque qui a été capable de produire tout à la fois Notre-Dame de Paris et *l'Agneau mystique* de Van Eyck qui inscrit les racines chrétiennes au cœur de la civilisation européenne n'est sûrement pas une époque qu'il faut renier. La Renaissance ne fait pas table rase du passé. C'est l'inverse. C'est une période pendant laquelle Ronsard, Du Bellay, Louise Labé vont puiser la source de leur créativité dans la redécouverte de la culture antique. «*Mignonne, allons voir si la rose...*», fameux sonnet, est en réalité inspiré d'un poète latin. La Renaissance nous dit donc que si on veut construire sa vitalité on ne peut le faire en détruisant son histoire ni ce que l'on est. **Quand le président de la République parle de «déconstruire l'histoire de France», quand il dit qu'il «n'y a pas de culture française», il n'est pas dans la compréhension profonde de ce qu'a été la Renaissance.**

Quel est le danger de cette métaphore?

Le vrai danger, c'est de faire croire que cette Renaissance va succéder toute seule, naturellement, au Moyen Âge, sans le moindre effort. Je ne le crois pas et je considère même très dangereux de le faire croire. Ma conviction, c'est que la prochaine élection présidentielle sera un rendez-vous de civilisation. Ma conviction, c'est que la Renaissance ne viendra pas toute seule. Ma conviction, c'est qu'aujourd'hui on n'est pas du tout dans une époque de Renaissance, mais dans une potentielle époque de déconstruction de la France. La question qui se pose pour nous est donc: comment réparer la France? Comment faire en sorte que la France reste la France, qu'elle retrouve son énergie et sa vitalité dans la réaffirmation de ce qu'est notre civilisation?

Que voulez-vous dire?

On est entré depuis un certain nombre d'années dans une période où on descend les marches de l'escalier du déclin. Chaque étape va un peu plus loin dans la déconstruction du modèle français. Je refuse l'idée qu'on s'achemine vers un point de non-retour à partir duquel les fils du génie français se seraient à ce point dénoués que nous nous serions perdus. Ce qui est au cœur de mon engagement, c'est la conviction qu'il n'y a jamais de fatalité, qu'on peut toujours arrêter le déclin et que le génie français c'est précisément, même au cœur des périodes les plus sombres, d'être capable d'aller chercher l'espoir. C'est le génie de Bouvines et de Valmy, c'était l'intuition littéraire de Musset, c'est aussi, pour prendre un exemple récent dans un contexte de compétition mondiale sans merci, la capacité d'un groupe comme Dassault Systèmes de faire germer une des plus belles créations françaises en termes de savoir-faire, d'activité et d'innovation de ces dernières années. **L'espoir n'est jamais perdu! C'est la caractéristique de la France.** Mais, à un moment, il faut agir, il faut arrêter de s'aveugler, **et faire ce choix profond de Péguy: voir, avoir le courage de dire ce que l'on voit, pour pouvoir faire.**

À quand faites-vous remonter ce déclin de la France?

Pour moi, il commence, et Georges Pompidou l'avait très bien compris, en 1968. Après Mai 68, on substitue, à la volonté de transmettre des repères et des valeurs, une démarche de déconstruction avec pour seul horizon le consumérisme. **La seconde étape du déclin est le décrochage économique enclenché par François Mitterrand avec une succession de décisions absurdes comme la retraite à 60 ans, quand tous les autres pays faisaient l'inverse, la mise en place du système de l'assistanat avec le RMI, la spirale diabolique de la dette publique.** La gauche l'a fait, la droite a été incapable de le corriger. Il y a vingt ans, la France avait moins de dette, moins de chômage, et un excédent commercial supérieur à l'Allemagne. Aujourd'hui, nous avons le plus faible niveau de travail par habitant dans l'Union européenne, le plus d'impôts de l'OCDE, nous avons détruit le plus d'emplois industriels, le déficit commercial le plus important en Europe et les résultats parmi les pires de toute l'Europe en enseignement des mathématiques et de la lecture. Toute l'histoire de ma famille et de mon engagement, c'est le refus du déclin. Je viens d'une famille d'entrepreneurs dans les tanneries et le textile, qui se sont battus jusqu'au bout face à la concurrence chinoise ; mes grands-parents me disaient: «*Si tu fais de la politique, fais-le pour arrêter le déclin.*»

Comment la France peut-elle surmonter ce déclin?

Il faut un changement complet d'approche. Il faut en finir avec les programmes qui comprennent des centaines de mesures, **se concentrer sur quelques priorités simples avec quelques repères, quelques valeurs de bon sens mais appliquées de manière extrêmement déterminées.** Il y a pour moi **trois priorités fondamentales:**

- **Le travail. C'est la valeur cardinale d'un pays. Il faut le revaloriser.** Ce ne sont pas les Français qui ont perdu le sens du travail, c'est le travail qui a perdu son sens avec le développement de l'assistanat. Il faut faire l'inverse. Je me bats depuis des années, j'ai été attaqué pour avoir dénoncé le «*cancer*» de l'assistanat, je n'ai jamais lâché sur ce sujet. C'est le mal central de notre pays. Pour le corriger, il faut plus de liberté à l'intérieur de notre pays et plus de protection à l'extérieur. Il faut favoriser une logique de souveraineté et de travail permettant de valoriser ce qui est produit en France.

- **L'argent public.** Il n'y a pas d'argent magique, encore moins de «*quoi qu'il en coûte*». On ne peut pas parler de développement durable si la première chose que l'on fait est de laisser une dette énorme à nos enfants. En cinq ans, dans notre région, on a montré qu'on était capable de faire des économies. On a fait d'Auvergne-Rhône-Alpes la région la mieux gérée de France: aucune augmentation d'impôts, une baisse très importante des dépenses de fonctionnement. Il ne peut y avoir de baisse de la fiscalité sans baisse de la dépense publique. Il n'y a pas de miracle.

- **L'immigration.** L'issue est très claire: il faut arrêter l'immigration le temps d'assimiler ceux qui sont chez nous. Si on continue à accueillir chaque année des records de réfugiés, d'immigration clandestine, sans réagir, il sera impossible d'intégrer. J'insiste sur un point: tout ceci n'est pas insurmontable. Cela nécessite juste de se concentrer sur quelques sujets, de faire preuve de bon sens et de détermination. Nous avons montré dans nos régions que c'était possible de le faire, sans mettre le pays à feu et à sang.

Comment restaurer l'autorité de l'État?

Il y a une très belle phrase de Saint-John Perse qui dit: «**La démocratie, plus qu'aucun autre régime, exige l'exercice de l'autorité.**» C'est profondément juste. Quand on se pose cette question, quand on a arrêté un délinquant, c'est déjà trop tard. L'autorité, ça veut dire qu'on ne cède pas face aux zadistes. L'autorité, ça veut dire qu'on ne négocie rien sur l'autorité du professeur. L'autorité, ça veut dire qu'on ne va pas en Algérie pour s'excuser de l'histoire française. L'autorité, ça veut dire qu'on ne commémore pas Napoléon ou Colbert avec une pince à sucre en s'excusant d'honorer les héros de notre mémoire. L'autorité, ça veut dire que l'État ne renonce pas à appliquer ses propres lois et ne démissionne pas face aux activistes pro-immigration clandestine. L'autorité, ça veut dire qu'on ne laisse pas les puissances étrangères financer les mosquées sur notre territoire. Tout abandon, toute concession lézarde l'édifice de l'autorité. C'est un ensemble qui permet de donner du poids à la parole politique, de lui donner du crédit, de l'autorité. Tout petit recul se traduit à l'arrivée par des fissures que l'on n'arrive plus à colmater. Le sursaut commence par assumer le mot même d'autorité. Or, en ce moment, l'extrême gauche, les Verts et parfois même la République en marche veulent substituer à ce terme celui de résilience. Moi je crois à l'autorité.

Comment redonner confiance dans l'action politique, sur la sécurité?

Ma région est voisine **de la Suisse.** Ce n'est pas pour rien que Rousseau, en réfléchissant sur la démocratie française, s'est tourné vers le fonctionnement des cantons suisses. **C'est un pays dans lequel on considère que la plus petite incivilité ne doit pas être tolérée, dans lequel la police est très présente, dans lequel on apprend le respect des règles de la vie en commun dès le plus jeune âge, à l'école primaire, et dans lequel les enfants ont des notes permettant de valoriser ceux qui respectent les règles communes.** C'est un pays dans lequel on n'hésite pas à prononcer des **sanctions pécuniaires immédiates pour tous ceux qui commettent des**

infractions. **Alors que chez nous, on considère maintenant normal qu'on brûle des voitures le 14 juillet ou qu'on tire au mortier contre des gendarmeries ou des commissariats!** C'est extrêmement reposant et rassurant de **voir qu'il n'y a pas de fatalité à l'installation de la délinquance et de l'insécurité. C'est une leçon pleine d'espoir donnée par la Suisse.** Il faut donc des amendes dès la première incivilité, **une suppression des aides pour ceux qui ne respectent pas les lois de la République**, ce que nous sommes en train de mettre en place dans ma région, l'expulsion des étrangers qui ne respectent pas notre mode de vie, **un soutien total à nos forces de l'ordre. Ce qui n'a pas toujours été le cas, notamment quand le président de la République a repris le terme de «violences policières».** À force de capitulations successives, on a laissé s'installer l'idée, qu'au fond, il n'y avait rien à faire. C'est faux. Des pays arrivent à tenir une concorde civile, une vie en commun et un respect des règles.

Comment faire revenir l'électorat de droite parti chez Macron voire chez Le Pen?

La droite doit faire très attention. La question n'est pas de prendre des postures de tactiques politiciennes en essayant de draguer un coup LREM, un coup le RN. Il faut se situer au niveau de l'engagement que je rappelais: le rendez-vous de civilisation de la présidentielle de 2022. Les électeurs attendent de la droite qu'elle porte l'intégralité de ses idées. Vous savez à quel point je me suis toujours battu sur cette ligne: la droite doit arrêter de renoncer à ce qu'elle est. La droite française est attendue sur l'économie et sur le régalien. Je ne suis pas intéressé en soi par le fait que la droite gagne cette présidentielle. Si c'est pour proposer un quinquennat radical-socialiste, ça n'a aucun intérêt ; nous ne ferons que descendre une marche de plus dans l'histoire du déclin français. Les derniers présidents de la République ont été élus par opposition à leur adversaire: Hollande contre Sarkozy, Macron contre Le Pen. Il est temps de retrouver un président de la République élu sur la base d'un projet. Pour moi, ce projet est très clair: il faut réparer la France.

Valérie Pécresse vient d'annoncer au Figaro sa candidature à la présidentielle, quand annoncerez-vous à votre tour la vôtre?

Un espoir s'est levé avec les élections régionales. Le danger est de se retrouver à nouveau à être la droite la plus bête du monde, rongée par ses divisions. J'en ai payé le prix. Je l'ai toujours assumé en restant fidèle à ma famille politique. J'ai fait, à l'approche de cette échéance présidentielle, le choix du collectif. Je veux tenter jusqu'au bout cette chance de pouvoir rassembler. C'est ce qui nous amène à travailler ensemble avec Valérie Pécresse, Bruno Retailleau, Michel Barnier. Toute candidature précipitée n'aide pas au collectif. C'est dans cet ordre, le collectif, puis la candidature, qu'il faut faire les choses.

Que dites-vous à Xavier Bertrand qui ne veut pas entendre parler de cette primaire?

S'asseoir ensemble, débattre ensemble, gagner ensemble, ça n'est pas une option, c'est un devoir pour tout le monde.

«L'attente, et le doute, sont immenses chez les électeurs»

Quelles leçons avez-vous tirées des résultats du premier tour des régionales et départementales?

Elles ont montré qu'il y avait une immense attente à droite. Et un espoir de ne pas enfermer la démocratie française dans un faux choix, coincée entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Elle impose donc une grande responsabilité à tous les élus de la droite. Dans ma région Auvergne-Rhône-Alpes, je n'ai pas seulement voulu gagner, j'ai voulu gagner sur un cap clair. Avec des valeurs assumées, sur la sécurité, sur la bonne gestion de l'argent public, sur le travail, sur le refus du communautarisme. J'ai voulu que ces valeurs se traduisent en paroles tenues et en actes. Ce résultat montre aussi la force d'une politique qui se construit à partir du terrain dans une capacité à faire avancer vraiment les choses, par contraste avec un pays étouffé par un centralisme parisien. Gagner une élection n'est pas un but. Gagner avec une vision politique, une capacité à montrer que la politique est encore capable de faire des choses, voilà ce qui compte.

Comment expliquer l'abstention élevée malgré les enjeux?

Il faut être lucide. En même temps qu'il y a une immense attente, il y a un immense doute. Celui-ci s'explique par un effondrement moral de la politique. L'écrivain russe Gogol parlerait d'âmes mortes: des politiques trahissent, changent de conviction, se vendent pour des postes. À l'approche de scrutins, des personnalités opèrent des virages surprenants sur le plan des idées: au lendemain des municipales, certains se sont remis à peindre en vert la totalité de leur programme ; à l'approche de la présidentielle, certains bombent le torse sur la sécurité et l'immigration, les mêmes qui, il y a trois ou quatre ans, fustigeaient le moindre propos un peu lucide sur ces questions. La réponse à l'abstention passe par des personnalités solides et constantes. C'est sans doute une des leçons que j'ai apprises dans les épreuves: dans ces moments, il y a toujours la tentation de se renier, de se soumettre aux nouvelles modes médiatiques, d'aller un peu plus dans le sens du vent. J'ai appris au contraire l'importance

d'être dans la défense de ses idées, dans la durée et dans le maintien de ses convictions. Ce que Churchill disait très bien:
« *de la constance, dans la victoire comme dans l'adversité* ». C'est cette colonne vertébrale qui manque aujourd'hui à la politique.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/indonesiens-islamverband-stimme-der-moderaten-muslime-17453656.html?premium>

INDONESIENS ISLAMVERBAND:

Stimme der moderaten Muslime



Indonesien: Muslime beten in Zona Madina Moschee in Bogor. Bild: dpa

Im interreligiösen Dialog setzt ein großer christlicher Weltverband auf Indonesiens Muslime. Die dortige islamische Organisation Nahdlatul Ulama mit mehr als 90 Millionen Mitgliedern gilt als moderat in der Auslegung des Korans.

- VON RAINER HERMANN
- -AKTUALISIERT AM 30.07.2021-19:28

Allein wegen ihrer Symbolik waren die Begegnungen wichtig. Einen nachhaltigen christlich-islamischen Dialog haben sie aber nicht angestoßen. Im Jahr 2019 verabschiedete Papst Franziskus mit dem ägyptischen Großimam Ahmad al-Tayyeb eine Erklärung zur Geschwisterlichkeit aller Menschen, 2021 besuchte er im Irak den schiitischen Großajatollah Ali al-Sistani. Schon 2007 war der damalige saudische König Abdullah im Vatikanstaat beim damaligen Papst Benedikt XVI. zu Gast gewesen. Zu einer theologischen Zusammenarbeit ist es aber nicht gekommen.

Größere Hoffnungen sind an den Dialog geknüpft, den derzeit zwei große unabhängige Organisationen führen: die Weltweite Evangelische Allianz (WEA), zu deren nationalen Mitgliedsorganisationen mehrere hundert Millionen Christen gehören, und **die indonesische Nahdlatul Ulama, die mit mehr als 90 Millionen Mitgliedern weltweit größte unabhängige islamische Organisation**. Vor einem Jahr haben sie eine gemeinsame **Arbeitsgruppe gegründet, die eine Stimme gegen religiös motivierte Gewalt und religiöse Verfolgung sein will**.

Ein gemeinsamer Gegner

Ihre Zusammenarbeit bekräftigten sie bei einer Veranstaltung am 13. Juli in einer Moschee in Washington und mit einem von beiden Seiten herausgegebenen Buch über den christlich-islamischen Dialog. Der Sondergesandte der WEA für den Dialog und Mitherausgeber Thomas K. Johnson sagte, **bei allen Unterschieden zwischen beiden Religionen, die weiter bestünden, könne man doch gemeinsam und jenseits der Pfade des Dschihad und der Kreuzzüge friedlich leben. Das schließt Mission nicht aus**.

Neben dem Amerikaner Johnson ist der deutsche Theologe Thomas Schirmacher, derzeit Generalsekretär der WEA, die treibende Kraft für die Zusammenarbeit mit Nahdlatul Ulama. Schirmacher war es in den vergangenen Jahren zudem gelungen, die Dominanz der amerikanischen Evangelikalen in der WEA zurückzudrängen. (Evangelikal meint im Deutschen den theologisch-traditionellen und wertkonservativen Teil des landes- und freikirchlichen Protestantismus.) **Die Nahdlatul Ulama und die Allianz haben einen gemeinsamen Gegner: den radikalen Islam. Zudem ist die WEA für Nahdlatul Ulama wegen ihrer konservativen Wertvorstellungen attraktiv**.

Die Wahl war auch auf **die indonesische Reformbewegung gefallen, weil sie die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte vorbehaltlos übernommen hat, die Religionsfreiheit akzeptiert und eine Neubewertung überholter islamischer Lehren vornimmt. Ihre Theologen gingen wie die christlichen vor, welche die Zehn Gebote als universal gültige religiöse Normen hochhalten, die Strafen des Alten Testaments aber ablehnen, sagte Johnson**.

Ein Meilenstein war das Nusantara-Manifest von 2019, in dem Nahdlatul Ulama diskriminierende Begriffe wie „Kafir“ (Ungläubiger) und „Dhimmi“ (Schutzbefohlener, Mensch zweiter Klasse) als nicht mehr zeitgemäß aussortierte. **Alle sollen Bürger und gleich sein. Es dürfe keine Diskriminierungen mehr geben**, auch solle den Extremisten eine Waffe aus der Hand genommen werden. Eine Orthodoxie müsse entwickelt werden, die weder Hass noch einen Überlegenheitsanspruch und Gewalt rechtfertige, sagt ihr Generalsekretär, Yahya Cholil Staquf.

Die Neuerungen der Nahdlatul Ulama sind das **Ergebnis unabhängiger Arbeit und damit glaubwürdig**. Die WEA erkennt diese Pionierarbeit nun an. **Das bevölkerungsreichste islamische Land hat sich damit im innerislamischen Wettbewerb um den Rang als führende religiöse „Soft Power“ einen Punktevorteil verschafft.**

Indonesien und die Nahdlatul Ulama stehen vor allem mit Saudi-Arabien im Wettbewerb. Dessen Kronprinz **Muhammad Bin Salman hat einen „moderaten Islam“ angekündigt und die finanzielle Unterstützung für extremistische Muslime gestrichen**. In Ländern wie Saudi-Arabien, den Vereinigten Arabischen Emiraten und Ägypten steht der **anerkannte Islam aber im Dienst des Staates**. Die politische Führung dekretiert, was religiös erwünscht ist. Politisch verordnete Änderungen religiöser Normen sind aber nicht nachhaltig.

Saudi-Arabien blickt misstrauisch auf Indonesien

Auf den Rivalen Indonesien blickt Saudi-Arabien aus zwei Gründen misstrauisch. Zum einen wurde der Diktator Suharto 1998 nach mehr als drei Jahrzehnten Herrschaft durch Proteste gestürzt. Ein Schicksal, das 2011 vier arabische Langzeitherrscher ereilte. **Indonesien ist ein Modell für den Übergang von einem autokratischen zu einem demokratischen System.**

Zum anderen war Nahdlatul Ulama 1926 als Reaktion auf die Ausbreitung des radikalen wahhabitischen Islams auf der Arabischen Halbinsel gegründet worden. **Derzeit unterstützt Saudi-Arabien in Indonesien die islamistische Partei, die als wichtigste politische Rivalin von Nahdlatul Ulama gilt. Der Einfluss von Islamisten in Indonesien hat in den vergangenen Jahren zugenommen.**

Zwar löst sich **Saudi-Arabien** von den extremen Auswüchsen des wahhabitischen Islams. Neuerdings schreibt sich auch das Königreich religiöse Toleranz und den interreligiösen Dialog auf seine Fahnen. Es hofft, damit sein Image als Land schwerwiegender Menschenrechtsverletzungen zu verbessern und als Investitionsstandort attraktiver werden. Zudem will Kronprinz Muhammad Bin Salman sich die Loyalität der jungen Generation sichern und über eine breite Zustimmung in der Gesellschaft die Herrschaft der Herrscherdynastie konsolidieren.

Denn in der arabischen Welt wächst der Druck von unten. Die arabische Jugend geht zunehmend auf Distanz zum staatlich institutionalisierten Islam. Bei der jährlichen Meinungsumfrage unter arabischen Jugendlichen, der Arab Youth Survey, forderten 2019 fast 80 Prozent eine Reform der religiösen Institutionen.

Schon 2012 bezeichneten sich fünf Prozent der Saudis als überzeugte Atheisten, 19 Prozent beschrieben sich als nicht religiös. In den meisten arabischen Ländern sieht es nicht viel anders aus. Für die Länder, in denen der Islam ein Pfeiler der staatlichen Legitimation ist und in denen er sich nicht aus sich selbst erneuert, wird **diese Abwendung eine Herausforderung**, wie sie Indonesien nicht kennt.

Le Figaro (site web)

mercredi 28 juillet 2021 - 22:04 UTC +02:00 382 mots

«Hausse de la violence et autorité liquide»

Trémolet de Villers, Vincent

L'éditorial du *Figaro* , par Vincent Trémolet de Villers.

Tolérance zéro! Le citoyen qui, entre deux doses de vaccin, viendra, en plein mois d'août, s'asseoir à la terrasse d'un café de village sera hors la loi. Quelle peine pour ce délinquant et le complice qui aurait choisi de le servir? Pendant une semaine, le Parlement s'est enflammé sur des amendes mirobolantes, la prison en cas de récidive: dormez tranquille, l'État s'occupe de tout. Mais comment dormir tranquille quand il est de plus en plus d'endroits en France où l'État ne contrôle plus rien? Assez des coups de menton pour les coups de fourchette: prenons la mesure de la violence ordinaire qui se déploie dans les centres des grandes métropoles comme dans les petites villes de campagne. L'enquête chiffrée que nous publions aujourd'hui en fait le saisissant panorama. Aucune région de France n'est épargnée. L'agressivité comme pratique sociale, la disparition du civisme, la progression galopante du sentiment d'impunité se vérifient désormais à l'œil nu. Une minorité survoltée s'affranchit de toutes les règles, une majorité silencieuse oscille entre peur, résignation et colère froide face à cette intimidation.

Que fait la police? Ce qu'elle peut pour protéger les règles qui fondent la vie en société. Prise en tenaille entre la surveillance vigilante des ligues de vertu et l'arrogance victimaire des petits délinquants, elle s'efforce d'incarner, dans ce chaos de basse intensité, la force du droit, la loi commune. Elle n'y parviendra jamais seule. L'effacement de toute fermeté au profit d'une autorité liquide caractérise ce moment adolescent. Quand parents, professeurs, gendarmes, magistrats, élus tentent, malgré tout, d'en faire usage, c'est à contre-courant d'un laisser-aller généralisé. Le ressenti plutôt que l'effort, l'excuse plus que le mérite, l'instinct plus que la culture, l'émotion plus que la raison, la violence plutôt que l'ordre. En retour, l'État faible se fait tatillon, arbitraire. Il s'abîme, de lois inapplicables en réglementations sanitaires à faire pâlir de jalousie et Kafka et Gogol. Au sentiment prégnant d'insécurité s'ajoute inévitablement celui d'une profonde iniquité.

Le Figaro, no. 23932

Le Figaro, samedi 31 juillet 2021 757 mots, p. 19

Opinions

Fort avec les faibles, faible avec les forts

Bock-Côté, Mathieu

Depuis l'annonce de la mise en place du passeport sanitaire, l'État et ses représentants se sont voulu implacables dans les modalités de son application, comme s'ils entendaient faire une démonstration de force. Du contrôle des cafetiers à celui des badauds en terrasse, de la promesse d'amendes exorbitantes à la fragilisation de certains droits que l'on croyait fondamentaux, les pouvoirs publics veulent prouver leur sérieux. Ils mettent en place, sans même s'en rendre compte, la société de la traçabilité généralisée, multipliant les contrôles, encourageant la délation. On s'en inquiétera : même si elles se réclament du pragmatisme, rien n'est plus durable, en démocratie, que des mesures temporaires ou transitoires, et le passeport sanitaire ou, du moins, la logique qu'il aura contribué à installer, pourraient survivre à l'indispensable vaccination massive de la population. Il n'est nul besoin de verser dans la dénonciation exagérée et hyperbolique d'une dictature sanitaire pour critiquer la dérive d'une société où chaque action, de la plus intime à la plus officielle, pourra être enregistrée et tôt ou tard réglementée pour des raisons que la technocratie jugera toujours raisonnable.

On sera néanmoins frappé par un paradoxe : cet État qui entend contrôler un nombre croissant de relations sociales, au nom de la sécurité sanitaire, se montre bien plus tiède lorsqu'il s'agit de défendre la sécurité ordinaire des Français, à un moment où les agressions se multiplient, en plus de cibler régulièrement les représentants de l'État. On trouve désormais en France non plus seulement des zones de non-droit, mais des zones de non-France. Ce que l'on nomme insécurité n'est à bien des égards que la traduction dans la vie quotidienne d'un basculement historique où de nombreux Français sont expulsés de chez eux, et traités comme des indésirables dans ce que l'on nomme pudiquement les « *quartiers* ». Le régime diversitaire travaille fort à neutraliser la signification de ces agressions en les dispersant en mille faits divers qu'il ne faudrait surtout pas amalgamer. Peut-être faut-il faire un lien entre cela et l'impuissance de l'État, malgré quelques rodomontades électorales, à maîtriser les flux migratoires qui engendrent une société aussi hétérogène que conflictuelle, même si la propagande officielle la célèbre en répétant sur le mode slogan que la diversité est une richesse. La rhétorique usée sur les droits de l'homme vient corseter l'État et le condamner à l'impuissance alors qu'il devrait protéger les frontières.

Fort avec les faibles, et faible avec les forts. La formule convient parfaitement, et s'applique encore plus largement qu'on ne le croit : les pouvoirs publics peuvent se montrer bienveillants ou intraitables, selon la catégorie sociale mise en cause. Comment comprendre un régime qui annonce vouloir lutter contre les comportements machistes et les discours haineux en se montrant toujours plus répressif contre ces derniers, mais qui, au nom de la diversité, célèbre dans le rap et plus largement la culture des banlieues une agressivité telle qu'elle n'est pas sans évoquer un désir d'appropriation des femmes à la manière d'un geste de domination et d'un exercice archaïque de la souveraineté en pays conquis ? Comment comprendre un État se voulant hostile au racisme, mais peinant à reconnaître le racisme antiblanc ? Comment comprendre un État qui se veut de plus en plus hygiéniste, mais qui tolère l'enlaidissement des grandes villes et leur saccage au quotidien ? Comment comprendre un État qui se montre intraitable envers le contribuable ordinaire, mais qui tolère la multiplication de campements de migrants imposés de force par des associations d'extrême gauche ? Comment comprendre un État qui s'inquiète davantage de l'automobiliste en campagne que des rodéos urbains ? Comment comprendre un État qui prétend lutter pour l'inclusion de tous, mais qui traite en lépreux ceux qui ont le mauvais goût de mal voter ?

C'est la question du régime qui permet de comprendre cette inversion de ce qu'on appelait traditionnellement la fonction régaliennne : on verra ainsi d'un côté l'État se montrer de plus en plus dur avec le commun des mortels, toujours plus tatillon et réglementeur aussi, et étendant sans cesse les domaines quadrillés un jour au nom de la santé publique, l'autre jour au nom de l'inclusion ou de la lutte contre les discriminations ; et de l'autre, s'aplatir devant ce qui compromet à terme la concorde civique et l'existence même de la nation, ou même l'encourager. L'ingénierie sociale se redéploie dans les paramètres de ce qu'il faut bien appeler l'État thérapeutique. Les populations occidentales sont ainsi progressivement amenées à consentir à leur exil intérieur, dans un monde où elles ne seront plus que tolérées, comme si elles n'étaient désormais que le bois mort de l'humanité.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/bundestagswahl/annalena-baerbock-und-das-n-wort-moralische-panik-17462126.html?premium>

BAERBOCK UND DAS N-WORT:

Moralische Panik

- EIN KOMMENTAR VON [LIVIA GERSTER](#)
- -AKTUALISIERT AM 31.07.2021-13:10



Baerbock entschuldigte sich dafür, das N-Wort „reproduziert“ zu haben. Bild: Getty

Bei den Grünen meint man: Auch wer im Sinne des Anti-Rassismus spricht, verbreitet Rassismus weiter, wenn er Rassismus zitiert. Wer den Kontext aus der Sprache verbannen will, unterscheidet sich allerdings nicht von islamischen Fundamentalisten.

Andere zu beleidigen fällt nicht unter Freiheit. Deshalb muss auch niemand das sogenannte N-Wort vermissen, das Schwarze herabsetzt. Auch wenn es in manchem Kinderbuch aus den Fünfzigern ganz unschuldig anmutet. Auch wenn es in den neunziger Jahren noch lustig schien, als [Harald Schmidt](#) mit dem Tabu spielte. Zeiten ändern sich, Sprache ändert sich mit.

Die Kanzlerkandidatin der Grünen hat kürzlich darüber gesprochen, dass manche da noch Nachholbedarf hätten. Sie erzählte von dem Sohn einer Bekannten, der in der Schule eine Geschichte mit dem N-Wort erzählen sollte, so, als sei dies eine ganz normale Bezeichnung, und nicht etwa ein Begriff aus der Rassistheorie. [Annalena Baerbock](#) zitierte den Wortlaut des Arbeitsblatts, „Neger“, um den Missstand deutlich zu machen. So weit, so normal für die Vorsitzende einer Partei, die sich dem Kampf gegen Rassismus verschrieben hat.

Doch normal geht es unter Twitter-Rabulisten nicht zu. Nur so ist zu erklären, dass Baerbock es für nötig hielt, sich mit einem digitalen Kniefall aus neun aufeinanderfolgenden Tweets dafür zu entschuldigen, das N-Wort „reproduziert“ zu haben. Die Kulturkrieger an vorderster grüner Front dürfte das gerade noch rechtzeitig vom Sturm auf die Parteizentrale abgehalten haben. Alle anderen hingegen rätseln, welches Verbrechen Baerbock hier eigentlich begangen hat.

Das Wort, so die Logik, führt ein Eigenleben

Die Antwort auf diese Frage verbirgt sich hinter dem Schlüsselwort „reproduziert“. Das soll heißen: Auch wer im Sinne des Antirassismus spricht, verbreitet [Rassismus](#) weiter, wenn er Rassismus zitiert. Absicht und Kontext sind also nachrangig, das Wort an sich ist böse. Es führt, so die Logik, ein Eigenleben, auf das der Mensch, der es ausspricht, keinen Einfluss hat. Ähnlich furchteinflößend dürften sich Konservative in Amerika die Macht von Schimpfwörtern vorgestellt haben. Wo eine Dame fluchte, schien das Verderben nicht weit.

Die Grünen stolpern immer wieder über die Fallstricke, die das Leben eines sogenannten „Allys“ bereithält, eines Verbündeten des Guten, Wahren und Schönen. Wie Baerbock ging deshalb auch die Spitzenkandidatin der Berliner Grünen, Bettina Jarasch, den Gang ins identitätspolitische Canossa. Ihr wurden „unreflektierte Kindheitserinnerungen“ zum Verhängnis – die 52 Jahre alte Frau hatte einst davon geträumt, „Indianerhüuptling“ zu werden. Nur öffentliche Buße konnte die Delegierten beruhigen, die sich über die „koloniale Fremdbezeichnung“ empörten.

Nur öffentliche Buße kann die aufgewühlten Gemüter beruhigen

Jedes Reizwort löst schmerzhaftere Reflexe aus. So kann es vorkommen, dass eine Sensibilitäts-Expertin vor laufender Kamera eine Art moralische Panikattacke erleidet, weil die Moderatorin das Wort „Mohrenkopf“ zitiert, um Rassismus in der Sprache zu erörtern. „Entschuldigung, Piep“, schob sie hinterher, doch zu spät: Sie hatte das Wort „reproduziert“.

Diese Denkart unterscheidet sich nicht vom Textverständnis islamischer Fundamentalisten. Auch die wehren sich dagegen, Worte im Zusammenhang zu verstehen. Wer mit solchen Willkürherrschern nichts zu tun haben will, sollte sich ihre Methoden lieber gar nicht erst zu eigen machen.

WAS DIE SPRACHE VERÄNDERT:

Ade, du weiße Selbstverständlichkeit

- VON MARTIN R. DEAN
- -AKTUALISIERT AM 03.08.2021-11:43



Alles so schön bunt hier: eine Gasse in Basel. In der Schweizer Stadt fanden im vorigen Jahr Demonstrationen der Black-Lives-Matter-Bewegung statt, die Martin R. Dean ermutigten, über seine Erfahrungen als „nichtweißer“ Autor zu sprechen. Bild: Sebastian Wasek/AGE/F1online

Der Schriftsteller Matthias Politycki hat kürzlich begründet, warum er Deutschland verlassen hat: Politisch korrekte Sprachregelungen mache ihm das Schreiben unmöglich. Ihm antwortet nun ein Freund und Kollege.

Vor Kurzem erzählte mein Freund Matthias Politycki [an dieser Stelle von seinem \(vorläufigen\) Abschied von Deutschland](#), seiner Flucht aus der linksliberalen Hamburger Blase, die ihm das freie Denken und vor allem das Schreiben verunmögliche. Seit Nine-Eleven, schreibt er, habe sich der linksliberale Geist, im Namen der Toleranz, immer mehr ins Intolerante verkehrt und durch forciertes Gendering und postkoloniale Ideologisierung sein Arbeitsmaterial, die Sprache, verdorben. „Kann man in der Sprache, wie sie der Zeitgeist fordert, überhaupt noch – aus dem Vollen schöpfend, nach Wahrhaftigkeit strebend – literarische Texte verfertigen?“, fragt er.

Ja, man kann, würde ich meinem Freund antworten – um ihm dennoch recht zu geben. Er wird meinen Widerspruch ohne Zweifel aushalten, denn was unsere langjährige Freundschaft eint, ist die voraussetzungslose Lust am Nachdenken über die deutschsprachige Literatur und die (zeit-)gemäße Art, wie sie auf Tradition und Gesellschaft reagieren soll.

Was uns indessen trennt, ist nicht der Umstand, dass ich ein Autor aus der Schweiz bin und er einer aus Deutschland ist – das sind nicht mehr als postnationale Bagatellen. Unsere Differenz, um das in aller Zurückhaltung zu formulieren, liegt in meiner Herkunft – und damit in einer anderen Perspektive auf die Welt. Er und ich erleben die Welt nicht gleich, und diese reagiert nicht gleich auf uns. Als einer der wenigen „nichtweißen“ Autoren der Schweiz bin ich auf meinen Reisen nie „ins Fremde, Andere“ gegangen und schon gar nicht „hinaus aus dem Eigenen“ getreten. Das Fremde und das Eigene sind bei mir so ineinander verknäult, dass ein Aufdröseln schlicht unmöglich ist. Mein Fremdsein ist ein anderes als seines. Konkret: Ich war nie so viel Schweizer wie im Ausland, auch in Deutschland. Und in der Schweiz immer mal wieder „Ausländer“, wie die obsoleete Bezeichnung heißt. Nochmals konkreter: Ich habe in all den Jahren, als Hoyerswerda und Lichtenhagen die Schlagzeilen bestimmten, keine Einladungen zu Lesungen in die neuen Bundesländer angenommen, um nicht in unangenehme, sprich: feindselige Umstände zu kommen. Ich bin in den Städten, in denen ich gelesen habe, nachts nie allein unterwegs gewesen, es sei denn mit Herzklopfen und einem Kloß im Hals. Ich habe die angesagten Bars von Berlin bis Konstanz nie allein betreten. Und ich habe mich auf Lesungen mit der Neugier des Publikums, woher ich „denn eigentlich“ käme, bis zur Routine herumschlagen müssen. Eine Lesereise als einheimischer Autor ist nicht dieselbe wie die eines „farbigen“ Autors.

Aus der eigenen Haut urteilen

Dann brach der Sommer 2020 mit der Wucht eines sozialen Naturereignisses herein. Auch in Europa versammelten sich Hunderte von „People of Color“, um an Solidaritätsdemonstrationen von „Black Lives Matter“ teilzunehmen. Ich

war in Basel dabei. Nicht nur dem Schwarzen [George Floyd](#) hatte es unter dem Knie eines weißen Polizisten den Atem so verschlagen, dass er starb; auch hierzulande ging vielen farbigen Menschen die Luft aus vor der dauernden Verharmlosung und Leugnung des Rassismus.

Seit jenem Sommer fühle ich mich ermutigt und geradezu verpflichtet, über meine Erfahrungen zu reden. Nicht, um damit der literarisch-narzisstischen Nabelschau eine neue Variante beizusteuern, sondern weil anders als aus der eigenen Haut sich über gewisse Dinge nicht reden lässt. Wenn weiße und nichtweiße Menschen etwas zusammenbringen kann, dann ist es das (Mit-)Teilen von Erfahrung. Obwohl ich in meinen Büchern immer wieder Themen des Rassismus zur Sprache gebracht habe, ist meine Umgebung erst mit dem Sommer 2020 dafür empfänglich geworden. Auf einmal werde ich von weißen Freundinnen und Freunden nach meinen Erfahrungen befragt, auf einmal wundern auch sie sich, warum es in den Redaktionsstuben der Medien und Feuilletons kaum Menschen mit einer migrantischen Perspektive gibt.

Erst jetzt bemerken sie, dass in den Schulen gut ein Drittel der Schülerinnen und Schüler eine Migrationsgeschichte haben, und fragen sich, warum auf deren Erfahrungen weder im Lehrplan noch im täglichen Unterricht eingegangen wird. Auf den Gemälden eines Géricault oder [Edouard Manet](#) sehen sie die Figuren von Schwarzen mit einem neuen, postkolonial geschärften Blick. Sie feiern die Bilder von Kara Walker und reden über die Bücher von Ta-Nehisi Coates anders als früher, mit mehr Empathie, gleichsam, als kämen ihnen die darin erzählten Geschichten näher. Seit dem Sommer 2020 rückt jener Teil der Gesellschaft ins Licht, der bis jetzt mehr schlecht als recht im Schatten gelebt hat. Oder um eine Metapher des afroamerikanischen Autors Ralph Ellison aufzugreifen: Die Unsichtbaren, die unter uns weilen, werden sichtbar.

Frauenwahlrecht nach dem Ende der Beatles

Dabei wird die Struktur unserer Gesellschaften auf den Prüfstand gestellt. Man sieht, was man schon immer sah, nun mit anderen Augen. In der Schweiz hatten Frauen bis 1972 zu warten, ehe ihnen der Status von vollwertigen Bürgerinnen mit Wahl- und Stimmrecht zuerkannt wurde. 1972! Waren da die Beatles nicht schon Geschichte und der Minijupe bereits passé? Aus der Geschichte der Frauenbewegung hatten wir Männer zu lernen, dass Rechte auch deswegen vorenthalten werden, um eigene Privilegien zu schützen.

Wo so viel aufgerissen, neu gesehen und neu definiert wird, bleiben Irritationen und befremdliche Übertreibungen nicht aus. [Amanda Gormans](#) Gedicht, forderten Radikale, sollte nur von einer „Person of Color“ (POC) übersetzt werden! Diese laute, absurde Forderung verstellte, dass bis dato zu wenig Übersetzer und Übersetzerinnen mit Fremdheitserfahrung gefördert worden waren. Kinderbücher wie „Jim Knopf“ oder „Pippi Langstrumpf“, fordern andere, sollten umgeschrieben werden. Cancel Culture und Woke-Geist treiben Blüten. Einer Zeitung entnahm ich den Vorschlag, die Bezeichnungen „Mann“ und „Frau“ durch „gebärfähiger“ und „nichtgebärfähiger“ Mensch zu ersetzen.

Auch mir fließt bei diesen Stil-Brüchen zu viel Herzblut. Und doch braucht es, im Ganzen gesehen, auch solche sprachlichen Exaltationen und kulturellen Provokationen. Hatte nicht auch die Französische Revolution, ohne deren Errungenschaften wir nicht leben möchten, ihre Jakobiner und die Guillotine?

Wie aber kommt der Rest der Gesellschaft, die sogenannte breite Mehrheit, damit zurande? Gibt es da nur Ignoranz und „Durchzug“, wie Politycki schreibt? Aber nein, im „Inneren“ der Gesellschaft ereignet sich viel Spannendes, da werden geräuschlos Stühle verrückt, Positionen revidiert, Schubladen entstaubt, neue Brillen anprobiert. Zuweilen tönt das schrill und laut, aber vieles, sehr vieles geht seit dem Sommer 2020 geräuschlos vonstatten. So bin ich froh, wenn der Schweizer am Nebentisch in meiner Gegenwart nicht mehr ostentativ in einen „Mohrenkopf“ beißt und der Wütende am Stammtisch sich mit dem N-Wort nicht mehr ins gemächliche Selbstverständnis setzt. Ich schätze es, wenn einer, der von Afrika redet, die einzelnen Regionen und Länder genauer zu benennen sucht. Oder wenn jemand beim Wort „Rasse“ zögert, um es durch „Ethnie“ zu ersetzen. Wenn also einer nach Wörtern sucht, weil ihm die verletzenden und kolonialistischen Begriffe nicht mehr selbstverständlich über die Lippen gehen. Ich mag es, wenn er einen Augenblick sprachlos ist. In einer Runde mit Weißen bin ich froh, wenn sie von sich aus über [Rassismus](#) diskutieren – auch kontrovers. Zufriedenheit ergreift mich, wenn in einem Gespräch über Diskriminierung Ewiggestrige etwas weniger laut auf ihr Recht pochen, so reden zu dürfen, „wie ihnen der Schnabel gewachsen ist“.

Der Bruch war längst fällig

Ja, es ist ein Bruch in den rassistischen Narrationen spürbar, ein längst fälliger Bruch, der Mut macht. So geht Veränderung aus der Mitte der Gesellschaft, und dass sie nicht messbar ist, heißt nicht, dass sich nichts bewegt. Deswegen möchte ich Matthias zurufen: Was wir gerade erleben, ist Aufklärung! Mit allen unangenehmen

Nebengeräuschen, die eine friedliche Neuorientierung mit sich bringt. Kant, sicher kein Anhänger von Revolutionen, betrachtete Aufklärung als einen langsamen, sich über Generationen hinziehenden Bewusstwerdungsprozess. Demgegenüber ist das Tempo des gegenwärtigen Aufklärungsprozesses buchstäblich atemraubend. Wie aufregend, dabei sein zu dürfen!

Aber Matthias Politycki hat auch recht: Die Zertrümmerung der Sprache, unseres Arbeitsmaterials, wird durch fachspezifische Begriffe und unbeholfene Kürzel wie POC oder ein großgeschriebenes S (bei Schwarz) nicht weniger schmerzhaft. Wer ein Glossar der neuen Begrifflichkeiten aufschlägt, sieht einen Haufen unsinnlicher Wörter, die korrekt, aber keinesfalls schön sind. Als Schriftsteller mit schweizerisch-indisch-karibisch-deutschen Vorfahren kann ich mich zwar Schwarz nennen, doch bleibt diese Selbstbezeichnung gegenüber afrikanischen Menschen eine Zumutung.

Nun ist die Wahrheit der Literatur schon immer eine andere gewesen als die der Wissenschaft oder der politischen Diskurse. Als Homo Politicus akzeptiere ich ein Kürzel wie POC, räume jedoch ein, dass ich als Schriftsteller daraus keine ästhetischen Funken schlagen kann. Zwar brechen die neuen Bezeichnungen ein Selbstverständnis auf, das blindem Rassismus und menschenverachtender Abwertung oft willkommener Steigbügel war, aber sie pflastern den Raum zwischen den Zeilen, von dem literarische Texte leben, arg zu.

Dieser Widerspruch, dass die Textsorte auch den Gebrauch der Wörter bestimmt, ist nicht aus der Welt zu schaffen. Und auch nicht, dass literarische Sprache einem Sog zur Verknappung und Verdichtung unterliegt, der keine Aufblähung zulässt.

Der Widerspruch wird so lange bestehen bleiben, wie Weißsein – oder eben Mannsein – die eiserne Norm vorgibt, die es aufzuheben gilt. Ob eine Flucht in ein Gestern, und trage es die Bezeichnung „Wien“, dagegen hilft, sei dahingestellt. Die Literatur, da traue und vertraue ich ihr ganz, wird sich rhizomartig dieses Widerspruchs bemächtigen und daraus eine neue Sprache entwickeln, deren Wahrheit auch ihre Schönheit sein wird.

La « communauté catholique », vraiment ?

Bock-Côté, Mathieu

L'assassinat du père Olivier Maire a bouleversé la France, qui n'a pu s'empêcher d'y voir un écho du sort réservé au père Hamel, il y a cinq ans. Le scénario diffère cette fois, certes. Nous ne sommes pas devant un islamiste égorgé comme il y en a tant, mais devant un immigré clandestin, qui n'aurait pas dû être en France, qui l'an passé avait incendié la cathédrale de Nantes, et qui cette année a décidé d'égorger le prêtre qui l'accueillait chez lui par charité chrétienne. Les ratiocinations psychiatriques qui accompagnent le commentaire lorsque vient le temps de parler de l'auteur de ce meurtre ne sauraient faire oublier que nous sommes témoins, de manière caricaturale, d'une faillite de l'État régalien, devenu incapable d'assumer sa fonction première, croulant sous la pression du gouvernement des juges, des groupes de pression immigrationnistes et de l'humanitarisme médiatique, qui le condamnent à l'impuissance quand vient le temps de se défendre.

Pourtant, quelque chose de plus et, pourrait-on dire, d'encore plus triste, s'est révélé dans cette histoire. Au moment de présenter leurs condoléances, ils furent nombreux, parmi les politiques, à se dire bouleversés pour la communauté catholique française. Cette formule biscornue qui tournait en boucle et se voulait pleine d'empathie était révélatrice de la segmentation de la communauté nationale, où l'assassinat d'un homme est d'abord censé heurter sa communauté particulière, et seulement ensuite l'ensemble de la nation, comme si le langage politique avait intériorisé les paramètres du multiculturalisme anglo-saxon. La France, dans cette perspective, n'est plus d'abord composée de Français participant au destin national, à travers un pacte politique noué dans l'histoire et la culture, mais d'un assemblage de communautés enfermées dans leur expérience du monde, qu'elle soit ethnique, religieuse ou même sexuelle. Le langage de la diversité masque la désagrégation du peuple français.

Il y a peut-être même pire. Le catholicisme, selon ce que l'histoire enseignait jusqu'à récemment, n'était pas une communauté religieuse parmi d'autres en France, mais la matrice existentielle du pays, qui a structuré le rapport au politique et à la culture, aux moeurs et à l'architecture, et qui, encore aujourd'hui, codifie l'univers rituel de l'immense majorité des Français. La référence, dès lors, à une « communauté catholique », qui représenterait une nuance identitaire parmi d'autres d'un pays bariolé, témoigne d'une rétrogradation symbolique majeure du catholicisme ou, si on préfère, de son dénoyautage culturel. Longtemps combattu au nom d'une conception quelque peu étroite de la laïcité, le catholicisme est réintroduit dans la communauté nationale à condition de ne plus en être considéré comme l'un des fondements. On ne le nomme que pour l'exclure de sa fonction identitaire historique.

On a entendu parler, ces dernières années, de manière assez fréquente, de « catho-laïcité ». La formule suscite souvent un agacement allant jusqu'à la méfiance : comment faire tenir ensemble au point d'en constituer une synthèse deux concepts représentant des visions du monde s'étant ardemment combattues depuis la Révolution ? Pourtant, dans une époque marquée par l'affrontement des civilisations sur le territoire même de l'Europe occidentale, ce qui semblait hier disjoint et conflictuel trouve à s'assembler de manière inédite et féconde, en découvrant le monde commun qu'elles avaient en partage et qui remonte à la surface devant le visage hostile de l'altérité conquérante. La question de l'islamisme, notamment, est venue troubler les anciennes polarisation et révéler les limites d'affrontements aujourd'hui éculés. **De même, la gauche républicaine et la droite patriote et conservatrice ont aujourd'hui bien plus en commun que ne le laissent croire leurs univers symboliques respectifs, même si certains atavismes les empêchent d'en prendre pleinement conscience.**

On en revient dès lors à la manière d'aborder un crime abject n'ayant rien d'un malheureux fait divers, qui heurte intimement les Français et tous ceux qui aiment la France, et qui devrait être nommé de cette manière, sans conjuguer le chagrin qu'il suscite avec une logique communautariste. Quelle que soit leur religion, et qu'ils croient au ciel ou qu'ils n'y croient pas ou qu'ils le scrutent dans l'espoir incertain d'y repérer une trace du divin, c'est d'abord en tant que Français qu'ils sont heurtés, et la classe politique devrait avoir le souci de se faire la gardienne de ce primat de la conscience nationale, qui seule peut faire tenir ensemble des hommes et des femmes qui finiront sans cela par vivre face à face, selon la formule désormais convenue. Si la classe politique elle-même renonce à cette tâche, pourtant fondamentale, si elle capitule devant les fous qui ont concassé au marteau-piqueur de la déconstruction la réalité intime de la nation, elle se rendra malgré elle complice de ces derniers.

197,55

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/jacques-julliard-la-france-a-besoin-d-une-voix-qui-sache-parler-au-peuple-20210815>

Le Figaro (site web)

dimanche 15 août 2021 - 18:49 UTC +02:00 2276 mots

Vox ; Vox Société

Jacques Julliard: «

La France a besoin d'une voix qui sache parler au peuple »

Julliard, Jacques

CHRONIQUE - L'historien et essayiste s'inquiète des arguments invoqués par les manifestants hostiles au passe sanitaire ou à la vaccination contre le Covid-19, ou aux deux à la fois. Le principe même de la science et l'idée de la représentation populaire sont aujourd'hui contestés, juge l'intellectuel.

Les manifestations des antivax et des anti-passe? Ce sont, comme toutes les vraies jacqueries, des «émotions populaires» sans chefs.

- Pourtant, M. Philippot, M. Dupont-Aignan, M. Asselineau...

- Vous dites la même chose que moi, mais avec des noms propres. Vous n'allez tout de même pas prétendre que ces gagne-petit du suffrage universel, ces chefaillons d'improbables groupuscules sont devenus, l'espace d'un confinement, de véritables dirigeants populaires!

- Alors, c'est donc au peuple à l'état nu que nous avons affaire?

- Pas si vite! En quoi les deux ou trois cent mille quidams qui se sont mis à battre le pavé tous les samedis, à l'image des «gilets jaunes», avec drapeaux tricolores et pancartes franchement obscènes, faisant référence au nazisme, aux juifs, à la figure de Jean Moulin et de la Résistance, seraient-ils plus «le peuple» que les millions de citoyens qui se font vacciner sans faire d'histoires, sans avoir le sentiment d'être devenus des esclaves?

La raison dans la démocratie

La démocratie est en effet le gouvernement du peuple, comme le catholicisme est le gouvernement du pape. Pour autant, il n'est pas dit que le peuple a toujours raison en démocratie, pas plus que le pape en son Église. L'infailibilité populaire, que sous-entendent nos institutions, n'a pas plus de fondement rationnel que l'infailibilité pontificale, du reste applicable à des cas extrêmement rares, lorsque le pape, éclairé par le concile, s'exprime ex cathedra, en matière de dogme et de morale. C'est tout.

De même, l'infailibilité du peuple n'est que négative. Elle signifie seulement qu'en démocratie on ne saurait avoir raison contre le peuple, et que l'on ne saurait lui faire entendre raison autrement que par le débat et par l'éducation. Le peuple est souverain, mais seulement quand il est éclairé par les « lumières » de la raison, comme l'Église par la lumière divine. Ainsi raisonne la philosophie chrétienne, comme la pensée démocratique. De quoi mettre d'accord Voltaire avec Pascal, Rousseau avec saint Thomas, ces deux branches antagonistes mais jumelles du rationalisme français.

C'est justement cette idée de la démocratie qui est en crise, comme le démontre la crise du Covid, à l'instar hier de celle des «gilets jaunes», et encore, à chaque élection, la montée de l'abstention: ce qui est en cause à travers les slogans et les propos des manifestants, c'est à la fois l'idée de la science et celle de la représentation populaire. Ce qui remonte à la surface, c'est un magma confus où se mêlent la défiance à l'égard de l'esprit scientifique, la présence obsessionnelle du principe de précaution, devenu la plaie des sociétés modernes, un anticapitalisme résiduel d'extrême droite, prémarxiste, ramené à l'antagonisme des

pauvres et des riches, le procès systématique des élites, politiques, économiques, scientifiques, intellectuelles, c'est-à-dire l'obscurantisme généralisé, et enfin, c'est là l'élément nouveau, une philosophie, si l'on peut parler ainsi, du sauve-qui-peut individuel, qui est le contraire de la philosophie républicaine de la fraternité.

«Chaque imbécile pris à part n'est qu'un imbécile, écrit Bernanos dans sa Lettre aux Anglais (1942), mais l'expérience accumulée des imbéciles pèse d'un poids immense sur le monde» (*Scandale de la vérité* , Bouquins, 2019, p. 383.) C'est en effet la loi redoutable de la démocratie. **Quand une opinion imbécile - c'est là le langage usuel de Bernanos - est partagée par un pourcentage significatif de citoyens, ce n'est plus une imbécillité, c'est un pourcentage.**

Un climat préfasciste

Et voici l'autre face, la face cachée, qui se découvre progressivement, de ce phénomène. Quand un mouvement social n'est pas naturellement de gauche - entendez uniquement par ce terme qu'il recèle en son sein, fût-ce de façon à moitié inconsciente, une certaine idée du progrès -, il se met à pencher naturellement, fût-ce à l'insu de ses participants, vers la droite extrême: utopie ou complotisme, tel est le choix. Les quelques slogans horribles qui surnagent sur cette mer démontée ont presque tous des relents d'extrême droite. La stigmatisation des individus, toujours honteuse, se substitue au conflit de classe, la dénonciation du profit à la marchandisation de la société, l'antisémitisme à l'anticapitalisme. La haine se substitue à la critique, le ressentiment à la solidarité nationale, l'égoïsme à la fraternité. Il n'est pas dans ce contexte jusqu'au drapeau tricolore - comment dire cela, avec l'amour que je lui porte? - qui ne prenne tout à coup des couleurs louches, sectaires, et comme factieuses.

Je m'arrête un instant au cas d'Emmanuel Macron. Macron commence tout et ne finit rien. Il dit tout et son contraire. Il est, selon les circonstances, universaliste et communautariste, défenseur de la culture française et culturellement négationniste.

Mais la haine viscérale qui s'exprime contre Emmanuel Macron dans les cortèges, les exécutions symboliques de son mannequin, le manque de respect envers sa personne et celle de son épouse, tout cela qui se veut «bon enfant» (des enfants guillotineurs!), frondeur (en vérité misérable), populaire (au vrai, populacier), me choque dans ma conscience républicaine. Quand on s'attaque aux symboles de la République, c'est à chacun de nous que l'on s'attaque. Je le répète: ce recul de la critique politique au profit de la haine des politiciens porte une charge antidémocratique, une menace de régression fascisante, qui n'est évidemment pas dans l'esprit de la plupart des participants. Mais jadis le mouvement fasciste est né et s'est développé sur un terreau qui ne l'était pas.

Pourquoi cette régression?

Elle n'est pas de nature économique. **Tout au long de la crise du Covid, l'État bourgeois s'est montré d'une générosité exceptionnelle à l'égard de tous ceux qu'elle menaçait, faisant provisoirement de la France le pays le plus «socialiste» du monde.** Le salaire moyen a (légèrement) progressé, tandis que les profits du CAC 40 ont joyeusement bondi vers le haut. **C'est Noël en plein Avent. C'est Pâques en plein Carême.**

Si elle n'est pas économique, cette régression ne saurait être que culturelle, et plus précisément éducative. C'est l'instituteur prussien qui a gagné la guerre de 1870-1918, c'est l'instituteur français - et aussi le curé - qui ont gagné celle de 1914-1918.

Il n'est en vérité pas de crise de la démocratie qui ne trouve sa source dans la crise de l'éducation. La France est malade, sérieusement malade de la défaillance de son système éducatif depuis près d'un demi-siècle. L'étrange vertige cognitif qui s'est emparé d'une mince couche de Français, mais plus ou moins approuvée par environ un tiers de la population à l'occasion de la séquence vaccin-passe sanitaire, a pour origine une perversion de l'idée même d'éducation, qui sous le nom et le prétexte de la pédagogie prétendait assigner à chaque petit Français la responsabilité de sa propre formation, sous le regard distant et bienveillant de l'ex-enseignant, ramené à la fonction de répétiteur. **Mettre l'enfant au centre du système éducatif, c'est mettre la cage au centre du terrain de football, ce n'est plus Pythagore qui définit son théorème, c'est le bébé avec ses cubes et ses triangles de bois. Ce n'est pas Pasteur qui invente la vaccination, c'est Mme Michu qui se fait juge des risques d'effets secondaires.**

Ce ne sont pas Michelet ni Marc Bloch qui analysent et restituent l'histoire de France, c'est l'attelage baroque de l'abstraction sociologique et de l'anecdote médiatique, sous le contrôle des animateurs télévisuels. Car il n'y a malheureusement pas que la laïcité, la République et la nation, qui en cette époque bénie, dominée par le slogan imbécile de la déconstruction, soient passées à droite. La raison aussi, hélas, même si la droite la manipule parfois comme une poule qui a trouvé un couteau. Ajoutez à cela l'action délétère des réseaux sociaux, où triomphent le particularisme en ligne, la raison en loques et la technique en

toc. Il y a longtemps qu'en France Descartes a cédé la place au Père Ubu pour aider les jeunes intelligences à inventer elles-mêmes leur propre savoir. Certes, **Jean-Michel Blanquer a commencé une salutaire remise en ordre, merci à lui, mais la tâche est immense et de longue haleine.**

Alors, feu sur l'école-pour-rire, feu sur l'examen érigé en droit imprescriptible du candidat, feu sur les ours savants de la socio-pédagogie! La conclusion, c'est **qu'il y a en France deux sortes d'urgence: dans les phénomènes naturels, la lutte contre le réchauffement climatique ; dans les phénomènes cognitifs, la lutte contre la glaciation intellectuelle.**

Alors que faire?

Dans un monde où la démocratie est en plein recul, les interrogations sur les risques de voir Macron se servir de l'urgence sanitaire pour instaurer une dictature politique sont proprement bouffonnes et relèvent du comique troupier. Du reste, je signale aux pseudo-historiens de l'instauration progressive de la dictature par le renforcement de l'exécutif démocratique que c'est le contraire qui est vrai. **Le fascisme en Italie, le nazisme en Allemagne n'ont pas progressé grâce au renforcement de mesures autoritaires de la part des exécutifs, mais au contraire de l'insigne faiblesse de ces gouvernements au lendemain de la Première Guerre mondiale.** En France, c'est la faiblesse et la transparence du dernier président de la IIIe République, Albert Lebrun, non son autoritarisme, grands dieux! qui ont rendu psychologiquement souhaitable à beaucoup de Français l'instauration, en pleine débâcle, du régime de Vichy. **Ces Français sont décidément un drôle de peuple.** Un peuple fait d'individualistes forcenés qui ne réussissent que dans les sports collectifs, comme on vient de le voir aux Jeux olympiques de Tokyo ; un peuple de libertaires, toujours aux franges de l'anarchisme, à la recherche d'un pouvoir fort.

Car il y a pire que l'anarchisme prolétarien de l'extrême gauche: c'est l'anarchisme petit-bourgeois, qui est un libertarisme d'enfants gâtés par leur propre liberté. Car enfin, je vous le demande, quel est le statut historique, intellectuel et politique de cette jacquerie petite-bourgeoise, quand le monde entier court à la dictature? Quelle est la justification dernière de ces antivax de nos belles provinces méditerranéennes, quand le tiers-monde, celui des pauvres et des déshérités, enterre par centaines de milliers, faute de vaccins, ses morts du Covid? **Quand on voit comment Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont dépassés par leurs troupes, au point d'en avoir le sifflet coupé, on se persuade que le régime parlementaire, à défaut d'être encore un mode de gouvernement, reste un réducteur d'incertitude et un garde-fou contre les guets-apens du spontanisme.**

Il faut donc parler au peuple

Si je demeure, malgré ses inconvénients, un ferme partisan du régime présidentiel - j'ai failli écrire providentiel -, c'est qu'il représente de nos jours la seule méthode démocratique pour instaurer un dialogue entre le peuple et le pouvoir. C'est dommage, mais c'est un fait: le Parlement en est désormais incapable ; quant aux partis, je n'en parle même pas.

L'équation politique française est simple et toujours la même: comment conjuguer l'individualisme, ce sport national, et l'admirable capacité du peuple à se mobiliser collectivement en certaines circonstances? Voyez 1789: c'est le grand manifeste de l'individualisme moderne, obtenu par les moyens de la mobilisation de masse comme en témoigne le 14 juillet, ou octobre 1789, et tant d'autres de ces journées qui sont des moments d'éternité populaire et démocratique. **Ce n'est pas d'un chef, comme on le dit généralement à droite, que la France a le plus besoin, mais d'une voix qui sache parler au peuple.**

Jadis, une bergère qui n'avait pas fait l'ENA mobilisa les Français par sa voix autant que par son épée. Les temps ont changé, les bergères n'ont plus accès au premier cercle du pouvoir. Mais le besoin demeure d'une voix capable de mobiliser les Français autour d'une ambition commune. Alors se lèvera la Renaissance française.

Peu importe que, sur le coup, elle ne soit pas entendue. Combien, parmi les Français, ont écouté en direct l'appel du 18 juin 1940? Et pourtant, cette voix continue de résonner en chacun de nous parce qu'elle nous parle du destin surnaturel de la France. S'il est quelque chose qui me fasse croire à la nécessité du surnaturel - qu'il soit sacré ou laïque, qu'importe? -, c'est bien la destinée du pays. **«La principale catégorie historique, écrit Hegel, n'est pas le souvenir, c'est l'espoir, l'attente, la promesse.»**

Jacques Julliards est éditorialiste de l'hebdomadaire «Marianne».

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/afghanistan-ziel-der-taliban-bleibt-ein-islamischer-staat-17486543.html?premium>

STURM AUF KABUL:

Was wollen die Taliban?

- VON FRIEDERIKE BÖGE, PEKING
- -AKTUALISIERT AM 15.08.2021-18:06



Die Taliban inszenieren sich auf ihrem Vormarsch auf Afghanistans Hauptstadt Kabul als moderate und disziplinierte Kraft. Erfahrungen aus eroberten Provinzhauptstädten deuten aber auf düstere Zeiten hin.

Während ihre Kämpfer am Sonntag in die Außenbezirke von Kabul vorrückten, bemühten sich die Taliban, sich als moderate, disziplinierte Kraft zu präsentieren. Soldaten der afghanischen Armee dürften unbehelligt nach Hause gehen, verkündeten die Extremisten. Ausländer könnten die Stadt verlassen oder sich bei der „Verwaltung“ der Taliban registrieren. Den eigenen Kämpfern sei es nicht erlaubt, ihren Triumph mit Gewehrsalven in die Luft zu feiern. Sie seien angewiesen worden, sich an den Zugangsstraßen nach Kabul bereitzuhalten, „bis eine friedliche und zufriedenstellende Machtübergabe vereinbart wurde“.

Nothilfeorganisationen sowie der Flughafen und Krankenhaus könnten ihre Arbeit ungehindert fortsetzen, teilten die Taliban mit. Der Taliban-Sprecher Suhail Shaheen sagte im Sender BBC, man versichere den Bewohnern Kabuls, es werde „keine Racheakte an irgendjemandem“ geben. Viele Kabuler trauten den Worten der Islamisten aber nicht und versuchten verzweifelt, zum Flughafen oder auf anderen Wegen aus der Stadt zu gelangen.

Grausame Berichte aus Provinzhauptstädten

Aus den Provinzhauptstädten, die die Taliban in den vergangenen Tagen erobert hatten, waren grausame Videos und Berichte nach Kabul gedrungen. Von Morden, Peitschenhieben und abgehackten Händen war die Rede. In einem Fall hieß es, eine Frau sei auf offener Straße erschossen worden, weil sie sich nicht sittlich gekleidet habe. Solche Berichte lassen sich schwer verifizieren. Besonders viel Unruhe hatte das Gerücht verursacht, die Taliban würden junge Frauen mit ihren Kämpfern zwangsverheiraten. Ein entsprechendes Dekret, das im Internet verbreitet wurde, war aber offenbar gefälscht. In jedem Fall haben die Videos und Gerüchte Angst und Schrecken verbreitet.

Man kann vermuten, dass genau das das Ziel war, um die Moral des Gegners und das Vertrauen der Bevölkerung in die Regierung zu schwächen. Zudem haben die vergangenen Jahre, in denen die Taliban bereits viele Gebiete kontrollierten, gezeigt, dass es sich um eine heterogene Bewegung handelt, die je nach Region unterschiedlich agiert. Das scheint auch jetzt so zu sein: In Kundus riefen die Taliban internationale Hilfsorganisationen auf, ihre Arbeit fortzusetzen. Den verängstigten Mitarbeitern wurden laut einem Augenzeugen Passierscheine ausgestellt, die es ihnen ermöglichen sollten, ins Büro zu gehen.

Ist die Verhandlungsbereitschaft nur vorgeschoben?

Die Frage ist: Wie sieht ein Afghanistan aus, das unter Führung der Taliban regiert wird? Nimmt man die Zeit des Islamischen Emirats von 1996 bis 2001 zum Maßstab, dann brechen für Frauen und Mädchen, aber auch für Journalisten, Menschenrechtler und die schiitische Minderheit der Hazara düstere Zeiten an. Frauen durften sich damals nur mit einem männlichen Begleiter in der Öffentlichkeit bewegen und nur wenige ausgewählte Berufe ausüben. Eine politische Beteiligung für Frauen, wie sie etwa im Parlament in Afghanistan heute per Verfassung garantiert ist, war damals undenkbar. Mädchen durften nicht zur Schule gehen. Mutmaßliche Ehebrecherinnen wurden

gesteinigt. Tugendwächter patrouillierten durch die Straßen. Musik und Filme waren verboten. Schon damals allerdings gab es unter den Taliban verschiedene Fraktionen und regional auch Versuche, Bildung für Mädchen zu ermöglichen.

In den vergangenen zwei Jahren haben die Taliban sich auf internationaler Bühne bemüht, den Eindruck zu erwecken, sie hätten sich gewandelt. Bei den Friedensverhandlungen von Doha und bei Delegationsreisen nach Peking, Moskau und Teheran gaben sie sich staatsmännisch. Unter Diplomaten ist zu hören, sie seien „gute Verhandler“. Der gewaltsame Vormarsch hat bei vielen allerdings den Eindruck hinterlassen, die Verhandlungsbereitschaft sei nur vorgeschoben gewesen, um Zeit bis zum Abzug der internationalen Truppen zu gewinnen. Zudem stellt sich die Frage, wie viel Einfluss die Emissäre in Doha auf die Feldkommandeure in den afghanischen Provinzen haben. Die Nummer zwei der Taliban, Mullah Abdul Ghani Baradar, soll am Sonntag nach Kabul gereist sein.

Jüngere Kommandeure haben nur Krieg erlebt

In Qatar mögen sich die Talibanführer an ein gutes Leben und den Gedanken gewöhnt haben, ihre Töchter auf Eliteuniversitäten zu schicken. Doch viele der jüngeren Feldkommandeure haben in ihrem Leben nur Krieg erlebt und nie eine richtige Schule besucht. Wie schon die erste Generation der Taliban rekrutiert die Bewegung einen Großteil ihrer Kämpfer in pakistanischen Koranschulen. Die radikalen Moralvorstellungen, die ihnen dort vermittelt werden, mögen im ländlichen Afghanistan auf wenig Widerstand stoßen. Mit der Realität in Städten wie Kabul, Herat oder Mazar-i-Sharif sind sie nicht zu vereinbaren.

Bei den Gesprächen in Doha ging es auch um westliche Entwicklungshilfe. Den Taliban dürfte bewusst sein, dass sie Frauen mehr Rechte gewähren müssen, wenn das Geld unter ihrer Kontrolle weiter fließen soll. Zumindest rhetorisch haben sie Entgegenkommen signalisiert. Ein weiterer Grund dafür dürfte sein, dass sie anders als 1996 größeren Wert auf internationale Anerkennung legen. Allerdings hat Abdul Ghani Baradar, der Chef des politischen Büros der Taliban, auch gesagt, dass er die derzeit geltenden Frauenrechte für „unmoralisch und unislamisch“ hält. Die Geschwindigkeit ihres Vormarsches und die Möglichkeit, nun die Macht vollständig an sich zu reißen, dürfte zudem Begehrlichkeiten bei jenen Teilen der Bewegung wecken, die sich als Wächter der reinen Lehre betrachten. Das Ziel, einen islamischen Staat zu errichten, war stets die treibende Kraft der Bewegung und ist es bis heute.

Erleichtert wird ihre Übernahme der Macht in den Provinzhauptstädten dadurch, dass die Taliban seit Jahren Schattengouverneure installiert haben. In einzelnen Verwaltungsbereichen gibt es Vorgaben vom Führungsrat in Quetta, zum Beispiel was die Einnahme von Steuern, die Gerichtsbarkeit und den Bildungssektor angeht. Seit der Eroberung der Grenzübergänge steht ihnen dafür zusätzliches Geld zur Verfügung. Parlamentarier in Kabul bezifferten die Zolleinnahmen der Taliban am Sonntag auf umgerechnet zwei Millionen Euro am Tag. Auch im Umgang mit internationalen Hilfsorganisationen haben die Taliban seit Jahren Erfahrungen gesammelt. In vielen Gebieten unter ihrer Kontrolle sind solche humanitären Organisationen schon länger tätig.

Mutation démographique : la fin d'un déni

Bock-Côté, Mathieu

Ils se disent étonnés, surpris, bouleversés, ébaubis. Qui ? Tous ceux qui font semblant de découvrir la grande mutation démographique dans laquelle la France s'est engagée depuis des décennies. Vraiment ? Pourquoi personne ne leur avait rien dit ? Ils veulent bien le croire, désormais, suite à la révélation par *Causeur* d'une grande étude à partir des données de **Insee de France Stratégie**, un organisme de prospective rattaché au premier ministre et réalisée en 2020, portant sur la proportion de la population d'origine extra-européenne en France. **Dans certains quartiers et certaines villes, elle est très clairement majoritaire. Et le phénomène dépasse largement, désormais, la Seine-Saint-Denis. Des villes comme Rennes et Limoges et bien d'autres sont concernées par cette mutation démographique.**

Le parti médiatique est désespéré.

Auparavant, il voulait voir dans l'immigration massive un fantôme et ceux qui osaient le contredire d'une manière ou d'une autre étaient accusés de basculer dans le complotisme nauséabond et de relayer une théorie conspirationniste. Ils risquaient l'extrême-droïtisation, le bannissement civique. Ils devenaient les parias et les maudits d'une classe politico-médiatique fonctionnant au déni sur ce sujet.

Aujourd'hui, les « dénieurs » prennent acte de cette mutation mais la jugent lumineuse en répétant que « la diversité est une chance pour la France ». Ils accusent évidemment ceux qui s'en inquiètent de vivre dans le passé, de cultiver la nostalgie, d'appartenir au monde d'hier, et de sentir la poussière. Fier rallié à la diversité en marche, c'est avec des trémolos dans la voix que Jean-Luc Mélenchon parlait il y a quelque temps de la créolisation de la France.

Certes, cette grande mutation cause quelques soucis chez ceux qui habitent encore, au moins à temps partiel, le monde réel. François Hollande n'avait-il pas déjà osé parler d'une situation objective de « *partition* » ethnique ? La formule est confirmée par les faits et l'étude de France Stratégie parle pudiquement quant à elle de ségrégation résidentielle. Les prénoms d'origine étrangère qui deviennent la norme dans certains quartiers ne témoignent-ils pas d'une forme de sécession, les codes culturels du pays d'origine s'imposant même au-delà d'une génération ? La transformation des territoires perdus de la République en zones perdues de l'identité française n'est-elle pas au cœur de l'actualité depuis des années ? Un islam conquérant n'est-il pas en train d'imposer ses mœurs dans un nombre croissant de quartiers ?

Tout n'est donc pas rose. Mais s'il s'agit de reconnaître quelques ratés à cette mutation, pourquoi ne pas en faire porter la responsabilité à la population historique française ? Tel est le pari des élites diversitaires qui l'accuseront donc de manquer d'enthousiasme pour la « *mixité sociale* ». Elles insistent : les vrais coupables ne seraient-ils pas ces Français qui goûtent bien peu l'exil culturel dans certains quartiers de leur propre pays et font ce qu'ils peuvent pour continuer de vivre encore dans une France ressemblant culturellement à ce qu'on appelait traditionnellement la France ? Parce qu'ils fuient les quartiers démographiquement modifiés, ne sont-ils pas les premiers responsables de cette France morcelée ? Ceux qu'on appelait hier les « Français de souche » sont les vrais séparatistes, osent-ils affirmer.

Évidemment, le parti du « circulez, y a rien à voir » ne désarme pas. Les démographes lyssenkistes répètent que le pourcentage d'étrangers en France ne varie pas, en oubliant de préciser qu'il n'en est ainsi qu'en raison du nombre très élevé de naturalisations et de la législation sur le droit du sol.

Le droit devient étranger aux mœurs, au point même de se définir contre elles et de les assimiler à un système discriminatoire à déconstruire. Beaucoup parleront lyriquement de la France d'aujourd'hui, à laquelle il faudrait s'adapter. Le peuple français historique, lui, devient finalement une composante parmi d'autres de cette nouvelle France. Le fait est là : bien des Français se sentent désormais étrangers là où ils vivent, en leur propre pays, le seul qu'ils aient, car ils n'ont pas de patrie de rechange. Ils s'inquiètent : seront-ils un jour un résidu historique, puisqu'on leur promet un destin de moignon démographique ?

L'assimilation des immigrés est possible seulement si le peuple historique d'un pays impose encore sans ambiguïté sa culture de référence. Il n'en est plus ainsi. Un pays ne saurait être indifférent à la population qui le compose. Et devenir minoritaire chez soi est un drame pour n'importe quel peuple.

Le Figaro, no. 23958

Le Figaro, mardi 31 août 2021 2194 mots, p. 16

Débats

Philippe d'Iribarne : les recherches « décoloniales » relèvent-elles de la science ?

d'Iribarne, Philippe

La place tenue par le courant dit décolonial au sein des universités est l'objet d'intenses polémiques : cette approche relève-t-elle de la science ou plutôt d'une démarche militante parée des oripeaux de la science ? Le fait social sur lequel ce courant se penche n'est pas en cause. Il est vrai que, dans les pays occidentaux, les membres de certains groupes sociaux originaires de pays extra-européens ont statistiquement un sort moins favorable que la population majoritaire. Le point d'achoppement est autre.

Ces travaux mettent en oeuvre une démarche intellectuelle qui n'est pas celle de la science. Ils délimitent le champ d'application des théories auxquelles ils font appel en fonction de critères strictement idéologiques. De plus leurs tenants refusent de soumettre ce qu'ils présentent comme leurs résultats de recherche à une confrontation rigoureuse avec les faits, dès lors que ces derniers sont de nature à mettre en cause leurs convictions.

Une ambition majeure pour un scientifique est de prouver que les théories qu'il a élaborées en réfléchissant sur des faits particuliers sont suffisamment puissantes pour rendre compte d'une grande diversité de situations. Songeons au saut emblématique de la modeste pomme de Newton à la grandiose théorie de l'attraction universelle. Si les tenants du courant « décolonial » étaient animés par une telle ambition, ils chercheraient à montrer que le cadre théorique qu'ils privilégient concerne les multiples phénomènes coloniaux qui ont marqué l'histoire : les colonisations romaine, arabe, turque, mongole, etc.

Les sujets d'investigation ne manquent pas. Pensons par exemple à ce qui demeure en Algérie de la résistance kabyle à la colonisation arabe et aux multiples manifestations de cette résistance, avec encore tout récemment une abstention massive en Kabylie aux élections organisées par le pouvoir algérien. Pensons de même au rôle que peut jouer la mémoire de la résistance à la colonisation ottomane dans les réactions hongroises à l'immigration musulmane. Pensons encore, en remontant dans l'histoire, au rôle des empires coloniaux internes à l'Afrique noire dans la fourniture d'esclaves au commerce transatlantique.

Des centaines de thèmes possibles tendent leurs bras au chercheur. Pourtant le courant « décolonial » ne veut connaître la colonisation que comme un phénomène exclusivement occidental, qui n'aurait pris naissance qu'avec l'arrivée des Européens en Amérique.

Élargir la perspective demanderait d'analyser de manière approfondie ce qui rapproche et ce qui distingue les diverses entreprises coloniales dans leurs objectifs, leurs méthodes et leurs effets sur les populations colonisées. La théorie s'en trouverait enrichie d'autant. Mais le mouvement « décolonial » s'y refuse. Cette posture s'inscrit dans une vaste démarche militante qui cherche à convaincre l'opinion du caractère unique de la domination occidentale.

Ainsi, les tenants de cette démarche ont obtenu qu'en France, seul l'esclavage transatlantique ait été déclaré crime contre l'humanité. Quand l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau a osé étudier conjointement les diverses traites négrières, sans oublier celle interne à l'Afrique noire et celle organisée par le monde arabe, il a été cloué au pilori, victime avant la lettre d'une forme de « cancel culture » .

Une autre caractéristique majeure des travaux scientifiques, dans toutes les disciplines, est la place qu'ils donnent au doute et à la discussion de ce qu'ils affirment avoir démontré. Celui qui soumet un article dans une grande revue scientifique, y compris en sciences humaines, doit impérativement présenter une telle discussion, sous peine de voir sa contribution refusée d'entrée. Il doit montrer que son interprétation des données sur lesquelles il s'appuie est plus solide que les autres interprétations

envisageables. Les arguments utilisés à cet effet ne doivent relever que d'un registre logico-expérimental, à l'exclusion de toute considération idéologique ou morale. Or les travaux inspirés par le courant « décolonial » transgressent sans cesse cet impératif de rigueur.

Ce courant s'intéresse certes à un phénomène dont l'existence est peu contestable : la promesse d'égalité pour tous, au-delà des différences « de race et de religion », proférée par le monde occidental n'a pas été tenue. Dans la dynamique du développement, certaines parties du globe, l'Afrique, le monde arabe sont en difficulté. Au sein des pays occidentaux, l'échec scolaire, la difficulté à trouver un emploi sont particulièrement élevés pour certaines populations issues de l'immigration. Une immense frustration en résulte pour les populations concernées.

Pour rendre compte de ces phénomènes, le mouvement « décolonial » a élaboré un vaste cadre théorique : il y aurait là un effet de la domination occidentale « blanche », du racisme blanc, de la persistance d'un rapport de domination entre Blancs et non-Blancs qui s'est construit dans le cadre de l'expérience coloniale, rapport marqué par l'existence d'un « privilège blanc » s'accompagnant de discriminations envers les « racisés », de leur stigmatisation, etc. Pour les tenants de ce courant, et c'est là qu'ils perdent la science de vue, la pertinence et même le caractère hégémonique de ce cadre d'interprétation constitue un dogme.

Une discussion de ce cadre, qu'exigerait une réelle démarche scientifique, demanderait de tenir compte du fait qu'il existe au moins une interprétation concurrente de ces échecs, mettant en avant les manières d'être et d'agir des groupes concernés. Cette autre interprétation peut s'appuyer sur un argument de fait : tous les groupes « racisés » sont loin d'avoir le même sort défavorable. Il est des pays « non-blancs », tels le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan dont la prospérité est remarquable et il existe des catégories de « non-Blancs », au premier chef asiatiques, qui tendent à acquérir des situations encore meilleures que celle des « Blancs » quand ils rejoignent l'Occident. La colonisation britannique est célébrée à Hongkong. Mais le courant « décolonial » n'entend pas s'intéresser à ces données, pourtant essentielles pour tester la validité de ses théories. Il préfère l'étrange échappatoire consistant à qualifier les Asiatiques de « Blancs » .

Pour rejeter ainsi toute interprétation mettant son approche en cause le courant « décolonial » brandit un argument massue : cette interprétation alternative est « raciste », donc y faire appel disqualifie moralement ceux qui s'y risquent, ce qui justifie de l'écartier sans examen préalable de sa capacité à rendre compte des faits. Mais cet argument est aussi étranger à une démarche scientifique que l'ont été en d'autres temps la récusation en Union soviétique d'une science « bourgeoise » ou dans l'Allemagne nazie d'une science « juive ». Il est bien sûr tout à fait légitime pour des chercheurs d'avoir des raisons morales de ne pas aimer certaines interprétations des faits sur lesquels ils se penchent, mais, s'ils veulent écartier celles-ci selon les canons d'une démarche scientifique, il leur faut partir d'un examen rigoureux des données.

Par ailleurs, les tenants du courant « décolonial » mettent souvent en avant, à l'appui de leurs théories, le fait que nombre d'acteurs dont ils visent à accompagner les combats adoptent leur cadre de pensée. Ainsi, un bon nombre de ceux qui ont du mal à trouver un emploi ou à avoir accès à un logement se déclarent discriminés. Les « décoloniaux » pourraient être gênés par le fait que seule une part des personnes concernées partage une telle interprétation ; ainsi, la grande majorité des musulmans européens déclarent n'être jamais discriminés, ce qui est bien apparu dans une vaste enquête réalisée pour l'Union européenne en 2017 : seulement 17 % environ des musulmans ayant répondu indiquaient qu'ils s'étaient sentis discriminés pour des raisons de religion ou de croyances religieuses au cours des cinq années précédant l'enquête. Mais c'est, affirment les tenants de ce courant, que les intéressés n'ont pas conscience de ce qu'ils subissent ou qu'ils répugnent à en faire part, excluant comme s'il s'agissait d'une évidence qu'ils puissent simplement rendre compte de ce qu'ils vivent.

De surcroît il existe au moins une interprétation concurrente, qu'une démarche scientifique exigerait de considérer : une lecture en termes de discrimination pourrait bien relever d'une vision consolante, séduisante pour une conscience malheureuse. De plus la place que cette vision occupe chez les populations concernées pourrait bien être le signe de l'influence qu'ont acquise en son sein les penseurs « décoloniaux » .

Enfin la liberté sans doute la plus marquante que prend le courant « décolonial » par rapport à une démarche scientifique est d'interdire toute discussion de son postulat central : toute différence statistique constatée entre deux groupes humains relèverait d'une discrimination ; il ne devrait rien à une différence objective de manières d'être et d'agir entre certains membres de ces groupes. L'omniprésence de ce postulat dans le champ couvert par les études « décoloniales » étonne d'autant plus qu'on n'imaginerait pas y faire appel dès que l'on sort de ce champ ; ainsi il ne viendrait pas à l'idée d'interpréter en termes de discriminations le fait que les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes à être condamnés à des peines de prison ou à être l'objet de contrôles de police. Parler de discrimination est réservé aux « racisés » .

Ce point est d'autant plus frappant que bien des données de fait conduisent à douter de la pertinence de cette assimilation. Certes, il est possible de poser a priori l'équivalence des deux notions en ayant recours à l'idée de « discrimination indirecte ». Selon cette idée, toute mesure, aussi générales que puissent être les exigences qu'elle institue, est discriminatoire dès lors qu'en pratique elle affecte certains groupes plus que d'autres ; ainsi l'interdiction du port des signes religieux à l'école constituerait une discrimination indirecte du fait qu'elle choque particulièrement les musulmans. Mais une telle affirmation débouche sur l'absurde ; si on la prenait au sérieux on pourrait qualifier de discrimination indirecte le fait de sanctionner les excès de vitesse puisque les jeunes sont plus affectés que les seniors. Ou même, à la limite, le fait de criminaliser le meurtre puisque cela conduit à condamner plus d'hommes que de femmes.

Or, si l'on évite de poser une telle équivalence a priori et qu'on s'en tient aux faits, on voit qu'un certain nombre d'assimilations courantes entre traitement différencié et discrimination mériteraient pour le moins d'être l'objet d'une discussion rigoureuse. Il en est ainsi, par exemple quand le fait que certains groupes sont surreprésentés dans les contrôles de police est qualifié de discriminatoire alors même que ces groupes sont également surreprésentés dans la délinquance. Mais les approches « décoloniales » n'ont que faire d'une telle discussion.

Comment comprendre cet ensemble d'écarts par rapport à une démarche scientifique ? C'est qu'en fait l'objectif poursuivi par le mouvement « décolonial » n'est pas de chercher à mieux comprendre le monde, dans toute sa complexité. Il est de construire un dossier d'accusation à l'encontre de l'Occident blanc, avec l'intention de faire reposer sur celui-ci la responsabilité de tout le mal du monde, comme d'autres, en d'autres temps, ont fait reposer cette responsabilité sur les capitalistes ou encore sur les Juifs. Dès lors, tous les faits de nature à affaiblir ce dossier d'accusation doivent être écartés.

Il en est ainsi pour tout ce qu'ont subi les populations soumises à des colonisations autres que celle menée par les « Blancs ». Et il en est de même pour ce qui relève de la responsabilité des « racisés » dans le sort défavorable qui échoit à une part d'entre eux au sein du monde « blanc ». Le point de départ de la démarche n'est pas la richesse des faits qu'il s'agit d'expliquer en se gardant bien de censurer certains d'entre eux mais une doctrine qu'il s'agit de légitimer.

Aux États-Unis, les courants les plus radicaux du mouvement woke ont l'honnêteté d'aller jusqu'au bout dans leur refus de se plier aux exigences d'une démarche scientifique, dès lors que ces exigences contrarient leur idéologie. Ils déclarent que la notion même d'objectivité est une notion blanche qui doit être rejetée car constitutive de la domination blanche. On en a un bon exemple dans les propos tenus par les étudiants, dans un documentaire célèbre (vu plus d'un million de fois) réalisé au sein de l'université d'Evergreen. En France, les courants « décoloniaux » universitaires restent au contraire dans une posture ambiguë en prétendant relever d'une science empreinte d'objectivité tout en s'affranchissant de ses contraintes.

Plus on est engagé dans une démarche militante, plus il est tentant de s'affranchir des exigences d'objectivité, dès lors qu'elles conduisent à questionner le cadre de pensée qui sous-tend l'action. De ce fait, plus, si l'on entend faire oeuvre scientifique, il faut veiller au respect de ces exigences. Dans leur état actuel les recherches « décoloniales » en sont loin. Une science rigoureuse des multiples héritages coloniaux qu'a connus l'histoire en maint lieu de la planète, n'ignorant pas les sentiments susceptibles de perdurer chez les protagonistes, superbe chez les ex-colonisateurs, humiliation et désir de revanche chez les ex-colonisés, serait sûrement pleine d'intérêt. Elle reste à construire.

** X-Mines, directeur de recherche honoraire au CNRS, Philippe d'Iribarne a bâti une oeuvre consacrée à la spécificité de chaque culture nationale et au système de valeurs de ses citoyens. Plusieurs de ses ouvrages - « La Logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales » (Seuil, 1989) et « L'Étrangeté française » (Seuil, 2006)- sont des classiques. Parmi les livres les plus récents de Philippe d'Iribarne, signalons un essai très remarquable : « Islamophobie. Intoxication idéologique » (Albin Michel, 2019).*

« Les sujets d'investigation ne manquent pas. Par exemple ce qui demeure en Algérie de la résistance kabyle à la colonisation arabe. Ou la mémoire de la résistance à la colonisation ottomane dans les réactions hongroises à l'immigration musulmane. Pourtant le courant « décolonial » ne veut connaître la colonisation que comme un phénomène occidental

« La liberté sans doute la plus marquante que prend le courant « décolonial » par rapport à une démarche scientifique est d'interdire la discussion de son postulat central : toute différence statistique constatée entre deux groupes humains relèverait d'une discrimination

Le Figaro (site web)

mardi 31 août 2021 - 18:44 UTC +02:00 1315 mots

Vox ; Vox Société

«Les jeunes “sans religion” sont majoritaires et ont reçu la rupture en héritage»

Bastie, Eugénie

ENTRETIEN - Dans son nouveau livre*, l'historien, spécialiste du catholicisme, dépeint notre rapport au corps, à la mort et à la spiritualité dans une société déchristianisée. Il plaide pour un « catholicisme culturel ».****LE FIGARO.- Votre livre interroge la place du catholicisme en France aujourd'hui et son avenir. En quoi la situation du catholicisme en France est-elle spécifique par rapport à d'autres pays occidentaux?**

Guillaume CUCHET.- Il y a des tendances communes à l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest, qu'ils soient de culture catholique ou protestante majoritaire, voire à l'Occident tout entier, même si les différences entre l'«Europe séculière» et l'«Amérique religieuse» continuent de faire l'objet de débats. La spécificité française est que le pays a longtemps été considéré comme «la fille aînée de l'Église» (même si la formule ne date que du XIXe siècle), qu'il a joué un rôle missionnaire considérable et qu'il avait, dans les années 1960 encore, la réputation de «*cuire le pain intellectuel de la chrétienté*» (selon la formule flatteuse de Paul VI). Son destin n'est donc pas indifférent au reste du monde catholique, même si rien ne dit que tous les pays dussent suivre le même chemin en matière religieuse.

La crise du Covid a donné à voir pour la première fois les difficultés d'une société sans Dieu à appréhender la mort. Qu'a révélé selon vous cette épreuve?

Il est certain que le rapport à la mortalité, tant ordinaire qu'extraordinaire (celle des épidémies, des guerres, autrefois des famines et disettes), s'en trouve profondément modifié. Ce n'est pas un hasard si l'histoire de la mort est née en France dans les années 1960-1970, autour de Philippe Ariès et du thème de son «*tabou*» récent, au moment même où tous les voyants de la sociologie religieuse passaient au rouge. Les deux histoires sont liées. L'expérience du Covid me paraît avoir révélé une fragilité latente de la psychologie collective liée notamment aux transformations, depuis la Seconde Guerre mondiale, des conditions de la mortalité. La quasi-disparition de la mortalité infantile-juvénile, l'allongement de l'espérance de vie, la multiplication des générations coexistantes dans les familles, la mécanisation de l'ordre de passage face à la mort, la fin de la mortalité extraordinaire nous ont conduits à rompre avec des visions de la vie qui permettaient jadis d'y faire face tant bien que mal. Chacun considère désormais qu'il a une sorte de droit à vivre jusqu'à 80 ans, barre en deçà de laquelle tous les décès paraissent plus ou moins prématurés.

Vous consacrez un chapitre surprenant de votre livre à la «métaphysique du running». En quoi selon vous la généralisation de la course à pied fait-elle «partie de notre histoire religieuse»?

C'est une manière de montrer que la quête de sens, d'ascèse, de consolation et de ritualisation qui faisait le fond de l'ancienne demande religieuse, n'a pas disparu avec l'effondrement de la religion traditionnelle. Elle s'est métamorphosée et, pour une part, transférée dans des pratiques ou des attitudes où l'on ne pense pas toujours à aller en chercher les manifestations. Dans le cas du running, cette vogue me paraît avoir partie liée avec l'évolution de notre rapport au corps, à la santé, à la mort. Plus généralement, avec ce qui est devenu notre objectif prioritaire qui est de durer le plus longtemps possible dans les meilleures conditions, «qu'il en coûte». «Je n'ai qu'un corps et c'est lui qu'il faut sauver», chante le cantique de la modernité, quitte... à s'en débarrasser sans phrase quand le combat sera devenu inutile.

Vous évoquez également la révolution silencieuse des «sans religion», les «nones», qui adoptent une forme de quiétisme à base de développement personnel et de méditation. Comment expliquer ce succès? Peut-il se substituer efficacement à la perte de la matrice catholique?

Les «nones», au départ, étaient ceux qui ne déclaraient aucune religion («no religion») dans les enquêtes d'opinion américaines. Ils sont devenus une catégorie à part entière de la sociologie religieuse à mesure que le groupe s'est étoffé et que la position s'est «dépenalisée» dans les esprits, y compris aux États-Unis. Ils sont désormais majoritaires chez les jeunes. C'est une mutation majeure, plus importante à mon avis que la montée de l'islam et de l'islamisme, même si elle ne pose pas les mêmes problèmes.

La particularité des «nones» français, par rapport à leurs homologues états-uniens, est que, chez nous, on en est souvent à la deuxième, voire à la troisième génération du décrochage. Ce ne sont pas des décrocheurs mais des décrochés qui ont reçu la rupture en héritage. L'intérêt largement répandu pour la «spiritualité», qu'on oppose volontiers désormais à la «religion» comme le bien au mal ou l'ouvert au fermé, n'est pas sans lien avec cette multiplication des individus philosophiquement flottants.

Vous plaidez à la fin de votre livre pour un «catholicisme culturel». Qu'entendez-vous par là?

Par culture, j'entends quelque chose qui soit plus qu'une simple identité, surtout si celle-ci devait n'être que réactive (antimusulmane par exemple, à la manière du christianisme très douteux de certains leaders populistes européens), et moins que la foi proprement dite (si tant est qu'on puisse s'entendre sur ce qu'elle est), comme si on devait nécessairement y renoncer dès lors qu'on ne l'aurait pas ou croirait ne pas l'avoir. J'y vois plutôt un ensemble de ressources, ordinaires et extraordinaires, personnelles et collectives, intellectuelles et rituelles, qu'une espérance, fût-elle enveloppée dans un simple acte de fidélité, suffit à activer dès lors qu'on s'est préoccupé en amont d'en installer les fondamentaux.

Elles comportent une identité (non exclusive), mais aussi des connaissances (sans lesquelles une bonne partie de notre culture est inintelligible), la possibilité d'une vie communautaire, une distance critique vis-à-vis du monde, une exigence d'altruisme, le moyen de hiérarchiser dans le «bon» ordre les priorités de l'existence et de faire face à ses épreuves. In fine, une forme d'intensification du sentiment de l'existence qui la replace dans un drame cosmique proportionné à sa complexité et à son mystère, lequel, pour le coup, me paraît faire presque partie de l'histoire «naturelle» de l'esprit humain sans bien s'expliquer par des causes du même ordre.

En quoi se distingue-t-il d'un catholicisme qu'on qualifie souvent d'«identitaire»?

Tout cela dépasse largement la seule question de l'identité, même si celle-ci a son importance dans la mesure où elle est le moyen ordinaire de conserver et de transmettre ces ressources. Dans un monde où cette transmission n'a plus rien de mécanique et où les influences sociales jouent plutôt en sens inverse, chacun est renvoyé à ses responsabilités propres, sauf à se résoudre à voir disparaître le christianisme de sa famille avec ses derniers représentants vivants.

C'est une possibilité, déjà validée par beaucoup, mais ce n'est pas qu'une affaire de conscience personnelle. C'est aussi un problème collectif, politique à la limite, dont j'essaie de discuter un peu froidement. Tant qu'il en est encore temps.

* «*Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France?*» (Seuil, coll. *La couleur des idées*, 288 p., 21 €), en librairie le 2 septembre. ** Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est Créteil.

Tribune

Michel Wieviorka : "Non, la France n'est pas envahie par le 'wokisme' !"

Selon le sociologue, les comparaisons entre les Etats-Unis et la France ne tiennent pas, et la menace "woke" serait grandement exagérée par des militants conservateurs.

Durée : 13 min



Le sociologue Michel Wieviorka.

Par Michel Wieviorka*

publié le 29/08/2021 à 17:00

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé en juillet 2021 la création à venir d'un "laboratoire républicain", appelé à lutter contre le "wokisme" et la "cancel culture". Une cinquantaine de députés seraient partie prenante de l'initiative, ainsi que la sociologue Dominique Schnapper, les essayistes Caroline Fourest et Jacques Julliard et des chefs d'entreprise. Les noms de Manuel Valls et Jean-Pierre Chevènement sont cités. Jean-Michel Blanquer aurait déclaré : "le virus de la zizanie [le wokisme] a été planté. On est déjà au stade 2. Le vaccin, je prétends y travailler avec un bon laboratoire".

La pensée conservatrice est digne d'intérêt quand elle est cohérente, qu'elle envisage de grands problèmes avec hauteur de vue, qu'elle est exigeante, avec elle-même comme avec ses adversaires. Quand elle mobilise des connaissances solides, une conceptualisation rigoureuse. Et qu'elle évite les métaphores médicales qui pathologisent les questions sociales plutôt que de les aborder sur le fond.

L'offensive de l'"anti-wokisme" est loin de répondre à de tels critères. Réponse à de supposés graves dangers, elle repose sur des descriptions problématiques s'il s'agit de la France, sur une construction du "woke" à bien des égards imaginaire qui ne tire son sens qu'inscrite dans la perspective d'un "républicanisme" engagé dans un combat visant la gauche. Pour traiter du "wokisme" en France, il faut déjà éviter les amalgames : l'expérience des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'est pas de même nature, et certainement pas de même intensité.

Le poids des mots

Au départ, le mot "woke", éveillé en argot noir américain, a été utilisé de façon positive pour rendre compte de l'éveil des Noirs face aux injustices, au racisme, aux discriminations et pour les inviter à la vigilance et à l'action. Le terme, dont l'histoire remonte au XIX^{ème} siècle, a connu son essor récent dans le contexte des réactions au meurtre de George Floyd, assassiné par un policier le 25 mai 2020. Il fait son chemin dans les

universités américaines et britanniques, et dans certaines entreprises. Désormais, il est de plus en plus utilisé pour désigner une idéologie et des formes d'action tenues pour dangereuses.

En France, il est en fait peu usité, et surtout sur un mode négatif. Seules 14% des personnes interrogées, selon un sondage IFOP pour L'Express, en ont entendu parler, alors qu'elles sont beaucoup plus nombreuses s'il s'agit d'autres items, comme "écriture inclusive", "culture du viol", "pensée décoloniale", "racisme systémique" ou "privilège blanc". Le "woke" fait partie d'une novlangue d'origine largement anglo-saxonne qui inclut aussi, pour désigner divers dangers supposés mortels pour la démocratie, le vocabulaire de la "racisation" utilisé par des syndicalistes de l'UNEF ou de SUD se réclamant de l'antiracisme, la notion de "racisme anti-blancs", ou le concept d' "intersectionnalité"; il a partie liée avec la "cancel culture" - la culture de l'annulation qui dénonce, rejette, exige l'oubli d'une personne ou d'un fait.

Ces questions de vocabulaire ne sont pas anodines. La thématique républicaniste au sein de laquelle s'inscrit la critique du "wokisme" est portée par des intellectuels et acteurs politiques que l'on retrouve dans diverses pétitions et tribunes collectives (comme celle signée de quelque 250 personnalités parue dans Le Parisien le 22 avril 2018, ou le Manifeste des Cent publié par *Le Monde* le 1er novembre 2020) ; elle s'en prend également à l' "islamo-gauchisme" et dénonce l'usage du terme "islamophobie". Ce qui est étonnant : les mêmes ont recours au mot "judéophobie", les Juifs peuvent être à les suivre l'objet d'une phobie, mais pas les musulmans. Autre source d'étonnement : ceux qui brandissent l'image d'un racisme anti-Blancs sont souvent outrés quand il est question de la couleur de peau blanche, et des formes idéologiques ou concrètes de domination telles qu'analysées par exemple par Lilian Thuram dans *La pensée blanche* (éd. Philippe Rey, 2020).

La rigueur sémantique n'est pas une qualité de ceux qui pourfendent le "wokisme", on l'a vu avec la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, dont la confusion est apparue spectaculaire dans ses propos de février 2021 sur "l'ensemble des radicalités qui traversent notre société".

En France, le "wokisme" est présenté comme imité des Etats-Unis, ce qui est un procédé ayant fait ses preuves : quand on veut disqualifier une personne, une idée, une orientation, on précise qu'elle est "à l'américaine". Cette importation - mais qui importe, sinon surtout ceux qui dénoncent ? - est grossie démesurément. En même temps, ceux qui le décrivent et l'analysent empruntent aux Etats-Unis et au Royaume-Uni leurs mots, leurs catégories, leurs exemples et illustrations.

L' "idéologie woke" vue de France

Dans l'étude de référence de Pierre Valentin pour la Fondapol parue en juillet, le "woke" est "un système de croyances" qui atteint "le monde universitaire - le plus tou (...)

FEUILLETON

ISLAMISCHE VIELFALT:

Wo genau beginnt der Fundamentalismus?

- VON LUTZ BERGER
- -AKTUALISIERT AM 01.09.2021-21:45



Indische Muslime beim Gebet in der Vasi-Ullah-Moschee von Allahabad Bild: Picture Alliance

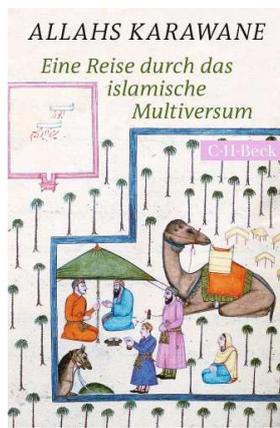
Reibungspunkte mit der modernen Welt: Die Ethnologin Susanne Schröter manövriert kenntnisreich und kurzweilig durch die kulturelle Vielfalt des Islams.

Das neue Buch von Susanne Schröter, eine „Reise durch das islamische Multiversum“, versteht sich als Einspruch gegen die Verkürzung des **Islams** auf „Fundamentalisten und Radikale“. Die Autorin stellt einen anderen Islam vor oder besser: die verschiedenen Islame, die über Jahrhunderte auf unterschiedlichen kulturellen Nährböden gewachsen sind oder in jüngster Zeit erst neu entstehen.

Sie beginnt ihre Reise bei den Mevlevi- und Naqschbandi-Derwischen in der Türkei. In knappen und kompetenten Darlegungen wird deutlich, wie in diesen Varianten des türkischen Sufismus Kunstsinigkeit, mystische Gottesliebe und (eben doch) strikteste Einhaltung von religiösen Normen sowie islamistischer politischer Aktivismus eine immer wieder neu sich konfigurierende Verbindung eingegangen sind. Bereits hier zeigt sich, dass eine klare Abgrenzung von „Fundamentalisten und Radikalen“ von anderen Muslimen nicht immer einfach ist.

Matriarchalische Strukturen in Malaysia

An strikte Interpretationen der Scharia gebundenes Sufitum war und ist im Osmanischen Reich und seinen Nachfolgestaaten auf dem Balkan nicht die einzige Form islamischer Mystik. Das wird im folgenden Kapitel beschrieben. Am Beispiel Albaniens sieht man darüber hinaus, dass nationalistische Ideologien durchaus in der Lage sind, in einer religiösen Gemengelage über die Konfessionen hinweg Einheit zu stiften. Der Krieg im nahen Bosnien in den neunziger Jahren war nicht die Konsequenz eines angeblich grundsätzlich unmöglichen Zusammenlebens von Christen und Muslimen, sondern eines gescheiterten Nation Building.



Susanne Schröter: „Allahs Karawane“. Eine Reise durch das islamische Multiversum. :Bild: C.H. Beck Verlag

Die Reise führt den Leser dann in den Senegal zu den unermüdlich arbeitenden und Handel im großen Stil treibenden (und zum Teil sich um die Scharia nicht besonders sorgenden) Adepten des Amadou Bamba. Diese bilden das wichtigste sozial-religiöse Netzwerk des Landes mit gewaltigem Einfluss auch auf das politische Geschehen. Weiter führt uns die Verfasserin zu den Frauen in Sudan und ihren Geisterkulten, zu den Ibaditen Omans, den Hijras (Transgender) in Pakistan, zu progressiven Muslimen, die im Westen Zuflucht gesucht und den modernistischen Islam in den Vereinigten Staaten und in Deutschland begründet haben. Wir gelangen in die Welt matriarchalischer Strukturen in Malaysia, die im Zuge einer „islamischen Globalisierung“ von Konservativen kritisiert werden, während gleichzeitig von Amerika angeregte muslimische Feministinnen das neue Konzept der Gleichberechtigung der Geschlechter islamisch zu begründen suchen.

Keine Idealisierungen, keine Verteufelungen

Weiter geht es nach Indonesien, wo ältere lokale oder hinduistische Vorstellungen (etwa von der Göttin des Südmeers, die durch einschlägige Riten besänftigt werden muss) über Jahrhunderte in enger Symbiose mit dem Islam lebten. Erst im zwanzigsten Jahrhundert wird dieser spezifisch indonesische Islam vor allem in den Städten zunehmend von einem globalen Islam verdrängt. Eine ähnliche Verbindung mit einheimischen Traditionen ist der Islam über lange Jahrhunderte in China eingegangen. Sowohl fundamentalistische Strömungen als auch die Sorge der Regierung vor unkontrollierbaren fremden Religionen, die auch den Katholiken zu schaffen macht, führten in den letzten Jahren zunehmend zu Konflikten.

Wohin man mit der Verfasserin auch gelangt, man lernt auf leichte Weise ungeheuer viel. Nicht zuletzt, dass die islamische Welt bunt und nicht allein islamisch ist. Die Verfasserin idealisiert oder verteufelt nichts, sie ordnet alle Phänomene kenntnisreich und mit sicherem Urteil in ihre sozialen und kulturellen Kontexte ein und verdeutlicht so die ganze Komplexität des gelebten Islams und seine Reibungspunkte mit einer sich verändernden Welt. Das geschieht etwa am Beispiel der Kinder, die im Senegal von Sufimeistern erzogen werden, indem man sie zum Betteln schickt. Was über Jahrhunderte normal war, erscheint heute, da moderne Bildung über Lebenschancen entscheidet und die Vorstellungen von individuellen Kinderrechten andere sind denn ehemals, als Problem.

Alles nicht so einfach

Antworten auf Probleme von traditionellen Muslimen in der heutigen globalisierten Welt gibt nicht allein die säkularisierte individualistische Moderne. Diese Antworten, das wird auch von der Verfasserin immer wieder angesprochen, gibt auf seine Weise auch ein „fundamentalistischer“, von äußeren Beimischungen angeblich „gereinigter“ Islam; genau jener Islam also, der hier als Gegner der untersuchten Erscheinungsformen des Islams beschrieben wird.

Die vorgenommene Auswahl könnte den Leser, wenn er nicht genau liest, zu der Annahme verleiten, es gebe eine vom beschriebenen Multiversum abgrenzbare Einförmigkeit eines „fundamentalistischen“ Islams. Die Zwölferschiiten, die türkischen Naqschbandis, aber auch die omanischen Ibaditen und andere zeigen, dass die Abgrenzung des Fundamentalismus von anderen Formen von Islam problematisch ist. Was allen „Orthodoxien“ gemeinsam ist, ist womöglich nur ihre Ablehnung von offenem Synkretismus und ein ängstliches Bemühen, die eigene Identität sauber von anderen zu trennen. Mit Thomas Bauer könnte man hier von Ambiguitätsintoleranz sprechen. Damit wäre der zeitgenössische „fundamentalistische“ Islam in der klassischen Moderne verortet. Dazu passt (und darauf verweist die

Verfasserin immer wieder), dass diese „Fundamentalismen“ in der islamischen Welt besonders in städtischen, modernisierten Milieus gedeihen.

Gerade weil alles nicht so einfach ist, möchte man nach Ende der ebenso kurzweiligen wie lehrreichen Reise durch das islamische Multiversum hoffen, dass sich die Verfasserin in einem Folgeband auch der „Orthodoxen“ in ihrer ganzen Vielfalt und inneren Widersprüchlichkeit annimmt.

Susanne Schröter: „Allahs Karawane“. Eine Reise durch das islamische Multiversum. Verlag C.H. Beck, München 2021. 203 S., Abb., br., 16,95 €.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/mehr-wirtschaft/warum-die-enteignung-der-sparer-durch-die-ezb-nicht-wahr-ist-17513710.html?premium>

ZINSPOLITIK:

Enteignung der Sparer durch die EZB – eine deutsche Legende

- VON MARTIN HELLWIG
- -AKTUALISIERT AM 03.09.2021-05:58

Der Zins muss nicht positiv sein. Die Enteignungsthese ist gefährlich. Sie suggeriert Ansprüche, die mit der marktwirtschaftlichen Ordnung nicht vereinbar sind. Dazu zählt auch die Forderung nach einem Mindestzins.

Dieser Tage bekam ich eine Mitteilung einer Bank, sie werde die Zinsen auf meine Einlage senken. Ich bin daraufhin zu einer anderen Bank gewechselt, wo ich allerdings auch nicht viel bekomme. Mein jährliches Zinseinkommen ist nur noch ein Bruchteil von dem, was es früher einmal war. Ohne meine Rente müsste ich am Hungertuch nagen.

In diesem Zusammenhang spricht man in Deutschland oft von der „Enteignung der Sparer durch die EZB“. Die Sparzinsen, so heißt es, sind so niedrig, weil die Europäische Zentralbank die Zinsen gesenkt hat; die deutschen Sparer werden „enteignet“, um den hoch verschuldeten Staaten Südeuropas zu helfen.

Die Formel von der „Enteignung der Sparer“ ist eine Metapher, ein rhetorischer Kunstgriff zur Mobilisierung von Empörung. Die Metapher ist vor Jahren von Hans-Werner Sinn in den deutschen Diskurs eingeführt worden. Der ehemalige Bundesverfassungsrichter Paul Kirchhof ist einen Schritt weitergegangen und nimmt die Metapher wörtlich. Wo die Metapher eine Widerrechtlichkeit der Zinspolitik der EZB nur suggeriert, behauptet Kirchhof ausdrücklich, die durch die EZB veranlassten Negativzinsen verletzen die Eigentumsgarantie des deutschen Grundgesetzes, so kürzlich in Interviews mit den Zeitungen Die Welt und der Berliner Zeitung auf der Grundlage eines für den Verband der Sparda-Banken erstellten Rechtsgutachtens.

Ich halte die These von der Enteignung der Sparer durch die EZB für irreführend und für ordnungspolitisch gefährlich, ohne dass ich deshalb die Geldpolitik der EZB als solche befürworte. Die These ist irreführend, weil sie dem Sachverhalt nicht gerecht wird. Sie ist gefährlich, weil sie für Sparer Ansprüche suggeriert, die mit einer marktwirtschaftlichen Ordnung nicht vereinbar sind.

Wer ist schuld an niedrigen Zinsen?

Zunächst zum Sachverhalt: Die erwähnte Ankündigung einer Zinssenkung erhielt ich nicht von der EZB, sondern von der Geschäftsbank, bei der ich eine Einlage hatte. Die Entscheidung, die Zinsen zu senken, kam nicht von der EZB, sondern von dieser Bank. Die von der EZB verlangten negativen Einlagenzinsen betreffen die Einlagen der Geschäftsbanken bei der EZB, nicht aber die Einlagen der Kunden bei den Geschäftsbanken.

Im Interview der Berliner Zeitung auf diesen Punkt angesprochen, erklärte Kirchhof, man müsse die Rolle der Geschäftsbanken in diesem Zusammenhang wie die Rolle der Verkäufer bei der Erhebung der Mehrwertsteuer sehen: Die Mehrwertsteuer werde vom Verkäufer eingezogen, dessen Handeln sei aber vom Staat vorgeschrieben.

Diese Analogie unterstellt, dass das Verhältnis Geschäftsbank–Einlagenkunden der Hoheit der EZB untersteht, sodass die EZB den Einlagenzins selbst vorschreiben kann. Dafür gibt es aber keine Rechtsgrundlage. Sollte die EZB gleichwohl versuchen, den Geschäftsbanken die Zinssätze für Kundeneinlagen vorzuschreiben, so könnten diese beim Europäischen Gerichtshof dagegen klagen.

Die Befugnisse der EZB werden in der Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken und der EZB aufgeführt. Eine hoheitliche Regulierung der Zinssätze auf Kundeneinlagen bei Geschäftsbanken wird da nicht genannt. Die Befugnis zu einer solchen Regulierung hätte zusätzlich eingeführt werden können mit einem Zwei-Drittel-Mehrheitsbeschluss des EZB-Rats und der Zustimmung des Rats der Europäischen Union. Das ist aber bisher nicht geschehen.

Dass die Zinssätze für Kundeneinlagen im Ermessen der Geschäftsbanken liegen, sieht man daran, dass verschiedene Geschäftsbanken unterschiedliche Zinssätze setzen. Natürlich beeinflussen die von der EZB gesetzten Rahmenbedingungen die Angebote, die die Geschäftsbanken ihren Kunden machen. Aber es gibt da keine Automatismen. Wenn die EZB für Einlagen der Geschäftsbanken, die über die Mindestreserven hinausgehen, einen Zinssatz von minus 0,5 Prozent festgesetzt hat, heißt das noch lange nicht, dass die Zinssätze für Kundeneinlagen bei Geschäftsbanken auch negativ sein müssen, auch wenn die Lobby die Schuld für ihre [Zinspolitik](#) gerne auf die EZB schiebt.

Wenn Geschäftsbanken schlechte Konditionen bieten, so tun sie das vor allem, weil die Kunden ihnen das durchgehen lassen. Vor dreißig Jahren, als die Marktzinsen bei 8 Prozent lagen, die Sparzinsen aber nur bei 4 Prozent, ging das, weil der Preiswettbewerb zwischen den Instituten nicht gut funktionierte. Heute funktioniert der Preiswettbewerb besser, aber die Geschäftsbanken können gleichwohl mit Einlagenzinsen um null oder unter null arbeiten, weil es für die Kunden bei gleicher Sicherheit kaum bessere Anlagemöglichkeiten gibt. Wenn die Renditen auf Kredite und Wertpapiere insgesamt niedrig sind, so kann auch der Wettbewerb die Banken nicht zwingen, ihren Kunden bessere Angebote zu machen.

Geschäftsbanken setzen auf Einlagen bei Zentralbanken

Dabei spielen die negativen Zinsen, die die Geschäftsbanken selbst auf Einlagen bei den Zentralbanken verdienen, eine untergeordnete Rolle. Diese Einlagen machen nur etwa ein Zehntel der Aktiva der Geschäftsbanken aus. Kredite, Wertpapiere und Derivate fallen quantitativ viel stärker ins Gewicht. Im Übrigen würde es den Geschäftsbanken freistehen, ihre Einlagen bei den Zentralbanken deutlich zu reduzieren.

Warum halten die Geschäftsbanken überhaupt mehr als die dem Negativzins nicht unterworfenen Mindestreserven an Einlagen bei den Zentralbanken? Vor der Finanzkrise von 2007 bis 2009 ging es doch auch ohne Überschussreserven an Zentralbankgeld!? Vor der Finanzkrise verließ man sich für die Deckung kurzfristig anfallenden Liquiditätsbedarfs auf den Inter-Banken-Markt. Etwaige Überschüsse wurden kurzfristig (über Nacht) an andere Finanzinstitute verliehen, überraschend auftretende Lücken durch kurzfristige Kredite gedeckt. Der Kollaps dieser Märkte nach dem Lehman-Konkurs zeigt allerdings, dass diese Märkte nicht verlässlich sind, weder als Garanten für die Sicherheit der Anlagen noch als Garanten für die jederzeitige Verfügbarkeit von Liquidität. Damals sind die Zentralbanken eingesprungen und haben den Geschäftsbanken mit Refinanzierungskrediten die erforderliche Liquidität zur Verfügung gestellt, um die Krisendynamik zu stoppen.

Der seitherige deutliche Anstieg der Überschussreserven der Geschäftsbanken ist eine Reaktion auf diese Erfahrung. Einlagen bei den Zentralbanken sind sicher und stehen jederzeit verlässlich zur Verfügung. Diese Verlässlichkeit ist wertvoll. Daher akzeptieren die Geschäftsbanken, dass die Verzinsung bei den Zentralbanken deutlich niedriger ist als die Verzinsung auf andere Anlagen. An dieser Einschätzung und diesem Verhalten hat sich nicht viel geändert, als vor einigen Jahren die EZB anfang, negative Zinssätze für Einlagen bei den Zentralbanken vorzugeben. Aus Sicht der Geschäftsbanken überwiegen offensichtlich die Vorteile dieser Einlagen den Nachteil der negativen Verzinsung.

Allgemeines Sinken der Renditen auf sichere Anlagen

Letzteres liegt auch daran, dass alternative Anlagen als wenig attraktiv erscheinen. Die Renditen auf sichere oder für sicher gehaltene Anlagen wie zum Beispiel Bundesanleihen und Immobilienkredite sind heute deutlich niedriger als vor fünfzehn Jahren, vor der Finanzkrise. Die Renditen auf unsichere Anlagen, Unternehmenskredite und riskante Wertpapiere sind weniger gesunken, aber seit damals ist das Sicherheitsbedürfnis gestiegen, und die Risiken fallen relativ stärker ins Gewicht.

Dass die Zinsen, die die Finanzinstitute ihren Kunden anbieten, so niedrig sind, liegt letztlich daran, dass die Anlagen, die die Finanzinstitute selbst tätigen, insgesamt nicht mehr die hohen Renditen früherer Jahre erbringen, zumindest, wenn man die Risiken gering halten will. Das betrifft Unternehmenskredite und Wertpapiere mindestens so sehr wie die Einlagen bei den Zentralbanken.

Aber trägt die EZB, die Hüterin der Währung, deren Leitzinsen die Marktentwicklung bestimmen, nicht auch eine Verantwortung für die allgemeine Renditeentwicklung? An dieser Stelle gilt es, zwischen Nominalzinsen und Realzinsen zu unterscheiden. Die Zentralbank kann durch ihre Politik die Nominalzinssätze auf bestimmte Titel bestimmen, so etwa die Geldmarktzinssätze oder die Zinssätze auf langfristige Anleihen, je nachdem an welchem Ende des Marktes sie interveniert.

Sie kann aber nicht die Realzinssätze bestimmen, die Überschüsse der Nominalzinssätze über die Inflationsraten; diese hängen davon ab, wie die Märkte und die Preisentwicklung auf die Politik der Zentralbank reagieren. Setzt die Zentralbank die Nominalzinssätze zu niedrig an, so lässt der Nachfrageimpuls die Preise steigen. Das kann Inflationserwartungen nach sich ziehen. Diese haben zusätzliche Nachfrageeffekte, etwa weil Unternehmer, die mit steigenden Preisen rechnen, noch mehr investieren wollen. Ist die Inflationsdynamik stark genug, so kann auch eine Nominalzinserhöhung den Inflationsprozess nicht ohne Weiteres unter Kontrolle bringen.

Stetig sinkende Realzinssätze seit den 1970er-Jahren

Mitte der 1970er-Jahre lagen die Zinssätze auf langfristige sichere Anleihen bei 8 bis 10 Prozent, die Inflationsraten dagegen bei 5 bis 7 Prozent. Die Realzinssätze vor Steuern waren mit 3 bis 4 Prozent deutlich höher als heute. Davon hatten allerdings die Sparer nicht viel, denn deren Einlagen wurden wie in anderen Jahren auch mit 4 bis 5 Prozent verzinst. Dazu mussten die Zinseinkommen noch versteuert werden. Die Realzinsen nach Steuern waren damals negativ, dies allerdings, ohne dass die Verfassungsrechtler sich der „Enteignung der Sparer“ angenommen hätten.

Seit den 1970er-Jahren sind die Realzinssätze (vor Steuern) stetig gesunken, und das weltweit. Über die Gründe kann man nur mutmaßen. Kandidaten sind: die mit dem Baby-Boom der Nachkriegszeit verbundene demographische Verschiebung, mit hoher Ersparnisbildung, solange die Baby-Boom-Generation im Arbeitsleben steht, die Politik Chinas und anderer asiatischer Länder, hohe Reserven an Dollarwerten anzulegen, die Explosion der Einkommen, der Ersparnisbildung und der Vermögen bei den „Superreichen“ in den USA und anderen Ländern, der relativ geringe Ressourcenaufwand bei modernen IT-bezogenen Investitionen, die hohe Ersparnisbildung von Unternehmen der Realwirtschaft, von denen viele weniger investieren, als sie verdienen.

Die Zentralbanken tauchen in der Liste nicht auf. Der Prozess hat eingesetzt, lange bevor es die EZB gab. Es gibt auch keine erkennbaren Zusammenhänge mit den Änderungen der Geldpolitik in diesen Jahrzehnten, vom Monetarismus der 1970er und 1980er Jahre zum Inflation Targeting, dem Setzen eines Inflationsziels, in den 2000er- und 2010er-Jahren.

Zu den Merkwürdigkeiten des vergangenen Jahrzehnts gehört es, dass eine extrem expansiv erscheinende Geldpolitik keine nachhaltigen Inflationwirkungen gehabt hat. Es gibt immer wieder Warnungen, die Inflation käme noch, das aber schon seit zehn Jahren. Sollten die derzeit zu beobachtenden Preissteigerungen sich entgegen vielen Prognosen nachhaltig fortsetzen, so wird der Grund nicht darin liegen, dass die Warner schon vor zehn Jahren recht hatten, sondern darin, dass neue Entwicklungen, zum Beispiel Änderungen des Konsumverhaltens nach Corona, die Rahmenbedingungen der Geldpolitik geändert haben.

Man kann vermuten, dass die als extrem expansiv erscheinende Geldpolitik des vergangenen Jahrzehnts nur die kontraktiven Wirkungen von Verhaltensänderungen nach der Finanzkrise kompensiert hat, etwa die Folgen der erwähnten erhöhten Nachfrage der Geschäftsbanken nach Überschussreserven. Künftig gilt es daher, gegenläufige Entwicklungen rechtzeitig zu berücksichtigen.

Enteignung – wovon und durch wen?

Zurück zum Thema „Enteignung der Sparer“: Enteignung setzt ein Recht voraus, das dem Sparer genommen wird. Worauf bezieht sich dieses Recht? Von wem wird es weggenommen? In den Interviews von Kirchhof ist die Rede von „Geldeigentum“ und davon, dass der verfassungsrechtliche Schutz des Eigentums sich auf das Recht erstreckt, dieses Eigentum für sich arbeiten zu lassen und die Früchte dieser Arbeit zu genießen. Dem Wirtschaftswissenschaftler ist diese Ausdrucksweise zu undifferenziert und zu sehr gefüllt mit unausgesprochenen und ungeprüften Voraussetzungen.

Was ist eigentlich „Geldeigentum“? Bei einem Stapel von, sagen wir, 600 Geldscheinen à 200 Euro weiß ich, was „Eigentum“ bedeutet. Allerdings fällt gerade da kein negativer Zins an, sodass das Reden von der „Enteignung“ durch negative Zinsen nicht passt. Wenn ich den Stapel von 600 Geldscheinen à 200 Euro auf ein Konto bei einer Bank anlege, was ist dann mein „Eigentum“? Der Zivilrechtler wird sagen, „das Eigentum an einer Forderung an die Bank“. Der Begriff des „Geldeigentums“ fasst beide Arten des Eigentums zusammen, als ob sie dasselbe wären. Das sind sie aber nicht. Mit der Bankeinlage sind Dienstleistungen verbunden, vielleicht auch ein Zins. Im Übrigen habe ich als Bankeinleger ein Insolvenzrisiko. Die Einlagenversicherung hilft, aber nur bis zu gewissen Grenzen. Muss man hier auch die Verfassungsmäßigkeit thematisieren?

Der Begriff „Geldeigentum“ umfasst eine Vielfalt von in Geldeinheiten spezifizierten Rechtspositionen. Die Rechte sind teils von ganz anderer Art als die mit dem zivilrechtlichen Eigentumsbegriff verbundenen Rechte. Bei dieser

Vielfalt ist die Frage, wie weit der verfassungsrechtliche Schutz des „Eigentums“ dann geht. Ansprüche oder behauptete Ansprüche auf Bonuszahlungen, Rentenansprüche, Kapitalerträge, auch die mit meiner Einlage verbundenen Ansprüche an meine Bank enthalten durchweg ein Element der Unsicherheit, teilweise auch diskretionäre Entscheidungsspielräume der jeweiligen Gegenseite.

Im Übrigen ist unklar, gegen wen sich der verfassungsrechtliche Schutz des „Geldeigentums“ richten soll. Bei Kirchhof erscheint die EZB als Verantwortliche. Die EZB hat aber nicht unmittelbar Einfluss auf die Zinssätze, die den Anlegern bei Banken oder im Markt angeboten werden. Die EZB hat allenfalls mittelbar Einfluss auf die im Markt geltenden Nominalzinssätze. Für eine verfassungsrechtliche Verpflichtung gibt das wenig her. Und eine Verpflichtung der für die Einlagenzinsen eigentlich zuständigen Banken wäre problematisch, als Eingriff in deren Autonomie und als Risiko für die Finanzstabilität, denn die Banken können höhere Zinsen gar nicht zahlen, wenn die Erträge auf ihre Anlagen das nicht hergeben.

Worauf bezieht sich die „Enteignung“?

Die Formulierung, dass ich mein Eigentum für mich arbeiten lasse, ist eine Metapher. Tatsächlich gebe ich das Eigentum an den 600 Geldscheinen à 200 Euro in dem Moment auf, wo ich diese Scheine bei der Bank abgebe, und erwerbe stattdessen eine Forderung gegen die Bank. Wenn ich das trotz negativer Verzinsung tue, so mache ich damit deutlich, dass die Vorteile, die ich aus der Einlage ziehe, per saldo trotz der negativen Verzinsung größer sind als der Nutzen aus der Bargeldhaltung. Diese Vorteile müssten eigentlich miteinbezogen werden, wenn es darum geht, die Früchte der Nutzung des Eigentums zu beurteilen. In der Argumentation von Kirchhof oder [Sinn](#) kommen sie aber nicht vor. Vielleicht kann man sie nicht beziffern. Aber man weiß, dass für die Leute, die diese Einlagen halten, die Nachteile der negativen Verzinsung überwiegen. Schließlich zwingt niemand sie, ihr Geld bei der Bank anzulegen.

Aber vielleicht geht es gar nicht darum, ob die Erträge negativ sind oder nicht, sondern darum, dass sie überhaupt so viel niedriger sind als früher. Vielleicht steckt hinter der Formulierung von den Früchten des Arbeitens des Eigentums die Vorstellung, dass diese Früchte ohne die Eingriffe der Zentralbanken ähnlich hoch sein müssten wie in früheren Zeiten. Diese Vorstellung steht allerdings im Widerspruch zur Entwicklung der Realzinsen in den vergangenen vier Jahrzehnten.

Aber der Zins muss doch positiv sein!?! Schließlich ist der Zins der Preis für Geld, und Preise sind positiv! Die Interpretation des Zinssatzes als Preis ist verfehlt. Ein Preis ist ein Austauschverhältnis zwischen zwei Objekten, zum Beispiel einer Ausgabe der F.A.Z. und den von der Zentralbank als Geld in Umlauf gebrachten Münzen. Der Zinssatz ist kein Austauschverhältnis. Das Austauschverhältnis im Tausch von Geld heute und Geld morgen ist die Summe aus eins und dem Zins, entsprechend der Summe aus Rückzahlung und Verzinsung. Dieses Austauschverhältnis ist positiv, aber es kann kleiner als eins sein, wenn sich das im Spiel von Angebot und Nachfrage so ergibt. Wenn ich darauf angewiesen bin, in zehn Jahren bestimmte Pflegeleistungen zu bekommen, dann bin ich auch bereit, heute einen Aufwand für die Vorsorge dafür zu treiben, der um einiges größer ist, als wenn ich diese Leistungen heute schon in Anspruch nähme.

Ordnungspolitische Erwägungen

Die Formulierung von der „Enteignung der Sparer“ suggeriert einen verfassungsrechtlichen Anspruch auf einen Mindestzins. Das ist problematisch. Austauschverhältnisse sind in der Marktwirtschaft immer eine Frage von Angebot und Nachfrage, bei Tausch über die Zeit ebenso wie bei Tausch in einem Zeitpunkt. Wenn bestimmte Güter und Dienstleistungen in Zukunft knapper sein werden als heute, ist zu erwarten, dass sie auch in Zukunft teurer sein werden als heute. Wenn das für genügend viele Güter gilt, können die Realzinsen ohne Weiteres negativ sein. Die Vorgabe eines Mindestzinses – und sei er auch null – schädigt die Funktionsfähigkeit des Marktsystems.

Forderungen nach einer höheren Verzinsung von Ersparnissen weisen eine gewisse Ähnlichkeit mit Forderungen nach höheren Löhnen auf. Die Marktergebnisse gefallen nicht, und man möchte da etwas ändern. Es entbehrt allerdings nicht einer gewissen Ironie, dass die Anprangerung der Enteignung der Sparer und die ordnungspolitische Kritik an Mindestlöhnen oft von denselben Leuten kommen.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/finanzmarkt/europaeische-zentralbank-grosser-streit-um-die-anleihekaeufe-17512066.html?premium>

EUROPÄISCHE ZENTRALBANK:

Der große Streit um die Anleihekäufe

Drei Prozent Inflation, die Wirtschaft wächst, selbst in Italien: Die EZB ringt darum, ob die Geldpolitik langsam den Krisenmodus verlassen kann. Das bewegt auch die Finanzmärkte.

- VON CHRISTIAN SIEDENBIEDEL
- -AKTUALISIERT AM 02.09.2021-12:49

Jetzt kommt es Schlag auf Schlag: Nach Österreichs Notenbankchef Robert Holzmann und dem niederländischen Notenbank-Gouverneur Klaas Knot hat nun auch Bundesbank-Präsident Jens Weidmann gefordert, im EZB-Rat, dem obersten geldpolitischen Gremium der Notenbank, müsse endlich über die Anleihekäufe der Notenbank geredet werden. Weidmann will sich zwar noch nicht festlegen, wann die Notenbank endgültig aus ihrem Krisen-Anleihekaufprogramm PEPP aussteigt. Bislang ist ein Ende im März kommenden Jahres vorgesehen. „Damit die Käufe dann nicht ruckartig enden müssen, sollten wir sie schon vorher schrittweise zurückfahren, wenn es die Situation erlaubt“, sagt Weidmann.

Es geht um viel: Die „Falken“ im EZB-Rat, also die Befürworter einer strafferen Geldpolitik, bringen sich offenkundig in Stellung. Sie wollen die Anleihekäufe so bald wie möglich zurückfahren und am liebsten auch irgendwann ganz einstellen. Die „Tauben“, die Befürworter einer lockeren Geldpolitik, oftmals eher aus Südeuropa, wollen dagegen lieber möglichst lange an den Käufen festhalten. Das Spiel aus Druck und Gegendruck der unterschiedlich eingestellten Notenbanker bewegt im Augenblick auch die Finanzmärkte. Schon am Dienstag hatten die ersten Äußerungen von EZB-Ratsmitgliedern zu dem Thema den Wechselkurs des Euro steigen und die Kurse der Bundesanleihen fallen lassen.

Vorgelegt hat jetzt Amerika. Jerome Powell, der Chef der amerikanischen Notenbank Federal Reserve (Fed), hat sich in der vergangenen Woche auf der Notenbanker-Konferenz in Jackson Hole zwar nur zurückhaltend zu Inflation und Zinsen geäußert, viele hatten klarere Ankündigungen erwartet. Eine Reduzierung der amerikanischen Anleihekäufe noch in diesem Jahr schloss er jedoch nicht aus, wenn die Wirtschaftslage es erlaube.

Bleibt es beim rasanten Anleihenkauf?

Und die EZB? Im Augenblick kauft Europas Notenbank noch jeden Monat für rund 80 Milliarden Euro Anleihen im Rahmen ihres Krisenprogramms PEPP. Und zusätzlich noch mal für rund 20 Milliarden Euro Wertpapiere im Rahmen ihres älteren Anleihekaufprogramms APP, das noch aus der Zeit des früheren EZB-Präsidenten Mario Draghi stammt.

In der kommenden Woche am Donnerstag nun muss der EZB-Rat entscheiden: Behält er das hohe Tempo der Anleihekäufe auch im vierten Quartal bei, also in den Monaten Oktober bis Dezember, oder drosselt er es zumindest schon mal ein bisschen? Die Investment Bank Goldman Sachs jedenfalls rechnet mit einer Drosselung des Krisenprogramms von 80 auf 65 Milliarden Euro im Monat.

Immerhin gibt es starke Argumente, warum die Notenbank es jetzt mit ihren Anleihekäufen mal etwas ruhiger angehen lassen könnte. Die Inflation in der Eurozone ist gerade auf 3 Prozent gestiegen. Zudem wächst die Wirtschaft spürbar, und zwar nicht nur in Deutschland, sondern beispielsweise auch in Italien. Und nicht zuletzt sind die Finanzierungskonditionen für Unternehmen und Haushalte gut, wie es im EZB-Rat heißt.

EZB-Vizepräsident Luis de Guindos hat sich immerhin am Mittwoch recht zuversichtlich über die Wirtschaftsentwicklung in der Eurozone geäußert – ein Signal vielleicht, dass auch die Notenbankspitze in der kommenden Woche eine Drosselung der Anleihekäufe befürworten könnte. „Die jüngsten Daten sind sehr positiv“, hob de Guindos hervor.

Die Notenbank müsse jetzt aufpassen, dass sie den Ausstieg aus der ultralockeren Geldpolitik nicht verschlefe, meint Volker Wieland, Professor für monetäre Ökonomie in Frankfurt und Mitglied im Wirtschafts-Sachverständigenrat. Und Otmar Issing, der frühere Chefvolkswirt der EZB sagt: „**Wenn die EZB in einem verbesserten Umfeld die Anleihekäufe wie bislang weiterführt, bedeutet das unter dem Strich sogar eine**

Verstärkung des expansiven Kurses der Geldpolitik.“ Er ist der Meinung: „Die EZB müsste längst signalisieren, dass sie gedenkt, die Anleihekäufe zurückzuführen.“

Immerhin hat mit Axel Weber jetzt auch ein ehemaliger Bundesbank-Präsident Zweifel daran geäußert, dass die Inflation im nächsten Jahr einfach so von allein verschwindet. „**Ich glaube nicht, dass die jetzigen Inflationsraten so vorübergehend sein werden, wie Notenbanken jetzt glauben**“, sagt Weber, der mittlerweile Verwaltungsratschef der Schweizer Bank UBS ist. Vielmehr werde ein aktives Gegensteuern der Notenbanken zu irgendeinem Zeitpunkt nötig sein.

Bundesbank-Präsident Jens Weidmann dagegen verkündete am Mittwoch noch mal, im kommenden Jahr würden sich die Inflationsraten wieder mäßigen, und zwar sowohl in Deutschland als auch in der Eurozone insgesamt. Allerdings gebe es für diese Vorhersage durchaus Risiken: „Aus meiner Sicht überwiegen derzeit die Aufwärtsrisiken“, sagte Weidmann. So könnten Angebotsengpässe in der Wirtschaft zusätzliche Preisschübe auslösen. Auch die in der Pandemie angehäuften Ersparnisse der Bürger spielten eine Rolle: Die privaten Haushalte könnten das angesparte Geld stärker als erwartet für Konsum verausgaben: „Wenn diese vorübergehenden Faktoren zu höheren Inflationserwartungen und beschleunigtem Lohnwachstum führen, kann die Inflationsrate längerfristig spürbar steigen.“

Auch das niederländische EZB-Ratsmitglied Klaas Knot hatte zuletzt die Möglichkeit ins Spiel gebracht, dass sich die erheblichen Preissteigerungen, die mit der Pandemie zusammenhängen, bald auch in höheren Löhnen wiederfinden könnten – zumindest zu einem Teil. Dann könnte sich der Anstieg der Inflation als unerwartet hartnäckig erweisen.

Aber genau weiß man das natürlich noch nicht. Im Moment steht auch immer noch die Möglichkeit im Raum, dass neue Lockdown-Schritte schon bald Wirtschaft und Inflation wieder ausbremsen könnten. Die EZB dürfte deshalb nach allem, was man hört, das Krisenprogramm PEPP zunächst weiter bis Ende März befristet laufen lassen.

Irgendwann aber muss die EZB Farbe bekennen – spätestens, wenn Ende März das Krisenprogramm ausläuft. Im Prinzip gäbe es dann drei Möglichkeiten. Ein abruptes Ende des Krisenprogramms: Dann würde die Notenbank aber immer noch aus dem alten Programm APP für rund 20 Milliarden Euro im Monat Anleihen kaufen. Oder aber sie stockt das APP auf, vielleicht auch mit einem neuen Zwischenprogramm. Die dritte Möglichkeit, die Michael Schubert, der EZB-Fachmann der Commerzbank, und Jari Stehn, der Europa-Chefvolkswirt der Investmentbank Goldman Sachs, für am wahrscheinlichsten halten: Das Krisenprogramm PEPP wird doch noch mal verlängert und eventuell aufgestockt. Schubert prognostiziert sogar um 250 Milliarden Euro – auf dann 2,1 Billionen Euro.

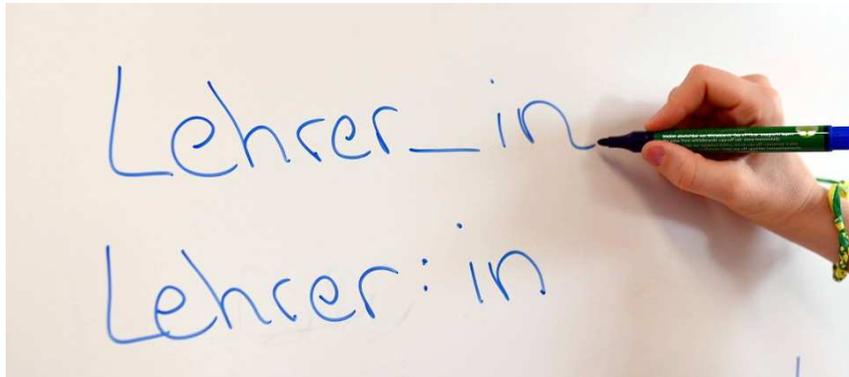
Kein Wunder, dass Bundesbankpräsident Weidmann vorsichtshalber schon mal mahnt: Wenn die Krise vorbei sei, müsse auch die Krisenpolitik der EZB aufhören. Das erste „P“ in dem Kürzel des Krisenprogramms PEPP („Pandemic Emergency Purchase Programme“) stehe schließlich für „pandemic“, also der Pandemie zugehörig – und nicht für „permanent“ im Sinne von dauerhaft.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/ueber-gendern-als-gleichsetzung-von-grammatik-und-biologie-17512275.html?premium>

GENDERN:

Sichtbar oder gleichwertig?

- VON HEIDE HEGNER
- -AKTUALISIERT AM 03.09.2021-10:28



Durch geschlechtsneutrale Sprache sollen sich alle Menschen angesprochen fühlen. Bild: dpa

Beim Gendern scheiden sich die Geister, die einen halten es für zeitgemäß, die anderen für überflüssig. Die frühere Linguistik-Dozentin Heide Hegner kritisiert die naive Gleichsetzung von Grammatik und Biologie.

Ich bin kein alter weißer Mann und ich habe keine Macht zu verlieren, ich fürchte auch nicht um die deutsche Sprache, die wird das **Gendern** heil überstehen. Aber ich freue mich über Anglizismen. Denn die erlauben es, Männer und Frauen gleichermaßen als Star, Fan, User, Follower, Freak, Teenager, Gamer, Single etc. zu bezeichnen, und niemand schreit, hier sei die Frau unsichtbar, werde nur mitgemeint, und dies sei ein Zeichen für die Unterdrückung der Frau.

Wenn wir aber englische Maskulina problemlos geschlechtsübergreifend gebrauchen, warum dann nicht auch deutsche? Warum werde ich auf Deutsch mit dem in-Suffix oder Gendersternchen auf Selbstverständliches hingewiesen, sodass allein das schon Unmut auslöst? Denn Gendern nervt.

Wer gendert, nimmt eine naive und falsche Gleichsetzung von grammatischem Genus und biologischem Geschlecht vor. Diese Gleichsetzung wird schon durch „Ärzte ohne Grenzen“ widerlegt, bei dem niemand an einen Männerverein denkt. Und die Frage „Wer leidet mehr unter Corona, Schauspieler oder Sänger?“ bezieht sich nicht nur auf Männer. Wir nennen ein freches Kind ein Gör oder eine Göre, einen merkwürdigen Menschen einen Typ oder eine Type, das grammatische Genus dieser Wörter spielt keine Rolle.

Relikte der Vergangenheit

Seit Jahrhunderten, vermutlich seit Bestehen der deutschen Sprache, werden die Grundformen auch geschlechtsübergreifend verwendet. So werden sie z.B. im Nibelungenlied gebraucht, in der Szene, „wie Prünhilt in Worms empfangen wurde“. Da reiten die Burgunden den Isländern entgegen, dass Frauen dabei waren, geht aus dem Text hervor: die Frauen Prünhilt werden mehrfach erwähnt, die der Gastgeber sogar mit Zahlenangaben: 86 Frauen und 54 schöne Mädchen begleiten Kriemhilt, die Prünhilt mit den Worten begrüßt: „Ihr sollt in Burgund mir und ...allen unseren Freunden willkommen sein.“ Es gibt keinen Grund anzunehmen, der Dichter habe mit „Burgunden, Isländer und Freunde“ nur Männer gemeint.

Diese seit circa 1200 belegte inklusive Verwendung der Personenbezeichnungen wird nun von einer Minderheit von sich als Opfer fühlenden Feministen bestritten. Ein grammatisch maskulines Wort bedeute stets ‚männlich‘.

Nach dieser Logik können als Geiseln nur Frauen genommen werden, denn die Geisel ist feminin, und kein Mann kann „eine Koryphäe, eine Kapazität, eine Spitzenkraft“, keine Frau „ein Star“ sein. Die Gleichsetzung von Genus und Geschlecht ist falsch und dumm. Welches Geschlecht hat dann ein Genie? Abgesehen von der kleinen Zahl von sexusfesten Wörtern wie „Vater“ gibt es keinen direkten Zusammenhang zwischen Genus und Geschlecht.

Ist es wirklich sinnvoll, stets von Lesern und Leserinnen oder von Enten und Enterichen zu sprechen, auch dann, wenn das Geschlecht keine Rolle spielt? Nein, Gendern ist nicht nur unnötig und unschön, es ist sogar diskriminierend. Weil es das Geschlecht als wichtigstes Identitätsmerkmal hervorhebt, Frauen aber mehr sind als nur ‚weiblich‘. Das betrifft alle Arten von Sichtbarmachung:

Noch vor Kurzem (2011 bis 2014) wurde in den Medien das Geschlecht bei Politikerinnen häufiger angezeigt als bei Politikern, durch Artikel oder Anrede vor dem Namen. Es hieß z.B. ‚die Merkel/Schröder‘ zu 56, aber ‚Merkel/der Schröder‘ nur zu 9 Prozent, der Rest beide gleich. Oder ‚Frau Merkel/Schröder‘ zu 59, aber ‚Merkel/ Herr Schröder‘ nur zu 3 Prozent.

Dieser Sprachgebrauch war diskriminierend; jedoch findet diese Art Diskriminierung nicht mehr statt. Man findet heute nur noch ‚Baerbock und Habeck‘, oder mit Titel ‚Kanzlerkandidatin Annalena Baerbock und Finanzminister Olaf Scholz‘, aber für beide Beteiligte gleich, Asymmetrien sind völlig verschwunden. Und da diese Änderung nicht angeordnet wurde, liegt hier natürlicher Sprachwandel und folglich ein Konflikt zwischen natürlichem und gelenktem Sprachwandel vor.

Englische Sprache als Vorbild

Frauen wurden sichtbar gemacht, und das war nicht auf-, sondern abwertend, es war sexistisch. Genau so sexistisch wie selbst positive Berichte über Frisur oder Kleidung von Politikerinnen waren, heute zu Recht tabu: Keine Politikerin will nach ihrer Frisur bewertet werden. Von Anfang an haben sich Frauen gegen sexusspezifische akademische Grade gewehrt. Welche Frau will sich ‚Frau Doktorin‘, ihre Dissertation eine ‚Doktorinnenarbeit‘ nennen?

Ein Blick über den Tellerrand zeigt, wie eine prominente Frau in anderen Sprachen benannt wird. [Kamala Harris](#) ist englisch ‚vice president, senator‘, schwedisch ‚politiker, jurist, justitie minister‘, deutsch ‚Politikerin, Vizepräsidentin, Senatorin‘. Gendern ist also nicht selbstverständlich, englisch ‚senatress‘ ist ebenso veraltet wie schwedisch ‚laerarinna‘. Nirgends wird so intensiv, so penetrant gegendert wie im Deutschen. Ist die Opfermentalität hier stärker verbreitet? Besonders interessant ist Schweden, das im Global Gender Gap Report deutlich vor Deutschland liegt. Für einen Zusammenhang zwischen sprachlicher Sichtbarkeit und sozialer Gleichstellung spricht das nicht.

In England wird eine Frau an der Spitze der Regierung respektvoll ‚Prime Minister‘, nicht Ministress, genannt. Briten und Amerikaner wundern sich, warum wir für die mächtigste Frau der Welt eine so herablassende Bezeichnung wie ‚Kanzlerin‘ gebrauchen. Die Feministische Linguistik verkennt, dass diese Formen abwertend sein können. Nicht weil das Merkmal ‚weiblich‘ negativ wäre, sondern weil jede Abgrenzung eine Ausgrenzung darstellt, eine Diskriminierung.



Besonders die LGBTQI+ Community setzt sich für genderneutrale Sprache ein. :Bild: AFP

Viele ostdeutsche Frauen bezeichnen sich noch heute stolz als Physiotherapeut, Arzt, Ingenieur, auch junge Frauen: In einem Seminar der Uni Leipzig bestehen 2010 alle 46 ostdeutschen Teilnehmerinnen auf der Bezeichnung ‚Student‘, wogegen nur die drei westdeutschen die Form ‚Studentin‘ vorziehen (Ross in Emma 3, 2010). Für ostdeutsche Frauen ist die Bezeichnung Ingenieurin und gar die Behauptung, ‚es gebe einen Ingenieurinnenberuf neben dem Ingenieursberuf, ...eine Beleidigung‘. (Wendebourg, F.A.Z. 18. Januar, 2021). Ostdeutsche (und schwedische...) Frauen sind der lebende Beweis dafür, dass Emanzipation möglich ist, ohne sich seine ‚natürlich gewachsene Sprache zergendern zu lassen‘ (Stein, Taz 3. Juli 2021).

Denn dass die Frauen in der DDR emanzipierter waren, ist unbestritten, deutlich auch in der Sprache: „Ich bin Minister, ich bin Realist“ ([Angela Merkel](#) 1991). Die DDR hatte effektivere Mittel des Sichtbarmachens gefunden: Als die BRD 1971 die erste Nachrichtensprecherin begrüßte, Wiebke Bruhns im ZDF, war das in der DDR mit Annerose Neumann schon seit mehr als acht Jahren Alltag.

Heute werden Nachrichten nicht nur von Frauen gesprochen, sie werden auch von Frauen gemacht. Die Präsenz mächtiger Frauen in der Realität und auf dem Bildschirm ist um ein Mehrfaches gestiegen, fast jede Partei hat weibliche Vorsitzende. Frauen wirken als Moderatorinnen, „Tatort“-Kommissarinnen, in den Talkshows und nicht zuletzt auf dem Fußballplatz. An der Spitze der EZB, der EU-Kommission, des IWF und seit nunmehr 16 Jahren des deutschen Kanzleramts steht eine Frau. Die Wiener Kronenzeitung titelt am 13. April 2021: „Kann Laschet Kanzlerin?“

Junge Mädchen und Frauen finden in den Medien und in der Realität Rollenbilder, die dem MAN-Konzept (Mann als Norm) der Feministischen Linguistik so total widersprechen, dass dieses nur Befremden auslöst. Selbstbewusste Frauen entscheiden sich im Konflikt zwischen ‚sichtbar‘ oder ‚gleichwertig‘ für Letzteres. „Wer will, dass Männer und Frauen gleich behandelt werden, der muss sie gleich behandeln, und das heißt, sie gleich zu benennen.“ (Pollatschek, Tagesspiegel vom 30. August 2020)

Was Teenager vom Gendern halten, zeigen sie, indem sie die in Schulen üblichen Kürzel SuS (Schüler & Schülerinnen) und LuL (Lehrer & Lehrerinnen) nicht dreisilbig wie SOS, sondern einsilbig aussprechen: die Sus und die Lul.

Die Zeichen der Zeit erkannt hat die Werbung: Ein Flyer, der für den Lifestyle Sport Barre Workout für werdende und junge Mütter wirbt, verspricht Workouts oder Trainings in „wunderschönen Locations“, betreut von „spezialisierten Trainern“, für „moderne Frauen“ und „gesunde Teilnehmer“. Die Trainer sind meistens, die Teilnehmer ausschließlich Frauen. Junge Frauen!

Man kann gespannt sein, wie lange es dauert, bis Gendern auch in Deutschland überwunden ist, bis Frauen und Männer sprachlich gleichbehandelt werden. Es könnte noch dauern, weil den Genderformen durch Leitfäden von Unis und Behörden „nachgeholfen“ wird. Ein Verbot würde die Opferfeministen aber nur noch bestärken, es ist auch gar nicht nötig: Genderdeutsch erledigt sich genau wie die oben erwähnten Mittel sexistischer Hervorhebung oder auch das Pronomen frau, das völlig untergegangen ist, von allein. Den Genderern, die jetzt mit geradezu missionarischem Eifer Druck ausüben, wird es nicht leichtfallen zuzugeben, dass sie eine sexistische Sprache entwickelt haben und dass sie anderen in der Entwicklung einer diskriminierungsfreien Sprache hinterherhinken. Schließlich müssen all die Leitfäden umgeschrieben werden.

Die Autorin lehrte Germanistische Linguistik an der Universität Potsdam.

Le Figaro (site web)

jeudi 2 septembre 2021 - 20:08 UTC +02:00 377 mots

Vox ; Vox Économie

L'éditorial du Figaro:

«Économie française: se retrousser les manches »**Par Gaëtan de Capèle, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro* .**

Réjouissons-nous: l'économie française, ensevelie sous les milliards du «quoi qu'il en coûte» depuis dix-huit mois, redémarre enfin. On connaît le moteur de ce redressement: la mise sous perfusion d'argent public de tous les secteurs touchés par la crise, le sauvetage de toutes les entreprises en difficulté et la prise en charge de tous les emplois menacés. On connaît aussi le prix de ce rétablissement financé à crédit, qui a emmené l'endettement de la France (2740 milliards d'euros) en terre inconnue. On connaît enfin le seul chemin crédible pour apurer notre passif, tout en maintenant le même degré de protection sociale: celui de la croissance et de la création de richesses. Pour dire les choses simplement, l'heure est venue, au sortir d'une crise entièrement prise en charge par l'État, de se retrousser les manches en travaillant davantage.

L'élection présidentielle tombe à point nommé pour mettre sur la table un débat que la France ne pourra esquiver plus longtemps. Il concerne naturellement et en premier lieu les retraites. Le système, en déficit chronique, court à la faillite s'il n'est pas rapidement réformé. Il serait préservé en reportant simplement l'âge de départ à 64 ans, comme le suggèrent de nombreux experts, et les Français partiraient encore parmi les premiers en retraite en Europe.

Le «travailler plus» durant la vie professionnelle est aussi une réponse à notre compétitivité perdue. Sans doute personne ne se risquera à toucher la funeste loi sur les 35 heures, cette supposée conquête sociale qui a envoyé l'industrie française au tapis et que tous les gouvernements se sont efforcés d'amender pour soulager les entreprises. Mais des marges de manœuvre existent pour flexibiliser l'organisation du travail, négocier moins de jours de RTT et de jours fériés (sur ce terrain aussi, nous battons tout le monde), ou encore pour faciliter l'entrée des jeunes plus tôt dans la vie active.

Lorsque l'on ambitionne de rester une grande puissance économique, souveraine et protectrice, il n'existe d'autre choix que celui du travail.

Political thought

The threat from the illiberal left

Don't underestimate the danger of left-leaning identity politics



Something has gone very wrong with Western liberalism. At its heart classical liberalism believes human progress is brought about by debate and reform. The best way to navigate disruptive change in a divided world is through a universal commitment to individual dignity, open markets and limited government. Yet a resurgent China sneers at liberalism for being selfish, decadent and unstable. At home, populists on the right and left rage at liberalism for its supposed elitism and privilege.

Over the past 250 years classical liberalism has helped bring about unparalleled progress. It will not vanish in a puff of smoke. But it is undergoing a severe test, just as it did a century ago when the cancers of Bolshevism and fascism began to eat away at liberal Europe from within. It is time for liberals to understand what they are up against and to fight back.

Nowhere is the fight fiercer than in America, where this week the Supreme Court chose [not to strike down](#) a draconian and bizarre anti-abortion law. The most dangerous threat in liberalism's spiritual home comes from the Trumpian right. Populists denigrate liberal edifices such as science and the rule of law as façades for a plot by the deep state against the people. They subordinate facts and reason to tribal emotion. The enduring falsehood that the presidential election in 2020 was stolen points to where such impulses lead. If people cannot settle their differences using debate and trusted institutions, they resort to force.

The attack from the left is harder to grasp, partly because in America "liberal" has come to include an illiberal left. We describe this week how a new style of politics has recently spread from elite university departments. As young graduates have taken jobs in the upmarket media and in politics, business and education, they have brought with them a horror of feeling "unsafe" and an agenda obsessed with a narrow vision of obtaining justice for oppressed identity groups. They have also brought along tactics to enforce ideological purity, by no-platforming their enemies and cancelling allies who have transgressed—with echoes of the [confessional state](#) that dominated Europe before classical liberalism took root at the end of the 18th century.

Superficially, the illiberal left and classical liberals like *The Economist* want many of the same things. Both believe that people should be able to flourish whatever their sexuality or race. They share a suspicion of authority and entrenched interests. They believe in the desirability of change.

However, classical liberals and illiberal progressives could hardly disagree more over how to bring these things about. For classical liberals, the precise direction of progress is unknowable. It must be spontaneous and from the bottom up—and it depends on the separation of powers, so that nobody nor any group is able to exert lasting control. By contrast the illiberal left put their own power at the centre of things, because they are sure real progress is possible only after they have first seen to it that racial, sexual and other hierarchies are dismantled.

This difference in method has profound implications. Classical liberals believe in setting fair initial conditions and letting events unfold through competition—by, say, eliminating corporate monopolies, opening up guilds, radically reforming taxation and making education accessible with vouchers. Progressives see laissez-faire as a pretence which

powerful vested interests use to preserve the status quo. Instead, they believe in imposing “equity”—the outcomes that they deem just. For example, Ibram X. Kendi, a scholar-activist, asserts that any colour-blind policy, including the standardised testing of children, is racist if it ends up increasing average racial differentials, however enlightened the intentions behind it.

Mr Kendi is right to want an anti-racist policy that works. But his blunderbuss approach risks denying some disadvantaged children the help they need and others the chance to realise their talents. Individuals, not just groups, must be treated fairly for society to flourish. Besides, society has many goals. People worry about economic growth, welfare, crime, the environment and national security, and policies cannot be judged simply on whether they advance a particular group. Classical liberals use debate to hash out priorities and trade-offs in a pluralist society and then use elections to settle on a course. The illiberal left believe that the marketplace of ideas is rigged just like all the others. What masquerades as evidence and argument, they say, is really yet another assertion of raw power by the elite.

Progressives of the old school remain champions of free speech. But illiberal progressives think that equity requires the field to be tilted against those who are privileged and reactionary. That means restricting their freedom of speech, using a caste system of victimhood in which those on top must defer to those with a greater claim to restorative justice. It also involves making an example of supposed reactionaries, by punishing them when they say something that is taken to make someone who is less privileged feel unsafe. The results are calling-out, cancellation and no-platforming.

Milton Friedman once said that the “society that puts equality before freedom will end up with neither”. He was right. Illiberal progressives think they have a blueprint for freeing oppressed groups. In reality theirs is a formula for the oppression of individuals—and, in that, it is not so very different from the plans of the populist right. In their different ways both extremes put power before process, ends before means and the interests of the group before the freedom of the individual.

Countries run by the strongmen whom populists admire, such as Hungary under Viktor Orbán and Russia under Vladimir Putin, show that unchecked power is a bad foundation for good government. Utopias like Cuba and Venezuela show that ends do not justify means. And nowhere at all do individuals willingly conform to state-imposed racial and economic stereotypes.

When populists put partisanship before truth, they sabotage good government. When progressives divide people into competing castes, they turn the nation against itself. Both diminish institutions that resolve social conflict. Hence they often resort to coercion, however much they like to talk about justice.

If classical liberalism is so much better than the alternatives, why is it struggling around the world? One reason is that populists and progressives feed off each other pathologically. The hatred each camp feels for the other inflames its own supporters—to the benefit of both. Criticising your own tribe’s excesses seems like treachery. Under these conditions, liberal debate is starved of oxygen. Just look at Britain, where politics in the past few years was consumed by the rows between uncompromising Tory Brexiteers and the Labour Party under Jeremy Corbyn.

Aspects of liberalism go against the grain of human nature. It requires you to defend your opponents’ right to speak, even when you know they are wrong. You must be willing to question your deepest beliefs. Businesses must not be sheltered from the gales of creative destruction. Your loved ones must advance on merit alone, even if all your instincts are to bend the rules for them. You must accept the victory of your enemies at the ballot box, even if you think they will bring the country to ruin.

In short, it is hard work to be a genuine liberal. After the collapse of the Soviet Union, when their last ideological challenger seemed to crumble, arrogant elites lost touch with liberalism’s humility and self-doubt. They fell into the habit of believing they were always right. They engineered America’s meritocracy to favour people like them. After the financial crisis, they oversaw an economy that grew too slowly for people to feel prosperous. Far from treating white working-class critics with dignity, they sneered at their supposed lack of sophistication.

This complacency has let opponents blame lasting imperfections on liberalism—and, because of the treatment of race in America, to insist the whole country was rotten from the start. In the face of persistent inequality and racism, classical liberals can remind people that change takes time. But Washington is broken, China is storming ahead and people are restless.

A liberal lack of conviction

The ultimate complacency would be for classical liberals to underestimate the threat. Too many right-leaning liberals are inclined to choose a shameless marriage of convenience with populists. Too many left-leaning liberals focus on how they, too, want social justice. They comfort themselves with the thought that the most intolerant illiberalism belongs to a fringe. Don't worry, they say, intolerance is part of the mechanism of change: by focusing on injustice, they shift the centre ground.

Yet it is precisely by countering the forces propelling people to the extremes that classical liberals prevent the extremes from strengthening. By applying liberal principles, they help solve society's many problems without anyone resorting to coercion. Only liberals appreciate diversity in all its forms and understand how to make it a strength. Only they can deal fairly with everything from education to planning and foreign policy so as to release people's creative energies. Classical liberals must rediscover their fighting spirit. They should take on the bullies and cancellers. Liberalism is still the best engine for equitable progress. Liberals must have the courage to say so.

Imposing orthodoxy

Left-wing activists are using old tactics in a new assault on liberalism

It is possible to detect eerie echoes of the confessional state of yore



Briefing [Sep 4th 2021 edition](#)

Liberalism was forged in the revolt against the confessional state that had ruled Europe for more than a millennium. In medieval Europe the Roman Catholic church employed a transnational army of black-coated clerics who demanded obedience on all matters spiritual and moral, and had a monopoly in education. The Reformation introduced religious competition, strengthening the confessional state. John Calvin crushed dissent in Geneva with imprisonment, exile and execution. Henry VIII took to boiling dissenters alive. The Roman church invented the Inquisition and the Index of Forbidden Books.

Liberalism started to pick apart this fusion of church and state 350 years ago. John Milton wrote that if the waters of truth “flow not in a perpetual progression they sicken into a muddy pool of conformity and tradition”. Baruch Spinoza insisted that scripture must be interpreted like any other book. David Hume and John Stuart Mill argued that the best way to establish truth is by vigorous debate.

The fruit of this thinking was plucked in three revolutions. In America’s, Thomas Jefferson called “the loathsome combination of church and state” the root of most of the world’s ills. The French also established a secular republic. The gradualist English revolution left the Church of England intact but marginalised.

Yet something extraordinary is happening in the West: a new generation of progressives is reviving methods that uncannily resemble those of the confessional state, with modern versions of loyalty oaths and blasphemy laws. And this effort is being spearheaded in the heartland of Anglo-Saxon liberalism—often by people who call themselves liberals. Here is how the old tactics are being revived.

Imposing orthodoxy. Today’s orthodoxy is sustained by an intellectual elite instead of a spiritual one. Their natural home is the university. Some 70-80% of right-leaning academics and doctoral students in Britain and America say that their departments are hostile environments, according to Eric Kaufmann, of Birkbeck College, London.

The progressive left is even more dominant among students. There’s nothing new about left-wing student revolts, but the protests of the 1960s were against the remnants of the confessional state: radicals at Berkeley in California turned Sproul Plaza into a free-speech zone, where anything could be said, and People’s Park into a free-for-all zone, where anything could be done. Today’s radicals demand the enforcement of codes of behaviour and speech. A poll of more than 4,000 four-year college students for the Knight Foundation in 2019 found that 68% felt that students cannot say what they think because their classmates might find it offensive.

Proselytising. Religious faiths have always had a vanguard, such as the Jesuit order, who see it as their job to move the boundaries of belief and behaviour towards righteousness. The vanguard of the woke revolution are young activists. Belief in foundations of liberalism such as free speech declines with each generation. The Pew Research Centre notes that 40% of millennials favour suppressing, in various unspecified ways, speech deemed offensive to minorities, compared with 27% among Gen Xers, 24% among baby-boomers and only 12% among the oldest cohorts.

Progressives replace the liberal emphasis on tolerance and choice with a focus on compulsion and power. As in many religions, righteous folk have a duty to challenge immorality wherever they find it. They find a lot of it, believing that white people can be guilty of racism even if they don't consciously discriminate against others on the basis of race, because they are beneficiaries of a system of exploitation. Classical liberals conceded that your freedom to swing your fist stops where my nose begins. Today's progressives argue that your freedom to express your opinions stops where my feelings begin.

Expelling heretics. The new confessional state enforces ideological conformity by expelling heretics from their jobs, a practice that liberals shed much blood trying to eradicate. In academia this is becoming wearily familiar.

In 2018 Colin Wright, a post-doctoral student at Penn State University, wrote two articles arguing that sex is a biological reality not a social construct, a statement that would once have been uncontroversial. Critics posted a warning that "Colin Wright is a Transphobe who supports Race Science" and sent emails to search committees condemning him. Sympathetic academics told him privately that they could not offer him a job as it was "too risky".

Book banning. In Restoration England Oxford University burned the works of Hobbes and Milton in the great quad next to the Bodleian Library. Today academics put trigger warnings on books, alerting students to the dangers of reading them. Young publishers try to get controversial books "cancelled".

Though they have failed on their highest-profile targets such as J.K. Rowling (publishers have to make money), they are succeeding with lesser fry, creating an atmosphere in which senior editors are less likely to bet on unknown authors with controversial opinions. Alexandra Duncan, a white American, even cancelled her own book, "Ember Days", after writing from the point of view of a black woman, something that is now dismissed as "cultural appropriation".

Creeds. Churches demanded that people sign a statement of religious beliefs, like the Anglican church's 39 Articles, before they could hold civil office. The University of California (uc) is doing something similar. Applicants for faculty posts have to complete statements about how they will advance diversity and inclusion.

These are worthy goals. But Abigail Thompson, until recently chair of maths at uc Davis and a lifelong liberal, points out that uc's scoring system rewards a woke view of how to realise them. In 2019 the life-sciences department at uc Berkeley rejected 76% of applicants on the basis of their diversity statements without looking at their research records.

Blasphemy. Scotland, a cradle of the Enlightenment, abolished the crime of blasphemy in March. At the same time, however, it reintroduced it by creating new offences such as "stirring up hatred" and "abusive speech"—punishable by up to seven years in prison.

The analogy with the past has its limits: no one is getting burnt at the stake. But it is a useful reminder that liberal values such as tolerance cannot be taken for granted. They were the product of centuries of argument and effort. The liberal state is still much younger today than the confessional state was when liberalism replaced it.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/wer-sich-jude-nennen-darf-ein-gastbeitrag-zum-judentum-17511971.html?premium=0x0da8ff6c4ddf1c2a1171a6966daacd2e&GEPC=s5>

IDENTITÄTSDEBATTE:

Wer Jude ist, bestimme ich

- VON MIRNA FUNK
- -AKTUALISIERT AM 02.09.2021-05:55



Wer Jude ist, ist nicht nur eine der ältesten Fragen des Judentums, sondern definiert es gleichermaßen. Die Diskussion darum ist wichtig und notwendig. Bild: VISUM

Warum hat er nicht einfach die Wahrheit gesagt? Die Debatte um den Publizisten Max Czollek berührt eine offene Frage der jüdischen Tradition. Ein Gastbeitrag.

Ich erinnere mich sehr gut daran, wie ich den Schriftsteller [Maxim Biller](#) zum ersten Mal traf. Es war ein besonders schöner Berliner Sommertag im Jahr 2007. Wir hatten uns kurz zuvor über MySpace kennengelernt, das Soziale Netzwerk, das den Beginn der Nullerjahre geprägt hatte, und uns zum Mittagessen im 103 am Zionskirchplatz verabredet. Wir saßen am Fenster auf einer Bank. Wie bei allen Gesprächen unter Juden stiegen wir nach maximal zwei Minuten irrelevantem Small Talk tief in unsere Familienbiografien. Biller interessierte sich sehr für meine. Das lag vor allem an der ungewöhnlichen Konstellation, in der DDR geboren und aufgewachsen zu sein. Denn DDR-Juden gab es nur eine Handvoll. Man munkelt, beim Fall der Mauer sollen es weniger als 5000 gewesen sein. Ich erzählte von meinem Vater, der Jude ist, und von meiner Mutter, die keine Jüdin ist, und sofort sagte Biller: „Dann bist du nach der Halacha auch keine Jüdin!“

Das Wort Halacha hörte ich zu diesem Zeitpunkt zum allerersten Mal in meinem Leben. Ich war 26 Jahre alt, wusste nicht, wie man die Schabbatkerzen anzündet oder eine Bracha, einen jüdischen Segen, spricht. Ich konnte Vodka Red Bull auf Hebräisch bestellen, „Ani rotzah Vodka Red Bull bevakasha“, aber das war's dann auch schon. Dass ich mich selbst als Jüdin definierte, lag vor allem an meiner Kindheit und Jugend. Solange ich denken kann, trug mein Vater einen Davidstern um den Hals. Nur anderthalb Jahre nach dem Mauerfall, da war ich zehn Jahre alt, war er mit mir in den erstbesten ELAL-Flieger gestiegen und nach Israel gereist, um mir meine Wurzeln zu zeigen und mich unserer Familie vorzustellen, von denen Teile seit dem [Zweiten Weltkrieg](#) in Tel Aviv lebten. Ich wurde in Israel sozialisiert. Meine jüdische Identität gab mir meine Familie. Aber nie hatte mir jemand von ihnen erklärt, ich könne wegen der Halacha, des jüdischen Gesetzbuchs, keine Jüdin sein.

Billers Satz hallte unangenehm in mir nach. Dann ergänzte er, dass es ihm natürlich egal sei. Dass er verstünde, dass ich durch meinen Vater selbstverständlich zutiefst jüdisch geprägt sei, ja, dass mich all meine Erfahrungen zu einer Jüdin gemacht hatten, Halacha hin oder her. Nach dem Mittagessen gingen wir noch spazieren, und anschließend übergab er mir seinen gerade erschienenen Kurzgeschichtenband „Liebe heute“. Darin eine Widmung: „Für Mirna, auf die ich so neugierig bin, obwohl wir uns doch schon mindestens 2000 Jahre lang kennen.“

Vaterjuden und solche, die es sein wollen

Vor drei Wochen erläuterte Maxim Biller erneut und sehr ausführlich, was die Halacha eigentlich ist. Diesmal geschah es in einer an den Essayisten Max Czollek gerichteten Kolumne in der Wochenzeitung Die Zeit. Dass dieser Text erscheinen würde, ahnte ich seit mindestens einem Jahr. Ich selbst wurde vor Monaten von einem Redakteur einer großen deutschen Zeitung gefragt, ob ich nicht den Max-Czollek-Enthüllungssessay schreiben wolle. Ich lehnte ab,

obwohl ich allen Grund dazu gehabt hätte, denn auch mich hatte Czollek belogen. Aber, wer bin ich, hier auf Halacha zu machen, sagte ich dem Redakteur, das sollen andere tun.



Der Lyriker und Publizist Max Czollek (rechts) ist zu Gast bei Daniel Donsky in „Freitagnacht Jews“, einer Talksendung über junge jüdische Lebenskultur. :Bild: Picture Alliance

Begegnet waren Max Czollek und ich uns kurz nach Erscheinen meines Debütromans „Winternähe“, in dem es um das Dilemma, den Schmerz und die unfaire Behandlung von Vaterjuden geht. Nur anderthalb Jahre später, im November 2016, saßen Czollek und ich gemeinsam auf einem Panel. In der Pause standen wir draußen und unterhielten uns: „Du bist doch auch aus dem Osten, wie ist deine Juden-Konstellation? Ist deine Mutter Jüdin, dein Vater oder etwa beide?“, fragte ich, und Czollek antwortete: „Beide!“ Völlig überrascht sagte ich: „Wahnsinn, in der DDR finden sich zwei Juden und verlieben sich auch noch? Das war doch, wie eine Nadel im Heuhaufen zu finden.“ Er lächelte wissend und nickte „Verrückt, oder?“ Ja, verrückt. Zu verrückt, um wahr zu sein. Zwei Jahre dauerte es, bis mir ein Freund, der mit Czollek aufs Jüdische Gymnasium gegangen war, erörterte, dass diese Geschichte, die er nicht nur mir, sondern einigen anderen auch aufgetischt hatte, nicht stimmte. Ja, dass er nicht einmal, wie er unlängst bei der WDR-Sendung „Freitagnacht Jews“ behauptete, Vaterjude sei. Denn Vaterjuden sind Kinder von halachisch-jüdischen Vätern. Aber der letzte halachische Jude in Max Czolleks Familie war sein Großvater.

Hala, was?

Das mit der Halacha ist alles nicht so einfach. Primär handelt es sich um das jüdische Gesetzbuch. Die Halacha definiert das Judentum, und in ihr steht – neben unglaublich vielem anderen –, dass Jude ist, wer eine jüdische Mutter hat. Dort steht aber auch, dass sich Juden koscher ernähren müssen, sich nicht tätowieren oder Salz von einer menstruierenden Frau entgegennehmen dürfen. Dinge also, die unserem progressiven und modernen Leben nicht mehr entsprechen und obsolet geworden sind. Dass die jüdische Identität über die Mutter übertragen wird, war nicht immer so. Im Judentum schreiben wir aktuell das Jahr 5781. 3700 Jahre davon definierte das Jüdischsein allerdings der Vater. Erst 70 n. Chr. mit der Zerstörung des Zweiten Tempels und der Einführung des Rabbinischen Judentums wird das Gesetz geändert. Jüdische Frauen wurden zu dieser Zeit versklavt und vergewaltigt. Die Kinder, die dabei entstanden, konnten demnach nicht mehr eindeutig Vätern zugeordnet werden. Wer also Jude ist oder nicht, war nicht mehr zu eruieren, außer, ja, außer, die Weitergabe würde der Mutter übertragen. Das jüdische Volk war gezwungen, ein fast viertausend Jahre altes Gesetz aufgrund der äußeren Bedrohung zu ändern.



Autorin Mirna Funk :Bild: Picture Alliance

„Wer Jude ist, bestimme ich!“, ein Spruch, der Göring zugeschrieben wird, definiert seit Jahrtausenden jüdisches Leben. Er bestimmt gerade die Debatte. Er bestimmt sogar die Einwanderung nach Israel. Denn Israeli werden darf nach dem sogenannten „Law of return“, dem Rückkehrgesetz, jeder, der einen jüdischen Großvater hat. Warum? Weil sich das Rückkehrrecht an den Nürnberger Gesetzen orientiert. Jeder Mensch jüdischer Abstammung, der im Nationalsozialismus verfolgt worden wäre, darf Zuflucht in Israel finden. Und diese Tatsache führt auch im Gelobten Land seit Jahren zu großen Problemen. Denn auch dort leben rund 500.000 Vaterjuden, also Juden, die einen halachisch-jüdischen Vater, aber keine halachisch-jüdische Mutter haben. Dieselbe Debatte, die hier gerade vor allem mit sehr viel Unwissenheit und Hysterie geführt wird, entbrannte interessanterweise zum selben Zeitpunkt auch in Israel. Der Olympiaathlet Artem Dolgopyat, der in Tokio für Israel Gold holte, wurde von seinem ganzen Land bejubelt, ohne aber in diesem Land heiraten zu dürfen. Denn auch Artem Dolgopyat ist Vaterjude und wird vom Rabbanut, dem Oberrabbinat, das Eheschließungen betreut, nicht anerkannt. Eine Zivilehe gibt es nicht. Dolgopyats Mutter sorgte in den israelischen Medien für einen Riesenschanda. Berechtigterweise.

Sieben Millionen Juden leben in Israel. Wenn eine halbe Million davon nicht halachisch-jüdisch ist und die Hälfte davon Frauen und eine israelische Frau durchschnittlich drei Kinder bekommt, dann wird uns das Ergebnis sehr schnell lehren, dass die Frage, wer jüdisch ist und wer nicht, langfristig die Demographie klären wird, nicht die Halacha.

In Deutschland sieht es ähnlich aus. Hier leben rund 200.000 Juden. 70% von ihnen stecken in einer interkulturellen Beziehung. Nur etwa 100.000 sind Mitglied der Jüdischen Gemeinde. Aus verschiedenen Gründen, aber vor allem, weil es der Jüdischen Gemeinde in Deutschland an Inklusion, Progressivität und Weltoffenheit fehlt. Auch diese Tatsache ist dem Außen geschuldet. Nämlich der Shoah, die dafür sorgte, dass das in Deutschland entstandene moderne Reformjudentum nach Amerika auswanderte oder in deutschen und osteuropäischen Öfen verbrannte. Die „deutschen Juden“, die die Jüdische Gemeinde nach dem Zweiten Weltkrieg aufbauten, waren zu einem großen Teil Überlebende aus den Lagern, die ursprünglich aus Polen, Litauen oder Ungarn kamen und orthodox, nicht progressiv, geprägt waren. In den USA, in den über fünf Millionen Juden leben, ist das Progressive Judentum, das Vaterjuden schon seit 1983 inkludiert, Standard. In Deutschland leider nicht.

Eine Frage der Zeit

Wer Jude ist, ist nicht nur eine der ältesten Fragen des Judentums, sondern definiert es gleichermaßen. Die Diskussion darum ist wichtig und notwendig. Sie darf aber nicht vor einem neurotischen deutschen Publikum geführt werden, so wie es aktuell der Fall ist. Einem Publikum, das sich nicht zu schade ist, auf Twitter lang und breit zu diskutieren, wer denn nun Jude ist oder nicht, ohne jemals von der Halacha, dem Rabbinischen Judentum oder der Zerstörung des Zweiten Tempels gehört zu haben. Diese destruktive Diskussion hat Max Czollek zu verantworten, der zwar jetzt heroisch behauptet, er wolle die innerjüdische Diskriminierung besprechen, dem eben- dieser Umstand aber in den letzten Jahren komplett egal war. Denn während Vaterjuden wie Ruth Seifert, Lea Wohl zu Haselberg, Dimitrij Kapitelman, Kat Kaufman, Leon Kahane oder ich immer wieder die Öffentlichkeit nutzten, um dieses Thema vorsichtig zu besprechen, saß Czollek zu Hause, mit einem Tannenzäpfleber in der Hand, einem Glitzer-Base-Cap auf dem Kopf und einem Palästinensertuch um den Hals, um sich zu überlegen, wie er die deutsche Morallinke einlullen

könne. Dabei hätte er sich doch jederzeit für Großvaterjuden einsetzen können, um die Diskriminierung zu bekämpfen, die er nun glaubt entdeckt zu haben. Von denen gibt es auch genug. Mit noch schlimmeren Komplexen, als sie Vaterjuden in sich tragen.

Er hätte sein erstes Buch dafür nutzen können oder seinen ersten großen Essay oder irgendeinen Fernsehshow-Besuch. Die Entscheidung, es eben nicht zu tun, war eine bewusste, die seiner Unsicherheit, seiner Angst, aber vor allem seinem Ego geschuldet war. Statt gegen Josef Schuster vom Zentralrat zu hetzen, der einen sehr nüchternen Text in der Jüdischen Allgemeinen abgeliefert hat, in dem er lediglich die Tatsachen aufzählte, nämlich, dass es die Halacha gibt, dass man sich aber selbstverständlich auch ohne jüdische Mutter als jüdisch definieren kann, dabei aber eben ehrlich sein müsse. Statt sich jetzt woky-mäßig in einen identitären Kulturkampf zu stürzen, wünsche ich Czollek, seinem selbstgewählten Schicksal ins Auge zu sehen. Keiner hätte ihm seine jüdische Identität, die an seinen Großvater anknüpft, jemals in der Form abgesprochen, wie es jetzt geschieht, wenn er sein Dilemma von Anfang an offen thematisiert hätte. Keine Kolumne von Biller, kein Text von Schuster und insbesondere keine deutsche Twitter-Halacha wären erschienen.

Die aktuelle Debatte ist eine innerjüdische. Sie muss innerjüdisch geführt werden Besser heute als morgen. Aber ohne deutsches Publikum, das mit Irritation auf unsere Konflikte starrt. Wir, die plurale jüdische Community in Deutschland – halachische Juden, Vaterjuden, Großvaterjuden, Ashkenazim, Mizrachim, Sephardim –, werden eine Lösung finden. Das haben wir 5781 Jahr lang für jedes Problem. Shana tova!

Die Autorin ist Schriftstellerin und Journalistin. Zuletzt erschien der Roman „Zwischen du und ich“

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ezb-und-eu-kommission-der-schwelende-verfassungskonflikt-17489004.html?premium=0x15698bd60ba348cc779f27b6a0a92703&GEPC=s5>

RÜSSEL, BERLIN, EZB:

Der schwelende Konflikt

- EIN KOMMENTAR VON WERNER MUSSLER
- -AKTUALISIERT AM 18.08.2021-13:44

Wer hat das letzte Wort zu den Anleihenkäufen der EZB: Europäischer Gerichtshof oder Bundesverfassungsgericht? Die EU-Kommission täte gut daran, den Konflikt mit Deutschland nicht zuzuspitzen.

Wer das Vertragsverletzungsverfahren der EU-Kommission gegen Deutschland wegen des Karlsruher Urteils zum PSPP-Anleihekaufprogramm der Europäischen Zentralbank (EZB) auch nur beschreiben will, gerät schnell ins Stocken. Nicht weniger als sechs Institutionen, drei deutsche und drei europäische, sind in den durch das Urteil offenkundig gewordenen Verfassungskonflikt involviert. Alle sechs haben eigene Interessen, daher sind die einzelnen Konfliktlinien des Verfahrens nicht immer nachvollziehbar.

Geht es um den ökonomischen Sinn des EZB-Gebarens? Um dessen (verfassungs-)rechtliche Grenzen und die Kontrolle durch Bundesverfassungsgericht, Bundestag und Bundesregierung? Können und sollen diese drei Institutionen die EZB kontrollieren? Geht es um den Vorrang des EU-Rechts? Um den Kompetenzkonflikt zwischen deutschen und europäischen obersten Richtern?

Die EU-Kommission hat das Verfahren gegen Deutschland eingeleitet, weil sie meint, das Bundesverfassungsgericht habe gegen „fundamentale Grundsätze des EU-Rechts“ verstoßen. Die Bundesregierung als formale Adressatin der Brüsseler Vorwürfe hat dazu nun in einer wenig substanzreichen Antwort Stellung genommen. Die Berliner Lustlosigkeit hat wohl damit zu tun, dass die Bundesregierung von den sechs Institutionen die wenigsten eigenen Interessen hat – zumal der Streit zwischen Bundesverfassungsgericht und EZB schon bereinigt schien: Die Karlsruher Richter akzeptierten, dass die Zentralbank dem Bundestag ihre Entscheidungen erläuterte und die Abgeordneten diese als verhältnismäßig billigten.

Die Sorge der Karlsruher Richter ist berechtigt

Doch der Kommission ging es nicht um das Verhältnis von Bundestag und EZB, sondern um die Karlsruher Aussage, das EuGH-Urteil zu den Anleihenkäufen sei „schlechterdings nicht mehr nachvollziehbar“ und stelle einen „ausbrechenden Rechtsakt“ (ultra vires) dar. Brüssel sieht dadurch den Vorrang des EU-Rechts infrage gestellt. Die Bundesregierung beteuert dagegen unter Verweis auf frühere Urteile, die Karlsruher Rechtsprechung sei seit je europafreundlich. Das beanstandete Urteil schafft das nicht aus der Welt.

Die Kommission täte dennoch gut daran, sich mit der Berliner Erklärung zufriedenzugeben – nicht weil diese juristisch brillant wäre, sondern um weitere Eskalation zu vermeiden. Deren Ursprung lag in Karlsruhe. Die Karlsruher Richter haben es für klug gehalten, die in der Tat überragend wichtige, von ihnen bis dato aber immer lavierend beantwortete Frage nach den verfassungsrechtlichen Grenzen der EU und ihren Organen ausgerechnet auf einem Feld klären zu wollen, das verfassungsrechtlich besonders schwer zugänglich ist: der europäischen Geldpolitik. Ihr Argument, die Anleihekäufe überschritten wegen ihrer wirtschaftspolitischen Nebenwirkungen das EZB-Mandat und müssten daher vom Parlament auf ihre Verhältnismäßigkeit geprüft werden, ist delikat: Nicht alles, was man für ökonomisch falsch halten mag, ist auch justiziabel und verfassungsrechtlich greifbar. Und wer das Parlament ausdrücklich mit der Kontrolle der Zentralbank beauftragt, rührt schnell an deren Unabhängigkeit.

Das Gegenargument liegt auf der Hand: Die EZB überschreite seit der Eurokrise, gerade mit dem Ankauf von Staatspapieren, ihr geldpolitisches Mandat. Die verfassungspolitische Begründung ihrer in den EU-Verträgen festgeschriebenen Unabhängigkeit sei damit obsolet geworden. Selbst wenn dieses ökonomisch nicht unumstrittene Argument stimmt, führt der von Karlsruhe aufgezeigte Weg ins Nichts. Entweder kontrolliert ein Parlament die EZB so weitreichend, dass ihre Unabhängigkeit tatsächlich unterminiert wird. Die Legitimität der gemeinsamen Geldpolitik (und damit der Währungsunion) wäre damit definitiv infrage gestellt. Oder es läuft wie nun in Deutschland darauf hinaus, dass die von Karlsruhe angemahnte (und im Nachhinein gebilligte) parlamentarische Kontrolle der Anleihekäufe wirkungslos bleibt, weil dazu keine Informationen zur Verfügung stehen.

So oder so: Um die EZB ging es dem Bundesverfassungsgericht nicht wirklich. Die Richter wollten sicherstellen, dass ihnen für die Auslegung europarechtlicher Fragen genug Einfluss bleibt.

Ihre Sorge ist berechtigt, zumal der [EuGH](#) am Ende über das Vertragsverletzungsverfahren entscheiden müsste, würde die Kommission dieses weitertreiben. Ex-Gerichtspräsident Andreas Voßkuhle sagte kürzlich, befangener als der EuGH könne man in dieser Frage nicht sein. Stimmt. Für das Bundesverfassungsgericht und seine bisherige Rechtsprechung gilt das aber auch.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/bundestagswahl/vor-der-bundestagswahl-kein-intaktes-einwanderungsland-17479372.html?premium=0x28d27a853a122e87cb35c4f06ee4b752&GEPC=s5>

MIGRATIONSPOLITIK UNTER MERKEL:

Erblast der Ära Merkel

- EIN KOMMENTAR VON JASPER VON ALTENBOCKUM
- -AKTUALISIERT AM 14.08.2021-17:57



Ein Migrant trägt 2015 im Münchner Hauptbahnhof eine Aufnahme von Bundeskanzlerin Merkel in seinen Händen. Bild: AFP

Es gibt keine „richtige“ oder „falsche“ Einwanderung. Aber es gibt eine richtige und eine falsche Migrationspolitik.

Nur kurz flackerte zuletzt ein Thema wieder auf, das – je nach Umfrageinstitut – den Deutschen fast so wichtig ist wie der Klimaschutz oder der Arbeitsplatz: die **Migration**. Anlass war der Truppenabzug aus Afghanistan, der wenig geeignet ist, dem Land eine friedliche Zukunft oder gar Wohlstand zu bringen. Wahrscheinlicher ist, dass die ohnehin kontinuierliche Fluchtbewegung zunehmen wird, je mehr Macht die Taliban gewinnen.

Afghanistan ist aber nur ein Konfliktherd unter vielen. Die meisten **Asylanträge** werden von syrischen Staatsbürgern gestellt. Die größte Aufmerksamkeit richtet sich aber nach wie vor auf das Mittelmeer und die von Schleppern betriebene Migrationsroute über Afrika nach Norden ins Ungewisse. Auch die Balkan-Route ist wieder das, was sie war.

Zwar liegen die Zahlen der Asylanträge und der Eingewanderten weit unter denen der Krisenjahre von 2014 bis 2017. Seither ist aber zu wenig geschehen, um darauf vertrauen zu können, dass eine solche Situation sich nicht wiederholen werde. Das aber wurde seither immer wieder beteuert.

Auf die Türkei ist kein Verlass – und auf die EU auch nicht

Litauen erlebt gerade, wie schnell sich das ändern kann; auf die Türkei ist kein Verlass; und in Nordafrika, besonders in Libyen, ist nie eine Ordnung eingekehrt, die den Geist internationaler Konventionen atmen würde. Der ist nicht einmal innerhalb Europas gegeben. Die Osteuropäer stehen seit 2015 am Pranger, aber mittlerweile gilt auch Italien als Kandidat, der sich nicht an europäisches Recht hält. Es wächst die Zahl der **EU-Staaten**, in denen Zustände herrschen, die deutsche Verwaltungsgerichte veranlassen, Asylbewerber nicht dorthin zurückzuschicken, wo sie laut EU-Recht untergebracht werden müssten.

Das alles beruht auf Missständen, die nun schon seit Jahrzehnten bekannt sind, aber nicht behoben wurden. Auch der jüngste Versuch aus Deutschland als dem Wanderungsmagneten in der Mitte Europas, die EU-Staaten zu einem neuen, gemeinsamen Anlauf in der Asylpolitik zu bringen, ist fehlgeschlagen. Die Vorschläge **Horst Seehofers** für ein europäisches Asylregime finden sich im Wahlprogramm der Union nicht als Erfolgsmeldung, sondern als Absichtserklärung wieder.

Allzu viel Neues ist auch den anderen Parteien nicht eingefallen. Ein Migrationsministerium, das die Grünen einrichten wollen, setzte nur die altbekannte „Arbeitsteilung“ fort: Grüne, Linkspartei und SPD dringen – wie jetzt im Ruf nach einem Abschiebestopp nach Afghanistan – auf eine möglichst liberale Einwanderungspolitik; CDU, CSU und FDP spielen dagegen die Bedenkenräger, die moralisch leicht zu diskreditieren sind.

Unkontrollierte Migration als Urknall

Eine zukunftsträchtige Linie kommt dabei nicht heraus. Vielmehr wirken alle sechs Parteien so, dass sie ganz froh sind, das Thema meiden zu können. Da die hohen Erwartungen in der Bevölkerung – die einen wollen Willkommenskultur in jeder Beziehung, die anderen mehr Kontrolle bis hin zur Abschottung – gegenläufig sind, gilt die Migrationspolitik seit Jahren nicht als „Gewinnerthema“, jedenfalls nicht unter diesen Parteien. Das gibt der AfD, so radikal-abgedreht bis extremistisch sie mittlerweile sein mag, auch in dieser [Bundestagswahl](#) die Möglichkeit, ein achtbares Ergebnis zu erzielen.

Die staatstragenden Parteien zahlen dafür einen hohen Preis. Indem die brachliegende Migrationspolitik von zwei Enden her anbrennt – auf der einen Seite das europäische Zerwürfnis, auf der anderen Seite nationalistische Radikalität –, nehmen sie in Kauf, dass die politische Landschaft immer komplizierter wird.

Nicht der Klimaschutz oder die [Pandemie](#) sind schließlich die Gründe dafür, dass nur mehr in Dreier- und Viererbündnissen oder großen Koalitionen gerechnet wird und ein Land wie Thüringen nahezu unregierbar geworden ist. Urknall dieser Entwicklung war und ist die unkontrollierte Migration mit allem, was dazugehört, was aber gerne, wenn es nicht gerade um die Clan-Kriminalität geht, als aufgebauscht bezeichnet wird.

Ein großer Irrtum und ein schweres Versäumnis

Zu den Erblasten der Merkel-Ära gehören deshalb ein großer Irrtum und ein schweres Versäumnis. Der fatale Irrtum bestand darin, Grenzen und damit Einwanderung nicht lückenlos kontrollieren zu können (das klingt in der Corona-Krise plötzlich ganz anders). Das Versäumnis besteht darin, dass die Einwanderung, die Deutschland dringend braucht, trotz verbesserter Bedingungen nie so forciert werden konnte, dass von einem intakten Einwanderungsland gesprochen werden könnte.

Es gibt keine „richtige“ oder „falsche“ Einwanderung. Aber es gibt eine richtige und eine falsche Migrationspolitik. Die falsche hat das Land (nicht nur, aber vor allem in West und Ost) entlang einer einfachen Haltung gespalten: Einwanderung ja – aber nicht so.

[Bundeskanzlerin Merkel](#) hatte nach 2015 nicht mehr die Kraft und nicht mehr die Autorität in Europa, um im Interesse Deutschlands daran etwas zu ändern. Im Wahlkampf gibt es derzeit aber auch keinen Kanzlerkandidaten, der die Kraft oder die Autorität hätte, dieses Interesse für eine breite Mehrheit der Wähler akzeptabel zu artikulieren. Für den gesellschaftlichen Frieden in Deutschland ist das eine bleibende Hypothek.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/bundesregierung-beschwichtigt-eu-kommission-im-ezb-streit-17479126.html?GEPc=s5&premium=0x3443e82f6e2c14bd7266b4fd7fcfb62>

BERLIN IM EZB-STREIT:

Bloß keine Eskalation

- VON WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 10.08.2021-18:02



Nach Ansicht der EU-Kommission verstößt das Bundesverfassungsgericht gegen „fundamentale Prinzipien des EU-Rechts“. Stimmt nicht, sagt die Bundesregierung, versucht aber dennoch zu beschwichtigen.

Die Bundesregierung weist den Vorwurf der EU-Kommission zurück, das Urteil des Bundesverfassungsgerichts zum PSPP-Anleihekaufprogramm der Europäischen Zentralbank (EZB) verstoße gegen „fundamentale Prinzipien des EU-Rechts“. Das geht aus dem am vergangenen Dienstag nach Brüssel geschickten Berliner Antwortschreiben an die EU-Behörde hervor. Es liegt der F.A.Z. vor. Die Kommission hatte vor zwei Monaten wegen des Karlsruher Urteils ein Vertragsverletzungsverfahren gegen Deutschland eingeleitet. Ein Sprecher der EU-Behörde bestätigte am Dienstag den Eingang des Briefs, verweigerte aber einen inhaltlichen Kommentar.

So eindeutig das Berliner Schreiben in der Sache ist, so zurückhaltend ist es im Ton. Die Bundesregierung will den Konflikt mit Brüssel (und vor allem jenen der Karlsruher Richter mit dem Europäischen Gerichtshof, EuGH) erkennbar nicht weiter eskalieren zu lassen. Im Kern weist Berlin vor allem den Brüsseler Vorwurf zurück, das Bundesverfassungsgericht erkenne den Vorrang des Europarechts nicht an.

Europarecht hat Vorrang vor nationalem Recht

Die Karlsruher Richter hatten im Mai 2020 das PSPP-Programm der EZB und dessen Billigung durch den EuGH als „ausbrechenden Rechtsakt“ (ultra vires) gebrandmarkt. Die EZB sei über ihre Befugnisse hinausgegangen, weil das PSPP-Programm nicht mehr nur Geld-, sondern auch Haushaltspolitik sei, die Konsequenzen für die Mitgliedstaaten habe. Vor allem habe sie die Verhältnismäßigkeit ihrer Maßnahmen nicht dargelegt. Dass der EuGH dies nicht beanstandet habe, sei „schlechterdings nicht mehr nachvollziehbar“ gewesen.

Während die Karlsruher Beanstandungen des EZB-Handelns durch nachgereichte Erläuterungen und deren Billigung durch den Bundestag mittlerweile als erledigt gelten dürfen, besteht der Konflikt zwischen Karlsruhe und Luxemburg fort. Er ist der Grund für das Vertragsverletzungsverfahren. Der Ultra-vires-Doktrin steht der Grundsatz entgegen, dass das Europarecht Vorrang vor nationalem Recht hat – und dass die Auslegung europäischen Rechts ausschließlich in den Händen des EuGH liegt.

Die EU-Kommission sah sich offenbar zum Handeln gezwungen, weil vor allem Polen, aber auch Ungarn das Karlsruher Urteil als Steilvorlage interpretierten und als Chance begriffen, nationale Politikentscheidungen und Gerichtsurteile der Rechtsprechung des EuGH zu entziehen. Mit dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts drohe ein juristisches „Europa à la carte“, hieß es im Juni zur Begründung der Verfahrenseinleitung im Juni.

Nicht auf einer Stufe mit polnischen Entscheidungen

Nach Ansicht der Bundesregierung ist diese Sorge unbegründet. Zum einen hätten die Karlsruher Richter akzeptiert, dass der Bundestag die EZB-Erläuterungen des PSPP-Programms gebilligt hat. Hier sei der „Ultra-vires“-Vorwurf also ausgeräumt. Zum anderen sei das Grundgesetz – anders als andere nationale Verfassungen – generell denkbar europarechtsfreundlich. Das gelte auch für die langjährige Europa-Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts, heißt es in dem Schreiben, das aus mehreren Karlsruher Urteilen zitiert. Die Bundesregierung stelle den Vorrang der

EU-Verträge ohnehin nicht infrage. Sie sei freilich – ebenfalls ganz anders als in Polen – an die Unabhängigkeit der Rechtsprechung gebunden. Deshalb, so die Berliner Überzeugung, ließen sich die Karlsruher Urteile nicht auf eine Stufe mit polnischen Entscheidungen stellen.

Der Konflikt um die richterliche Letztentscheidungskompetenz in europarechtlichen Fragen ist mit diesen Überzeugungen freilich nicht gelöst. Die Bundesregierung schlägt der [EU-Kommission](#) deshalb einen neuen „strukturierten gerichtlichen Dialog zwischen dem Europäischen Gerichtshof und den Höchst- und Verfassungsgerichten der Mitgliedstaaten“ vor. Auf dieser Plattform könnten die Richter regelmäßig über die Auslegung des Europarechts diskutieren.

Der Sinn dieses Dialogs wäre nicht zuletzt, die in der Vergangenheit allzu oft ausgetragenen Grabenkämpfe zwischen dem EuGH und nationalen Verfassungsrichtern zu entschärfen. Der Dialog könne „ein konstruktives Miteinander im europäischen Gerichtsverbund im gemeinsamen Interesse der Wahrung des Rechts“ gewährleisten, heißt es in dem Schreiben. Die Bundesregierung werde dazu „unter Wahrung der richterlichen Unabhängigkeit“ das Gespräch mit dem Bundesverfassungsgericht suchen. Dem Vernehmen nach stehen die Karlsruher Richter dem Vorschlag aufgeschlossen gegenüber. Der Dialog soll die in Artikel 267 des Vertrags über die Arbeitsweise der [EU](#) ohnehin vorgesehene Vorabentscheidung ergänzen. Darin entscheidet der EuGH über die Auslegung europäischen Rechts in Fällen, die ihm von nationalen Gerichten vorgelegt wurden.

Die erste Stufe des Verfahrens ist abgeschlossen

Mit der Berliner Stellungnahme ist die erste Stufe des Vertragsverletzungsverfahrens abgeschlossen. Wenn sich die Kommission damit zufriedengibt oder die Vorschläge der Bundesregierung aufgreift, kann sie darauf verzichten, das Verfahren weiter voranzutreiben und Deutschland vor dem EuGH zu verklagen. Falls sie aber Klage erhebe, müssten die Luxemburger Richter über ihren eigenen Konflikt mit dem Bundesverfassungsgericht urteilen – und würden wohl kaum gegen sich selbst entscheiden. Eine Frist für die Entscheidung über eine Klage ist der Kommission nicht gesetzt.

Der FDP-Bundestagsabgeordnete Otto Fricke warf der Bundesregierung vor, sie ducke sich „notgedrungen“ weg und gehe dem Kernkonflikt mit Brüssel aus dem Weg. „Wenigstens etwas Engagement zur Verteidigung der verfassungsmäßigen Ordnung des Grundgesetzes“, wie sie das Bundesverfassungsgericht als verletzt angesehen habe, hätte die Bundesregierung aufbringen müssen, sagte Fricke. Der „vorgeschlagene“ Dialog der Richter schade zwar nicht, bestehe aber informell längst.

Comprendre le « wokisme » et le réfuter

Sugy, Paul

« L'IDÉOLOGIE WOKE. ANATOMIE DU WOKISME »

ET « FACE AU WOKISME », Pierre Valentin notes pour la FondaPOL, Consultables en ligne sur le site du think-tank

Pour qui suit d'assez près la chronique hélas quotidienne de ses errements, la gauche « woke » n'a que peu de secrets tant ses obsessions répétitives rendent ses assauts prévisibles. Récemment encore, il s'est trouvé des bonnes consciences pour s'inquiéter du consentement de Blanche-Neige au baiser de son prince : l'ironie veut que cette « indignation » ait été préalablement imaginée sous forme parodique par des internautes facétieux, avant même que des militants s'emparent du scandale - au premier degré, cette fois.

Si donc les motifs de ses crises d'urticaire, ainsi que ses méthodes (que l'on a longtemps crues cantonnées aux campus américains et que l'on voit pourtant avec inquiétude s'importer chez nous : culture de l'annulation, chasse aux sorcières, préférence pour l'entre-soi « non mixte » ...), sont déjà bien connus, restait à comprendre les conditions sociales, culturelles et même psychologiques du succès du « wokisme ». À quoi s'attelle avec brio le jeune Pierre Valentin, qui vient de publier pour le compte de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol, think-tank) deux notes remarquables sur les origines de ce mouvement et les raisons de son influence.

L'étudiant en sciences politiques retrace d'abord l'origine du mot lui-même, qui n'a pris que très récemment un tour péjoratif : apparu dans un clip de R'n'B afro-américain en 2008, le terme « woke » a été popularisé puis repris en chœur par de nombreux activistes antiracistes aux États-Unis et en particulier ceux du mouvement Black Lives Matter. Ainsi, rester « woke » (« éveillé »), assurent les partisans de cette notion, c'est avoir « conscience » de la perpétuation de schémas de domination appelant à une vigilance voire à une lutte permanente.

De cette attitude militante, Pierre Valentin dissèque sans pitié les subterfuges et les opportunistes, s'appuyant pour ce faire sur les contributions précieuses de plusieurs auteurs américains non traduits et encore trop peu connus du public français, en particulier Helen Pluckrose et James Lindsay (qui s'étaient illustrés déjà en prenant au piège certaines revues universitaires au moyen d'un canular savoureux).

L'architecture du système de pensée « woke » repose sur quelques soubassements très simples, mais qui, pour discutables qu'ils soient, n'en donnent pas moins à leur adeptes une forte autorité puisqu'ils permettent de jeter le soupçon sur la quasi-totalité de nos certitudes politiques : le savoir, estiment-ils, est moins le fruit d'une recherche universelle de la connaissance que d'une lutte de pouvoirs. Les distinctions et les hiérarchies sont donc d'emblée suspectes ; et avec elles le langage et la culture, accusés au fond d'être les instruments de pouvoir des « classes dominantes » .

De là aussi un rejet de l'idée même de norme, évincée au seul motif qu'il existe toujours des exceptions : « *Le schème est identique, quel que soit le sujet : commencer par dénicher une norme ou un idéal, puis mettre constamment en avant des individus qui sont en dehors de cet idéal en insistant sur leur souffrance en tant que personnes marginalisées* », note l'auteur dans un amusant mode d'emploi à l'usage des apprentis « woke » .

Mais le succès d'un tel modèle explicatif tient aussi à plusieurs paramètres exogènes. Il s'agit d'une part de l'émergence des nouveaux réseaux d'information et de communication, qui survalorisent les contenus viraux, et donc l'émotion et son corollaire presque inséparable : l'indignation. D'autre part, l'affaiblissement des liens collectifs et l'émergence en réaction d'une « *bureaucratization des rapports sociaux* » permet, détaille Pierre Valentin, de banaliser le recours en cas de conflit à l'arbitrage

d'une tierce personne. Le tout avec pour toile de fond la victoire de « *la logique de la victime* » (dont le statut s'est sacralisé) sur celle de l'honneur (jugée désuète) : voilà comment prospère la recherche incessante chez les militants « woke » de nouvelles « offenses » contre lesquelles il convient d'exiger « réparation » auprès de l'administration (celle d'abord des universités, puis des grandes entreprises et de plus en plus désormais celle des États).

De là cette hypothèse psychologique : les tenants du « wokisme » seraient d'abord les héritiers d'une génération de nantis ayant eu tendance à surprotéger leurs enfants, ceux que la langue de Shakespeare appelle les « helicopter parents ». S'appuyant cette fois sur les observations du psychologue Jean Piaget, l'auteur avance que « *chez les enfants des classes aisées, l'érosion progressive du temps moyen de leurs instants de jeu libre empêcherait le bon développement de l'enfant. Qui garderait, une fois adolescent et jeune adulte, le besoin de régler ses désaccords avec ses semblables par le recours à une intervention extérieure, souvent issue d'une autorité formelle* » .

En vulgarisant et en rendant accessibles au public francophone de nombreux travaux essentiels sur ce phénomène qui ne laisse pas d'agiter, parfois violemment, la vie intellectuelle de chaque côté de l'Atlantique, Pierre Valentin rend là un immense service à tous ceux qui souhaitent approfondir leur compréhension des sophismes de la pensée « woke » - voire y répondre. Il observe enfin fort justement que l'un des meilleurs antidotes connus à ce jour reste l'humour, et il importe de noter le succès récent de nombreux comptes satiriques sur les réseaux sociaux, qui ont au moins le mérite de souligner la pauvreté du procédé : dès lors, en effet, que toute référence à une quelconque norme atteste d'une probable oppression, l'étendue des indignations possibles semble sans limite. Et il y a urgence à refermer la boîte de Pandore.

PAUL SUGY

SELBSTBILD DER NATION:

Traumland Deutschland

- VON WIBKE BECKER
- -AKTUALISIERT AM 02.08.2021-11:11



Versinken wir im Chaos? Oder laufen viele Dinge besser als öffentlich wahrgenommen? Letzteres denken viele Ausländer, die hier leben. Warum merken das die Deutschen nicht?

Einige Monate vor Corona, im September 2019, hielt [Hubertus Heil](#) eine Rede vor den Gewerkschaftern von Verdi. Am Rande erzählte der Arbeitsminister eine Anekdote: Vor Kurzem habe er den OECD-Generalsekretär bei sich gehabt, „einen feurigen Mexikaner“. Der habe einen Bericht über die Zukunft der Arbeit in Deutschland vorgestellt. Einige Journalisten fragten ihn, wo genau Deutschland Probleme habe. Der Mexikaner sprach darüber. Bis es ihm wohl zu bunt wurde mit dem ganzen Gerede über die Problemchen, „er irgendwann einen Rappel bekommen“ und gesagt habe: „Everybody wants to be Germany.“ Jeder will Deutschland sein.

Der Mexikaner ist nicht der Einzige, der so denkt. Im April dieses Jahres erschien auf Deutsch ein Buch mit dem Titel: „Warum Deutschland es besser macht“. Der britische Autor John Kampfner beschreibt die Bundesrepublik darin als „das Bollwerk der Vernunft und der Stabilität“ dieser Welt. In Deutschland würden politische Diskussionen „auf reiferem Niveau als anderswo“ geführt, und man könne die Deutschen für die Art und Weise, wie sie Schwierigkeiten bestehen, „nur beneiden“.

Jeder will Deutschland sein. Nur die Deutschen selbst nicht. Blickt man auf die Überschriften einiger Zeitungen, stehen wir am Rande des Kollaps: Impf-Chaos, Schienen-Chaos, Corona-Chaos, Flüchtlings-Chaos, Bildungs-Chaos, Verwaltungs-Chaos, Masken-Chaos, Regierungs-Chaos und Länder-Chaos. Es scheint wenig zu funktionieren, die Bürokratie ist zu langsam, die Regierung zu eingefahren und un kreativ, die Leute verhalten sich unsolidarisch, und die Politiker sind fast alles nur noch Populisten. Mit einem Wort: Dauerkrise in Deutschland.

Das Kuriose dabei: Die Deutschen sind laut Glücksatlas der [Deutschen Post](#) eigentlich zufrieden mit ihrem Leben, selbst in der Pandemie. Dennoch meckern sie. Ein Kolumnist des Economist kommentierte das 2018. „Cheer up, Germany“, hieß sein Text, Kopf hoch, Deutschland. Sein Eindruck von einer typischen Unterhaltung im sommerlich-idyllischen Biergarten: Erst gehe es um das schlechte Abschneiden der Nationalmannschaft bei der Fußball-WM, dann um die Probleme der deutschen Industrie, schließlich komme das Gespräch auf die politische Instabilität und die Schwierigkeiten der Flüchtlingskrise. Sein Resümee: Sprechen wir wirklich vom selben Land?

Eines der besten Gesundheitssysteme der Welt

Ausländer schauen anders auf Deutschland. Das gilt auch für die, die in Deutschland leben. Da ist zum Beispiel Veljko Bukvic. Er kommt aus einer kleinen Stadt im Norden von Serbien. Seine Kindheit war glücklich, seine Schulausbildung ausgezeichnet, sagt er.

Er mochte Fremdsprachen und war auf die Welt neugierig, also machte er Abi in Budapest, studierte Medizin in Wien und kam danach zur Facharztausbildung nach Thüringen. Denn hier suchte man händeringend Ärzte. Und Bukvic war sehr froh darüber. „Das deutsche Gesundheitssystem ist vielleicht eines der besten der Welt, und es macht wirklich sehr, sehr glücklich, in so einem System die Ausbildung machen zu dürfen“, sagt der Gynäkologe. Wenn nur die Menschen entspannter wären und das Wetter besser, dann wäre Deutschland „ein Traumland“. Warum merkten das die Deutschen nicht?

Bukvic muss darüber nicht lange nachdenken: „Weil fast alles perfekt funktioniert.“ Der Mensch gewöhne sich daran und bilde sich ein, dass das selbstverständlich sei. Wenn dann mal etwas nicht reibungslos klappe, nicht dem Ideal entspreche, dann breche bei dem einen oder anderen manchmal die Welt zusammen. Das sei ein Problem.

Die brasilianische Illustratorin Eymard Toledo kam schon vor 26 Jahren nach Deutschland. Sie konnte in ihrem Heimatland als Künstlerin nicht überleben, es herrschten massive Korruption und Inflation. Sie sagte sich, damals 31 Jahre alt: Das bisschen Geld, das ich besitze, das investiere ich lieber woanders. Ursprünglich wollte sie nach Italien – aber die Italiener wollten sie nicht, jedenfalls nicht an der Kunst-Uni. Ganz anders in Berlin, kurz nach der Wende.

Toledo konnte allerdings kein Deutsch, musste wieder nach Brasilien für ein Visum, schaffte es irgendwie durch die Aufnahmeprüfung der Kunsthochschule, ohne wirklich zu verstehen, was man von ihr wollte, und lernte anschließend über Monate zehn Stunden am Tag Deutsch. Sie studierte und verdiente sich nebenbei ihren Lebensunterhalt, indem sie mit einem kleinen Boot um große Boote herumfuhr und sie anstrich. „Streichen war ja meine Spezialität“, sagt sie heute selbstironisch. Aber damals war es eine „stressige Zeit“, ohne Freizeit. Die Berliner machten ihr Angst, ständig wurde sie wegen irgendwas angemotzt, kaum einer lachte frei und laut.

Mittlerweile, nach so vielen Jahren, ist sie beides, brasilianisch und deutsch. Es kommt immer drauf an, welchen Hintergrund ihr gegenüber hat. Mit ihrem Mann, einem Deutschen, kriegte sie sich im vergangenen Frühjahr in die Haare, weil sie ihren Kindern nicht komplett verbieten wollte, sich mit Freunden zu treffen. Deutsche Bekannte scheuten sich sogar zwischendurch, sie als Familie zu treffen, weil sie ihnen zu lax, zu „brasilianisch“ vorkamen.

Aus Sicht ihrer brasilianischen Freunde dagegen hält sie sich viel zu strikt an die Regeln. Diese Position zwischen den Kulturen führt dazu, dass Toledo eine ganz eigene Sicht auf die Pandemie entwickelt hat: kritisch, aber nicht gegenüber der Regierung, sondern gegenüber der Bevölkerung. Toledo begreift etwa nicht, wie manche Leute sich furchtbar darüber aufregten, dass Theater und Klubs geschlossen hatten, obwohl sie in den vergangenen Jahren eh nicht viel in Theater oder Klubs gegangen waren. Dass Freunde plötzlich so unzufrieden wurden, obwohl es ihnen doch gut ging. „Ich verstehe die ganze Aufregung nicht. Du kannst doch einfach ganz entspannt zuschauen und warten. Das ist eine Pandemie, man muss sowieso warten.“

Froh, in Deutschland zu sein

Sie kennt viele deutsche Künstler, aber selbst denen gehe es finanziell nicht so schlecht, „und die bekommen sogar Hilfe vom Staat, wo gibt es denn das?!“ Toledo will die Auswirkungen von [Corona](#) für Einzelne nicht banalisieren. Aber sie schlägt immer wieder die Zeitung auf und sehe, wie es andere Länder in der Pandemie getroffen habe und wie gut dagegen das Management in Deutschland laufe. Wie froh eigentlich alle sein müssten, hier zu leben und bereits geimpft zu sein oder wenigstens ein Angebot erhalten zu haben.

Toledo glaubt, dass die Pandemie Deutschland auch guttun könnte. Nie habe sie so viele Gespräche auf der Straße geführt wie in den vergangenen Monaten. Zuvor hätten die Leute das als Zeitverschwendung gesehen. Endlich seien wieder Kinder auf dem Spielplatz und tobten unbeschwert zusammen, statt nach der Schule zum beaufsichtigten Sportkurs zu hetzen. Und vielleicht, hofft Toledo, lernten die Deutschen auch mal zu improvisieren und nicht alles so streng zu kontrollieren. In Brasilien lebten die Leute in einem Zustand der permanenten Unsicherheit, der Job kann plötzlich gekündigt, das Geld nichts mehr wert sein. Das sind keine schönen Sachen, und Toledo ist sehr froh, dass das in Deutschland anders ist. „Aber das Leben ist eine ständige Veränderung, man muss sich anpassen können, sonst wird es schwierig“, sagt sie.

Deutschland, eine Oase an Struktur und Fürsorge, aber nicht wertgeschätzt von seinen Bürgern – so könnte man überspitzt das Bild vieler Ausländer beschreiben. Und die fühlen sich hier wohl. Das Statistische Bundesamt gibt zusammen mit anderen Forschungsinstituten alle zwei Jahre den „Datenreport“ heraus, einen Sozialbericht. Im Jahr 2016 lag der Schwerpunkt auf dem Thema Migration. Migranten waren im Schnitt ärmer, schlechter ausgebildet und verdienten weniger – aber waren zufriedener und optimistischer als ihre deutschen Landsleute.

Kleinigkeiten wie ein Brief vom Amt

Das mag auch an Kleinigkeiten wie einem schlichten Brief vom Amt liegen. Eine polnische Einwanderin konnte etwa Ende der 80er-Jahre ihr Glück nicht fassen, dass sie bei jedem Antrag ein Schreiben der Behörde bekam, in dem einfach nur drinstand: „Ihr Antrag ist eingegangen“. Sie war es gewohnt, dass ihre Anträge im Nirgendwo landeten und, wenn sie Glück hatte, irgendwann einmal beantwortet wurden. Sie staunte zwar beim Einparken darüber, dass ständig alte Leute auf der Straße stehen blieben und ohne jede Scham ihr Tun genau beäugten, mitunter auch schlaue Tipps zuriefen – das kannte sie aus ihrem Heimatland nicht. Aber dort war auf dem Lohnzettel auch nicht genau aufgelistet, wie viel Kranken-, Renten- und Pflegeversicherung sie bezahlte. Sie fand Deutschland korrekt und transparent – und das mochte sie.

Eine Kenianerin, die eigentlich mit Anfang zwanzig nur Verwandte in Deutschland besuchen wollte, verliebte sich während dieser Zeit in einen Deutschen. Aber sie wollte nicht bleiben, es war ihr einfach viel zu kalt. Der Angebetete – und nun ihr Ehemann – ließ nicht locker, reiste ihr nach Kenia nach, blieb ein paar Monate und überzeugte sie schließlich, dass es in Deutschland trotz des Klimas ganz angenehm zu leben sei. Hier angekommen, begann die junge Frau, bei einem Friseur auszuhelfen, aber ihre Hände juckten immerzu vom Färbemittel. Eine Kundin riet ihr, eine Ausbildung zu machen, was ihr mithilfe zweier Vereine, die sich für eingewanderte Frauen einsetzten, gelang – und ihr Leben „komplett veränderte“.

Sie begann bei der Post, viele Jahre allerdings nur mittels einer Zeitarbeitsfirma. Dann riet ihr eine Kollegin, sich auf eine freie Stelle direkt bei der Post zu bewerben. Die Kenianerin winkte ab. „Nein, das mache ich nicht. Da sind so viele Deutsche, wieso sollen die mich nehmen?“ Die Kollegin aber sagte: „Mein Mädchen, mach, was ich gesagt habe.“ Sie bewarb sich und bekam die Stelle – arbeitet dort immer noch und ist „sehr zufrieden“.

Sie schätzt es, dass sie in Deutschland keine große Sorge davor haben muss, ihre Arbeit zu verlieren, da sie durch staatliche Hilfen abgesichert ist. Sie schätzt den bezahlten Urlaub und die geregelten Pausen. Und sie genießt es, dass sie offen mit ihrem Chef sprechen kann und ihr regelmäßig gesagt wird, dass sie sich melden solle, falls sie mit etwas nicht zufrieden sei.

In Kenia dagegen hätten die meisten Angst vor ihrem Chef, seien immer nett zu ihm und wenn sie sich beschwerten, würden sie höchstwahrscheinlich rausgeworfen. Wenn die heute 57 Jahre alte Frau im Bus Frauen aus Afrika trifft, die gerade vom Putzen kommen, dann sagten die oft zu ihr: Wir sind so stolz, dass du im Büro arbeitest. Dagegen meckerten die Deutschen immerzu, obwohl sie eine gute Arbeit hätten, obwohl Deutschland wirklich „sehr gut organisiert“ sei.

Das Lob der Einwanderer auf Deutschland mag für viele Ohren wohlfeil klingen: Es kämen ja eh nur die, die es daheim nicht so gut hätten. Die lobten dann natürlich die deutschen Verhältnisse. Da ist etwas dran. Allerdings: Deutschland ist bei allen beliebt. Es kommen Menschen aus aller Herren Ländern. Wirklich aus allen, es fehlt laut Statistischem Bundesamt keine einzige Staatsbürgerschaft. Und in die andere Richtung gedacht: In welche Länder würde man denn selbst gehen, um es einmal besser zu haben? Da bleibt nicht mehr viel übrig. Vielleicht die Schweiz? Die hat sich allerdings gerade in einer vom Nachrichtenmagazin US News and World Report angefertigten Rangliste der „besten Länder“ dieser Erde auf den vierten Platz verabschiedet – direkt hinter Deutschland.

Der junge Brasilianer Glauber Almeida jedenfalls wollte in ein anderes Land, um Karriere zu machen, Geld zu verdienen und in einem Land zu leben, das politisch stabil ist. Er wuchs in einem armen Stadtviertel auf und hat dort „viel Scheiße erlebt“. Er wollte es besser haben als seine Eltern und entschied sich für Deutschland. Der 23 Jahre alte studierte Pfleger kam vor sieben Monaten nach Düsseldorf und hat inzwischen viele weitere Dinge in Deutschland entdeckt, die ihm gefallen.

Das Elterngeld zum Beispiel, das findet er „ganz prima“. Ebenso die Beziehung zwischen Arbeitnehmer und Arbeitgeber. Hier könne man sich krankmelden, und es werde erst mal darauf vertraut, dass das auch stimme. In Brasilien dagegen brauche man direkt am ersten Tag einen Attest. Viele seiner dortigen Kollegen gingen wegen dieses Drucks krank zur Arbeit. Klar gebe es auch Probleme in Deutschland, in der Politik und der Verwaltung. Die finde er aber, im Vergleich zu denen in Brasilien, „sehr oberflächlich“. Deutschland sei ein „sehr organisiertes Land“. Man könne hier „gut leben und eine Familie gründen.“

Manche sehen nur, was ihnen fehlt

Sehen das viele der Deutschen nicht? Und wenn doch, warum meckern sie so viel? Sind ihre Ansprüche einfach höher? Wollen sie dadurch etwas verbessern?

Die Illustratorin Toledo glaubt, ähnlich wie der Arzt Bukvic, dass das deutsche Meckern gerade an der hohen Lebensqualität in Deutschland liegt. „Wenn ich denke, was für ein unbeschwertes Leben es bis vor Kurzem für diese Generationen nach dem Krieg bis jetzt war. Das ist nicht selbstverständlich.“ Ihr kommen die Deutschen manchmal wie die brasilianische Oberschicht vor. Ihr Blick gehe nicht über ihr eigenes Leben in den gated communities hinaus. Sie sehen dadurch nur, was ihnen fehle. Aber nicht, welches unglaubliche Glück sie hätten, reich und gesund zu sein – im Vergleich zum Rest der Menschen.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/wie-war-martin-luthers-gewissen-wirklich-beschaffen-17432639.html?premium=0xc011e3544dc7542aefc15ddd8ab19c17&GEPC=s5>

LUTHERS GEWISSEN:

„Hier stehe ich, ich kann nicht anders“ – Wirklich?

- VON HARTMUT LEHMANN
- -AKTUALISIERT AM 02.08.2021-08:41



Detail aus dem im Entstehen begriffenen Reformationsfenster des Künstlers Markus Lüpertz für die Marktkirche in Hannover. Bild: Lucas Bäuml

Für seine Weigerung, sich von seinem Wissen zu distanzieren, wurde Luther verehrt. In Deutschland entstand daraus aber keine Tradition des Widerstands gegen die Mächtigen. Für manche verlief die deutsche Geschichte sogar „from Luther to Hitler“. Ein Essay.

Vor 500 Jahren reiste Martin Luther nach Worms. Seit 500 Jahren geht ein Satz um die Welt, mit dem er dort seine Rede vor Kaiser Karl V. beendete und klarstellte, dass er sich von dem Inhalt der Bücher, in denen er seine Theologie darlegte, nicht distanzieren könne: „Hier stehe ich, ich kann nicht anders.“

Freilich hat Luther diesen Satz, eine prägnante Kurzform seiner Wormser Schlussrede, so nie gesprochen. Er wurde vielmehr von Luthers Wittenberger Propagandisten kurz nach Luthers Auftritt vor dem Kaiser lanciert – mit überwältigendem Erfolg. Trotzdem wird auch im Jahr 2021 mit dem Hinweis auf den Satz „Hier stehe ich, ich kann nicht anders“ Luthers Wormser Auftritt als singuläre welthistorische Tat gepriesen: als bewundernswertes Zeichen von Zivilcourage, als Ausdruck eines von äußeren Zwängen freien individuellen Gewissens, als Mannesmut vor Herrscherthronen, wie man vor einigen Jahrzehnten noch gesagt hätte.

Vor allem seit dem 19. Jahrhundert verdichtete sich scheinbar alles, wofür Luther stand, in der einen Szene: hier der einfache Mönch, dort der mächtige Kaiser, in dessen Reich die Sonne nicht unterging. Hier der in seinem Gewissen gefangene, demütig auftretende Theologe, dort der Machtpolitiker, der seinen Interessen folgte und scheinbar nicht wusste, was ein Gewissen ist. Dazu die Gefahr, dass Luther, wenn er nicht widerrief, ein Schicksal drohe wie seinerzeit dem unglücklichen Reformator Johannes Hus, dessen Leben hundert Jahre zuvor in Konstanz auf dem Scheiterhaufen endete.



Professor Dr. Hartmut Lehmann war Gründungsdirektor des Deutschen Historischen Instituts in Washington D.C. und bis zum Jahr 2004 Direktor am Max-Planck-Institut für Geschichte in Göttingen. :Bild: privat

Historische Kontextualisierung hilft, die verschiedenen, mit der berühmten Wormser Szene verbundenen Legenden zu entwirren. Festzuhalten gilt es zunächst, dass der 37 Jahre alte Luther, der im Frühjahr 1521 nach Worms reiste, längst nicht mehr der „einfache Mönch“ war. Luther hatte seit seiner Ernennung zum Professor an der Universität Wittenberg im Jahre 1512 Karriere gemacht. Er hatte viel gelesene Schriften publiziert. Mit Bravour hatte er eine Reihe schwieriger Disputationen bestanden. Er wusste zu argumentieren und war sicher, dass er in jeder theologischen Disputation seinen Standpunkt erfolgreich vertreten könne. Studenten aus ganz Europa kamen inzwischen nach Wittenberg, um ihn zu hören.

Im Nebenamt war er Distriktsvikar seines Augustinerordens. Gleichzeitig war dieser geschäftserfahrene Professor aber auch etwas weltfremd. Er reiste nach Worms, weil er glaubte, er könne dort in einer weiteren Disputation seine Lehre verteidigen. Vielleicht war ihm nicht völlig bewusst, dass er zu einem Gerichtstermin fuhr und dass in diesen Verfahren andere Regeln gelten als in akademischen Disputationen.

Warum überhaupt ein Prozess?

Um zu klären, warum dieser Prozess überhaupt stattfand, muss man in das Jahr 1519, in das Jahr der Wahl des der Habsburger-Dynastie entstammenden spanischen Königs Karl I. zum Kaiser des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation, zurückgehen. Nach dem Tod von Kaiser Maximilian hatten sich verschiedene Kandidaten um dessen Nachfolge beworben. Der junge spanische König war nur einer von mehreren Kandidaten. Das gab den Kurfürsten, die den Kaiser wählten, eine außerordentlich starke Stellung, die sie ausnutzten, um in einer Wahlkapitulation den neuen Kaiser zu einer ganzen Reihe von Konzessionen zu zwingen. Zwei dieser Zusagen sind in unserem Zusammenhang von besonderem Interesse. Da die Kurfürsten und viele Reichsstände befürchteten, der „landfremde“ Kaiser könne sie selbst oder einen ihrer Untertanen in Spanien vor Gericht stellen, legten sie fest, dass alle Prozesse gegen Personen aus dem Reich auf dessen Boden stattfinden sollten. Da die Kurfürsten ferner fürchteten, der neue Kaiser könne sich gegen ihre Interessen mit dem Papst verbünden, musste Karl V. in der Wahlkapitulation außerdem unterzeichnen, dass auf die Exkommunikation die Reichsacht nicht automatisch folgen durfte, sondern erst nach einem förmlichen Prozess.

Nachdem Papst Leo X. Luther am 3. Januar 1521 als Irrlehrer exkommuniziert hatte, hätte dieser Prozess überall im Reich stattfinden können. Aus zwei Gründen entschied sich die kaiserliche Seite jedoch für Worms: zum einen, weil der Kaiser sich aus Anlass des nach Worms einberufenen Reichstags ohnehin längere Zeit in dieser Stadt aufhielt. Zum anderen, weil es Karl V. und seinen Beratern nicht einfach darum ging, Luther den Prozess zu machen. Vielmehr sollten möglichst viele Reichsstände davon überzeugt werden, dass Luther den Frieden im Reich nachhaltig störe und die Reichsacht ihn deshalb zu Recht treffe. Als Kaiser fühlte sich Karl V. nicht nur für das weltliche Recht und die weltliche Ordnung verantwortlich, sondern auch für die Kirche und die gesamte Christenheit.

Die päpstliche Seite erwartete vom Kaiser, dass er die Reichsacht möglichst ohne zeitlichen Verzug verhängen werde. Die kursächsische Seite beharrte dagegen darauf, dass der Kaiser als oberster Gerichtsherr des Reiches einen förmlichen Prozess durchführe. Der Kaiser stand zwischen den Fronten. Ihm lag nichts an einer Konfrontation mit dem Papst und ebenso wenig an Konflikten mit den Reichsständen, vor allem nichts an einem Streit mit dem einflussreichsten Kurfürsten, dem Sachsen Friedrich dem Weisen. Der war zugleich Luthers Landesherr und wollte seine Untertanen wie auch die junge Landesuniversität in Wittenberg vor Schaden bewahren.

Nach komplizierten Verhandlungen fand die kaiserliche Seite im Laufe des Frühjahrs 1521 eine, wie es schien, kluge diplomatische Lösung: Für die Reise nach Worms sollte Luther freies Geleit erhalten. Um die päpstlichen Ansprüche zu befriedigen, sollte dort am Rande des Reichstags ein möglichst „kurzer Prozess“ stattfinden, also ohne lange Verhandlungen und Debatten.

Der 1521 nach Worms einberufene Reichstag hatte eine Fülle komplizierter Fragen zu lösen: die Errichtung eines Reichsregiments für den Fall einer längeren Abwesenheit des Kaisers vom Reich, ferner finanzielle Hilfe der Reichsstände für das Reichskammergericht sowie für einen geplanten „Romzug“ des Kaisers. Zu klären galt außerdem das Verhältnis zur Schweiz und zu Frankreich, dessen König sich vergeblich darum bemüht hatte, selbst Kaiser zu werden. Nicht zu unterschätzen waren aber auch Diskussionen über die seit dem 15. Jahrhundert immer längere Liste der „Gravamina der deutschen Nation“ gegenüber Rom sowie Angelegenheiten, die einzelne Reichsstände betrafen. In keiner dieser Fragen konnte der Kaiser eine Lösung dekretieren. Vielmehr kam es darauf an, Interessen auszugleichen und Lösungen zu finden, die nicht zu weiterem Streit führten.

Keine Gefahr für Leib und Leben

Als Luther im April 1521 nach Worms zitiert wurde, waren viele dieser Fragen erörtert worden, aber noch nicht alle abschließend geklärt. Für die Räte Karls V. kam es deshalb darauf an, diejenigen Reichsstände, die mit Luthers Reformvorschlägen sympathisierten, nicht unnötig zu provozieren, andererseits Luther aber auch keine Chance zu geben, weitere Reichsstände für seine Ideen zu gewinnen. In Prozessen, die der Kaiser als oberster Gerichtsherr des Reichs durchführte, war es zudem nicht unüblich, alle Möglichkeiten für eine Schlichtung – heute würde man sagen: für eine Mediation – auszuschöpfen.

Der Prozess in Sachen Luther wurde in das Palais des Wormser Bischofs einberufen, wo der Kaiser residierte, nicht in das Wormser Rathaus, wo der Reichstag tagte. Das Weitere ist schon oft geschildert worden: Der Versuch der kaiserlichen Räte während der anberaumten Verhandlung, Luther zu kurzen, knappen Antworten zu zwingen; Luthers Bemühen, immer wieder weit auszuholen und so etwas wie eine Disputation zu inszenieren; Luthers Bitte um einen Tag Bedenkzeit, damit er sich seine Antwort überlegen könne; Luthers Schlussrede mit dem viel zitierten Satz: „Solange mein Gewissen in Gottes Worten gefangen ist, kann und will ich nichts widerrufen, weil es unsicher ist und die Seligkeit bedroht, etwas gegen das Gewissen zu tun. Gott helfe mir. Amen.“

Bei dem Prozess war Publikum nicht ausgeschlossen. Viele, die aus Anlass des Reichstags nach Worms gereist waren, machten von der Möglichkeit Gebrauch, selbst den Verhandlungen beizuwohnen. Immerhin war Luther 1521 eine im ganzen Reich bekannte und umstrittene Person. Vor und nach den Gerichtsverhandlungen kam es zu Gesprächen zwischen kaiserlichen Räten und Vertretern der Reichsstände. Karl V. zeigte sich bei verschiedenen Gelegenheiten während des Prozesses und danach durchaus konziliant. Ja, Luther bekam einen Tag Bedenkzeit. Ja, Luthers Aufenthalt in Worms konnte um mehrere Tage verlängert werden. Ja, auch nach dem offiziellen Ende des Prozesses bekamen Vertreter der Reichsstände die Gelegenheit zu einem längeren Gespräch mit Luther. Vielleicht bestand doch noch die Chance, Luther zum Einlenken zu bewegen. Vergeblich. Luther blieb bei seiner Haltung. Karl V. wollte keine Gelegenheit auslassen, möglichst viele Reichsstände von der Richtigkeit des Urteils zu überzeugen. Kurzum, es ging dem Kaiser um eine möglichst breite Akzeptanz seiner Entscheidung in dieser brisanten Sache.

Während des Aufenthaltes in Worms bestand für Luther keine Gefahr an Leib und Leben. Er wurde von der kursächsischen Reichstagsdelegation freundlich aufgenommen und beherbergt, schlief mit kursächsischen Räten in einer Stube. Karl V. wartete mit der Unterzeichnung seines Urteils, des „Wormser Edikts“, und damit mit der Verhängung der Reichsacht, bis Luther Worms verlassen hatte. Meist wird übersehen, dass das Edikt nicht Teil des von Kaiser und Reichsständen ausgehandelten Reichsabschieds war.

Friedrich der Weise sorgte dann allerdings dafür, dass Luther nicht nach Wittenberg zurückkehren konnte. Er brachte ihn vielmehr in einer spektakulären Aktion auf die Wartburg und damit vorläufig in Sicherheit, denn Luther war inzwischen „vogelfrei“. Luther selbst wusste, zumindest in groben Zügen, dass er für einige Zeit von der öffentlichen Bühne verschwinden müsste.

Ein fester Bestandteil protestantischen Selbstverständnisses

Der von Wittenberg aus kolportierte Satz „Ich stehe hier, ich kann nicht anders“ wurde nach Luthers Tod fester Bestandteil des protestantischen Selbstverständnisses. In dem Maß, in dem Luther im 19. Jahrhundert zum deutschen Nationalhelden stilisiert wurde, galt allen, die Luther verehrten, dieser Satz als die eigentliche Quintessenz des reformatorischen Denkens. Längst war es zu einer kompletten Entkontextualisierung des Wormser Lutherprozesses gekommen: Luther erschien inzwischen nur noch als der einsame, aber mutige Gewissenstäter, der in Worms „vor

Kaiser und Reich“ unerschrocken seinen Überzeugungen treu geblieben war. Etwa zur gleichen Zeit, als das Erste Vatikanische Konzil den Jurisdiktionsprimat und die Unfehlbarkeit des Papstes in Fragen des Glaubens und der Sitte dogmatisierte, verstanden viele national gesinnte deutsche Protestanten das Luther'sche „Hier stehe ich“ wie eine protestantische Unfehlbarkeitsdoktrin, als eine Haltung, die keine weiteren Diskussionen zuließ, keine Kompromisse, keinen Spielraum für einen Ausgleich unterschiedlicher Interessen.

Bis weit ins 20. Jahrhundert hinein glaubten viele Protestanten, so wie Luther in Worms sollten echte und wahre Deutsche handeln. In seiner Videobotschaft aus Anlass des digitalen Festakts zur Erinnerung an Luthers Wormser Rede mahnte Bundespräsident [Frank-Walter Steinmeier](#) am 16. April 2021 dagegen, „nicht jeden Streit um richtige Wege zu Fragen der Wahrheit und des Gewissens“ zu machen. Viele Fragen ließen sich „zivilisiert und verletzungsfrei klären“. Wirklich schwerwiegende Gewissensfragen seien selten. Mit dem Satz: „Der Selbstbewusste kann Fragen zulassen und sich auf neue Sichtweisen einlassen“, machte er deutlich, dass es gefährlich sein kann, wenn man das „Hier stehe ich“ absolut setzt und als einzige Handlungsmaxime sieht.

Als der damals 36 Jahre alte Reformationshistoriker Adolf Wrede die Akten des Wormser Reichstags von 1521 im Jahr 1896 in der Serie der Deutschen Reichstagsakten publizierte, nahm er die Akten des Lutherprozesses (als Nr. 59–93) mit in den Band auf. Damit bestärkte er mit Zustimmung der Historischen Kommission bei der Königlich-Bayerischen Akademie der Wissenschaften, in deren Auftrag er den Band herausgab, den Eindruck, als sei der Lutherprozess genuiner Teil der Reichstagsverhandlungen gewesen und nicht ein Vorgang, der zwar in Worms stattfand, während der Reichstag tagte, der aber nicht Teil der eigentlichen Verhandlungen zwischen dem Kaiser und den Reichsständen war.

Die Akten des Kaiserlichen Reichshofrats werden erst seit einem guten Jahrzehnt erschlossen. Das oberste Kaiserliche Gericht war noch unter Kaiser Maximilian I. als Gegengewicht zu dem von den Reichsständen dominierten Reichskammergericht entstanden, hatte zur Zeit, als in Worms der Lutherprozess durchgeführt wurde, aber noch keine klare Geschäftsordnung erhalten. Dennoch ist unstrittig, dass der Kaiser in den Verhandlungen mit Luther die Zügel in der Hand hatte. Seine Männer, nicht Vertreter der Reichsstände, verhörten den Wittenberger Professor. Auch wenn die päpstliche Seite ihm bei der Formulierung des Wormser Edikts half, war er es, der das Urteil ausfertigte.

Was meint „in Gottes Wort gefangen“?

Zu klären lohnt, was Luther in seinem Schlusswort zum Ausdruck bringen wollte, wenn er ausführt, sein Gewissen sei „in Gottes Worten gefangen“ und er könne und wolle „nichts widerrufen, weil es unsicher ist und die Seligkeit bedroht, etwas gegen das Gewissen zu tun“. Sind diese Sätze Zeugnis „einer europäischen Sternstunde des erwachten individuellen Gewissens“, wie Bundespräsident Steinmeier in seiner Videobotschaft am 16. April 2021 formulierte? Zu fragen lohnt vor allem, was der Begriff „Gewissen“ (sowie die lateinische Entsprechung „conscientia“) um 1500 bedeutete.

Folgt man dem Grimmschen Wörterbuch, dann hatte das deutsche Wort Gewissen „einen längeren Weg der Bedeutungsverengung durchzumachen, um zum heutigen ethischen Begriff zu kommen“. In frühneuzeitlichen Texten hieß Gewissen, dass man viel Wissen habe, Wissen, das man mit Sicherheit besitze, auch Wissen, das man mit anderen teile, eine Art Mit-Wissen (conscientia). Für einen Theologieprofessor, der sich fast seit einem Jahrzehnt intensiv mit der Hebräischen Bibel und dem Neuen Testament beschäftigte, hieß der Satz, sein Gewissen sei in Gottes Worten gefangen, deshalb, dass er sich von dem Wissen, das er beim Studium der biblischen Texte erlangt und seinen Studenten über die Jahre hinweg vermittelt habe, nicht distanzieren könne.

Man kann lange darüber streiten, ob der spätere, engere, „ethisch“ akzentuierte Begriff von Gewissen bei Luther schon anklingt. Ebenso wie Gebirge um 1500 viele Berge bezeichnet, Geläut viel Läuten, Gebrüll viel Brüllen, Gebüsch viele Büsche (die Beispiele lassen sich unschwer mehren), hieß Gewissen in Luthers Zeit zuerst und vor allem „viel Wissen“. In jedem Fall kommt es einer vorschnellen Aktualisierung der Luther'schen Worte über sein in Gottes Worten gebundenes Gewissen gleich, wenn man daraus eine existenzielle moralische Kategorie ableitet. Diese für politische Extremsituationen des 20. Jahrhunderts und für die heutige Zeit spezifische Bedeutung erlangte der Begriff Gewissen, wie uns Heinz Kittsteiner schon vor mehr als zwanzig Jahren in seinem Buch über „Die Entstehung des modernen Gewissens“ nachdrücklich gezeigt hat, erst im späten 18. Jahrhundert.

Kirchenvater, nicht Rebell

Bleibt die Frage, warum aus der heroisch verklärten Verweigerung Luthers, sich von seinem Wissen zu distanzieren, in Deutschland keine Tradition des Widerstands gegen die Mächtigen dieser Welt entstand, die ihre Macht missbrauchten. Mit der Reichsacht belegt, war Luther völlig abhängig von der Protektion durch seinen Landesherrn.

Der Schutz, den einige Fürsten in den folgenden Jahrhunderten den neuen Kirchen gewährten, wurde mit bedingungsloser Obrigkeitstreue belohnt. Das Freiheitspathos der Studenten, die 1817 auf der Wartburg Luther feierten, verstummte nach den Karlsbader Beschlüssen. Das 1821 und damit 300 Jahre nach dem Wormser Ereignis eingeweihte Lutherstandbild von Johann Gottfried Schadow zeigt einen standfesten Kirchenvater, keinen Rebellen. Auf Wunsch des preußischen Königs wurde die bronzene Kolossalstatue auf den Wittenberger Marktplatz gestellt, nicht nach Worms.

Die national gesinnten Liberalen verehrten vor allem seit der gescheiterten Revolution von 1848/49 Friedrich Schiller und seinen Wilhelm Tell als Freiheitshelden – nicht Martin Luther. Auf der politischen Linken galt Luther seit der Bauernkriegsschrift von Friedrich Engels als Fürstenknecht und Verräter der Interessen des gemeinen Mannes. In dem von Ernst Rietschel konzipierten und 1868 eingeweihten Lutherdenkmal in Worms überragte ein überlebensgroßer Luther ein Ensemble aus Figuren seiner Mitstreiter sowie der Fürsten und der Städte, die sich ihm zugewandt hatten. Nach der Reichsgründung verschmolz die Erinnerung an Luther immer mehr mit der Bismarckverehrung, im Ersten Weltkrieg schließlich mit der Verehrung von Hindenburg. Nunmehr war nur noch vom „deutschen Luther“ die Rede oder, wenn an Worms erinnert wurde, vom „Helden von Worms“. Das war auch der Tenor der Reden, in denen 1921, wie Dorothea Wendebourg gezeigt hat, zum Vierhundertjahrjubiläum der Wormser Ereignisse an Luther erinnert wurde: Luthers Verweigerung sollte den Deutschen Mut geben, sich gegen das „Diktat von Versailles“ zu wehren.

Luther als kulturelle Ikone

Bei den Personen, die im Widerstand gegen Hitler aktiv waren, spielte von wenigen Ausnahmen abgesehen Luthers Wormser Widerruf keine Rolle. Der norwegische Bischof Eivind Berggrav bezog sich auf die Wormser Episode in einer Rede, die er 1941 nach dem deutschen Überfall auf Norwegen hielt und die er „Wenn der Kutscher trunken ist. Luther über die Pflicht zum Ungehorsam gegenüber der Obrigkeit“ betitelte. Dietrich Bonhoeffer schrieb in einer Passage seiner „Ethik“, die er 1942, also noch vor seiner Verhaftung, schrieb, „dass es niemals geraten sein kann, wider das eigene Gewissen zu handeln“. Zu sehr hatte jedoch die nationalistische Rechte Luther für ihre politischen Zwecke eingespannt, als dass er zur Symbolfigur im Widerstand gegen Hitler hätte werden können.

Jenseits des Atlantiks war Luthers „Hier stehe ich“ in andere Traditionen eingebunden. Viele Amerikaner, die Luther verehrten, hatten sein Andenken seit der Mitte des 19. Jahrhunderts sowohl vom deutsch-nationalen wie vom lutherisch-konfessionellen Ballast befreit. Dort war Luther zu einer kulturellen Ikone geworden, die für die Befreiung von Aberglauben und für Glaubensfreiheit stand. In diesem Sinne gab John Beecher, ein Bürgerrechtsaktivist und Freund von Pete Seeger, 1941 seiner Autobiographie den Titel „Here I stand“, ebenso 1958 der dezidierte Linke Paul Robeson.

In diesem Sinn schien das „Here I stand“ geeignet für eine Biographie über Martin Niemöller, die der am Union Theological Seminary in New York lehrende schottische Reformierte James Moffatt 1937 publizierte, sowie für eine Lutherbiographie aus der Feder des Pazifisten und Quäkers Roland Bainton 1950. Und in diesem Sinne bezog sich der Baptist Martin Luther King jr. mehrfach auf Luthers berühmtes Diktum, zuletzt in Predigten in West- und Ost-Berlin im Jahr 1964.

Wie widersprüchlich die Lutherrezeption in den Vereinigten Staaten verlief, zeigt jedoch auch die im Kampf gegen die Nationalsozialisten mehrfach verwendete Parole, die deutsche Geschichte verlaufe „from Luther to Hitler“, die vielen Deutschen noch lange nach 1945 wie ein Stein im Magen lag.

CHNELLER SCHLAU

Was bei der Rente schiefläuft

Von PHILIPP KROHN, Grafiken: JOHANNES THIELEN · 2. August 2021

Seit zwei Jahrzehnten wird das deutsche Altersvorsorgesystem permanent repariert. Doch ohne grundlegende Änderungen wird es nie so solide werden wie die Systeme anderer Länder.

Es ist nicht mehr besonders beliebt, die Altersvorsorge in ihren drei Säulen gesamtheitlich zu betrachten. Dabei sind die gesetzliche, die betriebliche und die private Rente voneinander abhängig – und das Verhältnis der drei spiegelt die jeweiligen Grundgedanken der Rentensysteme verschiedener Länder wider. In den Niederlanden ist etwa das Grundrentenmodell eine Voraussetzung für die starke betriebliche Altersvorsorge durch große Pensionsfonds in dem Land. Dort ist das leitende Prinzip der Sozialversicherungsrente die Armutsvermeidung. Dagegen dienen die üppigen Betriebsrenten dazu, den Lebensstandard zu sichern. Anders ist es in den traditionellen kontinentaleuropäischen Rentensystemen. In Frankreich und Deutschland wurde anders als in den Niederlanden oder in den skandinavischen Ländern viele Jahrzehnte besonders auf das Äquivalenzprinzip Wert gelegt. Es bietet Durchschnittsverdienern hohe Lohnersatzleistungen im Ruhestand, für Menschen mit niedrigeren Einkommen sind diese aber unzureichend. Aus diesem Grund haben mehrere Bundesregierungen jahrelang um einen zusätzlichen Schutz vor Altersarmut gerungen.

In allen genannten europäischen Ländern tritt dasselbe Problem auf: Durch den demographischen Wandel verkehrt sich das Verhältnis von Beschäftigten und Rentnern. Als die gesetzliche Rente in Deutschland 1957 von der Bismarckschen Kapitaldeckung auf das Umlagesystem umgestellt wurde, war diese Herausforderung noch nicht absehbar. 1962 kamen auf einen Ruheständler noch sechs Menschen aus der arbeitenden Bevölkerung. Heute hingegen kommen nur noch gut zwei Beschäftigte auf einen Rentner. Damit ist die gesetzliche Rente noch nicht an der Belastungsgrenze angelangt – doch dass allmählich die geburtenstarken Jahrgänge der sechziger Jahre aus dem Arbeitsleben ausscheiden, verkehrt die Relation noch weiter.

Ein zweiter Effekt, der die Finanzierung der Rente unter Druck setzt, ist eine eigentlich sehr erfreuliche Entwicklung: die Langlebigkeit. Doch weil die Lebenserwartung steigt, müssen mehr Ruhestandsjahre durch Beschäftigte finanziert werden. Der Effekt ist spektakulär: In den 60 Jahren nach 1960 hat sich die durchschnittliche Rentendauer verdoppelt – von 9,9 auf 19,9 Jahre. Geburtenrückgang und Langlebigkeit werden sich nicht umkehren, sie führen zu einer Dauerlast für die Finanzierung. Ein Ausweg daraus war es zu Beginn des Jahrtausends, die Steuerfinanzierung der Rente zu verstetigen.

Schon zuvor waren beide Effekte Grund für den größten Umbau der gesetzlichen Rente seit 1957.

Bundessozialminister Norbert Blüm (CDU) setzte eine erste eine dämpfende Wirkung auf die Rentenentwicklung um. Denn trotz der widrigen Umstände hat sich das nominale Rentenniveau verbessert. Anfang der neunziger Jahre erhielt eine Rentnerin durchschnittlich 385 Euro (damals in D-Mark ausgezahlt), ein männlicher Rentner 902 Euro. Seitdem haben sich die Rentenzahlungen an Frauen durch deren höhere Erwerbstätigkeit und die Mütterrente um

105 Prozent mehr als verdoppelt. Für Männer war die Steigerung geringer, weil schon zuvor die Basis höher war – sie betrug aber immer noch gut 40 Prozent.

Blüms Nachfolger Walter Riester (SPD) baute die Dämpfung der Rentensteigerungen um und ergänzte sie um ein neues Fördermodell in der privaten Altersvorsorge – die „Riester-Rente“. Außerdem führte er einen Rechtsanspruch auf eine Betriebsrente ein. Das führte zu einem regelrechten Boom der betrieblichen Altersversorgung. Heute haben Unternehmen und Vorsorgeeinrichtungen mehr als 600 Milliarden Euro Deckungsrückstellungen für künftige Betriebspensionäre gebildet. Das ist eine bedeutsame Quelle des Vermögens und des Wohlstands im Alter.

Doch je Kopf sind diese Rückstellungen niedriger als etwa in den Niederlanden, die in internationalen Rankings regelmäßig als Land mit dem stabilsten Rentensystem abschneiden. Betriebsrenten sind in Deutschland zudem nach wie vor noch eine Angelegenheit von Großunternehmen. Viele von ihnen haben ihren Mitarbeitern eine Direktzusage ausgesprochen. Manche Unternehmen unterlegen diese Zusage mit einer Investition von Geld in ein eigens zusammengestelltes Vorsorgeportfolio. Sie sind zumeist diversifiziert zusammengestellt und erzielen am Kapitalmarkt recht hohe Renditen. Andere Unternehmen nutzen diese Zusagen eher als Finanzierung eigener Vorhaben im Betrieb. So wird die Betriebspension zu einer verkappten Mitarbeiterbeteiligung.

Der Boom der Betrieblichen vor zwei Jahrzehnten war aber vor allem auf den Rechtsanspruch auf eine Entgeltumwandlung zurückzuführen. Unternehmen müssen also Mitarbeitern anbieten, einen Gehaltsverzicht in eine der bislang fünf Formen der Betriebsrenten zu wandeln. Doch der Nachfrageschub ist inzwischen abgeebbt. Während in den finanzaffinen Branchen Versicherungen und Banken neun von zehn Beschäftigten einen Anspruch auf eine Betriebspension haben, gibt es vor allem in der Gastronomie erheblichen Nachholbedarf. In der Corona-Krise zeigte sich zudem, dass dort ein hoher Anteil von Frauen arbeitet, die durch die Ausgangsbeschränkungen besonders stark wirtschaftlich betroffen sind. Nur zwei von zehn Beschäftigten können im Gastgewerbe auf eine Betriebsrente rechnen.

Die Riester-Rente sollte das zweite Mittel gegen Langlebigkeit und Geburtenrückgang sein. Ihr größtes Problem ist der Niedrigzins, denn seit 20 Jahren ist die nominale Überschussbeteiligung der überwiegend als Versicherung gehaltenen Verträge von mehr als 7 auf nur noch knapp oberhalb von 2 Prozent gefallen. Das bietet kaum noch Potential, ein angemessenes Altersvermögen aufzubauen, um den beschlossenen Rückgang der Rentenleistung auszugleichen.

Der Fördermechanismus hingegen funktioniert recht zielgenau. Mehr als die Hälfte der Zulagen werden an Einkommensbezieher mit weniger als 30.000 Euro Jahreseinkommen verteilt. Bei Frauen, die überwiegend von den Kinderzulagen profitieren, liegt der Anteil in diese Einkommensgruppe sogar bei zwei Dritteln.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/journalistin-floh-nach-taliban-interview-aus-afghanistan-17513919.html?premium>

JOURNALISTIN BEHESHTA ARGHAND:

„Die Taliban akzeptieren Frauen nicht“

• VON MICHAEL HANFELD

• -AKTUALISIERT AM 03.09.2021-07:55



„Die Taliban akzeptieren Frauen nicht“: die Journalistin Beheshta Arghand nach ihrer Flucht in Doha, Qatar Bild: Reuters

Zwei Tage nach der Machtübernahme der Taliban führte eine junge Reporterin des Senders Tolo TV ein Interview mit einem von deren Sprechern. Dann floh Beheshta Arghand aus dem Land. Jetzt erzählt sie, wie es wirklich zu der Aufnahme kam.

Das sah doch gut aus. Es sah so aus, als hätten die Taliban gelernt. Als hätten sie sich geändert. Als seien sie moderater als früher. Als achteten sie sogar Frauen. So sah es aus, weil ein Taliban-Sprecher sich, kaum war Kabul gefallen, von einer Journalistin des Senders Tolo News interviewen ließ. Vor zwei Jahrzehnten, als die Taliban schon einmal an der Macht waren, hätte es so etwas nie gegeben, sagte Saad Mohseni, Gründer des Medienunternehmens Moby Group, zu dem der Sender gehört, im Gespräch mit dieser Zeitung (F.A.Z. vom 18. August) und drückte seine Hoffnung aus, dass es keinen völligen Rollback gebe. Die junge Journalistin, die das vermeintlich symbolträchtige Interview führte, teilt diese Hoffnung nicht. Wenige Tage später floh Beheshta Arghand mit ihrer Familie nach Qatar. Dort erzählte sie einem Reporter der Nachrichtenagentur Reuters, wie es zu dem Interview kam und warum sie den Taliban nicht glaubt.

„Glücklicherweise“, sagte Beheshta Arghand, trage sie „im Studio immer lange Kleider“, weil es dort „verschiedene Menschen mit unterschiedlichen Ansichten“ gebe. Als die Taliban den Sender aufsuchten, sei sie schockiert gewesen und habe sich sammeln müssen: „Ich sagte mir, sie kommen vielleicht, um mich zu fragen, warum ich im Sender bin.“ Sie hielt den Atem an, zog ihren Schal enger ums Gesicht, damit ihre Gewandung wie ein Hijab wirkte – und dann wollte der ungebetene Besuch ein Interview geben. Die Bilder davon gingen um die Welt – ein Propagandacoup für die Taliban.

An deren Sinneswandel glaubt Beheshta Arghand nicht. „Die Taliban akzeptieren Frauen nicht“, sagte sie im Gespräch mit Reuters. „Wenn eine Gruppierung dich nicht als Mensch akzeptiert, dann haben sie ein bestimmtes Bild von dir, das ist sehr schwierig.“

Schon als Kind hatte die heute dreiundzwanzig Jahre alte Frau den Wunsch, Journalistin zu werden. In der Schule, sagte sie in einem Gespräch mit dem amerikanischen Sender CNN, habe sie in der neunten Klasse einmal Nachrichten wie eine Moderatorin vortragen sollen. Das war für sie genau das Richtige. Sie studierte Journalismus an der Universität von Kabul, arbeitete danach für verschiedene Medien. Beim Sender Tolo war sie gerade erst angekommen: „Ich habe dort einen Monat und zwanzig Tage gearbeitet – dann kamen die Taliban.“ Und dann kam das Interview, und dann entschloss sie sich zur Flucht.

Frauen müssen Hijab tragen

Die Taliban, sagte Beheshta Arghand, hätten Tolo News angewiesen, dass alle Frauen den Hijab tragen müssten. Bei anderen Sendern hätten sie Moderatorinnen vom Bildschirm verbannt, lokale Medien seien angewiesen worden, nicht mehr über die Machtübernahme der Taliban zu berichten. Ihr Leben habe sich in einen Albtraum verwandelt.

Sie rief [Malala Yousafzai](#) an, mit der sie zuvor ein Interview geführt hatte. Die Kinderrechtsaktivistin, die im Oktober 2012, als sie vierzehn Jahre alt war, Opfer eines Attentats wurde, bei dem ihr ein pakistanischer Taliban in den Kopf schoss, und die 2014 für ihr Engagement den Friedensnobelpreis erhielt, verhalf Beheshta Arghand und ihrer Familie zu einem Platz auf der Rettungsliste der Qataris. Am 24. August verließ sie Afghanistan. „Als ich im Flugzeug saß, sagte ich mir: Nun habe ich nichts mehr.“

Beheshta Arghand ist kein Einzelfall. Andere Journalistinnen berichten Ähnliches. Dass die Behauptung der Taliban, Journalistinnen weiterarbeiten zu lassen und die Pressefreiheit zu respektieren, nicht der Wahrheit entspricht, habe sich schon nach wenigen Tagen gezeigt, stellt die Organisation Reporter ohne Grenzen fest. In Kabul sei die Zahl der Frauen, die für die acht größten Medienunternehmen arbeiteten, von 510 auf 76 gesunken, davon wirkten 39 als Journalistinnen. Dies zeige eine Übersicht der Partnerorganisation Zentrum für den Schutz afghanischer Journalistinnen (CPAWJ). In den Provinzen Kabul, Herat und Balkh seien die meisten Journalistinnen gezwungen worden, ihre Tätigkeit aufzugeben.

Die Beispiele sind zahlreich: In Kabul seien Journalistinnen, die zu berichten wagten, auf der Straße angegriffen worden. Eine Reporterin der Nachrichtenagentur Pajhwok sei von Taliban-Kämpfern geschlagen worden. Im Studio würden Frauen ebenfalls nicht geduldet. Beim staatlichen Sender Radio Television Afghanistan (RTA) sei eine Sprecherin angewiesen worden, „ein paar Tage zu Hause zu bleiben“, einer anderen sei der Zutritt zum Sender verwehrt worden. Von den 140 Journalistinnen, die für RTA arbeiteten, traue sich keine mehr in den Sender. In der Provinz Ghazni seien die Taliban, wie eine Reporterin berichtete, bei einem privaten Radiosender mit der Anweisung aufgetaucht: „Ihr könnt weitermachen, aber ohne Frauenstimmen und ohne Musik.“ Chefs privater Sender rieten ihren Journalistinnen, aus Sicherheitsgründen lieber wegzubleiben. Die Sender Zan TV („Frau TV“) und Bano TV hätten den Betrieb eingestellt. Dort seien 35 beziehungsweise 47 Journalistinnen beschäftigt gewesen.

„Medienlandschaft ohne Frauen“

Der Geschäftsführer von Reporter ohne Grenzen, Christian Mihr, fordert, Journalistinnen müssten in Afghanistan „so schnell wie möglich wieder uneingeschränkt arbeiten können“. Das sei „nicht nur ihr grundlegendes Recht und unerlässlich für ihren Lebensunterhalt. Ihr Ausschluss würde auch bedeuten, dass afghanische Frauen nicht mehr in der Medienlandschaft repräsentiert werden. Wir fordern sofortige Garantien für die Freiheit und Sicherheit von afghanischen Journalistinnen.“ Die Tatsachen, welche die Taliban schaffen, deuten freilich auf das Gegenteil hin – auf eine „Medienlandschaft ohne Journalistinnen“, wie Reporter ohne Grenzen schreibt.

Auf dem Twitter-Account des Moby-Chefs Saad Mohseni spiegeln sich Bangen und Hoffen. Er teilt Nachrichten über Siegesparaden der Taliban mit erbeutetem Kriegsmaterial, macht zugleich darauf aufmerksam, dass sechzig Prozent der Studenten an der Universität von Herat Frauen seien – und gibt bekannt, dass die Morgenshow von Tolo TV, „Bamdad e Khosh“, wieder auf Sendung ist – mit einer Moderatorin. Die junge Frau trägt einen Hijab.

Was sagte der Taliban-Sprecher zu Beheshta Arghand nach dem Interview? „Mach dir keine Sorgen, meine Schwester, alles wird gut.“ Danach sieht es nicht wirklich aus.

[Sep 4th 2021 edition](#)

The illiberal left

How did American “wokeness” jump from elite schools to everyday life?

And how deep will its influence be?



Israel Vargas

Sep 4th 2021

WASHINGTON, DC

You could use a single word as a proxy. “Latinx” is a gender-neutral adjective which only 4% of American Hispanics say they prefer. Yet in 2018 the *New York Times* launched a column dedicated to “Latinx communities”. It has crept into White House press releases and a presidential speech. Google’s diversity reports use the even more inclusive “Latinx+”. A term once championed by esoteric academics has gone mainstream.

The espousal of new vocabulary is one sign of a social mobilisation that is affecting ever more areas of American life. It has penetrated politics and the press. Sometimes it spills out into the streets, in demonstrations calling for the abolition of police departments. It is starting to spread to schools. San Francisco’s education board, which for more than a year was unable to get children into classes, busied itself with stripping the names of Abraham Lincoln and George Washington from its schools, and ridding department names of acronyms such as vapa (Visual and Performing Arts), on the ground that they are “a symptom of white supremacy”.

What links these developments is a loose constellation of ideas that is changing the way that mostly white, educated, left-leaning Americans view the world. This credo still lacks a definitive name: it is variously known as left-liberal identity politics, social-justice activism or, simply, wokeness. But it has a clear common thread: a belief that any disparities between racial groups are evidence of structural racism; that the norms of free speech, individualism and universalism which pretend to be progressive are really camouflage for this discrimination; and that injustice will persist until systems of language and privilege are dismantled.

These notions were incubated for years in the humanities departments of universities (elite ones in particular), **without serious challenge**. Moral panics about campus culture are hardly new, **and the emergence of a new leftism in the early 2010s prompted little concern**. Even as students began scouring the words of academics, administrators and fellow students for **microaggressions**, the oppressive slights embedded in everyday speech, and found them, complacency ruled. **When invited speeches from people such as Christine Lagarde, then head of the International Monetary Fund, were cancelled after student activists accused her of complicity in “imperialist and patriarchal systems”, the response was a collective shrug.**

The complacency was naive. America harboured a **“Vegas campus delusion”**, says Greg Lukianoff, president of the Foundation for Individual Rights in Education, an advocacy group. **“What happens on campus will not stay on campus.”** It has not. **The influence of the new social-justice mindset is now being felt in the media, the Democratic Party and, most recently, businesses and schools.**

How did this breakout happen? Three things helped prepare the ground: a disaffected student body, **an academic theory that was malleable enough to be shaped into a handbook for political activism**, and a pliant university administration.

First **came a new generation of students keenly aware of unsolved social problems and willing to see old-fashioned precepts of academic freedom (such as open debate) as obstacles to progress.** Various events—the financial crisis, the election of Donald Trump, the police killings of unarmed black men, especially that of George Floyd—fed frustration with traditional liberalism’s seeming inability to end long-run inequities. This hastened the adoption of an ideology that offered fresh answers.



The Economist

In a book entitled **“The Coddling of the American Mind”**, **Mr Lukianoff and a social psychologist, Jonathan Haidt**, posit that overprotective parenting in the shadow of the war on terrorism and the great recession led to **“safetyism”**, a belief that safety, including emotional safety, trumps all other practical and moral concerns. Its bounds grew to require disinviting disfavoured campus speakers (see chart 1), protesting about disagreeable readings and regulating the speech of fellow students.

Many students latched onto a body of theory which yokes obscurantist texts to calls for social action (or “praxis”) that had been developing in the academy for decades. **In 1965 Herbert Marcuse**, a critical theorist, coined the phrase “repressive tolerance”, **the notion that freedom of speech should be withdrawn from the political right in order to bring about progress, since the “cancellation of the liberal creed of free and equal discussion” might be necessary to end oppression.** Another influence was Paulo Freire, a Brazilian educator whose “Pedagogy of the Oppressed” (published in English in 1970) advocated a liberatory pedagogy in the spirit of Mao’s Cultural Revolution in which “the oppressed unveil the world of oppression and through the praxis commit themselves to its transformation”.

The Great Awakening

Today the most prominent evangelists for what political scientists such as Zachary Goldberg call the **Great Awakening** are **Ibram X. Kendi and Robin DiAngelo**. Both these scholar-activists have written bestselling books that sketch the expansive boundaries **of systemic racism**. Both minimise the role of intent, but in different ways. **In Mr Kendi’s Manichaean worldview** actions are either actively narrowing racial gaps, and are therefore anti-racist, or they are not, in which case they are racist. **“Capitalism is essentially racist; racism is essentially capitalist,” he concludes.**

Ms DiAngelo is concerned with the racism of everyday speech. For her, the intent of the oppressor is immaterial if an oppressed person deems the conduct to be offensive. How “white progressives cause more daily harm [to black people] than, say, white nationalists” is the subject of her latest book, “Nice Racism”. She sees liberal norms like

individualism or the aspiration for colour-blind universalism as naive: “Liberalism doesn’t account for power, and the differential in power,” she says.

The embrace of this ideology by students and professors might have remained inconsequential had it not been for the part played by administrative staff. Since 2000, such staff in the University of California system has more than doubled, outpacing the increase in faculty and students. The growth in private universities has been even faster. Between 1975 and 2005 the ranks of administrators grew by 66% in public colleges but by 135% in private ones. As their headcount grew, so did their remit—ferreting out not just overt racism or sexual harassment but implicit bias too. The University of California, Los Angeles, now insists that faculty applying for tenure include a diversity statement.

In 2018 Samuel Abrams, a political scientist at Sarah Lawrence College, published data showing that these administrators are even more left-leaning than the professors: liberals outnumber conservatives by 12 to one. For writing about this, Mr Abrams faced a campaign by outraged students aiming to revoke his tenure. Campaigns by a vocal minority of activists have cast a pall on campus life, he says. “Large numbers of people hate this. They just don’t know what to do,” he laments. “They don’t want the mob coming to them.”

An upheaval in mass communication accelerated the trend. On Twitter, a determined minority can be amplified, and an uneasy centre-left can be cowed. “Weaponisation of social media became part of the game. But what I think nobody foresaw was that these tactics could so easily be imported to the *New York Times* or Penguin Random House or Google,” says Niall Ferguson, a historian at Stanford’s Hoover Institution. “The invasion... was just a case of the old problem: that liberals defer to progressives. And progressives defer to outright totalitarians.”

Mr Trump’s election added to centrists’ unease, leaving the poles to grow ever more extreme. “Anything but far-left progressivism was lumped in with Trump,” says one (Democratic) prosecutor in San Francisco. In the protest against Mr Trump’s handling of the Mexican border, for instance, the old Democratic line of enhanced border security and a path to citizenship for the long-term undocumented became passé. Progressives proved their sincerity by being in favour of abolishing immigration authorities entirely.

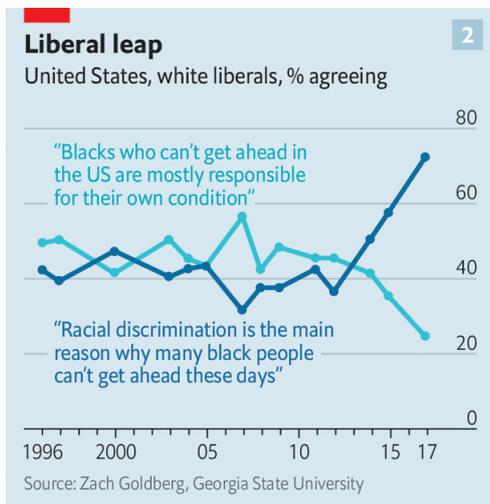
Having grown strong roots, social-justice consciousness has spread most readily to non-academic institutions largely peopled by those who have come through elite universities. As the students who have embraced this messy body of theory leave university, they enter into jobs and positions of influence. The question is whether, outside the ivory tower, the ideology will retain its intolerant and belligerent zeal, or whether it will mellow into a benign urge for society to be a little fairer.

Newspapers are a prime example. The digital revolution has devastated local newspapers and crowned new online-only champions. As newsrooms adapted by aping the upstarts, hacks who had risen through the ranks thanks to shoe-leather reporting were replaced by younger staffers stuffed with new ideas from elite universities. One prominent journalist argued for replacing “neutral objectivity” with “moral clarity”—making unflinching distinctions between right and wrong.

The urge to purge

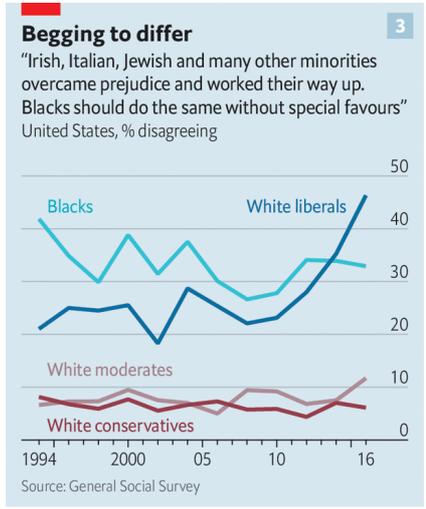
Changes in newsrooms were also related to efforts to increase demographic diversity, on the assumption that this is the only authentic way to give voice to minorities. But the campus zeal for deplatforming voices deemed offensive and defenestrating those found guilty of violating the ethos has also been imported. (James Bennet, who resigned as editorial-page editor of the *New York Times* after one such row, now works for *The Economist*; he was not involved in this article.) Non-journalists on the staff of newspapers, including young engineers, can be even more activist in campaigning against colleagues judged to be producing content at odds with the new vision of social justice.

As with universities, this stridency met little rebuke from the heads of newsrooms. Lee Fang, a left-leaning journalist for “The Intercept”, an online publication specialising in “adversarial journalism”, was accused by a colleague of racism for posting an interview with an African-American supporter of Black Lives Matter who offered a personal criticism of the group. He was made to apologise.



The Economist

The quiet cultural revolution has also affected the Democratic Party. A decade ago, around 40% of white liberals agreed that “racial discrimination is the main reason why many black people can’t get ahead these days”; today over 70% do (see chart 2). In 2013, according to Gallup, a pollster, 70% of Americans thought black-white race relations were going well; that has dropped to 42%. Among white conservatives and moderates, there has been little movement on such questions.



The Economist

In the past decade a far greater share of white liberals than African-Americans came to believe that blacks should have “special favours” to get ahead (see chart 3). Ideas for promoting racial equity that once belonged to the Democrats’ left fringe have become mainstream. Cash reparations for African-Americans are supported by 49% of Democrats, for example, and 41% endorse reducing police funding.

Democratic politicians have responded. In 2008 Barack Obama criticised overheated sermons of his pastor, saying “they expressed a profoundly distorted view of this country—a view that sees white racism as endemic, and that elevates what is wrong with America above all that we know is right with America.” The pastor’s view is now ascendant among Democrats.

In 2016 Hillary Clinton started giving speeches on the need to end systemic racism. By 2020 this movement was the defining fault line of the presidential primary. Joe Biden, an avatar for Democratic consensus, won by taking positions far to the left of Mr Obama, including on matters of identity politics. That is why his administration speaks much more social-justice patois than Mr Obama’s ever did. And why it embraces reparations-adjacent policies like the creation of a \$4bn fund to pay off the debts of only non-white farmers, and a proposal that 40% of benefits from climate-change investment go to previously disadvantaged communities.

Workers of the world, unite!

This new political prominence makes the question of what happens to the ideology of social activism as it spreads beyond the ivory tower all the more important. Does it retain its purity and potency? Or does it become diluted?

The corporate world will be a big test. Businesses, particularly those in the knowledge economy, have been grappling with the challenge of how to respond to social-justice consciousness as young employees agitate for change and woke consumers threaten boycotts.

An increasingly common argument is that there is no trade-off between greater diversity and profits. “I’d like to get to a place where we thought that diverse representation was just as important as profitability, because we believed it was linked to so many things that were going to come back and drive value,” says Julie Coffman, the chief diversity officer of Bain & Company, a management consultancy. Others make an explicit business case. McKinsey, another consultancy, has released a stream of reports arguing that firms with greater ethnic and gender diversity have a greater chance of financial outperformance.

Since Floyd’s murder, American businesses have issued a dizzying number of equity-related missives and quotas for hiring and procurement. Facebook, a social-media giant, has promised to hire 30% more black people in leadership positions and has set a goal that “50% of our workforce be from underrepresented communities by the end of 2023”. Target, a retailer, has pledged to spend more than \$2bn with black-owned businesses by the end of 2025. Walmart, another retail titan, has set up a Centre for Racial Equity and says it will give it \$100m to “address the drivers of systemic racism”.

Importing the language of equity without university-style blow-ups can be difficult. “What you’re seeing is Gen Z or young millennials basically engaging in this collective war against the boomers and the Gen Xers who actually run the organisations,” says Antonio García Martínez, whom Apple fired in May after 2,000 employees circulated a petition questioning his hiring, citing passages they found to be misogynistic in an autobiography published five years ago. When Brian Armstrong, the boss of Coinbase, announced that workplace activism was to be discouraged, he was inundated with private messages of admiration from ceos who felt that they could not do the same—and public criticism.

“Corporate wokeism I believe is the product of self-interest intermingled with the appearance of pursuing social justice,” says Vivek Ramaswamy, a former biotechnology executive and author of “Woke, Inc.”. He argues that Big Tech pursues corporate wokeism because appearing to embrace social justice suits such firms’ commercial interests—both in terms of recruitment and appeal to their customers. It performs allegiance to identity politics while simultaneously rejecting the left’s critique of capitalism. “A lot of Big Tech has agreed to bend to the progressive left,” he says, but “they effectively expect that the new left look the other way when it comes to leaving their monopoly power.”

Such hypocrisy is increasingly prevalent. The founder of Salesforce, a tech behemoth based in San Francisco, is known for championing social-justice causes like a surtax to fund homelessness services in the city. Yet the firm itself paid no federal taxes on \$2.6bn in profits in 2020.

Wokeness’s next frontier, with the greatest potential to make a mark on the future, will be the classroom. In California’s recently approved ethnic-studies curriculum, which may become a high-school graduation requirement, one lesson plan aims to help students “dispel the model-minority myth” (the idea that to dwell on Asian-American success is wrong). Roughly one-sixth of the state’s proposed new maths instruction framework is devoted to social justice. It approvingly quotes from studies suggesting that word problems about boys and girls knitting scarves be accompanied by a debate about gender norms. Last month the governor of Oregon signed a bill eliminating high-school graduation requirements of proficiency in reading, writing and maths until 2024—justified as necessary to promote equity for non-white students.

Woker or weaker?

Such proposals hint at the difficulties of translating some of the theories embraced by the new left into policy. Because disparities are theorised to be the result of largely implicit discrimination, systems must be dismantled. This leads to odd conclusions: that racial test-score gaps in maths can be ameliorated by dialectic; and that not testing for the ability to read is a worthy substitute for teaching it. Material conditions that the old left cared about, such as persistent segregation in poor districts and schools, get little attention.

There are some signs of a backlash. Three members of San Francisco’s board of education, including its president, are under threat of a recall election. So is the city’s ultra-progressive district attorney. However, the underlying engine—the questionable ideas of some academics, and the generational change they are rendering—is not shutting off. America has not yet reached peak woke.

THEORIE DER MEINUNGSFREIHEIT:

Sind Wörter unschuldig?

- VON [PATRICK BAHNERS](#)
- -AKTUALISIERT AM 02.09.2021-20:35



Nahm ein Traum den Sündenfall vorweg? Oder hinterließ der böse Gedanke keine Spur? Illustration von William Blake zu John Miltons „Paradise Lost“ Bild: [Wikimedia Commons](#)

In moralpolitischer Sprachzensur erkennt der Literaturwissenschaftler David Bromwich eine religiöse Theorie, die Wörtern beschmutzende Kraft zuschreibt. Mit den Worten des englischen Dichters John Milton argumentiert er dagegen.

Auf dem Weg von W. G. Sebalds Buch „Die Ringe des Saturn. Eine englische Wallfahrt“ aus dem Deutschen ins Englische ist eines der drei Motti verschwunden. Das Original erschien 1995, die Übersetzung von Michael Hulse drei Jahre später. Die Streichung dürfte der Autor selbst vorgenommen haben. Sie betrifft ausgerechnet ein Zitat eines der größten Klassiker der englischen Literatur, John Milton. Es ist der deutschen Ausgabe unübersetzt vorangestellt: „Good and evil we know in the field of this world grow up together almost inseparably.“ Der Satz wird als Zitat aus „Paradise Lost“ ausgewiesen. Das ist offenkundig falsch, denn er fügt sich nicht dem Versmaß des Epos.

Zum Rätsel dieser kleinen Verlustgeschichte gehört die Frage, ob Sebald eine falsche Fährte legte. Der Erfolg wäre nachhaltig gewesen, denn noch in jüngster Sekundärliteratur findet sich die Fehlzuschreibung, so in der [Werkmonographie](#) von Uwe Schütte bei De Gruyter. Aber wenn Sebald die Leser irreführen wollte, warum hätte er den Engländern die Probe ersparen sollen? Näher liegt die Vermutung, dass der Irrtum der Grund für die Tilgung des Epigraphs war – weil Sebald, so David Lumsden, ursprünglich daran interessiert gewesen sein dürfte, am Anfang seiner literarischen Wallfahrt das Thema des Sündenfalls anzuschlagen.

Das Zitat stammt in Wahrheit aus der Areopagitica, dem von Milton 1644 publizierten Traktat gegen die Buchzensur. Wer es im Kontext aufsucht, stößt aber in der Tat auf Adam und Eva, denn Milton variiert in seiner fiktiven Parlamentsrede sein frappantes soziobiologisches Bild, dass Gut und Böse zusammenwachsen und eine organische Einheit bilden, durch biblische Konkretisierung: Aus der Schale eines einzelnen gekosteten Apfels sei das Wissen um Gut und Böse in die Welt gesprungen, wie ein verklammertes Zwillingenspaar. Dass man den politischen Gehalt dieser poetischen Prosa ein Vierteljahrhundert später in Miltons theologischem Weltgedicht wiederfinden könne, behauptet jetzt David Bromwich, der Literaturwissenschaft in Yale lehrt. Lag in Sebalds Irrtum demnach womöglich eine höhere Wahrheit?

Gegen die linke Zensur

Bromwich, der Biograph von Edmund Burke und William Hazlitt, ist ein entschiedener Verteidiger des absoluten Begriffs der Redefreiheit, den die amerikanische Verfassungstradition schützt. Seine Kommentare zur amerikanischen Politik, früher regelmäßig in der London Review of Books gedruckt, erscheinen neuerdings in der noch deutlich ausdrücklicher linken Wochenzeitschrift [The Nation](#). In [Persuasion](#), dem von Yasha Mounk gegründeten Online-Magazin, das gegen moralpolitische Zumutungen die Spielräume des freien Denkens verteidigt, greift Bromwich auf Milton zurück, um ein Argument gegen Tendenzen zu entwickeln, die er auf den Begriff der linken Zensur bringt.

Donald McNeil, ein Redakteur der New York Times, verlor seinen Job, weil er ein bestimmtes Wort in den Mund genommen hatte, nachdem er gebeten worden war, sich zu einem Fall pädagogischer Maßregelung wegen der Verwendung dieses Wortes zu äußern. In solchen Vorfällen kommt laut Bromwich eine „religiöse Theorie“ der Sprache zur Anwendung: Gefährlichen Wörtern oder Gedanken wird die Kraft zugeschrieben, die Person zu beschmutzen, die sie ausspricht oder hat. Gegen diese magische Sprachauffassung zitiert Bromwich als Gegenzauber, was Adam in Miltons Epos zum Trost Evas sagt, die im Traum von der verbotenen Frucht gegessen hat: „Evil into the mind of God or Man / May come and go, so unapproved, and leave / No spot or blame behind.“ Aus Adam spricht laut Bromwich der Milton der *Areopagitica*, der mit dem Bild des Apfels illustriert, dass das moralische Überlegen den Charakter einer reinigenden Prüfung habe: Man braucht die bösen Gedanken, um die guten von ihnen zu unterscheiden.

Für Bromwichs radikalliberale Auffassung der Meinungsfreiheit, die unbedingte Trennung von Worten und Taten, sprechen starke politische Gründe. Was seine Milton-Interpretation angeht, so liegt eine Schwierigkeit der Überblendung der beiden Paradiesszenen darin, dass Evas Traum in Adams Deutung keineswegs ein Prozess des Abwägens von Gedanken gewesen sein soll, ein unwillkürlicher Testlauf des kritischen Vermögens. Zwar sagt Adam, dass er Gedanken aus einem Gespräch von ihm und ihr im Traumbericht wiedererkannt habe, aber das Ganze soll folgenlos vorübergegangen sein.

Manfred Weidhorn hat 1965 in der [Harvard Theological Review](#) die Verse aus dem fünften Buch in den Zusammenhang der theologischen Diskussion über die Frage gestellt, ob das Träumen ein Sündigen sein kann. Er führt Zeitgenossen Miltons an, die unbewusste Aktivitäten nicht komplett von der Zurechnung ausnehmen wollten. So attraktiv die von Bromwich beschworene Vorstellung ist, dass das böse Wort im Geist keine Spuren hinterlässt: Die Unschuld dieses Liberalismus wird mit einem Mangel an psychologischer Fantasie bezahlt. Laut Thomas Browne können Träume Stoff für „a nightbook of our Iniquities“ liefern. „Die Ringe des Saturn“ sind ein solches Nachtbuch unserer Frevel.

NIEDERLAGE IN AFGHANISTAN:

Das Opium des Volks



Der Anbau von Schlafmohn gehört so wenig zu den uralten Traditionen des Landes wie das Rauchen von Opium, ist aber ein gutes Geschäft. Bild: AP

Amerikas Krieg gegen die Taliban ging verloren, weil Amerikas Krieg gegen die Drogen vergeblich war. Nun aber sitzen die Taliban in der Zwickmühle.

- VON [CLAUDIUS SEIDL](#)
- -AKTUALISIERT AM 04.09.2021-17:20

Der Westen hat in Afghanistan zwei Kriege geführt, einen gegen die [Taliban](#) und einen gegen sich selbst. Deshalb konnte er nicht gewinnen.

Wer an der ersten Front der Gegner war, das war schon schwer genug zu ermitteln bei Freischärlern, die, wenn sie gerade keine Waffen tragen und ein unschuldiges Gesicht aufsetzen, von Bauern kaum zu unterscheiden sind. Dass an der zweiten Front der Westen letztlich gegen sich selber kämpfte, gegen seine eigenen Dämonen und Defizite, gegen sein Leiden an Verhältnissen, die er selbst geschaffen hat, und seine Sucht, diese Schmerzen mit chemischen Substanzen zu überwinden: das will er sich selbst nicht eingestehen, und in den Analysen seiner Niederlage wird es nicht erwähnt. Der Westen hat, angeführt von den Amerikanern, in Afghanistan seinen Krieg gegen die Drogen mit besonderer Härte geführt, gegen den Schlafmohn vor allem – der dort aber nur aus einem Grund angebaut, geerntet und zu [Opium](#) und Heroin weiterverarbeitet wird: weil es in Nordamerika und Europa so viele Menschen gibt, die süchtig sind nach diesem Stoff, sodass es ungefähr 10.000 Tonnen Rohopium im Jahr braucht, um diese Nachfrage zu befriedigen.

Der Westen habe in Afghanistan nichts zu gewinnen und nichts zu suchen gehabt (außer [Osama Bin Laden](#) und seinen Männern), weil er Afghanistan nicht nur nicht verstehe, sondern Verständigung im Grund unmöglich sei: Das ist die geläufige kulturalistische Begründung, die schon deshalb populär ist, weil kaum etwas so verständlich ist wie die Behauptung einer Unverständlichkeit. Dass die Afghanen aber den Westen und die von ihm beherrschte globale Ökonomie gut genug verstehen, um davon zu profitieren, das zeigt die kurze Geschichte des Opiums in Afghanistan.

Die Gewinnspannen sind berauschend

Der Anbau von Schlafmohn gehört so wenig zu den uralten Traditionen des Landes wie das Rauchen von Opium. In seinem Buch „In the Shadows of the American Century“ beschreibt Alfred W. McCoy, Experte für Drogenkriminalität und Professor für die Geschichte Südasiens, die Anfänge des Opiumanbaus als Nebeneffekt des Bürgerkriegs: Als um das Jahr 1980 herum die Mudschaheddin erste Landgewinne machten im sowjetisch besetzten Land, bauten sie Schlafmohn an, weil dafür wenig Vorbereitung und nur minimaler Kapitaleinsatz nötig sind. Die Gewinnspannen sind berauschend: Schlafmohn ist das ideale Kraut für Bürgerkriegsgebiete.



Das Einkommen der Bauern: Schlafmohnanbau in der Provinz Helmand. :Bild: Stephan Löwenstein

Die [CIA](#) duldete damals den Anbau und den Schmuggel, schon weil sie an der Stärkung der Mudschaheddin und der Schwächung der Sowjets interessiert war – so wie sie damals keine Hemmungen hatte, mit mexikanischen Kokainkartellen zusammenzuarbeiten, um die nicaraguanischen Contras mit Waffen zu versorgen. Und weil auch nach dem Abzug der Roten Armee der Bürgerkrieg nicht aufhörte, war der Schlafmohn in den Neunzigern so verbreitet wie die Gewalt.

Das Dumme an den illegalen Gütern ist, dass exakte Angaben nicht zu haben sind – aber alle Experten schätzen, dass im Jahr 2000, vier Jahre nachdem die Taliban die Macht erobert hatten, das afghanische Opium mindestens ein Drittel der weltweiten Nachfrage befriedigen konnte. Und in einer Studie von Vanda Felbab-Brown, Drogen- und Sicherheitsexpertin am Washingtoner Brookings Institute, kann man nachlesen, dass ein Jahr später die Taliban, um der internationalen Ächtung zu begegnen, die Produktion gewaltig drosselten. Mit der Folge, dass die afghanische Wirtschaft kollabierte; und im Herbst 2001, als Nato und Nordallianz die Taliban angriffen, hatten die genau deshalb kaum noch die Ressourcen, sich zu wehren.

Narco-Staat Afghanistan

Das alles ist im Prinzip bekannt – doch in dem Bild, das wir, um Afghanistan irgendwie zu fassen, uns im Westen machen, ist es kaum zu erkennen. Da sehen wir den Krieg, den Terror, die Verzweiflung der Menschen nach einem Selbstmordattentat. Da glauben wir nur Unversöhnlichkeit in bärtigen Gesichtern zu erblicken, sehen die Koranverse, mit denen die Flagge der Taliban beschriftet ist, und auf der anderen Seite die westlichen Soldaten, die von Afghanistan nicht mehr wissen wollen als das, was der Kamerablick ihrer Drohnen auf die Computerdisplays wirft: Dschihad und Clash of Civilizations; und die Rollen der Bösen sind mit den Taliban perfekt besetzt. Schon aus narrativen Gründen gibt es keinen Bedarf an abgründig bösen Drogenbossen wie [Pablo Escobar](#) in Kolumbien oder El Chapo in Mexiko, in deren Lebensgeschichten die ungeheure Bedeutung des Drogenhandels anschaulich würde.



Die Taliban sind in der Zwickmühle: Wird nun der Mohn in großem Maßstab angebaut, ist das in ihrem eigenen Verständnis eine Sünde und garantiert internationale Ächtung. Wenn sie aufhören damit, geht das Land bankrott. :Bild: REUTERS

Dabei schreiben McCoy wie Felbab-Brown, dass Afghanistan mehr Narco-Staat und Narco-Ökonomie ist, als es Kolumbien oder Mexiko jemals waren. Um die zehn Prozent beträgt der Anteil des Opiumhandels am afghanischen Bruttoinlandsprodukt. Das mag nicht so gewaltig erscheinen. Aber wenn man dazu in Rechnung stellt, dass die Bestechungsgelder aus diesem Drogengeschäft nahezu alle Entscheidungen der Politik und Verwaltung beeinflussen, bis hin zu den Straßen, die nach den Bedürfnissen der Schmuggler gebaut werden; wenn man zur Kenntnis nimmt, dass der Wert des Opiums den gesamten Wert aller anderen Exporte Afghanistans übersteigt; wenn man weiterhin bedenkt, dass nahezu die gesamte legale Wirtschaft des Landes von internationalen Hilfsgeldern abhängig ist: dann offenbart sich eben, dass der Zusammenbruch der Opiumwirtschaft für das Volk ein noch größeres Unglück wäre, als es jetzt die Herrschaft der Taliban ist.

„Truppengeschützte Erntevernichtungsaktionen“

Die Amerikaner vergaben Prämien für die Rückführung der Landwirtschaft in die Legalität – mit der Folge, dass Opiumbauern ihre Mohnfelder abfackelten, die Prämie kassierten und im nächsten Jahr neuen Mohn anbauten. Die Amerikaner setzten manchmal die Zerstörung ganzer Felder durch – mit der Folge, dass große Bauern mit großem Bestechungsetat ihre kleineren Konkurrenten denunzierten und so die eigenen Kapazitäten vergrößerten. Die Drug Enforcement Administration (**DEA**) ließ Drogenlabore, Lagerhallen, Lkw-Kolonnen bombardieren, wobei es naturgemäß zu Kollateralschäden unter Zivilisten kam. Und im Jahr 2008 veröffentlichte die Frankfurter Rundschau den Bericht des hohen DEA-Beamten Thomas Schweich, der sich vor allem darüber beklagte, dass die durch und durch korrupten afghanischen Behörden den Amerikanern zwar zusicherten, den Anbau von Mohn und den Handel mit Opium zu bekämpfen, dass sie dann aber gar nichts taten.



Die korrupten afghanischen Behörden sicherten den Amerikanern zwar zu, den Anbau von Mohn und den Handel mit Opium zu bekämpfen, taten dann aber fast nichts. :Bild: AFP

Schweich empfahl damals „truppengeschützte Erntevernichtungsaktionen“, also den Kampf gegen die Droge mit militärischer Wucht (und Tausenden Tonnen von Glyphosat) – und es schwang in diesem Artikel, wie in so vielen Stellungnahmen der Amerikaner, ein fast schon metaphysischer Zorn mit, ein Hass, der sich nur erklären ließ mit dem Glauben, dass genau auf diesem Terrain, auf den 50.000 Hektar Anbaufläche, die zu vernichten die DEA verlangte, der wahre Kampf der Kulturen ausgetragen würde. Es klang, als steckte in den doppelten Böden der Drogentransporte nicht bloß das Heroin, das ein stumpfes, träges Glück für ein paar Stunden verheißt, sondern die wirksamste Waffe des Feindes im globalen Kulturkampf. Es klang, als würde auf den Feldern Afghanistans nicht bloß eine Pflanze angebaut, deren Blütensaft die Schmerzen lindert, den Geist betäubt und den Körper schwächt, sondern als wäre es das Gift, das den ganzen Westen demoralisieren und zersetzen werde. Was natürlich ein krasses Missverständnis ist; es war ja die deutsche Firma Bayer, die sich im Jahr 1898 den Markennamen Heroin schützen ließ und das gleichnamige Schmerz- und Hustenmittel weltweit bewarb als Medizin ohne schlimme Nebenwirkungen.

Der Feind des Feindes

Die Rolle der Taliban in der Opiumökonomie ist umstritten. Es gibt Experten, die schreiben, dass manche Taliban-Gruppen eigentlich Drogenkartelle in der Kostümierung der Guerilleros waren. Es gibt Berichte, wonach in den letzten Jahren die Kämpfe immer wieder abgeflaut seien zur Erntezeit, weil die Taliban, wenn der Mohn so weit war, auf die Felder abkommandiert wurden. Einig sind sich alle darin, dass die Taliban jedenfalls ihren Anteil am Umsatz eingefordert haben und dass dieser Anteil mindestens einem Viertel ihres Kriegsetats entsprach, weshalb ihr Interesse am Fortbestand der Narco-Wirtschaft mindestens so groß war wie das der korrupten Eliten, die aber immer das Gegenteil behaupten mussten.

Und das ist wohl eine der stimmigsten Antworten auf die Frage, weshalb die afghanische Landbevölkerung den Taliban kaum widerstand. Es musste so ein Bauer kein Dschihadist und noch nicht einmal ein Islamist sein, um zu erkennen, dass das Mohnfeld, mit dessen Erträgen er seine Familie viel besser ernährte, als wenn er es mit Getreide oder Gemüse versucht hätte, dass dieses Mohnfeld etwas war, was die Amerikaner zu zerstören und die Taliban zu beschützen versprochen. Der Feind seines Feindes war sein Freund.

Jetzt haben allerdings die Taliban das Dilemma. Wird auch unter ihrer Herrschaft der Mohn in großem Maßstab angebaut, ist das in ihrem eigenen Verständnis eine Sünde und garantiert ihnen die internationale Ächtung. Wenn sie aufhören damit, geht das Land bankrott, und ihre Herrschaft wird im nächsten Bürgerkrieg gestürzt. Und alles geht von vorne los.

SALLY ROONEYS NEUER ROMAN:

Soll man auf eine höhere Daseinsform warten?



- VON KATHARINA TEUTSCH
- -AKTUALISIERT AM 04.09.2021-18:27

Neues aus dem amourösen Rooneyversum: Sally Rooneys neuer Roman „Schöne Welt, wo bist du“ versöhnt sich mit der Liebe und rechnet mit dem Literaturbetrieb ab.

Sally Rooney war extrem jung, erst Mitte zwanzig, als sie zum literarischen Superstar wurde. 2017 und 2018 erschienen hintereinander ihre Romane „Conversations with Friends“ und „Normal People“. In beiden Büchern ging es um junge Leute in und um Dublin, die sich in endlos mäandernden Gesprächen zu Standortbestimmungen ihres Privatlebens äußerten. Sie diskutierten mit erbarmungsloser Ehrlichkeit über Feminismus, Heteronormativität und Klassenunterschiede im Spätkapitalismus. Und das mit einer so feinsinnigen Zeitgenossenschaft, dass die Presse messianisch die „Stimme einer Generation“ ausrief.

Ganz sicher war diese Stimme bemerkenswert. Mit größter Selbstverständlichkeit lebte hier eine in den Neunzigerjahren geborene Generation längst die Imperative des einundzwanzigsten Jahrhunderts: Individualität und Diversität. Bisexuelle Erfahrungen etwa gehörten ganz selbstverständlich zum amourösen Rooneyversum. In ihren Büchern war man allerdings nicht homo oder hetero, sondern man hatte ein Liebesleben, in dem man das Patriarchat nachmodellerte, verwarf, neu programmierte. Und man redete permanent darüber, was das mit einem machte, warum und ob man es gut oder schlecht heiße. Liebe und Freundschaft standen auf dem Prüfstand. Aber anders als bei den Achtundsechzigern ohne jeden Dogmatismus. Große Reden zur Verbesserung der Gesellschaft wurden in Dublins WG-Küchen allenfalls spielerisch geschwungen. Der performative Selbstwiderspruch sabotierte zuverlässig den Versuch, das eigene Dasein einer Komplexitätsreduzierung zu unterziehen.

Nach ein paar Jahren Rooney-Boom wurden nun einige Kritiker des Rooney-Booms überdrüssig. Sie hielten ihre Bücher für überschätzt und unzureichend. Wenn man jetzt also Rooneys neuen Roman zur Hand nimmt, kann man das gewiss nicht mehr mit der Haltung des Entdecker-Kritikers tun.

Die notorische Fremdheit der Liebenden

Im Zentrum von „Schöne Welt, wo bist du“ steht die Freundschaft zwischen den ehemaligen Collage-Studentinnen Alice und Eileen, die sich den gesamten Roman über Briefe schreiben und sich nur ein einziges Mal wirklich treffen. Die Diskrepanz zwischen behaupteter Seelenverwandtschaft und physischer Distanz wird am Ende des Romans die Verheertheiten auf beiden Seiten offenbaren. Doch noch ist man nicht so weit. Dafür braucht es erst zwei männliche Eindringlinge in den Frauenkosmos. Zum einen den liebenswerten Simon, der nach jahrelangem Eiertanz um seine

Kindheitsfreundin Eileen endlich einsieht, dass er der Richtige ist. Zum anderen Felix, der zu Beginn des Buchs mit Alice ein fürchterlich vermasseltes Tinder-Date durchleidet.

Eileen und Alice, das wird schnell klar, sind beide Varianten der Bestsellerautorin Sally Rooney. Eileen arbeitet als Redakteurin in einem Dubliner Literaturmagazin und hat die Trennung von ihrem langjährigen Freund zu verwinden. Alice ist eine international zu Ruhm und Geld gekommene Autorin, die sich an einen kleinen irischen Küstenort zurückgezogen hat, um sich von ihrer Depression zu erholen.

Wie immer bei Rooney werden Chatverläufe in den Romanfluss eingearbeitet. Mails werden zu allen Tag- und Nachtzeiten in aufgeklappte Laptops hineingehackt und wiedergegeben. Darin geht es in einem eigenwilligen Mix aus Ironie und Melancholie um die Frage, was es bedeutet, heute politisch zu sein. Genauer um die Frage, was das alles mit unserer Liebesfähigkeit zu tun hat. Und wie man Menschen überhaupt je nah sein kann in einem Zeitalter medialer Superspiegelungen. Am Ende von „Gespräche mit Freunden“ hieß es noch verheißungsvoll: „Man muss bestimmte Dinge durchleben, bevor man sie versteht.“ Man kann den Figuren des neuen Romans jetzt zugestehen, dass sie mit Abstand zu den früheren Büchern etwas durchlebt haben.

Alice und Eileen sind nicht mehr Anfang, sondern Ende zwanzig. Die Frage nach dem richtigen Leben oder der richtigen „Identität“ spitzt sich zu in der Frage nach dem richtigen Partner. Thema hier ist vor allem die notorische Fremdheit, die zwischen zwei Menschen herrscht, selbst wenn sie sich lieben. Über Alice und Felix heißt es einmal: „Es war zu dunkel, als dass sie irgendetwas vom Gesicht des anderen hätten ablesen können, und doch hielten sie den Blick und wandten ihn nicht ab, als wäre es wichtiger, einander anzusehen, als tatsächlich etwas zu sehen.“

Manche halten das für Kitsch

„Schöne Welt, wo bist du“ ist von einem neuen Essentialismus durchweht, der sich im Kontext der drei bisherigen Rooney-Romane wie eine Erlösgeschichte liest. Zum Beispiel, indem mit Simon ein gläubiger Katholik inthronisiert wird. Kein Dogmatiker, sondern ein Mensch, der seinen Glauben gegen die Deformationen des Daseins behauptet. Einmal schreibt Eileen an Alice, warum das eventuell nötig ist: „Unser politisches Vokabular hat sich seit dem 20. Jahrhundert so tiefgreifend und rapide verschlechtert, dass die meisten Versuche, unsere historische Situation zu verstehen, in Geschwafel enden.“ Etwa so: „Paula sagte, jemand aus der Mittelschicht könne trotzdem Sozialistin sein, und Eileen sagte, es gebe keine Mittelschicht.“

Den Befund „Geschwafel“ hatten Rezensenten auch auf Rooneys Romanwelt-Gesellschaft angewendet. Nicht ganz zu Unrecht. Doch was machen Leute aus ihrem jugendlichen Nihilismus? Sie werden entweder gläubig, oder sie lassen sich endlich doch herab auf das Niveau einer echtzeitlichen Liebesgeschichte. Mehr Versöhnlichkeit war unter „normalen“ Leuten von heute wohl nie.



Sally Rooney: „Schöne Welt, wo bist du“. Roman. Aus dem Englischen von Zoë Beck. Claassen Verlag, Berlin 2021. 352 S., geb., 20 € :Bild: Verlag

Eine andere Facette des Erwachsenwerdens im neuen Roman ist Rooneys Abrechnung mit dem Literaturbetrieb, der sie groß, aber wohl auch korrupt gemacht hat: „Habe ich dir erzählt, dass ich keine zeitgenössischen Romane mehr lesen kann? Ich glaube, es liegt daran, dass ich zu viele der Leute kenne, die sie schreiben. Ich sehe sie die ganze Zeit

auf Festivals, wie sie Rotwein trinken und darüber reden, wer wen in New York publiziert. Wie sie sich über die langweiligsten Dinge der Welt beschweren – schlechte Pressearbeit oder schlechte Besprechungen oder dass andere mehr Geld kriegen. Wen interessiert das? Und dann sind sie wieder weg und schreiben ihre sensiblen kleinen Romane über das „normale Leben. Meine eigene Arbeit, und das versteht sich von selbst, ist der schlimmste Missetäter in dieser Hinsicht.“

Es macht Spaß, einer immer noch ziemlich jungen Autorin dabei zuzuhören, wie sie sich junge Autorinnen in einer Welt ausdenkt, die sie als falsch durchschauen, ohne ihr entsagen zu können (oder zu wollen). Wie sie Widerstände dagegen aufbauen und Nachsicht üben. Und was sollte schon daran verkehrt sein, dass sich am Ende einfach mal alle kriegen? Manche halten das für Kitsch. Vielleicht ist es aber auch Kitsch, als Romanfigur notorisch an der Moderne zerbrechen zu müssen.

„Alice, glaubst du, das Problem des zeitgenössischen Romans ist schlicht das Problem des gegenwärtigen Lebens? Ich stimme dir zu, es erscheint vulgär, dekadent, sogar epistemologisch brutal, Energie in die Trivialität von Sex und Freundschaft zu investieren, wenn die menschliche Zivilisation vor dem Zusammenbruch steht. Aber gleichzeitig mache ich genau das jeden Tag. Wenn du willst, können wir darauf warten, eine höhere Daseinsform zu erreichen, um dann unsere mentalen und materiellen Ressourcen auf existenzielle Fragen auszurichten und nicht mehr an unsere Familien, Freunde und Liebhaber usw. zu denken. Aber wir werden sehr lange warten, vermute ich, und tatsächlich werden wir vorher sterben.“

WIDERSTAND GEGEN DIE TALIBAN:

Zusammenstöße bei Frauen-Demo in afghanischer Hauptstadt Kabul

AKTUALISIERT AM 04.09.2021-20:31



Aufbegehren gegen die neuen Herrscher: Afghanische Frauen protestieren am 03.09. für ihre Rechte. Bild: AFP

In Kabul demonstrieren den zweiten Tag infolge Frauen gegen die Taliban-Herrschaft. Es kommt zu chaotischen Szenen. Auch in der noch nicht unter der Kontrolle der Taliban stehenden Provinz Pandschir dauert der Widerstand an.

In Afghanistan regt sich Widerstand gegen die Herrschaft der militant-islamistischen **Taliban**. Bei einer Demonstration für Frauenrechte in der afghanischen Hauptstadt Kabul kam es zu Zusammenstößen. Mindestens eine Frau sei dabei verletzt worden, berichteten lokale Journalisten am Samstag. In der einzigen von den Taliban noch nicht eroberten Provinz Pandschir dauern die Kämpfe an.

Videos von lokalen TV-Sendern und Aktivistinnen zufolge kam es bei der Demonstration zu chaotischen Szenen. Rund zwei Dutzend Frauen hatten zunächst friedlich in der Nähe des Präsidentenpalastes demonstriert, wie auf Bildern, die in sozialen Medien geteilt wurden, zu sehen war. Sie hielten Schilder in der Hand, auf denen etwa stand: „Wir sind nicht die Frauen von vor 20 Jahren“ oder „Gleichheit - Gerechtigkeit - Demokratie!“.

Auf Videos ist zu sehen, wie die Frauen von 50 oder mehr Sicherheitskräften der Taliban umzingelt sind und sich Schreiduellen mit Taliban liefern. Mehrere von ihnen husten. Ein Taliban-Kommandeur fragt über einen Lautsprecher „... wartet, was ist das Problem, was wollt Ihr, es gibt kein Problem Mädchen, okay?“, während im Hintergrund eine junge Frauenstimme zu hören ist, die fragt: „Warum schlägt ihr uns?“ Lokale Journalisten teilten das Video einer Frau, der Blut vom Kopf läuft.

„Wir sind nicht die Frauen von vor 20 Jahren“

In einem Video von Aktivistinnen, etwas abseits der Demo aufgenommen, sagt eine Frau, Frauen hätten sich gebildet, um in hochrangigen Regierungspositionen zu arbeiten. „Was ist unsere Schuld, dass sie uns heute ins Abseits drängen?“, fragt sie.

Die Frau, die das Video aufnimmt, sagt weiter, der friedliche Protest von Frauen sei wieder von den Taliban unterdrückt worden. Diese hätten Warnschüsse abgegeben und Tränengas eingesetzt.

Die Videos und Angaben konnten zunächst nicht unabhängig verifiziert werden. Auch der Sender CNN berichtete über den Frauenprotest. Zuvor hatten bereits am Freitag mehrere Frauen in Kabul für Frauenrechte demonstriert. Eine Teilnehmerin, Taranum Sajidi, sagte der Deutschen Presse-Agentur am Samstag, sie seien angesichts der Situation gezwungen, auf die Straße zu gehen und ihre Rechte einzufordern. Sie habe drei Universitätsabschlüsse und nun wolle man von ihr, dass sie zuhause bleibe. Die Taliban wollten Frauen nur in niedrigen Positionen.

Während des Taliban-Regimes zwischen 1996 und 2001 durften Frauen in Afghanistan nicht mehr arbeiten und nur noch verschleiert in Begleitung eines männlichen Familienmitglieds das Haus verlassen. In der Öffentlichkeit war für

sie lautes Sprechen oder Lachen verboten. Mädchen wurden auch vom Schulunterricht ausgeschlossen. Viele Frauen befürchteten seit der wiederholten Machtübernahme der Islamisten, dass diese wieder ähnliche Regeln für sie einführen werden.

Der Anführer einer Widerstandsfraktion gegen die Taliban erklärte am Samstag, er wolle weiter kämpfen. „Wir werden den Kampf für Gott, Freiheit und Gerechtigkeit niemals aufgeben“, teilte Achmad Massud auf seiner Facebook-Seite mit. Seit mittlerweile fünf Tagen gibt es Gefechte zwischen Taliban und Kämpfern der Nationalen Widerstandsfront um Pandschir, die einzige Provinz im Land, die die Taliban bisher nicht kontrollieren.

Ursprünglich hatte es von beiden Seiten geheißt, man wolle die offene Machtfrage durch Verhandlungen lösen. Ein Sprecher der Nationalen Widerstandsfront schrieb diese Woche auf Twitter, die Taliban hätten Massud einen Posten in der künftigen Regierung angeboten und den Schutz seines Eigentums. Dieser habe aber abgelehnt und dies damit begründet, dass er keine persönlichen Interessen verfolge. Von Taliban gab es dazu bisher keine Aussagen.

In den vergangenen Tagen dürften sich die Gefechte um Pandschir verstärkt haben. Beide Seiten gaben an, dass sie der jeweils anderen Seite heftige Verluste zugefügt hätten. Pandschir konnte von den Taliban auch während ihrer ersten Herrschaft zwischen 1996 und 2001 nicht erobert werden. Das lag neben dem erbitterten Widerstand der Nordallianz auch an der geografischen Lage - der Eingang zum Tal ist eng und gut zu verteidigen.

Wohl nach falschen Gerüchten in der Nacht zu Freitag, Pandschir sei gefallen, hatten Taliban-Kämpfer in der Hauptstadt Kabul minutenlang Freudenschüsse abgefeuert. Dadurch wurden offenbar mehrere Menschen getötet oder verletzt. Das Krankenhaus der Nichtregierungsorganisation Emergency teilte am Samstag mit, es habe seit Freitagabend mindestens zehn Verletzte mit Schusswunden behandelt. Zwei Personen mit Schusswunden seien bereits tot in das Krankenhaus eingeliefert worden.

EZB:

Die Angst vor der fiskalischen Dominanz

- VON [CHRISTIAN SIEDENBIEDEL](#)
- -AKTUALISIERT AM 04.09.2021-14:23



Wie cool lassen die hohen Staatsschulden in ihren Heimatländern Europas Notenbanker?

Trüben hohe Schulden in ihren Heimatländern die Aufmerksamkeit der EZB-Ratsmitglieder für die Inflation? Das ZEW befasst sich empirisch mit einem heiklen Thema.

Es ist eine spannende Debatte, an der sich zuletzt auch die [Europäische Zentralbank](#) selbst beteiligt hat: „Fiscal dominance“, Herrschaft der Haushaltspolitik der Staaten über die Notenbanken, nennt sich ein Ökonomen-Albtraum. Tritt ein solcher Fall ein, dann kann die Notenbank nicht mehr frei danach fragen, was geldpolitisch zur Sicherung der Preisstabilität geboten wäre – sondern muss in ungebührlicher Weise auf die Bedürfnisse hoch verschuldeter Staaten Rücksicht nehmen. Ist Europa auf diesem Weg? EZB-Direktoriumsmitglied [Isabel Schnabel](#) hatte dem zuletzt vehement widersprochen und auf empirische Erhebungen verwiesen, denen zufolge es keine „Rückkopplungseffekte“ zwischen der Entwicklung der Staatsschulden und den geldpolitischen Entscheidungen gebe. Es sei zwar richtig, dass die Staatsschulden in der Coronakrise deutlich gestiegen seien – die EZB alimentiere dies aber nicht.

Darauf antwortet jetzt das Forschungsinstitut [ZEW](#) in Mannheim mit einer empirischen Untersuchung. In einer von der Brigitte Strube Stiftung geförderten Studie, die der F.A.Z. exklusiv vorab vorliegt, befassen sich die Wissenschaftler Friedrich Heinemann und Jan Kemper mit einer möglichen, gleichsam individuellen Komponente von fiskalischer Dominanz: Mit der Frage, ob es womöglich eine Korrelation zwischen dem Abstimmungsverhalten von Mitgliedern des EZB-Rats bei geldpolitischen Entscheidungen und der Situation der Staatsschulden in ihrem Heimatland gibt.

Wenn dem so sein sollte, sagen die Wissenschaftler gleich einschränkend dazu, dann müsste das natürlich nicht unbedingt einen kausalen Zusammenhang belegen. Falls es ihn gebe, wären zwei Mechanismen denkbar: Dass Notenbanker nicht nur europäisch dächten, sondern auch von der Debatte in ihren Heimländern beeinflusst würden. Oder aber auch, dass stärker verschuldete Staaten schon bei der Auswahl ihrer Notenbanker andere Typen oder Vertreter anderer Überzeugungen und Denkschulen bevorzugten als weniger stark verschuldete Länder.

ZEW analysiert Äußerungen der EZB-Ratsmitglieder

Konkret hat das ZEW die Datenbank „Dow Jones Factiva“ ausgewertet. Weil die Abstimmungsergebnisse im EZB-Rat nicht öffentlich sind, haben die Wissenschaftler alle geldpolitischen Äußerungen von EZB-Ratsmitgliedern in den Medien als Näherung analysiert. Das machten sie in dem Bewusstsein, dass ein EZB-Ratsmitglied natürlich auch in der Öffentlichkeit anders reden könnte, als es nachher im Rat abstimmt, um etwa der Öffentlichkeit in seinem Land zu gefallen. Es dürfte aber wahrscheinlicher sein, dass die Äußerungen der Ratsmitglieder in den Medien meistens auch ihre Haltung nachher im Rat grob widerspiegeln.

Betrachtet wurden alle Äußerungen von Ratsmitgliedern zum EZB-Krisenprogramm PEPP von Mitte März bis Mitte Juni 2021. Nach diesen Äußerungen wurden die Ratsmitglieder in drei Gruppen eingeteilt: „Falken“, die eher eine

straffere Geldpolitik bevorzugen, „Tauben“, die eher für eine lockere Geldpolitik eintreten und Leute, die „eher neutral“ sind.

Äußerungen, die einen in der Auswertung zum „Falken“ machen, waren zum Beispiel: „Das PEPP sollte oder könnte nicht vollständig ausgeschöpft werden“ oder „Ein Ausstieg aus dem PEPP muss frühzeitig erwogen werden“ oder „Der jüngste Anstieg der Inflation ist ein erhebliches Risiko“. Als „Taube“ eingestuft wurde man für Sätze wie: „Das PEPP sollte weiter verlängert werden“, „Ein vorzeitiger Ausstieg oder ein vorzeitiges Tapering sollte nicht diskutiert werden“ oder Worte wie „kein ernsthaftes Inflationsrisiko, Inflationsschub ist kurzfristig“. Als „neutral“ galten Sätze wie: „Wir müssen über eine Reduzierung des PEPP nachdenken, aber nicht jetzt, das wäre zu früh“ oder auch „Die Fortsetzung ist nach wie vor notwendig, aber sie ist mit finanziellen Risiken verbunden.“

Das Ergebnis der Auswertung: Es gibt klare Fraktionen von „Falken“ und „Tauben“ im Rat, und es gibt eine gewisse Korrelation zur Höhe der Staatsschulden im jeweiligen Heimatland des Ratsmitglieds. Als „Tauben“ wurden nach der Daten-Auswertung die Ratsmitglieder Ignazio Visco (Italien), Pablo Hernández de Cos (Spanien), François Villeroy de Galhau (Frankreich), Giannis Stournaras (Griechenland) und Mario Centeno (Portugal) eingestuft. Auf der anderen Seite bestehe die klare „Falken“-Fraktion aus [Jens Weidmann](#) (Deutschland), Robert Holzmann (Österreich), Klaas Knot (Niederlande), Pierre Wunsch (Belgien) und Martins Kazaks (Lettland).

Im EZB-Rat sollen „Tauben“ dominieren

Die Klassifizierung der EZB-Direktoriumsmitglieder, die ebenfalls dem Rat angehören, zeige ein gemischteres Muster, heißt es in der Studie. So vertrat beispielsweise Isabel Schnabel (Deutschland) eine gemäßigtere Position als ihr deutscher Kollege im Gremium, Bundesbankpräsident Jens Weidmann. Das umgekehrte Muster gelte für Spanien, wo der Vizepräsident Luis de Guindos gemäßigter sei als sein eher „taubenhaft“ eingestellter Kollege, der Notenbankchef Hernandez de Cos. EZB-Präsidentin Christine Lagarde wird in der Studie als „Taube“ eingestuft, da sie sich auf die Fortführung des PEPP konzentriere und alle Arten von Debatten über einen vorzeitigen Ausstieg, die von der Falkenfraktion kämen, strikt ablehne. „Obwohl für sechs Ratsmitglieder nur unzureichende Daten zur Verfügung standen, deutet unsere Kategorisierung darauf hin, dass es im EZB-Rat eine Mehrheit von Tauben gibt“, heißt es in der Studie.

Das Ganze wurde dann mit der Staatsverschuldung in den Heimatländern der Ratsmitglieder verglichen, und zwar mit deren Höhe relativ zum jeweiligen Bruttoinlandprodukt des Landes. Das Ergebnis dieser Gegenüberstellung: Die Taubenfraktion im Rat kommt auf eine durchschnittliche Schuldenquote in ihren Heimatländern von 133 Prozent, fast dem Doppelten der Falkenfraktion mit 71 Prozent. Den Zusammenhang haben die Wissenschaftler dann noch statistisch abgesichert. „Unser Ergebnis zeigt eine klare Korrelation zwischen heimischer Staatsverschuldung und Positionierung“, sagt Studienautor Friedrich Heinemann. Zugespitzt könne man sagen, dass die nationalen Finanzminister bei EZB-Entscheidungen bisweilen gedanklich „mit am Tisch“ säßen. „Für die aktuelle Inflationsdiskussion verheißen diese Resultate nichts Gutes“, meinte Heinemann: „Die hohen Schulden zu Hause trüben inzwischen die Aufmerksamkeit vieler Mitglieder des EZB-Rats für Inflationsgefahren – sie schwächen damit seine Entschlossenheit, eine Verfestigung der aktuell hohen Inflation frühzeitig zu bekämpfen.“

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/warum-afghanistans-studentinnen-um-ihre-zukunft-fuerchten-17514552.html?premium>

STUDENTINNEN IN AFGHANISTAN:

„Wir leben in Angst, ohne Sinn“

- VON HENRIK POMERANZ
- -AKTUALISIERT AM 04.09.2021-16:30



Geschlechtertrennung an den afghanischen Unis: Blick auf die Versammlung, während der Abdul Baqi Haqqani verkündete, dass Frauen und Männer nicht mehr zusammen studieren sollen. Bild: Getty

Seit die Taliban an der Macht sind, haben Afghanistans Unis geschlossen. Während die neuen Machthaber Versprechungen machen, fürchten besonders Studentinnen um ihre Zukunft.

An dem Tag, an dem die **Taliban** kamen, saß Zaafirah mit ihren Kommilitonen in der Uni und lernte für den Bachelor. Plötzlich machten Gerüchte die Runde, Taliban-Kämpfer hätten die Stadt betreten. Da brach Panik aus, erinnert sich Zaafirah, die wie alle Studierenden in diesem Text in Wirklichkeit anders heißt. Die Studierenden riefen ihre Familien an, viele dachten daran, zu fliehen. Im Auto kam sie zuerst noch voran, doch bald waren die Straßen so verstopft, dass sie zu Fuß weitermusste. „Ich trug High Heels, und irgendwann waren meine Schuhe voller Blut. Aber wegen der Angst habe ich keine Schmerzen gespürt“, sagt sie. Dieser Sonntag, der 15. August, war der Tag, an dem sie das letzte Mal in der Uni war.

Seit die Taliban in Afghanistan wieder an der Macht sind, ist der Unibetrieb fast gänzlich zum Erliegen gekommen. Zwar gibt es Berichte darüber, dass die Wiedereröffnung stark vorangetrieben wird; vielen Studierenden ist aber unklar, wie es für sie genau weitergehen soll. Vergangenen Sonntag hatte der Taliban-Minister für Hochschulbildung, Abdul Baqi Haqqani, jedenfalls verkündet, was viele schon befürchtet hatten: Frauen werden nicht mit Männern zusammen studieren dürfen. Die Taliban würden einen „vernünftigen und islamischen Lehrplan erstellen, der mit unseren islamischen, nationalen und historischen Werten übereinstimmt“. Aber wie die Hochschulbildung unter den Taliban genau aussehen wird, bleibt weiter unklar, auch inwieweit unter diesen neuen Bedingungen eine Lehre für Frauen praktisch überhaupt möglich sein wird. Befürchtet wird unter anderem, dass es gar nicht genügend Dozentinnen gibt, um alle Studentinnen unter der Geschlechtertrennung weiter zu unterrichten. In dieser Ungewissheit warten Frauen derzeit daheim und fürchten, dass ihnen statt einer Karriere nur eine Zukunft als Hausfrau bleibt. So war es im letzten Taliban-Regime von 1996 bis 2001 der Fall. Viele männliche Dozenten haben derweil Angst, für ihr früheres Engagement und kritische Äußerungen über die Taliban büßen zu müssen.

„Es gibt keine Freude mehr, hier zu leben“

Seit diesem Sonntag, dem 15. August, ist Zaafirah nicht mehr vor die Tür gegangen, schreibt sie über ein Chatprogramm. Vor dem Fall Kabuls war es ihr Traum, ein Buch zu schreiben und sich für ihre Gesellschaft und Menschenrechte einzusetzen. „Ich wollte alles tun, was ich kann, damit Frauen mehr gefördert werden und ihre Probleme mehr Beachtung finden“, sagt sie. Seit dem Fall Kabuls hingegen sei ihr größter Wunsch der, dass ihr Bruder doch noch das Land verlassen kann. Seit die Taliban einst ihren Vater getötet haben, ruhen alle Hoffnungen der Familie auf ihm. Wegen des Todes des Vaters ertrage sie es auch nicht, die Taliban auf den Straßen zu sehen, und

bleibe deshalb lieber daheim. „Es gibt keine Freude mehr, hier zu leben“, sagt sie. „Wir leben in Angst, ohne Sinn und in Trauer.“

Ähnlich geht es Taara. Auch sie studierte bis vor Kurzem in Kabul. Sie wollte ihren Doktor machen, an der Uni unterrichten und vielleicht sogar Motivationsrednerin werden, schreibt sie. Jetzt sei sie verwirrt und wisse nicht, was die Taliban mit ihr und den anderen Mädchen vorhätten. „Ich trauere um mein Land, weil wir uns hier keinen schönen Ort zum Leben schaffen können“, schreibt sie.

Isaad weiß als Mann zumindest, dass er wohl an die Uni zurückkehren wird. Aber sein Studienfach Journalismus wird unter den Taliban ein anderes sein. „Sie werden uns die Meinungsfreiheit nehmen“, schreibt er. „Ich habe keinen Antrieb mehr, weiterzustudieren. Tag und Nacht lebe ich in Angst. Ich habe keine Hoffnung auf bessere Tage.“

Dabei hatte sich das Hochschulsystem in den vergangenen Jahren dank der internationalen Milliardenpenden gut entwickelt. Die Zahl der Studierenden an staatlichen Hochschulen stieg in den vergangenen 20 Jahren laut UNESCO von knapp 8000 auf mehr als 170.000 an. Dazu kommt eine Vielzahl von privaten Universitäten mit stark schwankendem Niveau. Der Anteil der Studentinnen wuchs in dieser Zeit von null auf 25 Prozent. Neben neuen Hörsälen, Laboratorien und Computerausrüstung wurde viel Geld in Studentenwohnheime investiert – darunter auch Wohnheime, in denen nur Studentinnen wohnen dürfen. Afghanistan, so schien es, war auf einem guten Weg, eine neue Bildungselite zu schaffen.

Auf Facebook statt in der Bibliothek

Zu dieser Elite hätte auch Shabana gehört. Die Studentin war eine der besten ihres Jahrgangs. Als wir telefonieren, sitzt sie auf dem Bett in ihrem Zimmer, in dem sie mit ihrer Schwester wohnt. Die grauen Vorhänge sind zugezogen. „Wir hatten ein glückliches Leben an der Universität. Wir sind gern in die Bibliothek gegangen, um zu lernen und für ein besseres Leben zu arbeiten.“ Nach der Uni ging sie mit ihren Freunden oft ins Restaurant. „Dort konnte ich mich richtig entspannen.“ Am liebsten bestellte sie Burger und Pizza. Seit die Taliban kamen, habe sie das Haus nicht mehr verlassen. „Ich mag keine Burkas“, sagt sie. Ohne Verschleierung und männliche Verwandte als Begleitung dürfe man nicht mehr auf die Straße. So war es zumindest während des letzten Regimes bis 2001, als auch Bildung für Frauen verboten war. Wer sich nicht daran hielt, musste damit rechnen, schwer bestraft zu werden.

Seit die Taliban zurück sind, verbringt Shabana den Tag auf [Facebook](#) und Instagram oder unterhält sich mit ihrer Schwester. Fernsehen gucke sie gar nicht mehr, sagt sie. Mittlerweile liefen den ganzen Tag nur noch Kriegsfilme in Dauerschleife. Als ihre Nichte neben ihr anfängt zu weinen, nimmt sie sie auf den Arm und rückt ihr rosafarbenes Kopftuch zurecht, unter dem die langen braunen Haare hervorschauen. Wie es ihr geht? Shabana atmet lange aus und seufzt. „Ich bin so traurig, dass ich Ihnen gar nicht sagen kann, wie enttäuscht ich bin. Die Taliban versprechen, dass Mädchen ihre Bildung fortsetzen dürfen, aber daran glaube ich nicht.“

Neben all den Studierenden befinden sich auch viele Professoren und wissenschaftliche Mitarbeiter in einer schwierigen Lage. Asadi Safi ist Professor an einer Universität in Kabul, auch er heißt in Wirklichkeit anders, fürchtet sich aber, seinen echten Namen zu nennen. „Ich verstecke mich gerade mit einigen männlichen Verwandten“, sagt er am Telefon. Er fürchte um sein Leben. Sein Vater sei ein hohes Mitglied des Militärs gewesen, und er selbst habe in Projekten für die Amerikaner gearbeitet. Wie viele andere Ortskräfte habe er zwar wohl das Recht, über die Luftbrücke der Vereinigten Staaten auszureisen, aber die nötigen Papiere nicht rechtzeitig bekommen. Auch die vielen Interviews und Beiträge, in denen er sich kritisch über die Taliban geäußert hat, könnten ihn jetzt einholen. Er versucht zu löschen, was zu löschen ist, aber alle Spuren verwischen kann er nicht. Dabei ist Safi gerade nicht der Einzige, der versucht, aus dem Internet zu verschwinden: Leute, mit denen man eben noch geschrieben hat, sagen, dass ihr Leben in Gefahr sei, und sind im nächsten Moment weg aus dem Netzwerk.

Viele seiner männlichen Kollegen bangten wie er wegen kritischer Aussagen um ihr Leben, sagt Safi. Auch wegen Aussagen, die sie im Unterricht gemacht haben. Denn unter den Taliban-Kämpfern seien auch ehemalige Studenten, die ihre Professoren nun denunzieren könnten. „Die weiblichen Professoren weinen die ganze Zeit“, sagt Safi. „Sie sagen, dass ihre Karriere vorbei ist und sie nicht mehr arbeiten dürfen.“ Sie glaubten, dass sie an einem Tag die Errungenschaften der letzten 20 Jahre verloren haben. Als Asadi Safi an dem Sonntag Mitte August das letzte Mal zur Uni fuhr, kam er an einem Polizeiwagen vorbei, der von Kugeln durchsiebt war. Daneben waren auch drei zivile Fahrzeuge ins Feuer geraten. Auf dem Boden war überall Blut, sagt er. Als er in der Uni ankam, fragten Studenten ihn nach Transkripten und anderen Beweisen für ihre Arbeit. Sie machten sich dafür bereit, das Land zu verlassen. „Dann bekam ich die Nachricht, dass die vier Tore Kabuls durchbrochen worden waren.“ Die Taliban seien nur noch drei Kilometer vom Campus entfernt gewesen. „Daraufhin begann ich, auf meinem Computer Bilder, Lieder, Musik,

Filme, meine Dokumente über Kontakte zu Ausländern, meine Empfehlungsschreiben der Personalabteilung und physische Dokumente zu löschen.“

Nur ein Fünkchen Hoffnung

Seine Kollegen sah er persönliche Daten mitnehmen, um sie in Sicherheit zu schaffen. „Und dann, als ich runter auf die Straße ging, sah ich Polizeiautos. Sie fuhrn erst in der Nachbarschaft umher und verließen dann plötzlich die Gegend. Das war der Moment, in dem ich meine Hoffnung aufgegeben habe.“ Auf seinem Weg nach Hause sah er, wie auf zwei Panzer geschossen wurde und sie in Flammen aufgingen. Er sah, wie Männer auf ein Polizeiauto feuerten, sah Gruppen mit weißen Fahnen durch die Straßen ziehen und teure Regierungswagen klauen. Er redet langsam, mit ruhiger Stimme, so, als wollte er das überwältigende Chaos in leichter verdauliche Stückchen pressen.

Safi fuhr an diesem Tag nicht nach Hause, sondern an einen anderen Ort. In der nächsten Nacht wechselte er den Schlafplatz. Und danach wieder und wieder. Er glaubte, dass er so sicherer war. Er erzählte niemandem von seinem Aufenthaltsort. „Ich kündige mich nicht an, ich erscheine einfach an der Tür.“ Er wechselte dann die Häuser, wenn es draußen heiß war und die Taliban am Straßenrand saßen und aßen. In der Nacht Schlaf zu finden sei schwierig. „Denn in jedem Moment wartet man darauf, dass jemand an der Tür klopft.“

Ob er nicht denkt, dass ihn das neue Regime brauche und ihn deshalb am Leben lassen werde? „Das ist die einzige Hoffnung, die viele wie ich im Herzen tragen.“ Die Taliban haben die letzten 20 Jahre damit verbracht, Krieg zu führen, und nicht viel Personal für all die wichtigen Stellen, denkt er. Bis sie ihre eigenen Leute ausbilden und auf die Posten heben können, könnten sie viele der alten Eliten brauchen. „Falls es keine Evakuierung für uns gibt, ist dies die einzige Hoffnung, die uns vom Selbstmord abhalten kann“, sagt er. Aber für die Zeit danach habe er die Hoffnung nicht. Seit ein paar Tagen schläft Asadi Safi wieder zu Hause und erledigt von dort auch einige Aufgaben für seine Universität.

Niamatullah Ibrahim von der La Trobe University in Melbourne kennt sich bestens mit dem afghanischen Hochschulwesen aus. „Die Geschlechtertrennung wird für Frauen und Mädchen katastrophale Folgen haben“, sagt er. „Schon vor der Übernahme durch die Taliban hatte das Land Probleme, genug Ressourcen für die rasch wachsende Zahl von Studenten bereitzustellen.“ Nun werde sich die Situation noch verschärfen, weil man noch weit mehr Räume und Dozenten brauche.

Die afghanischen Studentinnen jedenfalls erwarten von den neuen Machhabern wenig bis gar nichts. Die Bilder, die sie aussenden, verheißen kaum Hoffnungsvolles: Bei dem Treffen mit Universitätsmitarbeitern, auf dem der neue Hochschulminister die Geschlechtertrennung verkündete, war der Nachrichtenagentur AFP zufolge keine einzige Frau anwesend.

Le Figaro (site web)

vendredi 3 septembre 2021 - 16:45 UTC +02:00 1683 mots

François Lenglet:

«Quand on crée autant de monnaie, l'histoire nous montre que cela finit toujours mal»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Les indicateurs positifs de la reprise sont à relativiser: lorsque les taux d'intérêt remonteront, nos dépenses structurelles vont peser lourd sur notre économie, analyse le journaliste et économiste. Selon lui, le réveil de la France s'annonce brutal.

LE FIGARO. - «L'économie française se porte bien». Dans les médias, Bruno Le Maire ne cesse de se réjouir de la reprise économique et des chiffres encourageants de la croissance. Partagez-vous son enthousiasme ?

François LENGLET. - Oui, la reprise est importante, les chiffres sont bons, surtout si on atteint 6 % de croissance cette année. La politique menée par le gouvernement pour soutenir la croissance a été la bonne. On va retrouver le niveau du PIB de 2019 probablement au début de l'année 2022, ce n'était pas assuré il y a quelques mois. Plusieurs facteurs nous ont aussi été très favorables à commencer par la météorologie sanitaire, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'épidémie. Il faut dire aussi que cette performance s'explique par le fait que l'économie française avait chuté plus bas qu'ailleurs. La reprise française est plus forte que celle de l'Allemagne car ce pays avait connu une récession beaucoup moins forte que la nôtre, le jeu des élastiques est plus ample en France.

Il existe une autre façon de voir les choses: la crise sanitaire va coûter 424 milliards d'euros à l'État français sur trois ans selon le ministre de l'Action et des comptes publics Olivier Dussopt, et plus de 300 milliards en 2020 et 2021, heureusement que nous commençons à en voir les fruits! La France a fait de l'arrosage automatique, il est donc logique que quelques mois plus tard l'économie s'améliore en même temps que la situation sanitaire.

On constate, par ailleurs, une baisse de la consommation des ménages, est-ce que cela doit nous inquiéter et faire relativiser les chiffres de croissance ?

Ces chiffres sont assez volatils il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour le moment. Ce phénomène s'observe également aux États-Unis, où la conjoncture est différente, ce pays étant déjà sur point de retournement. Les observateurs ont toujours un temps de retard d'un, deux ou six mois sur l'activité, la photographie actuelle de la situation économique est donc probablement décalée de la réalité. La Chine est déjà en voie d'inflexion, cette tendance commence à s'observer en États-Unis et l'Europe a encore un peu de sursis. Une chose est sûre, on ne peut pas continuer à ces niveaux de croissance longtemps. On le voit avec la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières, il y a des freins objectifs à cette croissance. Bref, l'économie mondiale a été chauffée à blanc pendant des mois et cela ne pourra pas durer.

Après la crise de 2008, il n'y avait pas eu d'inflation, ou de façon marginale. L'histoire peut-elle se répéter ?

Ce n'est pas du tout la même crise. En 2008, on a assisté à une crise de dépression de la demande causée notamment par le surendettement et une crise bancaire. Là, on a subi eu une impossibilité brutale de consommer et de travailler matériellement. Un violent choc sur la demande, compensée largement par les États, contrairement à il y a 13 ans. Du coup, les ménages ont subi la crise sanitaire tout en continuant à avoir du pouvoir d'achat, d'où la vigueur de la reprise. Seuls les États ont vu leur bilan se dégrader. À cause de cette forte reprise, la hausse des prix est donc certaine, reste à savoir combien de temps elle durera. La plupart des économistes et les banques centrales affirment qu'il n'y aura pas d'inflation durable mais quand tout le monde dit la même chose, l'expérience nous enseigne qu'il faut se méfier...

Cette croissance peut-elle s'effriter avec la fin annoncée du «quoi qu'il en coûte ?»

Je ne pense pas. Bruno Le Maire a pris la bonne décision en annonçant, à ce moment-là, d'interrompre l'arrosage automatique de l'économie au vu de l'état des commandes et de l'activité florissante dans nombre de secteurs. Tout dépend maintenant de la façon dont le gouvernement va exécuter cette sortie. Ce qui m'inquiète davantage, c'est l'autre la dette, et l'autre «quoi qu'il en coûte», celui qu'on ne voit pas: les dépenses structurelles, programmées depuis un moment et qui continueront ces six prochains mois du fait de cette période de campagne électorale. Un milliard d'euros pour Marseille, 12 milliards pour le «Ségur de la santé», les augmentations des professeurs, le revenu minimum pour les jeunes... et la campagne n'a pas encore commencé! À la faveur de l'extraordinaire facilité monétaire consentie par la BCE, on a perdu tous les réflexes élémentaires de prudence budgétaire. On programme des dépenses qui vont durablement pénaliser les comptes publics, c'est une sorte de «quoi qu'il en coûte silencieux». Aujourd'hui, on ne le sent pas, mais qu'en sera-t-il lorsque les taux d'intérêt remonteront ?

Au regard des taux d'intérêt faméliques, n'est-ce pas justement le moment de lancer un grand plan public d'investissement ?

S'endetter à 0% pour investir, c'est bien. Le problème: personne ne sait ce qu'est un investissement utile.

Dans l'histoire économique française récente, il y a eu à la fois des investissements publics industriels très profitables, comme le TGV ou le nucléaire, et le plan calcul de l'époque de Gaulle ou le plan informatique pour tous de l'époque Fabius, qui ont été des catastrophes.

Augmenter le salaire des professeurs est aussi une forme d'investissement...

Certes, mais à ce moment-là acheter des gommes ou des crayons pour les fonctionnaires, c'est aussi un investissement. Qu'est ce qui n'est pas de l'investissement ? On a perdu de nombreux référentiels avec cette crise. On peut se réjouir de la chute des taux d'intérêt, parce que sinon nous serions dans une situation difficile, mais il ne faut pas oublier que cela ne va durer qu'un temps.

Dans certains pays comme le Royaume-Uni, on observe une hausse des salaires. Qu'est-ce que cela laisse présager ? Peut-on s'attendre à un scénario similaire en France ?

Il faut s'attendre à une à une hausse des salaires. Si on intègre les primes, les augmentations s'élèvent à 8,8 points sur un an au Royaume-Uni, c'est considérable. On observe la même chose aux États-Unis où de grandes firmes comme Amazon ou McDonald's rehaussent les salaires de façon très importante au point que les objectifs de salaire minimum de Joe Biden sont dépassés par la réalité. En Espagne, le salaire minimum a augmenté, l'Allemagne envisage de le faire et la France va, je pense, suivre.

Comme sur tous les sujets, l'épidémie a précipité les transformations, et la transformation avec laquelle on va vivre longtemps et qui est, je pense, inflationniste sur le plan salarial de façon structurelle, c'est le vieillissement démographique. Dans la plupart des pays industrialisés, à l'exception de la France, le réservoir de travailleurs diminue. L'économiste britannique Charles Goodhart explique dans son livre que la modération salariale de ces trente dernières années était due à l'irruption sur le marché mondial de la de centaines de millions de travailleurs chinois et des pays voisins, qui exerçaient une concurrence salariale sur les Occidentaux. Aujourd'hui, la Chine a passé le tournant de Lewis: le point à partir duquel la population active diminue à cause du vieillissement. Chaque année, elle perd plusieurs millions de travailleurs. Conséquence, on assiste à une montée des prix, la pression déflationniste sur les salaires diminue, et il est moins avantageux pour ces entreprises de délocaliser en Chine.

On entre dans un monde où le travailleur sera plus rare et plus cher. Les chefs d'entreprise s'y préparent, en témoignent les récentes déclarations de Geoffroy Roux de Bézieux (NDLR, le patron du Medef) en ce sens. D'après l'étude Deloitte, les salaires vont augmenter de 0,6 point en 2021 - c'est une très mauvaise année - mais en 2022, les prévisions sont de 1,9 point. Je pense que ce sera encore davantage dans certaines branches, et tant mieux. Mais pour rééquilibrer les choses, il va falloir non seulement augmenter les salaires mais aussi que les entreprises prévoient des évolutions de carrières plus intéressantes.

Aux États-Unis, la FED se prépare à rentrer en rupture avec les mesures non conventionnelles, la BCE suivra-t-elle ? Si oui, qu'elles en seront les conséquences ?

Je ne pense pas que la Banque centrale européenne suivra si rapidement. Le grand inconvénient d'une union monétaire européenne, c'est qu'elle a fait plonger toute une partie des régions d'Europe, peu compétitives. À cause des déséquilibres structurels de l'union monétaire, on est obligés d'avoir des taux d'intérêt bien plus bas que la conjoncture ne le justifierait dans les pays d'Europe du Nord. C'est problématique puisque cela fait monter les prix de l'immobilier, aux Pays-Bas notamment. On peut comparer cette situation au climatiseur unique dans une maison où il y a plusieurs pièces avec des températures différentes. Il faut régler le climatiseur sur une température donnée, ce sera forcément trop chaud pour les uns, trop froid pour les autres. La BCE est prise dans ce piège-là, elle doit régler la température sur l'économie la plus faible.

Le «quoiqu'il en coûte» n'a fait que dramatiser caricaturer des méthodes qui datent en réalité de plusieurs années: création monétaire et endettement des états pour soutenir une activité déprimée au Sud par un taux de change de l'euro pénalisant. Il est probable que le réveil soit douloureux. Quand on crée trop de monnaie par rapport à la croissance, cela fait monter le prix des actifs et grimper les inégalités. Quand on crée autant de monnaie, l'histoire nous montre que cela finit toujours mal.

197,139

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/mathieu-bock-cote-l-etat-et-marseille-le-leviathan-impuissant-20210903>

Le Figaro, no. 23962

Le Figaro, samedi 4 septembre 2021 750 mots, p. 19

Opinions

L'État et Marseille : le Léviathan impuissant

Bock-Côté, Mathieu

Il y a quelque chose d'étonnant dans le tintamarre médiatique entourant la visite d'Emmanuel Macron à Marseille, quasiment présentée comme s'il s'agissait d'un voyage diplomatique important dans un pays étranger. Un tel théâtre et une telle mise en scène vont bien au-delà des calculs politiques circonstanciels et se présentent comme un aveu de la profondeur de la fracture française. Emmanuel Macron est invité à présenter son plan Marshall pour Marseille - le terme est fort et sa symbolique historique se réfère à une entreprise de reconstruction s'imposant dans une région du monde ravagée par la guerre. Les cyniques diront qu'il s'agit d'un nouveau plan après tant d'autres, l'argent public coulant à flots dans une ville magnifique qui semble pourtant condamnée à se désagréger. Mais si le constat du désastre est généralisé, les diagnostics ne convergent pas toujours et se contentent d'aller à la surface des choses.

La formule est souvent utilisée : la République se serait retirée de certains « quartiers » . Il serait plus juste de dire qu'elle en a été chassée, et, plus encore, qu'une forme de déplacement de population ne disant pas son nom a eu lieu. La présence des checkpoints et autres lieux de contrôle par les gangs et les trafiquants dans les quartiers nord dépasse largement les catégories habituelles de l'insécurité : un nouveau paradigme s'impose. Nous sommes devant une partition politique du territoire, où s'exerce une souveraineté nouvelle, fixée, marquant de nouvelles frontières farouchement gardées. Cette souveraineté se croit autorisée à la plus grande violence et voit dans les forces de l'ordre une puissance rivale, misérable, soumise à une conception paralysante du droit. D'ailleurs, on les méprise : la faiblesse qui leur est prêtée et le dysfonctionnement du système judiciaire et carcéral amène les trafiquants aux pires audaces. Ces trafiquants qui se comportent en conquérants osent même enrégimenter les jeunes hommes pour les transformer en enfants-soldats sachant faire usage de leurs armes. Dans certains cas, un islam de combat vient transformer cette occupation du territoire en conflit ouvert avec la civilisation française et affirme son emprise sociale à travers le contrôle du corps des femmes.

Le territoire est « gruyérisé » . **On ne parle pas que d'une économie parallèle, mais d'une forme de contre-société, de contre-souveraineté. La chose est encore plus vraie quand on sait que certains habitants reconnaissent plus spontanément l'autorité des trafiquants que celle des policiers. Devant le désastre, un appel se fait alors entendre. Il serait nécessaire de casser les ghettos, de démolir les bâtiments vétustes et de répartir les populations ethniquement concentrées dans la ville afin d'entraver la dynamique du communautarisme. On se demande, avec raison, comment transmettre la culture et les moeurs françaises dans des classes où 80 % des enfants sont d'origine étrangère.** Seule la gauche mondaine fait semblant de ne rien voir en répétant que nous en sommes quelquefois à la troisième ou quatrième génération d'immigrés, sans se rendre compte qu'elle avoue au même moment l'échec d'une immigration ayant dépassé depuis longtemps les capacités d'intégration du pays.

On voit poindre, ici, les limites de l'ingénierie sociale et de l'étatisme, qui ne se contente plus de demander aux pouvoirs publics d'organiser la société, mais bien de la fabriquer. La science politique pourrait en faire une loi : plus une société se désagrège, et plus il devient nécessaire de la contrôler, de la quadriller, de la reconstruire administrativement, les lois et les règlements se substituant aux moeurs et au bon sens. Quand le substrat humain d'une société se décompose, le pouvoir politique devient spectral, évanescent, même s'il cherche au même moment à faire la preuve de son existence en multipliant les interventions nerveuses relevant moins, hélas, de l'action véritable que de l'agitation médiatique.

Surgit ainsi la figure du Léviathan impuissant, qui prétend se mêler de tout, mais qui ne peut en fait que plâtrer artificiellement les lézardes intimes de l'ordre social. Les rodomontades républicaines s'enchaînent, la parole publique se stérilise, les grandes promesses n'engagent plus à rien, et les charlatans du progressisme médiatique trouvent le moyen de voir dans cette décomposition l'aube d'une société nouvelle, régénérée, décolonisée. Au-delà des milliards à dépenser, c'est d'un véritable geste

de souveraineté dont la ville a besoin, pour restaurer l'autorité de l'État dans les quartiers qui se révoltent contre elle et protéger les populations prises en otage par les trafiquants et dont la détresse est souvent oubliée. Mais pour cela, l'État ne doit plus douter de sa légitimité, et affronter les féodalités nouvelles, qui le défient ouvertement et cherchent à l'humilier, ainsi que ses agents.

197,140

<https://www.lefigaro.fr/international/afghanistan-des-femmes-manifestent-pour-leurs-droits-les-talibans-recourent-a-la-violence-pour-les-disperser-20210904>

Afghanistan : des femmes manifestent pour leurs droits, les talibans recourent à la violence

Par Le Figaro

Publié 4 septembre, mis à jour il y a 4 heures

Plusieurs dizaines de femmes ont manifesté vendredi et samedi à Kaboul, devant le palais présidentiel, pour défendre leur droit à l'éducation et au travail.

Après Herat, Kaboul. Vendredi et samedi, des femmes sont descendues dans les rues de la capitale afghane, inquiètes pour le respect de leurs droits d'étudier et travailler alors que les talibans ont désormais le contrôle du pays. *«Elles étaient quelques unes hier, elles sont plusieurs dizaines aujourd'hui, femmes et filles rassemblées devant le palais présidentiel réclamant leurs droits et la justice»*, a ainsi tweeté samedi un journaliste de la chaîne afghane ToloNews.

Vendredi, sur les vidéos relayées par plusieurs journalistes locaux ainsi qu'Amnesty International, des femmes de tous âges étaient entièrement voilées, brandissent des pancartes appelant au respect de leurs droits. *«La liberté est notre devise, elle nous rend fières»*, peut-on lire sur certaines d'entre elles. Elles ne seraient *«pas plus d'une centaine»* selon Sharif Hassan, correspondant afghan pour le *New York Times*, *«mais leur courage vaut un millier»*, commente le journaliste, alors qu'elles *«risquent leur vie en marchant dans les rues»* sous les yeux des soldats islamistes.

Devant le palais présidentiel, des hommes armés sont venus encadrer les manifestantes et tenter de les faire reculer. *«Allez-vous en»*, a crié l'un d'eux selon la chaîne américaine CNN. Certains journalistes sur les réseaux sociaux évoquent des gestes de *«violence»* et des *«tirs de gaz»*, faisant notamment circuler l'image de la journaliste et défenseuse des droits Rabia Sadat blessée à la tête.

Un gouvernement sans femmes

Depuis la reprise de Kaboul mi-août, les insurgés ont pourtant multiplié les promesses orales pour donner toutes les apparences d'un gouvernement ouvert en matière de droits de femmes. Le 29 août, le ministre par intérim de l'enseignement supérieur du gouvernement taliban assurait ainsi que les Afghanes pourraient continuer d'étudier à l'université, quoique *«en accord avec la charia (loi islamique)»*, et *«sans que les femmes et les hommes ne soient mélangés»*. Des promesses insuffisantes pour rassurer les femmes, pour qui le souvenir du régime taliban de 1996 à 2001, qui avait strictement interdit l'éducation pour les filles et femmes, est encore présent. Jeudi déjà, une cinquantaine de femmes avaient lancé le mouvement à Hérat, troisième ville du pays proche des frontières de l'Iran et du Turkménistan. *«C'est notre droit d'avoir une éducation, du travail et la sécurité»*, chantaient-elles à l'unisson. Les manifestantes réclamaient également des postes pour les femmes au gouvernement, alors que les talibans ont laissé entendre qu'il pourrait n'y avoir aucune femme ministre, leur présence relevant plutôt des échelons inférieurs.

À Paris, des manifestants se sont réunis le 30 août dernier en soutien aux femmes afghanes. L'une des personnes présentes, entièrement recouverte d'une burqa, tenait une affiche : *«Après le 31 août, ne nous oubliez pas !»*, en référence au départ des dernières troupes américaines du pays, laissant définitivement le pays entre les mains des talibans.

Le Figaro, no. 23962

Le Figaro, samedi 4 septembre 2021 1099 mots, p. 18

Débats

Suède : cette étude sur l'origine des délinquants sans équivalent en France

Tribalat, Michèle, Planchon, Ronan

En Suède, le Conseil national de prévention du crime - qui dépend du ministère de la Justice - a publié un rapport sur les statistiques de la criminalité et de la délinquance entre 2007 et 2018 en fonction de l'origine des suspects et conclut à une surreprésentation des personnes d'origine étrangère. La démographe* évoque cette étude. Et explique pourquoi, en France, l'Insee ne réalise pas ce type de recherches.

LE FIGARO. - Selon l'étude, évoquée par « Le Monde », en Suède, un immigré de première génération est 2,5 fois plus souvent suspecté par la justice d'avoir commis un délit qu'une personne née en Suède de deux parents d'origine suédoise. Qu'en penser ?

Michèle TRIBALAT. - L'étude répond, notamment, à une question : parmi les individus de 15 ans ou plus figurant dans les registres de population au 31 décembre 2014, combien ont aussi été enregistrés comme suspects d'un ou plusieurs délits sur la période 2015-2018 ? On constate que ceux nés à l'étranger ont été effectivement 2,5 fois plus souvent mis en cause que ceux nés en Suède de deux parents eux-mêmes nés en Suède. Mais ceux nés en Suède de deux parents eux-mêmes nés à l'étranger l'ont été 3,2 fois plus. Précisons que ce n'est pas le premier rapport de ce type en Suède. Le précédent date de 2005.

Une corrélation n'est pas forcément synonyme de causalité. Peut-on établir un lien entre l'origine des personnes et le taux de délinquance ?

Ce constat n'a pas la prétention d'en élucider les causes, même si l'étude examine les résultats en introduisant différentes caractéristiques telles que l'âge (les individus nés de parents eux-mêmes nés à l'étranger sont plus jeunes), sexe, revenu disponible, niveau d'instruction et type de commune de résidence. Tout en soulignant que certaines différences dans ces caractéristiques peuvent s'expliquer par un parcours criminel antérieur ou par des facteurs agissant également sur la criminalité. Ces variables, une fois prises en compte, réduisent les écarts, mais sans jamais les effacer complètement. L'étude évoque aussi le vécu dans le pays d'accueil où les moeurs sont différentes, les lieux de résidence souvent ségrégués et de réelles discriminations. Quelles qu'en soient les raisons, d'après les informations sur les personnes mises en cause par la justice contenues dans cette étude, les crimes et délits présumés sont - proportionnellement - plus fréquents chez les personnes d'origine étrangère en Suède.

La Suède n'établit pas de statistiques ethniques, mais son appareil statistique, s'agissant de la démographie, repose sur un registre de population plus complet que celui utilisé par la France. Pourquoi ?

Si vous entendez par statistiques ethniques des statistiques ethno- raciales à l'anglaise ou à l'américaine, la Suède n'en produit pas. Pas plus que les autres pays nordiques, généralement bien outillés statistiquement grâce à leurs registres de populations, qu'ils n'hésitent pas à connecter avec d'autres registres. Dans l'étude suédoise que vous évoquez, la connexion a été faite entre une population sélectionnée dans le registre de population et celle des personnes mises en cause par la justice. Le registre suédois n'est pas « plus complet » qu'en France. La question ne se pose pas puisque la France n'en a pas, même si l'Insee construit maintenant des fichiers à partir de données administratives. Par exemple, le répertoire Fideli (fichier démographique sur les logements et les individus), qui réunit diverses données administratives.

Pourquoi l'Insee ne réalise-t-il pas des recherches sur ces questions ? Est-ce parce qu'elles sont liées à la problématique de l'immigration, qui suscite l'embarras ?

Au début des années 1970, l'Insee a été vivement remis en cause avec son projet Safari qui avait, justement, l'ambition d'informatiser des données administratives en créant un système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus (d'où l'acronyme) qui aurait connecté divers fichiers, grâce au NIR (notre numéro de Sécurité sociale) inventé par René Carmille. *Le Monde* n'avait pas hésité à sous-titrer un article sur le sujet dans son journal du 21 mars 1974 : « Safari ou la chasse aux Français ». Ce qui peut faire sourire aujourd'hui, tant l'informatisation est entrée dans les moeurs. À l'époque, cela fit pourtant scandale et c'est même de cette triste aventure qu'est née la Commission nationale informatique et libertés (Cnil). L'Insee dut abandonner son projet. Ce mauvais coup l'a rendu frileux. Si vous y ajoutez la problématique de l'immigration, vous avez un cocktail qui n'incite pas l'Insee à faire preuve d'audace. Cependant, depuis une quinzaine d'années, l'Insee a tout de même introduit dans ses grandes enquêtes (emploi, logement, famille, etc.) des questions sur le pays et la nationalité de naissance des parents. Il l'a fait au moment où la question des discriminations a été mise en avant, lui fournissant ainsi un argument moral insoupçonnable pour s'engager dans cette voie. Mais toujours pas dans les enquêtes annuelles de recensement qui permettraient pourtant de dénombrer plus sûrement les populations d'origine étrangère sur deux générations - et surtout de descendre à un niveau local fin pour étudier les concentrations locales. C'est le travail que je réalise avec mon collègue Bernard Aubry depuis une quinzaine d'années, mais seulement pour les moins de 18 ans encore au foyer des parents. France Stratégie s'y est mis récemment, à partir du fichier Saphir - fichier historique harmonisé des recensements - élaboré par Bernard Aubry lorsqu'il était encore à l'Insee, sans beaucoup d'encouragements de la part de l'institution, c'est le moins qu'on puisse dire.

En France, quels éléments statistiques sont disponibles ?

Je ne suis pas spécialiste du sujet, mais il n'existe évidemment pas de statistiques publiques sur l'origine des personnes suspectées, accusées ou condamnées. Encore une fois, c'est la prééminence de la question des discriminations qui a rendu la chose acceptable dans la statistique publique. Fournir des données qui pourraient montrer une surreprésentation des personnes d'origine étrangère dans les activités délinquantes ne fait pas partie du programme de lutte contre les discriminations.

En Suède, comme en France, ces données peuvent-elles être instrumentalisées ?

L'instrumentalisation est toujours possible, mais ce n'est pas un bon argument pour éviter d'introduire les données sur les immigrés et la génération née en France de parents immigrés dans les enquêtes annuelles de recensement. Il ne s'agit pas de données ethno-raciales, mais d'informations démographiques qui permettent d'étudier l'impact de l'immigration étrangère et l'intégration au fil de ces deux générations par courant migratoire. Comme le font nombre de nos voisins européens. Ces informations permettent de comprendre le phénomène migratoire dans sa dimension temporelle.

* Michèle Tribalat a publié et participé à de nombreux ouvrages remarquables. Dernier livre paru : « Statistiques ethniques, une querelle bien française », Éditions L'Artilleur, 2016. Retrouvez la version intégrale de cet entretien sur FigaroVox Premium.

Le Figaro (site web)

vendredi 3 septembre 2021 - 06:01 UTC +02:00 530 mots

Culture ; Livres

Frédéric Beigbeder: «La guerre de l'antiracisme»

Beigbeder, Frédéric

CHRONIQUE - *Le Voyant d'Étampes* d'Abel Quentin est le grand roman de la «cancel culture». C'est surtout l'éclosion d'un extraordinaire écrivain.

Je tiens à remercier Abel Quentin de m'avoir permis de revenir aux fondamentaux du métier de critique littéraire: admirer. Son *Voyant d'Étampes* est ce que j'ai lu de plus ambitieux depuis *L'Homme surnumér aire* de Patrice Jean (2017). Il existe désormais une école de romanciers néobalzaciens, disciples de Houellebecq, qui décrivent la déliquescence française avec un sarcasme vengeur.

Résumer l'intrigue du *Voyant d'Étampes* n'est pas tâche aisée car on se mordrait les doigts de dévoiler les multiples surprises de cette histoire, qui en font tout l'intérêt et le plaisir. L'antihéros, Jean Roscoff, est un prof d'université à la retraite, absurdement accusé de racisme, alors qu'il milita jadis à SOS Racisme. Il ne comprend pas pourquoi les «woke», héritiers du combat antiraciste, deviennent complètement fachos sur Twitter. Auteur d'une biographie de Robert Willow, poète américain méconnu, il sombre dans le gin et le malentendu. Sa fille lesbienne couche avec une néoféministe qui l'accuse de toutes les tares. Son ex-femme le méprise, son meilleur ami gagne 4 millions par an: bref, tout va mal. Jean rivalise de veulerie avec François, le héros de *Soumission* de Houellebecq, autre universitaire déprimé. Lui qui incarnait la gauche morale va tomber sous les balles d'une nouvelle génération qui pratique une autre morale, celle du piétinement. La publication de son nouveau livre va lui attirer des ennuis nombreux et inattendus, en même temps qu'une célébrité nauséabonde.

On n'est pas près d'oublier cette descente aux enfers du politiquement correct, qui rivalise d'adresse avec *La Tache* de Philip Roth, dont Quentin emprunte le coup de théâtre central. Thriller intello, charpenté et corrosif, *Le Voyant d'Étampes* vient de recevoir le prix Maison Rouge 2021, décerné chaque été à Biarritz par un jury exigeant, présidé par Philippe Djian. Retenez bien le nom d'Abel Quentin, jeune avocat dont c'est seulement le deuxième roman (le premier, *Sœur*, fut finaliste du Goncourt des lycéens il y a deux ans).

Me Quentin a une puissance et une précision qui font mouche à chaque page. S'il vous plaît, faites-nous confiance, pour une fois. Vous ne pourrez pas lâcher ce roman, qui démarre très fort, sur un ton à la fois hilarant et désespérant, et parvient à élever sans cesse son niveau de style, vipérin, et son suspense littéraire. On souhaite au *Voyant d'Étampes* le triomphe qu'il mérite, et on espère - sans trop se bercer d'illusions - que cet éloge de la nuance réveillera quelques «réveilleurs». On attendait une réponse française à la violente connerie du *New York Times* : la voilà, majestueuse, humaine et insolente. Libre.

„SONNTAGSTREND“:

SPD baut Vorsprung vor der Union aus

AKTUALISIERT AM 05.09.2021-02:23



SPD-Kanzlerkandidat Olaf Scholz Bild: dpa

Die Sozialdemokraten gewinnen laut einer Umfrage weiter an Zustimmung. CDU und CSU kommen auf nur noch 20 Prozent – ein historischer Tiefstand.

Drei Wochen vor der Bundestagswahl hat die **SPD** mit Kanzlerkandidat Olaf Scholz in einer Insa-Umfrage ihren Vorsprung vor der Union ausgebaut. Die Sozialdemokraten gewinnen im „Sonntagstrend“ für die Zeitung Bild am Sonntag gegenüber der Vorwoche einen Prozentpunkt hinzu und liegen nun bei 25 Prozent. CDU und CSU mit ihrem Kanzlerkandidaten Armin Laschet kommen gemeinsam auf 20 Prozent, ein Punkt weniger als vor einer Woche – und laut der Zeitung ein historischer Tiefstand.

Auf dem dritten Platz büßen die Grünen von Kanzlerkandidatin Annalena Baerbock einen Punkt ein und liegen nun bei 16 Prozent – gefolgt von der **FDP**, die unverändert auf 13 Prozent kommt. Jeweils einen Punkt zulegen können laut den Meinungsforschern des Instituts Insa die AfD mit 12 Prozent und die Linke mit 7 Prozent. Die sonstigen Parteien kommen gemeinsam auf 7 Prozent (minus 1).

Angesichts steigender Umfragewerte hofft SPD-Kandidat Scholz auf eine Mehrheit für eine rot-grüne Koalition. „Ich möchte gerne mit den Grünen zusammen regieren“, sagte der Bundesfinanzminister und Vizekanzler der Zeitung Tagesspiegel. „Ich habe in verschiedenen Regierungen schon mit den Grünen zusammengearbeitet, im Bund wie in Hamburg“. Beide Parteien hätten zwar „unterschiedliche Zielsetzungen, aber wir haben viele Schnittmengen.“

Auch das ZDF-„Politbarometer“ sieht SPD vorne

Auch mehrere Umfragen anderer Meinungsforschungsinstitute hatten die SPD zuletzt im Aufwind gesehen – und teils deutlich vor **CDU/CSU**. So sieht das am Freitag veröffentlichte ZDF-„Politbarometer“ der Forschungsgruppe Wahlen die Sozialdemokraten ebenfalls bei 25 Prozent, die Union liegt dort bei 22 Prozent.

Wahlumfragen sind generell immer mit Unsicherheiten behaftet. Unter anderem erschweren nachlassende Parteibindungen und immer kurzfristige Wahlentscheidungen den Meinungsforschungsinstituten die Gewichtung der erhobenen Daten. Grundsätzlich spiegeln Umfragen nur das Meinungsbild zum Zeitpunkt der Befragung wider und sind keine Prognosen auf den Wahlausgang.

SPD-Generalsekretär Lars Klingbeil übte scharfe Kritik an dem Unionskanzlerkandidaten Armin Laschet. „Laschet tritt sehr dünnhäutig auf. Er wechselt gerade panisch aus dem Schlafwagen ins Wild-Um-Sich-Schlagen“, sagte Klingbeil der Bild am Sonntag. „Die Ernsthaftigkeit, die man im Kanzleramt braucht, lässt Laschet völlig vermissen.“

CDU-Generalsekretär Paul Ziemiak sagte in dem Streitgespräch zur Weigerung von SPD-Kanzlerkandidat Olaf Scholz, eine Koalition mit der Linken auszuschließen: „Das ist übelste politische Trickserie. Da wird rumlaviert, um die Wähler in Sicherheit zu wiegen und am Ende zu täuschen.“ Natürlich würden SPD und Grüne, sobald es eine Stimme Mehrheit gebe, mit den Linken koalieren. „Diese Unehrllichkeit finde ich empörend. Wer so die Wähler hinters Licht führt, darf kein Land führen.“

Bei der Einschätzung verschiedener theoretischer Koalitionsoptionen gibt es laut „Sonntagstrend“ große Unterschiede. Eine Koalition aus SPD, Union und FDP bewerten der Umfrage zufolge 39 Prozent als gut für Deutschland, 44 Prozent als schlecht. Eine weitere große Koalition wäre aus Sicht von 35 Prozent gut, für 48 Prozent dagegen schlecht.

Von einem sogenannten Ampel-Bündnis aus SPD, Grünen und FDP sagen 29 Prozent, dass sie gut für das Land wäre – 53 Prozent halten sie für schlecht. Rot-Grün-Rot fänden 27 Prozent gut, 55 Prozent schlecht. Am schlechtesten wird eine Jamaika-Koalition aus Union, Grünen und FDP beurteilt: 23 Prozent bewerten diese Variante als gut, 58 Prozent als schlecht.

Für den „Sonntagstrend“ hat das Meinungsforschungsinstitut Insa nach Angaben der [Bild am Sonntag](#) 1427 Menschen befragt. Die maximale Fehlertoleranz beträgt demnach +/- 2,8 Prozentpunkte.

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/kriminalitaet/29-jaehriger-verletzt-frau-in-gruenanlage-in-berlin-durch-messerstiche-in-hals-lebensgefuehrlich-17517698.html>

ISLAMISTISCHES MOTIV MÖGLICH:

29-Jähriger verletzt Frau durch Messerstiche in Hals lebensgefährlich

-
- AKTUALISIERT AM 05.09.2021-14:51

In einer Berliner Grünanlage griff ein Mann eine 58 Jahre alte Frau mit einem Messer an. Laut Polizei störte der Täter sich daran, dass sie als Frau arbeitete. Ermittelt wird nun auch wegen eines möglichen islamistischen Motivs.

Ein Mann soll eine 58-Jährige in einer Berliner Grünanlage durch Messerstiche in den Hals lebensgefährlich verletzt haben. Am Samstagmittag habe der 29-Jährige die Landschaftsgärtnerin in Wilmersdorf angesprochen, weil er sich mutmaßlich daran störte, dass sie als Frau arbeitete, wie die Polizei am Sonntag mitteilte.

Dann soll er ihr plötzlich mit einem Messer mehrfach in den Hals gestochen haben. Er attackierte den Angaben zufolge auch einen zur Hilfe eilenden 66 Jahre alten Passanten mit dem Messer und verletzte ihn schwer.

Der Tatverdächtige wurde noch am Tatort festgenommen. Laut Polizei besteht der Verdacht einer psychischen Erkrankung des Afghanen.

Die Generalstaatsanwaltschaft und das Landeskriminalamt ermitteln nun auch unter dem Aspekt eines möglichen islamistisch motivierten Angriffs. Der 29-Jährige soll im Laufe des Sonntags einem Haftrichter vorgeführt werden.

Afghanistan: les étudiantes devront porter une abaya et un niqab

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 36 minutes

Des femmes afghanes tiennent des pancartes alors qu'elles participent à une manifestation à Herat, le 2 septembre 2021. - / AFP

Les femmes devront également quitter la classe cinq minutes avant les étudiants et patienter dans des salles d'attente le temps que ces derniers aient quitté les lieux.

Les étudiantes afghanes devront porter une abaya noire, assortie d'un niqab couvrant le visage, et suivront les enseignements dans des classes non mixtes, selon un décret publié par le nouveau régime taliban à la veille la réouverture des universités privées du pays.

Les femmes inscrites dans ces établissements devront également quitter la classe cinq minutes avant les étudiants et patienter dans des salles d'attente le temps que ces derniers aient quitté les lieux, précise ce décret daté de samedi et publié par le ministère de l'Enseignement supérieur. Les universités seront quant à elles tenues de «*recruter des enseignantes pour les étudiantes*», ou tenter de recruter «*des enseignants âgés*» dont la moralité aura été passée au crible, peut-on encore lire dans ce décret.

Lors du premier passage au pouvoir du mouvement islamiste entre 1996 et 2001, la règle de la non-mixité avait empêché la quasi totalité des femmes d'étudier. Le port de la burqa, long voile couvrant complètement la tête et le corps, avec un grillage dissimulant les yeux, était alors obligatoire. L'abaya, que les étudiantes des établissements privés devront porter, est un large voile couvrant le corps. Le niqab couvre lui le visage et laisse apparaître les yeux.

La question des droits des femmes est celle sur laquelle les talibans, qui ont pris le pouvoir le 15 août dernier à l'issue d'une offensive militaire éclair, sont le plus attendus par la communauté internationale. Cette dernière, ainsi qu'une partie de la population afghane, garde en effet en mémoire la brutalité du mouvement islamiste qui s'efforce, depuis son retour au pouvoir, de montrer un visage plus modéré.

Concernant les classes non mixtes, «*ça va être compliqué d'un point de vue pratique, nous n'avons pas suffisamment d'enseignantes ni suffisamment de salles de classe pour séparer les filles*» des garçons, souligne auprès de l'AFP un professeur d'université, qui a requis l'anonymat. «*Mais le fait qu'ils permettent aux filles d'aller à l'école et d'aller à l'université est en soi une étape importante et positive*», ajoute-t-il.

Avant le retour des talibans, les étudiantes afghanes pouvaient suivre les cours dans des classes mixtes et assister à des séminaires donnés par des hommes. Au cours des vingt dernières années, les écoles et les universités n'ont pas été épargnées par les violences qui ont secoué le pays et ont essuyé plusieurs attentats meurtriers. Les talibans ont toujours nié toute implication dans ces attaques, dont certaines ont été revendiquées par la branche locale du groupe Etat islamique.

[Leaders Sep 4th 2021 edition](#)

Political thought

The threat from the illiberal left

Don't underestimate the danger of left-leaning identity politics



Something has gone very wrong with Western liberalism. At its heart classical liberalism believes human progress is brought about by debate and reform. The best way to navigate disruptive change in a divided world is through a universal commitment to individual dignity, open markets and limited government. Yet a resurgent China sneers at liberalism for being selfish, decadent and unstable. At home, populists on the right and left rage at liberalism for its supposed elitism and privilege.

Over the past 250 years classical liberalism has helped bring about unparalleled progress. It will not vanish in a puff of smoke. But it is undergoing a severe test, just as it did a century ago when the cancers of Bolshevism and fascism began to eat away at liberal Europe from within. It is time for liberals to understand what they are up against and to fight back.

Nowhere is the fight fiercer than in America, where this week the Supreme Court chose [not to strike down](#) a draconian and bizarre anti-abortion law. The most dangerous threat in liberalism's spiritual home comes from the Trumpian right. Populists denigrate liberal edifices such as science and the rule of law as façades for a plot by the deep state against the people. They subordinate facts and reason to tribal emotion. The enduring falsehood that the presidential election in 2020 was stolen points to where such impulses lead. If people cannot settle their differences using debate and trusted institutions, they resort to force.

The attack from the left is harder to grasp, partly because in America "liberal" has come to include an illiberal left. We describe this week how a new style of politics has recently spread from elite university departments. As young graduates have taken jobs in the upmarket media and in politics, business and education, they have brought with them a horror of feeling "unsafe" and an agenda obsessed with a narrow vision of obtaining justice for oppressed identity groups. They have also brought along tactics to enforce ideological purity, by no-platforming their enemies and cancelling allies who have transgressed—with echoes of the [confessional state](#) that dominated Europe before classical liberalism took root at the end of the 18th century.

Superficially, the illiberal left and classical liberals like *The Economist* want many of the same things. Both believe that people should be able to flourish whatever their sexuality or race. They share a suspicion of authority and entrenched interests. They believe in the desirability of change.

However, classical liberals and illiberal progressives could hardly disagree more over how to bring these things about. For classical liberals, the precise direction of progress is unknowable. It must be spontaneous and from the bottom up—and it depends on the separation of powers, so that nobody nor any group is able to exert lasting control. By contrast the illiberal left put their own power at the centre of things, because they are sure real progress is possible only after they have first seen to it that racial, sexual and other hierarchies are dismantled.

This difference in method has profound implications. Classical liberals believe in setting fair initial conditions and letting events unfold through competition—by, say, eliminating corporate monopolies, opening up guilds, radically reforming taxation and making education accessible with vouchers. Progressives see laissez-faire as a pretence which powerful vested interests use to preserve the status quo. Instead, they believe in imposing “equity”—the outcomes that they deem just. For example, Ibram X. Kendi, a scholar-activist, asserts that any colour-blind policy, including the standardised testing of children, is racist if it ends up increasing average racial differentials, however enlightened the intentions behind it.

Mr Kendi is right to want an anti-racist policy that works. But his blunderbuss approach risks denying some disadvantaged children the help they need and others the chance to realise their talents. Individuals, not just groups, must be treated fairly for society to flourish. Besides, society has many goals. People worry about economic growth, welfare, crime, the environment and national security, and policies cannot be judged simply on whether they advance a particular group. Classical liberals use debate to hash out priorities and trade-offs in a pluralist society and then use elections to settle on a course. The illiberal left believe that the marketplace of ideas is rigged just like all the others. What masquerades as evidence and argument, they say, is really yet another assertion of raw power by the elite.

Progressives of the old school remain champions of free speech. But illiberal progressives think that equity requires the field to be tilted against those who are privileged and reactionary. That means restricting their freedom of speech, using a caste system of victimhood in which those on top must defer to those with a greater claim to restorative justice. It also involves making an example of supposed reactionaries, by punishing them when they say something that is taken to make someone who is less privileged feel unsafe. The results are calling-out, cancellation and no-platforming.

Milton Friedman once said that the “society that puts equality before freedom will end up with neither”. He was right. Illiberal progressives think they have a blueprint for freeing oppressed groups. In reality theirs is a formula for the oppression of individuals—and, in that, it is not so very different from the plans of the populist right. In their different ways both extremes put power before process, ends before means and the interests of the group before the freedom of the individual.

Countries run by the strongmen whom populists admire, such as Hungary under Viktor Orban and Russia under Vladimir Putin, show that unchecked power is a bad foundation for good government. Utopias like Cuba and Venezuela show that ends do not justify means. And nowhere at all do individuals willingly conform to state-imposed racial and economic stereotypes.

When populists put partisanship before truth, they sabotage good government. When progressives divide people into competing castes, they turn the nation against itself. Both diminish institutions that resolve social conflict. Hence they often resort to coercion, however much they like to talk about justice.

If classical liberalism is so much better than the alternatives, why is it struggling around the world? One reason is that populists and progressives feed off each other pathologically. The hatred each camp feels for the other inflames its own supporters—to the benefit of both. Criticising your own tribe’s excesses seems like treachery. Under these conditions, liberal debate is starved of oxygen. Just look at Britain, where politics in the past few years was consumed by the rows between uncompromising Tory Brexiteers and the Labour Party under Jeremy Corbyn.

Aspects of liberalism go against the grain of human nature. It requires you to defend your opponents’ right to speak, even when you know they are wrong. You must be willing to question your deepest beliefs. Businesses must not be sheltered from the gales of creative destruction. Your loved ones must advance on merit alone, even if all your instincts are to bend the rules for them. You must accept the victory of your enemies at the ballot box, even if you think they will bring the country to ruin.

In short, it is hard work to be a genuine liberal. After the collapse of the Soviet Union, when their last ideological challenger seemed to crumble, arrogant elites lost touch with liberalism’s humility and self-doubt. They fell into the habit of believing they were always right. They engineered America’s meritocracy to favour people like them. After the financial crisis, they oversaw an economy that grew too slowly for people to feel prosperous. Far from treating white working-class critics with dignity, they sneered at their supposed lack of sophistication.

This complacency has let opponents blame lasting imperfections on liberalism—and, because of the treatment of race in America, to insist the whole country was rotten from the start. In the face of persistent inequality and racism, classical liberals can remind people that change takes time. But Washington is broken, China is storming ahead and people are restless.

A liberal lack of conviction

The ultimate complacency would be for classical liberals to underestimate the threat. Too many right-leaning liberals are inclined to choose a shameless marriage of convenience with populists. Too many left-leaning liberals focus on how they, too, want social justice. They comfort themselves with the thought that the most intolerant illiberalism belongs to a fringe. Don't worry, they say, intolerance is part of the mechanism of change: by focusing on injustice, they shift the centre ground.

Yet it is precisely by countering the forces propelling people to the extremes that classical liberals prevent the extremes from strengthening. By applying liberal principles, they help solve society's many problems without anyone resorting to coercion. Only liberals appreciate diversity in all its forms and understand how to make it a strength. Only they can deal fairly with everything from education to planning and foreign policy so as to release people's creative energies. Classical liberals must rediscover their fighting spirit. They should take on the bullies and cancellers. Liberalism is still the best engine for equitable progress. Liberals must have the courage to say so.

Le Figaro, no. 23961

Le Figaro, vendredi 3 septembre 2021 1175 mots, p. 16

Débats

La France doit renouer avec une éducation scientifique exigeante

Tournier, Vincent



Le déclin de l'esprit rationnel et positif, donc de la méthode scientifique, est manifeste en France. Il contribue à l'affaiblissement de notre pays, argumente le maître de conférences en science politique à Sciences Po Grenoble. Tout indique que la culture scientifique des Français a connu un important déclin. La baisse du niveau des élèves en mathématiques et en sciences est confirmée par de nombreuses études. Dans les comparaisons internationales, la culture mathématique des Français n'est guère brillante. Un terme nouveau a dû être forgé : l'innomérisme, problème que l'Académie des sciences juge « *aussi grave que celui de l'illettrisme* » .

Parmi les autres signes, mentionnons le mouvement antivaccin, qui laisse un goût amer au pays de Pasteur ; le succès des théories complotistes ; et la diffusion de théories simplistes telles que la théorie du genre (qui est la négation du darwinisme). On peut aussi évoquer les théories raciales comme le décolonialisme, dont la caractéristique est de réhabiliter une vision biologisante qui enferme les individus comme les institutions dans un déterminisme historique, voire génétique. Un autre point troublant est la bienveillance déconcertante dont bénéficie l'obscurantisme religieux. Et c'est désormais dans les universités et les centres de recherche que se cultivent toutes ces théories et croyances, ce qui réduit à néant la proposition optimiste selon laquelle un plan de financement de la recherche devrait suffire à résoudre le problème.

Bien sûr, tous ces éléments ne sont pas comparables, et ont des causes variées. Nul doute cependant qu'ils ont un facteur commun : le déclin de l'esprit rationnel et positif, donc de la méthode scientifique. **Ce déclin a lui-même plusieurs causes.** **L'effondrement du secteur industriel a rendu les filières scientifiques moins attractives.** La montée de la pensée relativiste, favorisée par le contexte d'une Europe déclinante qui regarde avec mépris ses ambitions universelles d'autrefois, d'où la tendance à placer la science sur un pied d'égalité avec l'homéopathie ou l'astrologie. Les réseaux sociaux ont aussi leur responsabilité : ils ont créé des univers parallèles qui enferment les individus dans des croyances régressives, fondées sur des explications sommaires. De surcroît, un temps considérable est passé devant les écrans, au détriment des apprentissages et de la sociabilité.

Une autre cause, plus délicate car politiquement sensible, est la politique d'immigration, qui a eu pour caractéristique en France d'être généreuse et de refuser le principe d'une immigration choisie. De ce fait, notre pays a accueilli des parents dont beaucoup, malgré leur bonne volonté, ont peu d'expérience de l'école et ne peuvent aider leurs enfants, faute parfois de maîtriser la langue française. Or, le rôle des parents, à commencer par celui des mères, est crucial dans la réussite scolaire : ce sont eux qui déclenchent - ou pas - l'envie de s'investir dans les études et qui accompagnent leur scolarité. Résultat : la France compte parmi les pays où l'écart de performance entre les enfants natis et ceux issus de l'immigration est relativement élevé (note de l'OCDE sur les résultats Pisa pour la France en 2018).

Cet écart a volontiers été mis sur le compte de l'école, vite accusée de pratiques discriminatoires, voire de racisme. L'accusation a séduit parce qu'elle a bénéficié d'un contexte favorable, venant après la période anti-autorité des années 1970 et les dénonciations implacables de Pierre Bourdieu. Ce grief est en réalité grandement exagéré : non seulement l'école de jadis assurait une relative promotion sociale des milieux populaires (voir l'article de Serge Berstein dans la revue *L'Histoire* no 202, septembre 1996), mais de plus il a été montré que les enseignants ont tendance à pratiquer une discrimination positive de facto, n'hésitant pas à donner un coup de pouce aux enfants d'immigrés pour compenser leurs désavantages (Yaël Brinbaum et Annick Kieffer, « Les scolarités des enfants d'immigrés de la sixième au baccalauréat : différenciation et polarisation des parcours » , revue *Population* , no 64, 2009/3).

La culpabilisation de l'école a pourtant provoqué un changement radical d'orientation. Au cours des dernières décennies, la grande préoccupation qui a animé les réformes sur l'éducation se résume à un mot d'ordre : l'inclusivité. Le terme s'est banalisé (société inclusive, écriture inclusive, politique inclusive), ce qui traduit une préoccupation accrue pour la bienveillance et l'empathie. L'objectif a donc été d'aller vers une école inclusive, capable d'assurer la réussite de tous les élèves : il ne s'agissait plus de conforter les missions premières de l'école mais d'adapter celle-ci à ses nouveaux publics. C'est du reste la mise en avant de cet objectif qui explique pourquoi une partie de la gauche continue d'être mal à l'aise avec l'interdiction des signes religieux.

La politique d'inclusion n'a évidemment pas que des effets négatifs, et on peut sans doute mettre à son crédit une atténuation de la fragmentation sociale. Mais l'une de ses principales conséquences a été de faire baisser drastiquement les exigences, notamment dans les matières scientifiques. Tel a bien été le trait commun de toutes les réformes engagées ces dernières années : injonction d'aboutir à 80 % d'une génération au niveau du bac, création des ZEP, suppression implicite de l'examen lui-même.

D'autres facteurs ont concouru à ce changement. L'évolution des moeurs, avec une plus grande sensibilité à l'égard de la psychologie des enfants, ainsi que la critique à l'égard de la sélection et de l'élitisme. La question de la parité entre garçons et filles car, si les filles obtiennent en moyenne de meilleurs résultats scolaires que les garçons, elles sont moins intéressées par les sciences, ce qui a contribué à dégrader l'image des filières scientifiques, perçues comme un repaire de la « domination masculine ».

Toutes ces raisons ont contribué à faire baisser la place des sciences et des mathématiques dans les cursus. Le problème est donc profond, et il risque de s'aggraver encore à l'avenir. Car la culture scientifique est la seule qui ne peut être transmise qu'à l'école. Même dans les grandes écoles, dernier bastion de l'exigence scolaire, on commence désormais à préférer se priver des bons élèves pour favoriser des publics jugés discriminés.

Que faut-il faire ? La réponse est à la fois simple et difficile : inverser la vapeur, arrêter de donner la priorité à l'inclusion, revenir aux valeurs sûres que sont le travail et le mérite, et redonner toute leur place aux matières scientifiques. Cela suppose de ne pas avoir peur d'assumer une politique éducative ambitieuse qui exige de cultiver l'esprit scientifique et de pousser les bons élèves. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faille se désintéresser des autres publics, mais simplement que la priorité doit être ailleurs. Une revalorisation des conditions générales de l'enseignement est aussi nécessaire, notamment pour attirer vers le professorat des diplômés en mathématiques ou en sciences qui préfèrent désormais se tourner vers les carrières privées.

Aux bonnes âmes qui seraient choquées par une telle conclusion, on répondra qu'il faut regarder le monde tel qu'il est : à l'heure où la Chine est en train de dépasser l'Occident en matière de recherche scientifique, il va falloir que la France se donne les moyens de rester dans la course, du moins si elle ne veut pas être obligée, demain, de quémander auprès des Chinois pour qu'ils lui octroient leurs découvertes scientifiques et leurs vaccins.

DOPPELJUBILÄUM:

Eine Amerikanerin in Florenz

- VON FREDDY LANGER
- -AKTUALISIERT AM 06.09.2021-12:58



Sie habe sich „wie Beatrice gefühlt“, erzählte Ninalee „Jinx“ Allen Craig später gern, als sie erhobenen Hauptes durch die Männerschar gegangen sei. Bild: Orkin/Engel Film and Photo Archive

Die Männer? Gar nicht erst ignorieren! Vor hundert Jahren kam die Fotografin Ruth Orkin auf die Welt, und vor siebzig Jahren nahm sie in Florenz ihr berühmtestes Bild auf.

So flott, so streng, so selbstbewusst zwischen einer Horde italienischer Männer hindurchzulaufen, deren Blicke allesamt entkleiden und deren Hände nicht nur an artigen Stellen liegen: das muss man erst einmal schaffen. Die Augen geradeaus, eine Stola übergeworfen wie eine Rüstung, der Schritt vermutlich eine Spur schneller als sonst. Fühlte sie sich nicht unwohl bei diesem Spießrutenlauf? „Im Gegenteil“, wurde Ninalee „Jinx“ Allen Craig zeitlebens nicht müde zu antworten. Sie sei sich vorgekommen wie Dantes Beatrice und habe sich in diesem „Meer von Männern“ großartig gefühlt. Auch überlegen. Hunderttausende anderer Frauen dachten das Gleiche, dekorierten mit dem Bild ihre Studentenbuden und sorgten dafür, dass die Aufnahme zu einer Ikone der Frauenbewegung wurde.

Aufgenommen hat sie Ruth Orkin. In Florenz, am 22. August 1951. Die beiden Amerikanerinnen, so geht die Legende, hatten sich erst abends zuvor in einem schlichten Hotel kennengelernt und spontan beschlossen, für eine Reportage über eine alleinreisende Frau gemeinsam durch die Stadt zu spazieren. Das Potential, das in der Szene an der Piazza della **Repubblica** steckte, blieb Ruth Orkin nicht verborgen, weshalb sie die neue Freundin mitten hinein in die Macho-Runde dirigierte. Und man darf wohl unterstellen, dass dies wiederum den Herren nicht verborgen blieb und sie nur allzu gern in die Rolle des Papagallos, Casanovas oder Don Juans schlüpfen, kurz: eines Weiberhelden. Bisweilen können Klischees auch zur Verpflichtung werden.



Und vielleicht kam sich der junge Mann vor wie Alighieri Dante, mit dem sie anschließend auf dessen Lambretta davon knatterte. :Bild: Orkin/Engel Film and Photo Archive

Wie gelöst die Atmosphäre nur Sekunden später war, belegt ein Blick auf den Kontaktstreifen von Ruth Orkins Schwarz-Weiß-Film jenes Tages: Denn schon auf dem nächsten Bild sitzt Jinx vor Vergnügen kreischend auf dem Motorroller des jungen Mannes, der ihr eben noch vom Straßenrand aus frech lachend nachschaute, und knattert mit ihm auf der Lambretta davon.

Heute taugte Ruth Orkins Bild „American Girl in Italy“ wohl vor allem als Illustration der Me-too-Debatte. Dabei wollte die Reportage von der neu gewonnenen Lebenslust im Anschluss an die Jahre des Kriegs erzählen. Ruth Orkin war in Israel gewesen, wo sie im Auftrag von Life das Philharmonie-Orchester des Landes fotografiert hatte, anschließend aus privatem Interesse Flüchtlinge porträtierte und für einige Zeit sogar in einem Kibbuz arbeitete. Auf dem Rückweg nach Amerika nahm sie einen ausgedehnten Umweg durch Europa und legte dabei auch einen Stopp in Italien ein.



Flirt im Café :Bild: Orkin/Engel Film and Photo Archive

Die Sehnsucht nach dem Süden, die den Deutschen spätestens von Goethe in die Gene injiziert worden ist, hatte längst auch Amerika befallen. Was anders, als manche denken, keineswegs an William Wylers romantischer Filmkomödie „Ein Herz und eine Krone“ gelegen haben kann, in der in einem doppelten Versteckspiel Gregory Peck als Klatschreporter eine von [Audrey Hepburn](#) gespielte Kronprinzessin zu den schönsten Orten Roms führt. Denn der kam erst 1953 in die Kinos. Vielmehr würde man sich nicht wundern, wenn umgekehrt Ruth Orkins Bildreportage den Drehbuchautor Dalton Trumbo zu seiner Geschichte inspiriert hätte. Erschienen sind die Aufnahmen im September 1952 in der Frauenillustrierten Cosmopolitan unter dem Titel „When You Travel Alone . . .“, ergänzt um eine ganze

Reihe von Ratschlägen zu Geld, Männern und Moral, um froh und sicher zu reisen. Doch darüber, ob Dalton Trumbo die Bildreportage gesehen hat, ist nichts herauszufinden.

Nur für zwei Stunden, so heißt es, seien die beiden jungen Frauen miteinander in den Straßen von Florenz unterwegs gewesen. Aber Ruth Orkin, die später auch Filme drehte, hatte ihre Geschichte offensichtlich sehr genau im Kopf und in der dreiundzwanzig Jahre alten Kunststudentin Jinx die perfekte Schauspielerin gefunden. Es war ein Spiel mit Momenten, wie sie sich bei Reisen ergeben. Manches mag zufällig geschehen sein, anderes war unzweideutig arrangiert. Dabei scheute sich auch Ruth Orkin nicht, den Klischees nachzugeben: Einmal ließ sie ihr Modell mit zusammengekniffenen Augen aus einem Reisebus herausschauen, das andere Mal blickt sie in der Loggia dei Lanzi neben dem Palazzo Vecchio staunend und mit offenem Mund hinauf zu Giambolognas Darstellung eines nackten Reckens, der eine ebenfalls nackte, geraubte Sabinerin in die Höhe stemmt. Auf der Terrasse eines Straßencafés versucht Jinx während eines Gesprächs mit dem Kellner mit einem Bündel Lira-Scheinen zurechtzukommen, während auf dem Markt ein Verkäufer ihr den Preis für seine Taschen auf einen Zettel notiert, um so die Sprachbarriere zu überwinden. An einer Kreuzung fragt sie einen Verkehrspolizisten in adrett schneeweißer Uniform nach dem Weg, und auf einer breiten Straße verursacht sie zwischen einem Dutzend buckliger Limousinen einen Verkehrsstau, wobei ihr nicht zuletzt geholfen haben dürfte, dass sie ihre Stola in leuchtendem Rot, wie einer Farbaufnahme zu entnehmen ist, zum Blickfang gemacht haben muss.



Verirrt in der Stadt :Bild: Orkin/Engel Film and Photo Archive

Florenz wird zum Theater, vor dessen Kulissen das Stück vom süßen Leben aufgeführt wird – nicht allerdings das vom süßen Nichtstun, sonst säße Jinx nicht auf einer der Aufnahmen, den Reiseführer im Schoß, völlig erschöpft am Fuß des Neptunbrunnens auf der Piazza della Signoria. Den nackten, erotisch gehörig aufgeladenen Teufel in der Equipe des Meeresherrn würdigt sie keines Blicks – was womöglich der unterschwellige Ratschlag der Reportage für die alleinreisenden Frauen war: Die Männer? Gar nicht erst ignorieren!



Erschöpft am Neptunbrunnen :Bild: Orkin/Engel Film and Photo Archive

Am morgigen Freitag wäre Ruth Orkin hundert Jahre alt geworden. Aus diesem Anlass ist im Hatje Cantz Verlag der umfassende Bildband „Ruth Orkin – A Photo Spirit“ erschienen, herausgegeben von Nadine Barth und Mary Engel mit Texten von Kristen Gresh, Mary Engel und Ruth Orkin. 240 Seiten, zahlreiche Abbildungen, gebunden, 38 Euro. Eine Ausstellung mit Aufnahmen von Ruth Orkin zeigt die Berliner Galerie f³ – freiraum für fotografie vom 4. September bis zum 21. November.

